



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Harvard College Library



**FROM THE
J. HUNTINGTON WOLCOTT
FUND**

**GIVEN BY ROGER WOLCOTT [CLASS
OF 1870] IN MEMORY OF HIS FATHER
FOR THE "PURCHASE OF BOOKS OF
PERMANENT VALUE, THE PREFERENCE
TO BE GIVEN TO WORKS OF HISTORY,
POLITICAL ECONOMY AND SOCIOLOGY"**

24.

ANNALES
DE
L'INSTITUT INTERNATIONAL
DE
SOCIOLOGIE

TOME VIII

A LA MEME LIBRAIRIE :

- Annales de l'Institut International de Sociologie**, publiées sous la direction de M. RENÉ WORMS. Tome I, contenant les travaux du premier Congrès, tenu en 1894 à Paris; 1 vol. in-8°, 1895 7 fr.
- Tome II, contenant les travaux du Congrès tenu en 1895 à Paris; 1 vol. in-8°, 1896 7 fr.
- Tome III, contenant les travaux de l'année 1896; 1 vol. in-8°, 1897 7 fr.
- Tome IV, contenant les travaux du Congrès tenu en 1897 à Paris; 1 vol. in-8°, 1898 10 fr.
- Tome V, contenant les travaux de l'année 1898; 1 vol. in-8°, 1899 10 fr.
- Tome VI, contenant les travaux de l'année 1899; 1 vol. in-8°, 1900 7 fr.
- Tome VII, contenant les travaux du Congrès tenu à Paris en 1900; 1 vol. in-8°, 1901. 7 fr.

Revue Internationale de Sociologie, publiée tous les mois sous la direction de M. RENÉ WORMS :

- Année 1893, 1 fort volume in-8° de 560 pages 10 fr.
- Année 1894, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages. 18 fr.
- Année 1895, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages. 18 fr.
- Année 1896, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages. 18 fr.
- Année 1897, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages. 18 fr.
- Année 1898, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages. 18 fr.
- Année 1899, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages. 18 fr.
- Année 1900, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages. 18 fr.
- Année 1901, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages 18 fr.
- Année 1902, 1 très fort volume in-8° d'environ 1000 pages (en cours de publication). 18 fr.

Bibliothèque Sociologique Internationale, publiée sous la direction de M. RENÉ WORMS : vingt-cinq volumes in-8°, reliés (voir leur liste à la 4^e page de la couverture de ce volume).

3 726

ANNALES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉES SOUS LA DIRECTION DE

RENÉ WORMS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

TOME VIII

TRAVAUX DES ANNÉES 1900 & 1901

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

OU ÉCONOMIQUE

Par Casimir de KELLES-KRAUZ, J. NOVICOW, A. LORIA,
Maxime KOVALEWSKY, R. de la GRASSERIE, Ad. COSTE,
N. ABRIKOSSOF, F. TËNNIES, G. DE GREEF, Lester
WARD, Ch. LIMOUSIN, A. GROPPALI, F. PUGLIA, E. de
ROBERTY, René WORMS, Alfred FOUILLÉE, G. TARDE,
Ed. SANZ Y ESCARTIN, L. WNIARSKI.

PARIS, V^e ARR.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, 16

1902

Δ
Econ P 50.1
✓



Wolcott Friend

ANNALES
DE
L'INSTITUT INTERNATIONAL
DE
SOCIOLOGIE

TOME VIII

STATUTS

ARTICLE PREMIER. — L'Institut International de Sociologie a pour but de grouper les sociologues des divers pays en vue de l'étude scientifique des questions sociologiques.

ARTICLE 2. — Il se compose, au plus, de cent membres et deux cents associés. Il a son siège à Paris.

ARTICLE 3. — Il se réunit périodiquement en Congrès. Chaque Congrès fixe le lieu et la date de celui qui le suivra.

ARTICLE 4. — Le Congrès écoute et discute les communications des membres et associés de l'Institut sur des questions sociologiques mises à l'ordre du jour. Il élit les membres et les associés de l'Institut. Il nomme les bureaux qui devront être en exercice jusqu'au Congrès suivant. — Les membres et les associés peuvent

prendre part aux Congrès et parler dans les discussions scientifiques. Les membres seuls peuvent prendre part aux votes et élections.

ARTICLE 5. — Le bureau de l'Institut se compose de : un président, quatre vice-présidents et un secrétaire-général. Ses membres sont choisis, autant que possible, dans des nations différentes. Leurs fonctions durent un an, sauf celles du secrétaire-général, dont la durée est de dix années. — Dans l'intervalle des Congrès, le bureau est chargé de prononcer l'admission des membres et associés. — Toute la correspondance relative à l'Institut doit être adressée au secrétaire-général (1).

ARTICLE 6. — Toute proposition à porter à l'ordre du jour des séances privées d'un Congrès devra être envoyée au moins un mois à l'avance au bureau. Tout mémoire à lire dans les séances publiques lui devra être adressé dans le même délai, et il pourra exiger de l'auteur des suppressions et corrections.

ARTICLE 7. — L'Institut publie annuellement un recueil de ses travaux, contenant les communications faites au Congrès et les discussions auxquelles elles ont donné lieu. Il peut y être inséré, par décision du bureau, des travaux de sociologie émanant des membres et associés de l'Institut et qui n'auraient point été l'objet d'une communication au Congrès. Le recueil sera mis en vente à un prix fixé par accord entre le bureau et les éditeurs. Chaque membre ou associé reçoit gratuitement un exemplaire du volume où il a inséré un travail.

(1) L'adresse du secrétaire-général est : M. René Worms, 115, boulevard Saint-Germain, à Paris, VI^e arrondissement.

ARTICLE 8. — Chaque orateur peut s'exprimer au Congrès dans sa langue maternelle. Les travaux destinés aux Annales doivent être remis au bureau par leurs auteurs en langue française.

ARTICLE 9. — Aucune reproduction ou traduction des études parues dans les Annales ne pourra être faite qu'avec l'adhésion commune du bureau de l'Institut, de l'auteur et des éditeurs. Pourtant chaque auteur aura le droit de faire paraître librement la traduction de son étude dans un périodique en langue non française, avec la mention : *Extrait des Annales de l'Institut International de Sociologie*.

ARTICLE 10. — Pour couvrir les frais de l'Institut, les membres de l'Institut paieront un droit d'entrée de vingt francs, et les associés un droit d'entrée de dix francs.

ARTICLE 11. — Tout projet de modification aux statuts devra être porté à la connaissance des membres au moins six mois avant le vote. Il pourra être admis par l'adhésion, soit de la majorité des membres en exercice, soit des trois quarts des membres prenant part au vote.

BUREAUX SUCCESSIFS DE L'INSTITUT⁽¹⁾

Bureau pour 1893-94.

Président : JOHN LUBBOCK.

Vice-Présidents : ENRICO FERRI, J. NOVICOW, ALBERT SCHÆFFLE, GABRIEL TARDE.

Secrétaire-Général : RENÉ WORMS.

Bureau pour 1895.

Président : ALBERT SCHÆFFLE.

Vice-Présidents : DOUGLAS GALTON, LOUIS GUM-
PLOWICZ, MAXIME KOVALEWSKY, CHARLES LETOURNEAU.

Secrétaire-Général : RENÉ WORMS.

Bureau pour 1896.

Président : ALFRED FOUILLÉE.

Vice-Présidents : G. DE AZCARATE, L. COURTNEY,
PAUL DE LILIENTFELD, CARL MENDER.

Secrétaire-Général : RENÉ WORMS.

Bureau pour 1897.

Président : PAUL DE LILIENTFELD.

Vice-Présidents : LUIO BRENTANO, ALFRED ESPINAS,
ROBERT GIFFEN, FRANCISCO GINER DE LOS RIOS.

Secrétaire-Général : RENÉ WORMS.

(1) Dans les différents bureaux, les vice-présidents sont rangés par ordre alphabétique.

Bureau pour 1898.

Président : G. DE AZCARATE.

Vice-Présidents : J. CONRAD, R. GAROFALO, ADOLPHE PRINS, HENRY SIDGWICK.

Secrétaire-Général : RENÉ WORMS.

Bureau pour 1899.

Président : ACHILLE LORIA.

Vice-Présidents : E. GOBLET D'ALVIELLA. N. KARÉIEV, ALFRED MARSHALL, FERDINAND TÖENNIES.

Secrétaire-Général : RENÉ WORMS.

Bureau pour 1900.

Président : GUILLAUME DE GREEF.

Vice-Présidents : V. BOGISIC, FREDERIC HARRISSON, MANUEL SALES Y FERRÉ, GEORG SIMMEL.

Secrétaire-Général : RENÉ WORMS.

Bureau pour 1901.

Président : CARL MENDER.

Vice-Présidents : C. FR. GABBA, FRANKLIN H. GIDDINGS, J. J. TAVARES DE MEDEIROS, E. VAN DER REST.

Secrétaire-Général : RENÉ WORMS.

Bureau pour 1902.

Président : V. BOGISIC.

Vice-Présidents : KARL BÜCHER, JOAQUIN COSTA, H. S. FOXWELL, EMILE WORMS.

Secrétaire-général : RENÉ WORMS.

LISTE DES MEMBRES DE L'INSTITUT

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

AU 1^{er} JANVIER 1902

ARCOLEO (Giorgio), professeur de droit constitutionnel à l'Université de Naples, député, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Ministères italiens du commerce, des finances et de l'intérieur.

AVEBURY (the Right Hon^{ble} John LUBBOCK, lord), membre de la Société royale de Londres, ancien président du Conseil de comté et de la Chambre de commerce de Londres, ancien député.

Président en 1893-94.

AZCARATE (Gumersindo de), avocat, professeur de législation comparée à l'Université de Madrid, ancien président de l'Athénée, membre de l'Académie des sciences morales et politiques d'Espagne, député.

Président en 1898.

BALDWIN (James Mark), professeur de psychologie à l'Université de Princeton, co-directeur de la « Psychological review », ancien président de l'Association psychologique américaine.

BÖHM-BAWERK (Eugen de), ministre des finances d'Autriche, professeur honoraire à l'Université de Vienne.

BOGISIC (Valtasar), ancien ministre de la justice du Monténégro, ancien professeur de droit à l'Université d'Odessa, correspondant de l'Institut de France.

Président en 1902.

BRENTANO (Luio), conseiller privé, professeur d'économie politique à l'Université de Munich, membre de l'Institut international de statistique.

Vice-Président en 1897.

BÜCHER (Karl), professeur d'économie politique à l'Université de Leipzig, membre de l'Institut international de statistique.

Vice-Président en 1902.

BUYLLA (Adolfo A.), professeur d'économie politique à l'Université d'Oviédo, doyen de la Faculté de droit, ancien président de l'ordre des avocats.

CARBONNELL Y RUIZ (José M.), professeur de droit à l'Université de la Havane, ancien président de l'ordre des avocats, ancien sénateur.

CHIAPPELLI (Alessandro), professeur d'histoire de la philosophie à l'Université de Naples, membre de l'Académie des Lincei de Rome et de la Société royale de Naples.

COMBES DE LESTRADE (vicomte G.), ancien ingénieur au corps des mines français.

CONRAD (Johann Ernst), conseiller privé, professeur d'économie politique à l'Université de Halle, direc-

teur des « Jahrbücher für Nationalökonomie », correspondant de l'Institut de France, membre de l'Institut international de statistique.

Vice-Président en 1898.

COSTA (Joaquin), avocat, président de la Ligue des producteurs espagnols, membre de l'Académie des sciences morales et politiques d'Espagne.

Vice-Président en 1902.

COURTNEY (the Right Hon^{ble} Leonard), député, ancien président du Comité de la Chambre des communes anglaises.

Vice-Président en 1896.

DALLEMAGNE (Jules), professeur de médecine légale à l'Université libre de Bruxelles.

DE GREEF (Guillaume), professeur de sociologie et de philosophie à la Nouvelle Université de Bruxelles, recteur de l'Université.

Président en 1900.

DELLEPIANE (Antonio), professeur de sociologie à l'Université de Buenos-Ayres.

DENIS (Hector), avocat, professeur d'économie politique et de psychologie à l'Université libre de Bruxelles, ancien recteur, membre de l'Académie de Belgique et de l'Institut international de statistique, député.

DE QUÉKER (Charles), secrétaire de la municipalité et de la Bourse du travail de Bruxelles.

DICEY (Albert Venn), professeur de droit à l'Université d'Oxford, membre de l'Institut de droit international.

DORADO MONTERO (Pedro), professeur de droit pénal à l'Université de Salamanque.

ESPINAS (Alfred), doyen honoraire de la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux, professeur-adjoint et chargé du cours d'histoire de l'économie sociale à la Faculté des lettres de l'Université de Paris.

Vice-Président en 1897.

FERRI (Enrico), avocat, professeur libre de droit pénal à l'Université de Rome, directeur de « la Scuola positiva nel diritto penale », député.

Vice-Président en 1893-94.

FORTOUL (José Gil), docteur ès sciences politiques, ancien chargé d'affaires de la République du Vénézuéla en France.

FOUILLÉE (Alfred), ancien professeur de philosophie à la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux et à l'Ecole Normale Supérieure, membre de l'Institut de France.

Président en 1896.

FOXWELL (Herbert Somerton), professeur d'économie politique à l'Université de Londres, chargé de cours d'économie politique à l'Université de Cambridge, membre de l'Institut international de statistique.

Vice-Président en 1902.

GABBA (Carlo Francesco), professeur de droit international à l'Université de Pise, membre de l'Académie des Lincei et de l'Institut de droit international, sénateur, membre du Conseil supérieur de l'instruction publique et du Conseil du contentieux diplomatique.

Vice-Président en 1901.

GAROFALO (baron Raffaele), substitut du procureur général près la Cour de cassation de Rome, ancien chef de service au Ministère de la justice italien, ancien agrégé à l'Université de Naples.

Vice-Président en 1898.

GIDDINGS (Franklin Henry), professeur de sociologie à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Colombie à New-York.

Vice-Président en 1901.

GIFFEN (sir Robert), ancien contrôleur général de la statistique, du commerce et du travail au Ministère du commerce anglais, membre de la Société royale de Londres et de l'Institut international de statistique.

Vice-Président en 1897.

GINER DE LOS RIOS (Francisco), professeur de philosophie du droit à l'Université et à l'Institution libre d'enseignement de Madrid.

Vice-Président en 1897.

GOBLET D'ALVIELLA (comte Eugène), professeur d'histoire des religions à l'Université libre de Bruxelles, ancien recteur, membre de l'Académie de Belgique, ancien sénateur.

Vice-Président en 1899.

GUMPOWICZ (Louis), professeur de sciences politiques à l'Université de Graz.

Vice-Président en 1895.

HARRISON (Frederic), ancien professeur de droit à l'Université et vice-président de la Société historique de Londres, président du Comité positiviste anglais.

Vice-Président en 1900.

HÉGER (Paul), professeur de physiologie à la Faculté de médecine de l'Université libre de Bruxelles, ancien recteur.

IANSCHUL (Ivan), membre de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg et de l'Institut international de statistique, ancien professeur de science des finances à l'Université de Moscou.

KARÉIEV (Nicolas), ancien professeur d'histoire et président de la Société historique à l'Université de Saint-Pétersbourg, professeur au Lycée Alexandre.

Vice-Président en 1899.

KOVALEWSKY (Maxime), ancien professeur de droit public comparé à l'Université de Moscou, professeur à l'Institut des hautes-études de Bruxelles et au Collège libre des sciences sociales de Paris, membre correspondant de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, membre du comité de la Société de sociologie de Paris.

Vice-Président en 1895.

LETELIER (Valentin), professeur de droit administratif à l'Université de Santiago.

LETOURNEAU (Charles), professeur de sociologie à l'École d'anthropologie, secrétaire-général de la Société d'anthropologie de Paris.

Vice-Président en 1895.

LILIENTFELD (Paul de), conseiller privé, sénateur de l'Empire Russe.

Président en 1897.

LOCH (C. S.), secrétaire de la Société pour l'organisation de la charité, à Londres.

LORIA (Achille), professeur d'économie politique à l'Université de Padoue, membre de l'Académie des Lincei.

Président en 1899.

LOUTCHISKY (Ivan), professeur d'histoire moderne à l'Université de Kiev.

LUZZATTI (Luigi), professeur de droit constitutionnel à l'Université de Rome, député, ancien ministre du trésor, membre de l'Académie des Lincei, associé de l'Institut de France.

MAJORANA (Angelo), professeur de droit constitutionnel et de sociologie à l'Université de Catane, ancien recteur, député.

MANDELLO (Gyula), professeur d'économie politique à l'Université de Presbourg, secrétaire-général de l'Association économique hongroise, membre de l'Institut international de statistique.

MANOUVRIER (Léonce), professeur d'anthropologie physiologique à l'École d'anthropologie, secrétaire-général-adjoint de la Société d'anthropologie de Paris.

MARSHALL (Alfred), professeur d'économie politique à l'Université de Cambridge, membre de l'Institut international de statistique.

Vice-Président en 1899.

MASARYK (T. G.), professeur à l'Université tchèque de Prague, ancien député.

MENGER (Anton), professeur de droit à l'Université de Vienne, ancien recteur.

MENGER (Carl), professeur d'économie politique à l'Université de Vienne, correspondant de l'Institut de France, sénateur.

Président en 1901.

MIKHAÏLOWSKY (Nicolas), directeur de « la Richesse russe » à Saint-Pétersbourg.

NICHOLSON (J. S.), professeur d'économie politique à l'Université d'Edimbourg.

NITTI (Francesco S.), professeur de science des finances à l'Université de Naples, membre du Conseil supérieur italien de la prévoyance et du travail, directeur de « la Riforma sociale ».

NOVICOW (Jacques), membre de la Chambre de commerce et ancien membre du Conseil provincial d'Odessa.

Vice-Président en 1893-94.

POSADA (Adolfo), professeur de droit public comparé à l'Université d'Oviédo, ancien directeur de la « Revista de derecho y de sociologia ».

PRINS (Adolphe), inspecteur général au Ministère de la justice belge, professeur de droit pénal à l'Université libre de Bruxelles, ancien recteur, membre de l'Académie de Belgique.

Vice-Président en 1898.

RAFFALOVICH (Arthur), conseiller d'État actuel, membre du Conseil du ministère des finances russe, correspondant de l'Institut de France, membre de l'Institut international de statistique.

ROBERTY (Eugène de), professeur de philosophie morale à l'Institut des hautes-études de Bruxelles et au Collège libre des sciences sociales de Paris.

SALES Y FERRÉ (Manuel), professeur de sociologie à l'Université de Madrid.

Vice-Président en 1900.

SANTAMARIA DE PAREDES (Vicente), professeur de droit public comparé à l'Université de Madrid, membre de l'Académie des sciences morales et politiques d'Espagne, sénateur, ancien directeur général de l'instruction publique en Espagne.

SANZ Y ESCARTIN (Eduardo), bibliothécaire du Sénat, membre de l'Académie des sciences morales et politiques d'Espagne, ancien gouverneur civil de Barcelone.

SCHÆFFLE (Albert), ancien ministre d'Autriche, directeur de la « Zeitschrift für gesammte Staatswissenschaft » de Tubingue.

Président en 1895.

SERGI (Giuseppe), professeur d'anthropologie à l'Université de Rome, co-directeur de la « Rivista italiana di sociologia ».

SIMMEL (Georg), professeur de sociologie à l'Université de Berlin.

Vice-Président en 1900.

SMALL (Albion W.), professeur et chef du département de sociologie à l'Université de Chicago, directeur de l'« American journal of sociology ».

STARCKE (C. N.), privat-docent de philosophie à l'Université de Copenhague.

STEIN (Ludwig), professeur de philosophie à l'Université de Berne, directeur de l'« Archiv für Philosophie ».

STEINMETZ (S. R.), privat-docent d'ethnographie et de sociologie à l'Université d'Utrecht.

TARDE (Gabriel), professeur de philosophie moderne au Collège de France, chargé de cours de sociologie à l'École libre des sciences politiques et au Collège libre des sciences sociales, membre de l'Institut de France, ancien président de la Société de sociologie de Paris.

Vice-Président en 1893-94.

TAVARES DE MEDEIROS (João Jacintho), avocat, membre de l'Académie des sciences de Lisbonne.

Vice-Président en 1901.

TCHOUPROV (Alexandre), professeur honoraire d'économie politique à l'Université de Moscou, membre correspondant de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, membre de l'Institut international de statistique.

TÖNNIES (Ferdinand), professeur de philosophie à l'Université de Kiel.

Vice-Président en 1899.

TORRES CAMPOS (Manuel), professeur de droit international à l'Université de Grenade, membre de l'Institut de droit international.

TYLOR (Edward B.), professeur d'anthropologie à l'Université et conservateur du Musée d'ethnographie d'Oxford.

VACCARO (Michel-Ange), chef de bureau au Ministère de la justice italien, professeur libre à l'Université de Rome, directeur de la « Rivista scientifica del diritto ».

VAN DER REST (Eugène), professeur de philosophie à l'Université libre de Bruxelles, ancien recteur.

Vice-Président en 1901.

VINOGRADOW (Paul), professeur d'histoire à l'Université de Moscou.

WAGNER (Adolphe), conseiller privé, professeur d'économie politique à l'Université de Berlin, membre de l'Institut international de statistique.

WARD (Lester Frank), géologue du service des Etats-Unis, à l'institution smithsonienne, à Washington.

WARSCHAUER (Otto), professeur d'économie politique à l'Ecole Polytechnique de Berlin.

WELLS (David Collin), professeur de science sociale à Dartmouth College, Hanover (Etats-Unis).

WESTERMARCK (Edouard), chargé de cours de philosophie et de sociologie à l'Université d'Helsingfors.

WORMS (Emile), professeur honoraire d'économie politique à la Faculté de droit de l'Université de Rennes, correspondant de l'Institut de France.

Vice-Président en 1902.

WORMS (René), docteur ès lettres, agrégé et chargé de cours de sciences économiques à la Faculté de droit de l'Université de Caen, auditeur de 1^{re} classe au Conseil d'Etat français, secrétaire-général de la Société de sociologie de Paris, directeur de la « Revue internationale de sociologie » et de la « Bibliothèque sociologique internationale ».

Secrétaire-Général.

WRIGHT (colonel Carroll D.), commissaire fédéral du travail des Etats-Unis, à Washington, correspondant de l'Institut de France.

MEMBRES DÉCÉDÉS

DEPUIS LA FONDATION DE L'INSTITUT

CASTELAR (Emilio), ancien professeur d'histoire à l'Université de Madrid, ancien président de la République Espagnole, membre de l'Académie Espagnole, associé de l'Institut de France.

COSTE (Adolphe), membre du Conseil supérieur français et de l'Institut international de statistique, ancien président de la Société de statistique de Paris, président de la Société de sociologie de Paris, censeur de la Société d'économie politique.

GALTON (sir Douglas), ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la guerre, membre de la Société royale de Londres.

Vice-Président en 1895.

PULSKY (Auguste), député, ancien professeur de philosophie de droit à l'Université de Budapest, ancien secrétaire d'Etat au Ministère hongrois de l'instruction publique.

SIDGWICK (Henry), professeur de philosophie morale à l'Université de Cambridge, membre de l'Institut international de statistique.

Vice-Président en 1898.

LISTE DES ASSOCIÉS DE L'INSTITUT

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

AU 1^{er} JANVIER 1902.

ABRIKOSOF (Nicolas), membre de la Société psychologique de Moscou.

ARAUJO (Oscar d'), publiciste, ancien secrétaire de légation.

BALICKI (Sigismond), docteur en droit.

BERNÈS (Marcel), agrégé de philosophie, professeur au lycée Louis-le-Grand, à Paris.

BONNET (Alfred), avocat, directeur de la « Bibliothèque internationale d'économie politique ».

CANDAU (Feliciano), professeur-adjoint à l'Université de Séville.

COLLINET (Paul), professeur de droit romain à la Faculté de droit de l'Université de Lille.

DECUGIS (Henri), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris et au barreau de Londres.

DELBET (Ernest), docteur en médecine, professeur de sociologie au Collège libre des sciences sociales, directeur du Collège, président de la Société de sociologie de Paris, député.

EGYDIO (Paulo), avocat, sénateur, professeur libre de sociologie, à Saint-Paul (Brésil).

FIAMINGO (Giuseppe M.), ancien co-directeur de la « Rivista di sociologia », à Rome.

FUSTER (Edouard), licencié en droit, publiciste.

GEDDES (Patrick), professeur de botanique à l'Université de Dundee.

GOLBERG (Mécislas), licencié ès sciences sociales de l'Université de Genève.

GÆMÆRY (Olivier de), docteur ès sciences politiques de l'Université de Budapest.

GROPPALI (Alessandro), docteur en philosophie, professeur de philosophie au lycée de Ferrare, professeur libre de philosophie du droit à l'Université de Modène.

GUÉRIN DE LA GRASSERIE (Raoul), docteur en droit, juge au tribunal de Rennes.

HERRIOT (Edouard), agrégé des lettres, professeur de rhétorique au lycée de Lyon.

JAFFÉ (Albert), ancien membre du Deutsches freies Hochstift.

JAFFÉ (John), juge de paix anglais.

KELLES-KRAUZ (baron Casimir de), docteur ès sciences sociales, professeur au Collège libre des sciences sociales de Paris et à l'Institut des hautes-études de Bruxelles.

KERGALL (S.), directeur de « la Démocratie rurale », président du Syndicat économique agricole.

LAMBERT (Alfred), avocat à la Cour d'appel de Paris, membre du bureau de la Société de sociologie de Paris.

LEJAY (Julien), ancien avocat à la Cour d'appel de Paris.

LIMOUSIN (Charles-M.), directeur du « Bulletin des sommaires », ancien membre du comité de la Société de sociologie de Paris.

MAKAREWICZ (Juliusz), docteur en droit, privat-docent à l'Université et juge d'instruction au tribunal de Cracovie.

MINZÈS (Boris), professeur à la Haute-Ecole de Sofia.

MOCH (Gaston), ancien capitaine d'artillerie, président du comité directeur de « l'Indépendance belge ».

MONIN (H.), docteur ès-lettres, agrégé d'histoire, professeur au collège Rollin, ancien membre du comité de la Société de sociologie de Paris.

PICHE (Albert), ancien conseiller de préfecture, président de la Société d'instruction et d'éducation populaires des Basses-Pyrénées.

PUGLIA (Ferdinando), professeur de philosophie au lycée et professeur libre de philosophie pénale à l'Université de Messine.

RAPPIN (Henri), membre du bureau de la Société de sociologie de Paris.

REVON (Michel), docteur ès lettres et en droit, ancien professeur de droit à l'Université de Tokio, chargé du cours d'histoire des civilisations de l'extrême-orient à la Faculté des lettres de l'Université de Paris.

ROSS (Edward Alsworth), professeur de sociologie à l'Université de Nebraska.

SIGHELE (Scipio), avocat à la Cour de cassation et à la Cour d'appel de Rome, agrégé à l'Université de Pisc.

SITTA (Pietro), professeur de statistique à l'Université de Ferrare.

SRAFFA (Angelo), professeur de droit commercial à l'Université de Macerata.

TEGZE (Gyula), professeur à l'Ecole de droit de Kecs-kemet (Hongrie).

TÉNICHEFF (prince Wiatcheslaf), ethnographe, membre du Conseil du commerce et des manufactures au Ministère des finances russe, ancien commissaire-général de la section russe à l'Exposition universelle de 1900.

TOLOSA-LATOUR (Manuel de), docteur en médecine, membre de l'Académie royale de médecine de Madrid, ancien représentant du gouvernement espagnol au 4^e Congrès international de sociologie.

VINCENT (John Martin), professeur-adjoint d'histoire et chef du département historique et politique à l'Université Johns Hopkins, à Baltimore.

WINIARSKY (Léon), docteur ès lettres, privat-docent d'économie politique et de sociologie à l'Université de Genève.

ZELTNER (marquis François de), licencié en droit.

ZOCCO-ROSA (Antonio), professeur et directeur de l'Institut d'histoire du droit romain à l'Université de Catane.

L'INSTITUT INTERNATIONAL

DE SOCIOLOGIE

EN 1901

La composition de l'Institut, pendant l'année 1901, a subi plusieurs modifications. Certaines sont dues à la plus pénible des causes. La mort nous a séparés de deux collègues très appréciés et honorés.

M. Auguste Pulskey était membre de notre Institut depuis le 27 juillet 1894. Né à Vienne en 1846, il était le fils de François Pulskey, archéologue, auteur d'écrits sur l'histoire de l'art, homme politique, finalement directeur du Musée national hongrois. François Pulskey a joué un grand rôle dans la vie publique de la Hongrie, et cela tout d'abord au temps de la guerre pour l'indépendance. Émigrant, il habita successivement Londres et Turin. Son fils Auguste fit ses études dans ces

deux villes, à l'University College de Londres, puis au Liceo San Francesco de Turin. Il les poursuivit une fois rentré dans sa patrie, à l'Université de Budapest, dont il fut reçu docteur en 1868. Son éducation internationale semble avoir beaucoup influé sur son caractère et ses travaux. Dès 1871, les votes de ses concitoyens le portaient au Parlement hongrois comme député. En 1872, il était chargé, à l'Université de Budapest, d'un cours de philosophie du droit; en 1875, il était nommé professeur titulaire du même enseignement, qu'il garda jusqu'en 1894. A cette date, il devenait, pour peu de temps, secrétaire d'État au ministère hongrois de l'instruction publique. Son érudition très large s'étendait aux sciences naturelles aussi bien qu'aux sciences juridiques et sociales. La principale œuvre qu'il laisse est un ouvrage sur « Les bases de la philosophie du droit et de l'État » paru en 1885 et qui a eu les honneurs d'une traduction anglaise. Il y fait une grande place à la lutte des classes et y soutient que le pouvoir de l'État repose sur la synthèse des intérêts des classes dominantes. Bien d'autres écrits étaient sortis de sa plume autorisée : dès 1869, il étudiait en hongrois « Le droit romain et l'évolution du droit moderne »; en 1887, il publiait « Les questions de la philosophie du droit »; il a aussi donné une traduction, dans sa langue maternelle, de l'« Ancient Law » de Henry Sumner Maine, et une introduction à la traduction de « La propriété » d'Émile de Lavé-leye, etc... Il était membre correspondant de l'Académie des sciences hongroise et président de la Société hongroise des sciences sociales. Notre corps, à la marche et au recrutement duquel il s'est intéressé, a

appris avec émotion son décès au mois d'octobre dernier (1).

Peu de temps après, le 17 octobre, il se voyait douloureusement frappé, à nouveau, par la mort de M. Adolphe Coste. Né à Paris, en 1841, d'un père qui avait été mêlé à la politique, aux grandes affaires et aux grandes idées du milieu du XIX^e siècle, Coste, d'une santé délicate dans sa jeunesse, avait achevé par lui-même ses études, puis était entré dans la banque et plus tard dans le journalisme. Il s'y était acquis, par une vie de labeur et de probité, une indépendance qui lui permit de consacrer ensuite nombre d'années au culte désintéressé de la science, et surtout de la science sociale, dont il avait la passion. Il a écrit, en matière d'économie sociale, une série d'ouvrages appréciés : « Alcoolisme et épargne », « La richesse et le bonheur », « Les conditions sociales de la force et du bonheur », « Hygiène sociale contre le paupérisme », « Nouvel exposé d'économie politique et de physiologie sociale ». Son activité s'est surtout déroulée au sein de nombreuses sociétés savantes parisiennes : à la Société de statistique, dont il fut président et à laquelle il a présenté de nombreux mémoires ; à la Société d'économie politique, aux dîners mensuels de laquelle il parlait souvent et dont il était devenu censeur ; à la Société d'économie politique populaire, qu'il avait fondée avec

(1) Nous tenons à remercier ici notre collègue M. Jules Mandello, à l'obligeance duquel nous devons plusieurs des renseignements qui précèdent sur les débuts et la carrière de son éminent compatriote.

son ami Burdeau ; à la Société d'économie sociale ; à la Société d'études économiques ; au Congrès annuel des sociétés savantes. Il a aussi joué un rôle des plus utiles dans divers corps consultatifs où des ministres avisés l'appelèrent à siéger : Conseil supérieur de statistique, Commission de l'impôt sur le revenu, Commission extra-parlementaire du cadastre. Partisan de l'organisation internationale du travail scientifique, il était entré de bonne heure à l'Institut international de statistique. Notre corps le trouva aussi parmi ses adhérents. Il y acceptait modestement le titre d'associé, à notre second Congrès, le 1^{er} octobre 1895. Il prenait une part active aux débats de ce Congrès, notamment en ce qui concerne les deux questions relatives à l'évolution de l'idée d'aristocratie et à l'origine ethnique de la division du travail. A celui de 1900, il intervenait dans toutes les principales discussions, sur les préjugés de la sociologie contemporaine, la mécanique sociale, la solution pacifique des grèves, le matérialisme historique (1). A la fin de ce Congrès, il était, par un vote unanime, promu au titre de membre de l'Institut International (2). Certains même d'entre nous pensaient que son dévouement à notre œuvre et ses beaux travaux devaient lui valoir, dans quelques années, le poste de vice-président ; et certes, si la mort n'eut pas si brus-

(1) Ses paroles sur ce dernier sujet figurent dans le présent volume, pages 129 et suivantes.

(2) Un peu auparavant, notre confrère le Prince Ténichef l'avait choisi comme l'un des membres du jury du concours international ouvert par lui pour l'étude des atteintes à l'ordre social.

quement interrompu sa carrière, la sympathie de tous ses collègues n'aurait pas manqué de l'y appeler un jour. — Déjà, dans le corps le plus voisin du nôtre, il l'avait éprouvée. Il avait été de ceux qui, au déjeuner terminal de notre Congrès de 1895, émirent l'idée qu'il serait possible de réunir à des intervalles rapprochés la « section française de l'Institut international de sociologie ». C'est de cette idée, quelque peu modifiée, que sortit peu après, sous un autre nom et avec une constitution différente, la Société de sociologie de Paris. Coste, l'un de ses fondateurs, y fut membre du comité, puis censeur, puis vice-président, enfin président, et un président excellent, en 1900-1901. C'est au moment de quitter volontairement ces fonctions qu'un mal implacable le sépara de nous. Sur sa tombe, M. Edmond Duval exprima les regrets de la Société de statistique de Paris ; M. Frédéric Passy, ceux de la Société d'économie politique ; M. Emile Levasseur, ceux de l'Institut international et du Conseil supérieur de statistique ; M. René Worms, ceux de l'Institut international de sociologie et de la Société de sociologie de Paris (1). Quelques jours plus tard, la séance de rentrée de cette dernière Société était presque entièrement consacrée à la mémoire de Coste, et son éloge était fait successivement par MM. le Dr E. Delbet, René Worms, G. Tarde et Fernand Faure (2). — Dans les dernières

(1) Ces discours ont été publiés en tête du n° de novembre 1901 de la Revue internationale de sociologie, puis tirés à part en brochure.

(2) Leurs paroles figurent au compte-rendu de cette séance dans le n° de décembre 1901 de la Revue internationale de sociologie.

années de sa trop courte existence, Coste s'était consacré de plus en plus à la sociologie. Il voyait en elle l'aboutissant naturel de toutes ses recherches antérieures d'économie sociale, d'économie politique, de statistique, d'histoire, de sciences naturelles. Il avait conçu à son sujet un grand dessein : celui d'en poser les fondements *objectifs*. Car, suivant lui, la sociologie se complaisait trop jusque là dans des discussions idéologiques, et il était temps de lui donner la base inébranlable des faits scrupuleusement vérifiés et méthodiquement classés. C'est dans cet esprit qu'il a successivement composé ses deux derniers ouvrages : « Les principes d'une sociologie objective », et « L'expérience des peuples et les prévisions qu'elle autorise ». Dans son étude sur « Les principes » il s'efforce de séparer la sociologie (non pas absolument sans doute, mais d'une manière relativement très tranchée) de la biologie d'une part et de la psychologie, qu'il appelle idéologie, de l'autre. A cette dernière il abandonne tout ce qui est spécial aux esprits individuels, les créations du génie littéraire, artistique et scientifique par exemple. A la sociologie, il réserve tout ce qui est commun aux esprits des divers hommes constituant le groupe social, principes économiques, moraux, juridiques, politiques. De la sorte, la sociologie apparaît comme la base même de l'idéologie, car on ne peut comprendre l'individuel qu'à travers le collectif. Et du même coup, allégée de tous les éléments personnels qui échappent à la mesure précise, la sociologie devient une science de phénomènes objectivement constatables et dénombrables. Sur cette base, un criterium positif peut même être indiqué pour juger du degré de socialité d'un

groupe donné; on l'obtient en tenant compte tout à la fois, suivant une formule habilement construite par Coste, du nombre des éléments compris dans le groupe et de leur rapprochement. A ces vues générales, Coste voulut apporter une confirmation par l'examen des détails de l'histoire sociale de l'humanité. C'est dans ce but qu'il écrivit le très dense volume qui s'appelle « L'expérience des peuples ». Il y reprenait, à sa manière, la tentative de construction d'une dynamique sociale, faite jadis par celui qui fut son premier maître spirituel, Auguste Comte. Il s'y mettait, sans aucune vue préconçue, à l'école des historiens. Se limitant à l'examen des peuples européens, il suivait chez eux tour à tour l'évolution du gouvernement, celle de la production, celle de la croyance, celle de la solidarité. Il montrait le parallélisme général de ces évolutions, aux six périodes fondamentales qu'elles lui paraissaient toutes présenter. Sur chacune d'elles, il s'efforçait de donner des caractéristiques à la fois générales et précises. Sa conclusion était que le déroulement vraisemblable de leurs phases futures apporterait à l'Europe chaque jour plus de justice et plus de liberté. On le voit, c'est une œuvre considérable qu'il a tentée et pour partie réalisée dans ces deux livres. Bien qu'ils se suffisent à eux mêmes, il leur eût sans doute donné un complément. — Ses amis, qui pleurent en lui l'une des natures les plus droites et les plus dignes de ces temps, s'efforceront de faire que rien ne soit perdu de ses recherches. On peut affirmer que son souvenir vivra parmi cette phalange des initiateurs du mouvement sociologique, dont il partagea les espérances, dont il encouragea les dévouements, et à

l'œuvre desquels il a voulu, dans une de ses dernières pensées, contribuer jusqu'après sa mort (1).

*
**

Pour combler les vides que la mort a creusés, pour se renforcer par le concours d'hommes de savoir et de talent, et en même temps pour récompenser ceux-ci des efforts déjà faits par eux en faveur du progrès des sciences sociales, l'Institut International a procédé, au cours de l'année 1901, à des élections de nouveaux membres et associés. C'est le Bureau qui, aux termes de l'article 5 de nos statuts, a fait les désignations. Les résultats de ses votes ont été les suivants. Furent nommés membres de l'Institut :

Son Excellence le D^r Eugen de Böhm-Bawerk, ministre des finances d'Autriche, professeur honoraire à l'Université de Vienne ;

Le D^r Anton Menger, professeur de droit à l'Université de Vienne, ancien recteur ;

Le colonel Carroll D. Wright, commissaire du travail des États-Unis à Washington, correspondant de l'Institut de France ;

Le D^r Giuseppe Sergi, professeur d'anthropologie à l'Université de Rome, l'un des directeurs de la « Rivista italiana di sociologia » ;

(1) Par son testament, en date du 5 octobre 1901, Adolphe Coste lègue à la Société de Sociologie de Paris une somme de dix mille francs et toute sa bibliothèque (livres, collections, documents).

Et M. C.-S. Loch, secrétaire de l'Association pour l'organisation de la charité, à Londres.

Furent élus associés :

Le Dr Manuel de Tolosa-Latour, membre de l'Académie royale de médecine de Madrid, ancien représentant du gouvernement espagnol au quatrième Congrès international de sociologie en 1900 ;

Et le Dr Gyula Tegze, professeur à l'École de droit de Kecskemet, en Hongrie.

Une semblable liste, où se rencontrent côte à côte des nationalités et des compétences si distinctes, n'est-elle pas, en raccourci, l'image même de notre Institut, qui sait dans sa composition attribuer une place aux mérites les plus variés ? Il serait contraire à nos usages de faire ici l'éloge de nos nouveaux confrères, dont les travaux sont d'ailleurs assez connus du public sociologique. Qu'il nous soit permis seulement, à l'heure où ils entrent dans notre corps et vont être de plus près mêlés à son activité, de leur souhaiter ici une très cordiale bienvenue.



Cette activité s'est surtout révélée, pendant l'année 1901, par la composition et la publication de nos *Annales*. Notre quatrième Congrès, tenu à la Sorbonne en 1900, nous avait laissé une fort riche moisson scientifique. Son abondance était même telle, qu'un volume n'a pu cette fois suffire à publier tous les travaux issus de ce Congrès. Nous avons fait

paraître, au mois de mai 1901, le tome septième des Annales de l'Institut, qui a reproduit les mémoires et les débats relatifs au clan, à la famille artificielle, à la mécanique sociale, aux préjugés de la sociologie contemporaine, aux associations industrielles et à la solution pacifique des grèves. Ce volume a reçu de la presse et des milieux scientifiques le même flatteur accueil qu'avaient trouvé ses devanciers. Mais il nous restait à publier la discussion qui fut le centre du Congrès de 1900 et qui avait trait au matérialisme historique ou économique, c'est-à-dire à la doctrine qui voit, dans l'organisation économique et particulièrement dans la constitution de l'outillage matériel des producteurs, l'explication de toute la vie sociale, et, dans les transformations qu'elles subissent, le ressort fondamental de l'histoire humaine. Le Bureau de l'Institut a décidé, vu l'importance capitale de cette thèse, de lui consacrer un volume entier. Ce sujet unique va donc remplir de son développement le tome huitième de nos Annales. Il y sera présenté, du moins nous le croyons, sous ses multiples aspects. En tous cas, on verra dans le livre actuel une des grandes théories de la sociologie contemporaine — celle de Karl Marx — exposée d'abord par un de ses fidèles, puis par quelques-uns de ses adeptes indépendants, critiquée ensuite de front par les représentants de plusieurs autres systèmes notoires — l'organicisme, le psychisme social, le positivisme — enfin admise en partie et en partie rejetée par des chercheurs qui entendent ne se lier à aucune école. Les esprits indépendants, et ils sont heureusement nombreux, qui veulent se faire une opinion par eux-mêmes et qui pour cela commencent par s'informer des doctrines les

plus diverses afin de choisir ensuite librement entre elles, trouveront ici des matériaux, abondants et sûrs, à cet effet.

Déjà, au Congrès de 1897, notre Institut avait institué un grand débat, de même genre, sur la théorie de l'organisme social. La discussion de 1900 sur le matérialisme historique a eu plus de durée, d'éclat et d'ampleur encore. Néanmoins, nous avons voulu la prolonger en quelque sorte au delà même du Congrès, et nous avons appelé à y participer après coup ceux des membres et associés de l'Institut Internationale que les circonstances avaient empêchés de se rendre à Paris pour notre tournoi scientifique du mois de septembre 1900. Leurs travaux, écrits pour la plupart en 1901, sont publiés dans le présent volume à la suite des discussions de leurs confrères. Les lecteurs habituels de ces Annales voudront bien, nous l'espérons, apprécier cette innovation, qui nous permet de réunir en un seul ouvrage des études composées en deux années successives, mais consacrées à un même sujet, et de réaliser — pour cette fois du moins et à titre d'expérience — l'unité de matière et de composition dans un volume de notre série.

L'ordonnance de ce volume sera nécessairement déterminée par la marche qu'a suivie, au sein de notre Institut, l'examen de la question du matérialisme historique. Le Congrès de 1900 lui a consacré trois séances et demie. Le mardi 25 septembre, M. Casimir de Kelles-Krauz présenta son rapport inaugural sur la question. Le mercredi 26, on entendit le discours de M. Jacques Novicow, le mémoire de M. Achille Loria, les paroles de MM. Maxime Kovalewsky, Raoul de la

Grasserie et Adolphe Coste, la réplique de M. de Kelles-Krauz (1). Le jeudi 27, dans une première séance, tenue le matin, furent présentés une communication de M. Nicolas Abrikossov (faite en russe par l'auteur, puis traduite en français par M. Kovalewsky), une lettre de M. Ferdinand Tönnies, un mémoire de M. Guillaume De Greef, des vues de M. Lester Ward, accompagnées d'un échange d'idées entre lui et plusieurs de ses confrères, puis les opinions de M. Charles Limousin. Le même jour, dans une seconde séance, qui eut lieu l'après-midi, le Congrès écouta les travaux de MM. Alessandro Groppali et Ferdinando Puglia, les exposés de MM. Eugène de Roberty et René Worms, enfin les paroles de conclusion et de clôture de M. le président Novicow. Tout cela est reproduit intégralement dans les pages qu'on va lire. Mais on y trouvera ensuite les études postérieures au Congrès, dûes à MM. Alfred Fouillée, Gabriel Tarde, Eduardo Sanz y Escartin, Léon Winiarski, et en dernier lieu la réponse du rapporteur de la question, M. de Kelles-Krauz, à ses différents contradicteurs. Le tout forme un volume d'une étendue égale et même très légèrement supérieure à celle de chacun des deux tomes précédents des *Annales* de notre Institut.

Nous ne saurions songer, évidemment, à en donner ici un résumé, ni encore moins à porter sur son con-

(1) Dans le présent volume, celle-ci a été fondue, suivant le désir de l'auteur, avec les pages terminales par lesquelles il répond à l'ensemble des objections qui lui ont été faites au cours de l'ouvrage.

tenu une appréciation personnelle. Bornons-nous à dire en un mot qu'il nous a semblé, à l'audition ou à l'examen des études si variées dont il se compose — et nous souhaiterions fort voir leur lecteur de notre avis — que l'impression finale résultant de leur ensemble est qu'on ne saurait ramener à un facteur unique l'explication du mouvement de la société, faire sortir toute la vie collective de l'organisation économique, que, par suite, il est vain de vouloir soumettre les diverses sciences sociales particulières à l'une d'entre elles, et qu'aucune de celles-ci ne saurait prétendre jouer le rôle de la sociologie elle-même.

Ce n'est là, peut-être, qu'une opinion individuelle. Ce qui nous paraît moins discutable, ce qui nous semble avoir la valeur d'une constatation objective, c'est que les travaux compris dans ce volume ont, à tout le moins, limité et précisé le champ du débat. Nous ne sommes plus en présence, de part et d'autre, d'opinions tranchées et absolues. Les partisans du matérialisme historique ont fait des concessions. Ils admettent qu'en dehors des facteurs sociaux de la vie humaine, dérivés selon eux du facteur économique, il existe des facteurs physiques et biologiques indépendants. Ils reconnaissent que, une fois constitués, les ordres de phénomènes sociaux non économiques acquièrent une indépendance relative par rapport à l'ordre économique. Ils avouent même que, s'ils subissent l'action de ce dernier, ils réagissent sur lui. Ils ne poussent donc plus leur doctrine jusqu'à ses conséquences extrêmes. Et d'autre part, leurs adversaires

ont cédé sur quelques points. Ils ne contestent pas que les besoins matériels aient donné la première impulsion à la vie sociale ; seulement ils voient là une action biologique plutôt qu'économique. Ils ne nient pas davantage que l'outillage de la production conditionne beaucoup des progrès sociaux ; ils maintiennent simplement que la constitution de cet outillage lui-même s'explique par des inventions qui relèvent de l'ordre des phénomènes intellectuels, scientifiques. Ainsi l'on se met des deux côtés assez volontiers d'accord sur les faits, et, si l'on diffère encore sur leur interprétation, ces divergences mêmes vont en s'atténuant. N'eût-il servi qu'à amener ce résultat sur une des questions sociologiques les plus importantes de l'heure actuelle — et il en a obtenu bien d'autres — le quatrième Congrès de l'Institut international de sociologie eût justifié l'éloge fait de lui par un éminent penseur américain, chargé par son gouvernement d'un rapport sur les Congrès pédagogiques et sociaux de 1900, où il a appelé le nôtre : « le seul Congrès exclusivement sociologique qui se soit réuni à Paris durant l'Exposition, c'est-à-dire le seul d'un caractère hautement scientifique qui ait été consacré à ce qui doit être considéré comme des recherches originales en sociologie (1) ».

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

(1) United States Bureau of Education. Chapter XVIII from the report of the commissioner of education. (Sociology at the Paris Exposition of 1900, by Lester F. Ward.) Washington, Government printing office, 1901, 1 vol. in-8°, p. 1571.

QU'EST-CE QUE LE MATÉRIALISME ÉCONOMIQUE?

RAPPORT

PAR

M. CASIMIR DE KELLÈS-KRAUZ

Au commencement de cette discussion sur le « matérialisme économique », que nous devons, en vertu de la décision du congrès précédent, entreprendre aujourd'hui, il est indispensable, avant tout, qu'un partisan de cette doctrine expose ce qu'elle est, au juste ; et c'est à moi, Messieurs, que cette tâche est échue. Cependant, à quelques-uns, elle pourrait paraître superflue : Karl Marx, mon maître, n'a-t-il pas lui-même, et dès 1859, dans une admirable page de la préface à la « Critique de l'économie politique », donné un résumé lapidaire de sa philosophie sociale, résumé qui, tant de fois cité et reproduit, a servi de base à tous les développements aussi bien qu'à toutes les critiques ?

Mais ce résumé, si plein d'idées, si logique et si précis qu'il soit, ne correspond plus complètement à l'état actuel de la doctrine.

Marx, comme on sait, est sorti du sein de l'idéalisme allemand; le voyant marcher, avec Hegel, « sur la tête », il s'est préoccupé de le redresser, d'intervertir sa position, de lui donner la terre pour base, mais en gardant ce qu'il y voyait de grand et de vrai : le monisme et le dialectisme révolutionnaires. En formulant sa conception, il le fait toujours par rapport à l'idéalisme allemand, il donne parfois aux termes un sens en quelque sorte conventionnel et prêtant à des malentendus comme celui qui résulte de l'opposition des mots : « conscience » et « existence ». De plus, il n'embrasse pas l'ensemble des idées qui forment aujourd'hui le matérialisme économique. Profitant, il est vrai, de ses notes et de ses indications, son ami et successeur Engels a ouvert tout un nouveau chapitre concernant les commencements de l'humanité, et fourni à ceux des critiques que le professeur Labriola appelle spirituellement « philologues », un texte nouveau et commode dans la préface de ses « Origines ». Après un long temps, pendant lequel la conception matérialiste de l'histoire a conquis beaucoup de partisans et a été appliquée, dans des monographies et des programmes, à toutes sortes de problèmes théoriques et pratiques, Karl Kautsky, le plus éminent des disciples scientifiques de Marx, en présence des critiques motivées par des malentendus, a de nouveau éprouvé le besoin de fixer les lignes principales de la doctrine, et saisissant l'occasion fournie par une polémique avec M. Belfort-Bax, il l'a fait, en 1896, dans son organe *Die Neue*

Zeit, avec beaucoup de talent et de clarté, qui rendent la lecture de ses articles indispensable à quiconque s'intéresse à la question. Néanmoins, cet écrit, comme beaucoup d'autres exposés de la doctrine marxiste, est un écrit de polémique et de circonstance, à la fois une apologie et un acte d'accusation, ce qui le rend nécessairement inégal et incomplet. Il manque donc toujours un exposé court, mais autant que possible complet, impassible, systématique et ordonné de la conception matérialiste — ou comme je préférerais dire : mono-économiste — de la sociologie ; c'est un tel exposé que, forcé par les circonstances et la nécessité de la discussion qui s'ouvre, j'oserai tenter devant vous. Et ce ne sera pas une formalité oratoire, mais une précaution très naturelle, si je réclame pour cette tentative non seulement votre indulgence, mais surtout celle des adhérents de notre école.

Pour mesurer la difficulté que j'aurai à surmonter, il faut surtout tenir compte de la grande extension prise depuis quelque temps par notre conception sociologique. Pour donner, dans ses grands traits seulement, mais aussi dans son ensemble, le tableau du matérialisme économique, je dois non seulement prendre pour base les travaux de Marx et d'Engels, non seulement y ajouter ceux des penseurs les plus dignes d'attention parmi leurs disciples, comme Kautsky, Plekhanoff, Labriola, mais aussi prendre en grande considération les idées émises, les ouvrages accomplis par beaucoup d'autres marxistes, qui sont trop nombreux pour être énumérés ; je ne dois pas, non plus, omettre — car ce serait une grande faute — les sociologues qui, sans appartenir directement à l'école marxiste, ont subi l'influence mar-

xiste à un degré décisif, comme MM. De Greef ou Loria; qui sont arrivés à l'adoption du même principe fondamental par une voie différente, comme Rogers, Lacombe ou Lippert; ou même qui contribuent à l'élaboration et au raffermissement de notre doctrine souvent bien malgré eux et en faisant force réserves inefficaces : c'est, à mon avis, le cas de toute l'école de l'économie historique et de l'histoire économique. L'homogénéité d'un tel ensemble, réelle en ce qui concerne les quelques grandes lignes essentielles, parce que tous ces éléments émergent d'un seul et même grand et commun substratum social du XIX^e siècle, que caractérise l'accomplissement graduel d'une grande révolution économique par la conscience croissante des larges masses — cette homogénéité disparaît naturellement, quand on passe aux détails : ceux-ci, même lorsqu'ils sont encore très importants, diffèrent de groupe à groupe, et même souvent d'écrivain à écrivain. Toute imitation étant aussi une invention, la propagation de la doctrine dans des milieux divers détruit nécessairement son unité : — j'entends cette unité étroite qui permet de la reconnaître tout entière et toujours identique dans n'importe quel « texte » cité. C'est dire que, malgré tous mes efforts pour vous présenter un simple résumé synthétique, ce résumé aura, lui aussi, nécessairement, une certaine couleur personnelle. Il est en effet naturel, lorsque tout en se réclamant d'une école, on s'efforce de contribuer au développement de sa doctrine et qu'on entreprend d'en dégager les traits essentiels en les séparant de ceux de second ordre, que chacun considère ses idées particulières comme découlant nécessairement et logiquement des principes de l'école et que,

parmi ces principes, il tienne pour essentiel ce qui peut servir de prémisses à ses conclusions.

Il ne me reste, pour terminer ce préambule, qu'à vous prévenir que la suite, l'exposé, à cause de sa condensation même, sera peut-être un peu indigeste, et à vous demander de bien vouloir me prêter votre attention, afin d'éviter, autant que possible, dans la discussion qui suivra, les malentendus, par lesquels, malheureusement, on nous répond trop souvent.

PREMIÈRE PARTIE

§ 1.

L'ensemble de la vie des hommes est le résultat de trois facteurs auxquels tout dans cette vie se laisse réduire : l'homme, la nature et la société, ou, pour corriger l'imprécision voulue de cette courte formule, les qualités qui constituent l'espèce « homme », le milieu naturel où telle de ses parties se trouve vivre (conditions cosmiques, géologiques, topographiques, flore, faune), enfin les relations durables qui se sont établies entre hommes. L'homme est placé dans la nécessité de conquérir les moyens de vivre et de défendre sa vie ; et c'est cette nécessité, rapport essentiel dans lequel il se trouve vis-à-vis de la nature, qui cause son association avec les autres hommes : soit que cette association, naissant spontanément entre la mère et les enfants, le préserve seule de la perte en bas âge et s'impose ensuite comme impératif à sa conscience — et dans ce

sens on peut dire que « l'état social est l'état naturel de l'homme » ; soit que le souci d'une défense toujours mieux assurée et d'une production toujours plus intense et plus variée associe, plus ou moins librement ou plus ou moins coactivement, suivant les cas, le père à la mère et aux enfants, des familles, entre elles, des tribus, des nations, et on peut trouver là des exemples vécus de « contrats sociaux » ; soit, enfin, qu'aux membres d'une société développée apparaisse l'impossibilité absolue de rompre le lien social, l'irrationnel d'une vie extra-sociale. Le fait seul de l'association change essentiellement le rapport de l'être vivant — animal aussi bien qu'homme — avec la nature : elle crée un *milieu artificiel* qui s'interpose entre les actions du *milieu naturel* et les membres de la société et modifie ces actions à leur profit. Mais le souci de la défense et de la production ne détermine pas seulement l'association : il amène aussi la création des instruments, ces organes naturels renforcés et mieux adaptés par voie artificielle, mais par les moyens que fournit à l'homme le milieu naturel qui l'environne. L'homme isolé étant incapable de dépasser un certain degré très bas dans le perfectionnement des instruments, la société et l'outillage deviennent tôt inséparablement liés, se conditionnent réciproquement et constituent ensemble un seul et unique milieu artificiel qui s'interpose entre l'homme et le milieu naturel.

Des animaux ont aussi parfois des instruments et vivent, plus souvent, en sociétés ; mais la caractéristique de l'homme seul (du moins parmi les vertébrés) est cette *socialisation de l'instrument*, qui a pour conséquence de rendre la force protectrice d'isolation du

milieu artificiel si grande qu'elle met l'homme tout à fait à part et au-dessus de tous les êtres vivants.

En voici la première manifestation, d'une importance immense : tandis que l'adaptation aux conditions naturelles se produit, chez tous les êtres vivants, par la voie du changement des organes ou, en général, des modifications organiques, faute desquelles ou bien l'être vivant ne peut franchir les limites de son milieu naturel, ou bien il périt, si un autre milieu lui est imposé, *l'homme s'adapte par changement d'instruments*, grâce à quoi il peut, dans certaines limites, sans cesse élargies, choisir son milieu naturel, et son organisme physique peut rester invariable, ou presque, à travers les lieux et les temps, dans des conditions très diverses. A sa place, ce sont les instruments qui changent sous la poussée incessante vers une productivité plus grande. Mais ils ne changent rapidement et d'une manière appréciable que depuis qu'ils ont dépassé le seuil de la socialisation. Avant, pendant des siècles, l'homme vivait sur la terre au milieu des transformations géologiques et climatologiques, subissant leurs atteintes, mais, comme tous les animaux dont l'espèce est définitivement formée dans ses traits essentiels, tant qu'il vivait, il vivait toujours pareillement, sans changements intérieurs, psychiques appréciables, sans histoire. L'histoire humaine, si rapide, si remplie, a commencé seulement depuis que les instruments de production et de défense sont produits socialement; or, depuis cette époque ni le milieu naturel de l'humanité, ni l'organisme physique de la race humaine n'accusent presque point de changements; seule, la société a changé, et son changement, son histoire sont donc

entièrement dûs aux changements d'instruments de production (ceux de défense n'en constituent qu'une variété dont l'importance relative va d'ailleurs toujours en diminuant).

Les instruments de production, l'outillage dans l'acception large du terme, concurremment avec le milieu naturel, déterminent le *mode de production*. Il y a bien un « mode de production », le plus primitif, la cueillette, qui précède tout instrument et n'est déterminé que par les organes de préhension et de mastication naturels, qui sont les prédécesseurs immédiats des premiers instruments. La chasse, la pêche, l'élevage du bétail (en ce que, nécessairement, il doit être précédé de la chasse), l'agriculture, sont déterminés par l'outillage que la société possède, appliqué au genre de richesses offertes par le milieu naturel; en parlant de l'outillage il ne faut pas perdre de vue le feu, dont la production artificielle dépend des instruments propres dits, mais qui, même s'il n'est que conservé, et non produit par les hommes, mérite bien d'être compris dans cette catégorie, si l'on lui donne un sens large, en désignant par outillage tout ce qui, dirigé par l'homme, supplée ou renforce l'action de ses organes naturels. Tout le monde connaît le rôle primordial du feu dans la constitution des sociétés primitives et de leurs formes.

Les modes de production ultérieurs jusqu'au grand machinisme universel moderne, se succèdent avec le développement de l'outillage social, qui, sous la poussée incessante vers plus de productivité, va s'agrandissant, se diversifiant et se compliquant. Le rôle relatif du milieu naturel dans la détermination du mode même

de production et, plus encore, naturellement, son action sur le reste de la vie sociale, vont en même temps en diminuant, parce que l'outillage permet à la société humaine de réagir sur la nature et de la changer dans un certain degré, plus grand que celui qu'accusent ses transformations spontanées. Le mode de production et les relations sociales qu'il détermine réagissent aussi sur la vie physiologique de l'homme, en aiguissant ou en hébétant, par exemple, tel ou autre sens, en développant tel ou autre muscle ou partie du corps, en amenant ce qu'on appelle, en général, la dégénérescence ou le perfectionnement d'une « race »; en influençant peut-être, dans l'avenir, si la tentative du D^r Schenk réussit un jour, le sexe des générations futures, sans parler des changements physiologiques qui doivent accompagner dans le cerveau humain le mouvement des idées, produit social. Donc, même les changements de la nature et de l'organisme humain, depuis que les hommes ont une histoire, sont déterminés par les instruments et le mode de production. Depuis que l'outillage productif social a permis à l'aspiration de l'homme d'atteindre la nature, qu'il s'est, en quelque sorte, érigé en pont entre l'homme et la nature, c'est lui qui détermine tous les rapports entre eux, en tant du moins que ces rapports varient, parce que, avant tout, il détermine tous les rapports des hommes entre eux, toute la vie sociale.

§ 2.

Le mode de production détermine toute la vie sociale, parce que, à l'origine, toute l'activité intellectuelle et

volontaire des hommes dans la société, sans en excepter les manifestations comprises sous les termes : « art », « philosophie » et « religion » primitifs, a pour unique but et objet la conservation de la vie et la satisfaction des besoins matériels essentiels, et que plus tard, lorsqu'apparaissent, se diversifiant et se compliquant, l'un après l'autre, d'innombrables et toujours nouveaux besoins matériels et spirituels, d'une part, (condition négative) chacun d'eux ne peut naître qu'au moment où la richesse matérielle de la société le permet, d'autre part, (détermination positive et beaucoup plus importante), chacun de ces besoins ne peut être satisfait (et on peut considérer comme certain que la manière de satisfaire, ou de pouvoir, ou de ne pas pouvoir satisfaire un besoin, détermine sa qualité même), chacun de ces besoins ne peut être satisfait que par les moyens mis à la disposition des hommes par le mode de production, et de telle manière que la satisfaction des besoins matériels essentiels, du moins des besoins de ceux qui comptent dans chaque société donnée, n'en souffre aucun dommage appréciable, si indirect fût-il, mais qu'au contraire, dans la plupart des cas, dans tous les cas importants, elle en soit favorisée. Autrement dit, par une locution vulgaire et équivoque que nous n'employons que parce que la phrase précédente en définit le sens et pour la résumer, la morale, le droit, la politique, la religion, l'art, la science, la philosophie, ont tous une origine et une existence « utilitaires », et c'est pourquoi ils ne peuvent contredire le mode de production, mais doivent s'y adapter.

Et d'abord, au mode de production s'adapte directement la division (ou l'indivision) du travail avec le

mode de direction, qui déterminent les modes de répartition et de circulation, s'adapte aussi le mode de consommation des richesses, et avec toute cette *organisation économique* sont inséparablement liés la morale et le droit économiques et en même temps l'organisation familiale et politique avec la morale et le droit familiaux et politiques; morale et droit qui apportent à l'organisation sociale, se créant spontanément, c'est-à-dire s'adaptant par tâtonnements aux nécessités de la production des richesses, la reconnaissance de l'opinion et la sanction de la force. La science, quand elle n'est pas la mise en système de la morale, du droit, et, en général de l'organisation sociale spontanée, n'est pas, en principe, autre chose que l'ensemble des connaissances nécessaires à la production des richesses, et quelle que soient sa spécialisation, son amoncellement et son élévation ultérieurs, elle y converge toujours. La langue, outil indispensable d'une production socialisée, doit être considérée comme une partie de la science, avant qu'elle ne devienne aussi un des domaines de l'art. L'art, dans un sens, fait partie de la production matérielle et dépend strictement de l'état de ses instruments, dans un autre, plus général et se dégageant de la considération des besoins tangibles que l'art satisfait, il est, pourrait-on dire, une sorte de *morale des instincts*, c'est-à-dire un ensemble d'actions (ou de pensées) favorisant l'exercice de la morale sociale par les individus par le fait même, caractéristique de l'art, que toute trace de la primitive raison utilitaire de ces actions y a disparu. La religion et la philosophie, qui ont toutes deux le même objet, l'explication générale des choses, et sont, au fond, des synonymes,

sont la combinaison de la science et de l'art, des deux sciences et des deux arts que nous venons de distinguer, la systématisation de toutes les opinions et de tous les impératifs de la société.

§ 3.

C'est tout cet ensemble d'idées que nous exprimons par la corrélation entre ces termes : *base* et *superstructure*, ou *contenu* et *forme*; termes imagés, allégoriques, comme la plupart de ceux qu'emploient toutes les sciences supérieures. Suivant qu'on adopte l'allégorie architecturale, plus propre au point de vue statique, ou l'allégorie géologique et plastique, qui semble contenir un certain élément dynamique, on peut se représenter schématiquement la société soit comme un bâtiment à plusieurs étages se supportant successivement, soit comme un corps composé d'un certain nombre de couches groupées autour d'un noyau, s'y adaptant et s'adaptant les unes aux autres, les extérieures aux intérieures. La catégorie économique des phénomènes sociaux forme la base de toute la superstructure, le contenu de toute la forme sociale; mais dans cet ensemble formel la morale, par exemple, sert aussi de base au droit, la politique, la science et l'art à la philosophie; et d'autre part, dans la catégorie économique, la répartition est basée sur la production et le mode de production lui-même sur l'outillage. Chacune des couches de la vie sociale est donc *basique* vis-à-vis de l'ordre des phénomènes *formel* qui lui est superposé; et on peut développer tous les phénomènes sociaux en

une série suivant leur *ordre de formalité* (secondaire, tertiaire, etc.) vis-à-vis de l'outillage productif social. Cette série a été diversement construite par Engels, De Greef, Lacombe, Labriola ; il reste encore beaucoup à faire pour qu'elle soit bien étudiée. Je crois, quant à moi, qu'elle comporte trois termes principaux : 1^o l'économie ; 2^o la morale et le droit ; morale et droit : de propriété, de famille, de pouvoir (politique) ; autrement dit, en général, règles de l'activité (M. Tarde dirait : la « téléologie » sociale) ; 3^o la science ; l'art ; la religion et la philosophie, « logique sociale », c'est-à-dire règles de la pensée, la conception (ou la reproduction) du monde. Comme on voit, chacun de ses trois termes principaux en inclut plusieurs. Une catégorie formelle de phénomènes s'adapte directement à celle qui lui sert de base immédiate, et indirectement, à travers les formes de celles-ci, aux catégories basiques inférieures. Mais ici les termes de la série se compliquent et s'enchevêtrent : car il ne faut pas oublier que le droit et la philosophie (ou religion) systématiques sont des produits sociaux postérieurs, formels, vis-à-vis, respectivement, de la morale, d'un côté, de la science et de l'art, d'autre part ; que nécessairement aux origines les rudiments de la science et de l'art, conditionnés par la production matérielle et par les rudiments de la morale, coexistaient avec ceux-ci avant l'apparition du droit organisé ; que les deux ordres différemment formels vis-à-vis de l'économique, l'ordre « téléologique » et l'ordre « logique », peuvent se développer sous l'impulsion commune de l'économique, mais jusqu'à un certain degré indépendamment l'un de l'autre ; et que, par conséquent, l'ordre de formalité et de dépendance

entre le droit et la science, l'art ou même la philosophie peut, à certaines époques, être réellement interverti; quoique dans les sociétés fortement, je dirais défensivement coordonnées, comme celles de nos temps, la série paraisse être celle sus-indiquée (on serait tenté de dire : normale), c'est-à-dire que la philosophie et la religion, l'art et la science même proprement dite se trouvent au service de l'organisation sociale donnée, évitant de l'affaiblir, mais au contraire la consolidant par des prémisses trouvées à point.

§ 4.

Quel est donc le rôle réel, non plus allégorique, de la « forme sociale », par rapport au « contenu social » ? C'est en effet, essentiellement, celui de moyen par rapport au but. La satisfaction des besoins biologiques est le but de l'activité économique; mais celle-ci devient et demeure le but en même temps que la condition fondamentale de la vie sociale, et son besoin essentiel. La morale, à son tour, est le moyen d'assurer le fonctionnement convenable et la stabilité de l'organisation économique, la marche sans accroc de la production, de la répartition, de la consommation. Le droit — le moyen de consolider la morale. Le pouvoir — le moyen d'assurer l'exercice du droit. Et ainsi de suite : la science, par exemple, fournit les moyens directs de la production, elle fournit aussi des prémisses dont les commandements de la morale adaptés à la production donnée sont toujours la conclusion. Mais en vertu d'une propriété générale de la nature psycho-physiologique

de l'homme, qui elle-même peut être considérée comme une manifestation de l'inertie, le moyen, à l'origine subordonné au but, à force d'exercice finit par le supplanter, le chasser de la sphère consciente, et devenir lui-même (1) but souverain et conscient, pour lequel le véritable but basique semble n'être qu'un moyen d'importance secondaire. Ce phénomène est encore accentué par les faits sociaux de la division du travail et de la division en classes, qui font que la science et les sciences, la politique, l'art, etc. deviennent, pour les spécialistes qui s'y consacrent et tous ceux qui y sont spécialement intéressés, des buts en et par eux-mêmes, et obéissent, dans leur développement, jusqu'à un certain degré à ce qu'on appelle « leur logique propre ». C'est ainsi que la science et l'art deviennent « désintéressés », et en général la forme sociale, aussitôt formée, acquiert une certaine indépendance vis-à-vis de la base ou contenu correspondants. Cette indépendance se manifeste avant tout — et surtout — par une résistance opposée aux tendances évolutives et transformatrices du contenu social. La forme sociale apparaît ici comme une sorte d'écorce protectrice et conservatrice : elle retarde la transformation même du contenu, tout comme la congélation empêche les progrès du refroidissement, l'ébullition — ceux de l'échauffement, comme,

(1) M. Tarde, que j'aime à citer, parce que — je le montrerai un jour d'une manière complète — croyant combattre le matérialisme économique, il lui fournit beaucoup d'arguments, exprime au fond la même chose en disant que « les simples désirs se transforment en volitions par des syllogismes subconscients ». (*Opposition universelle*.)

en général, l'accumulation des produits d'un processus pèse sur la marche ultérieure de ce processus même. Mais en vertu d'une autre propriété fondamentale de la nature humaine, qui consiste dans l'aspiration incessante vers le moindre effort pour le plus de résultats, vers une productivité du travail toujours plus grande, le contenu premier de la vie sociale, l'outillage, se transforme incessamment et progresse toujours, du moins, au sein d'une seule et même société donnée : les cas de régression technique sont, en effet, uniquement ceux où une société moins développée subjugue ou détruit une autre, plus développée; étant bien entendu qu'il ne s'agit que de la régression absolue, car si, par exemple, la technique industrielle rétrograde sous l'influence d'un protectionnisme outré ou parce qu'une réaction politique empêche les ouvriers de poursuivre efficacement l'augmentation des salaires et permet de les abaisser, alors la régression n'est que relative, et en réalité les directeurs de la production sociale ne font qu'obéir à la loi générale du moindre effort, dont l'action est seulement étrangement intervertie par le milieu social donné. — Mais ce sont là, quoiqu'on dise, des exceptions. — Sous la poussée vers plus de productivité, la base technique de la société se transforme incessamment malgré la résistance de la forme. Alors, à un moment, la forme se trouve en retard sur le contenu. C'est un état pour ainsi dire normal, habituellement observable. A un moment donné, toute la superstructure sociale, toute l'« idéologie » se trouve nécessairement, ne fût-ce qu'un peu, en retard sur la technique; ce retard est de plus en plus grand, parce qu'il va en s'accumulant, lorsqu'on monte vers les étages supérieurs de l'édifice

social, vers les ordres de formalité supérieurs. La morale retarde; la science de même, le droit civil, familial, politique, l'art, la philosophie, la religion sont de plus en plus pleins de *survivances*, de formes adaptées aux bases non actuelles, mais disparues. — Cependant la transformation de la base technique continue à avancer; et finalement — l'écorce cède — ou crève; le conflit entre le contenu et la forme se résoud toujours par la victoire du contenu; la forme s'adapte au contenu nouveau soit spontanément, soit — si elle n'est pas suffisamment élastique — à la suite d'un éclat révolutionnaire. Cette adaptation commence, naturellement, dans la catégorie de phénomènes qui sert de superstructure immédiate; puis suivent, contraints et forcés, ceux dont la formalité est plus éloignée et dont l'indépendance est par conséquent plus considérable, car ils intéressent moins la satisfaction des besoins essentiels. Les phénomènes de formalité supérieure ne sont déterminés et façonnés par la base qu'à travers ceux de formalité inférieure, qui constituent même vis-à-vis d'eux — par exemple, les principes généraux du droit vis-à-vis de l'exercice du pouvoir — comme autant de nouveaux *milieux artificiels* qui n'y laissent arriver les rayons de l'influence de la base — économique ou morale — que très particulièrement réfractés. Les survivances au sens étroit du mot, celui que lui donne le folklore, survivances qui persistent le plus longtemps, sont des formes anciennement adaptées, mais que les forces adaptatives nouvelles, les trouvant inoffensives et occupées à vaincre des résistances plus dangereuses, ont laissées de côté et souvent oubliées. Plus fréquentes dans l'ordre esthétique et religieux, il y en a cependant à tous les étages

de l'édifice social. Car le processus de l'adaptation de la superstructure à la base en voie de transformation n'est pas une sorte d'investissement uniforme et systématique d'un pays qu'on est en train de conquérir. Chaque changement dans le mode de production ne se répercute pas dans la superstructure sociale suivant une ligne ascendante régulière, mais ses effets tracent, au contraire, un itinéraire très compliqué, plein de détours à travers les étages et les couches qui se conditionnent, se soutiennent mutuellement par des points de contact très nombreux et très divers, — un itinéraire qui peut très bien ne pas passer du tout par tel ou autre compartiment. Il y retournera un jour, après des siècles peut-être. Il arrive toujours un moment où toute la superstructure d'une base remplacée a complètement disparu de la pratique — je ne parle pas des archives. Mais alors le développement de la base a de nouveau, et depuis longtemps, pris les devants.

§ 5.

Ce qui vient d'être dit suffit déjà pour montrer que le matérialisme économique ne considère pas la forme sociale, l'« idéologie, » comme un simple épiphénomène, et ne se représente pas son rôle vis-à-vis de la base économique, comme si une rivière coulait sous un miroir. Au contraire, il lui attribue, en même temps que l'indépendance relative, une force de réaction sur la base même. On vient de voir cette force de réaction dans sa manifestation conservatrice, retardatrice; mais ce n'est point du tout la seule.

Si la non-adaptation de la forme au contenu retarde le développement de celui-ci, le fait de son adaptation devra évidemment hâter ce développement. C'est ce qui est directement observable lors des révolutions. Le développement des forces productives modernes détruit le droit corporatif et — généralement — féodal ; l'instauration d'un nouveau droit déchaîne littéralement ces forces productives. — Or, ce phénomène ne s'accomplit pas seulement en gros, mais aussi en détail. A chaque instant, une modification survenant dans le contenu et se heurtant à une forme survivante, exerce sur elle une pression adaptative partiellement efficace, et avant que la nouvelle forme ainsi créée ne devienne un nouvel obstacle à la modification ultérieure, sa création imprime au processus de transformation de la base un élan nouveau. Les deux processus se conditionnent ainsi mutuellement, ne forment, en réalité, qu'un seul : tout comme, dans la combustion d'une bougie, la fusion de la cire conditionne la flamme, et celle-ci à son tour fait fondre la parcelle suivante de la cire. La cause, dans le devenir social, devient sans cesse effet, et réciproquement : tel est le sens le plus général de la fameuse et soi-disant si mystérieuse dialectique hégéliano-marxiste. Et si l'on décompose ainsi le processus social en ses *moments*, en *infiniment petits*, alors, nous semble-t-il, le « mode de jonction » entre la base déterminante et la superstructure déterminée, le rapport entre cette variable et cette fonction, ne paraît plus, non plus, si énigmatique. On comprend que la vie sociale est une, qu'il y a une corrélation, une inter-dépendance entre toutes ses manifestations ; que l'évolution économique n'est pas plus entièrement compréhensible sans celle

du droit ou de la philosophie qu'inversement, qu'en général, un ordre quelconque des phénomènes ne se laisse isoler des autres que par pure abstraction ; — mais néanmoins, lorsque, pour les besoins inéluctables de l'examen scientifique, on fait, entre certaines limites plus ou moins larges, l'intégration de ces infiniment petits, lorsque, pour sortir du cercle vicieux de l'interdépendance, on fait l'abstraction et la classification légitimes et que l'on prend des points de repère, on voit que toutes les autres fonctions sociales s'étaient sur l'économique, et il saute aux yeux que le ressort mouvant de toute la vie sociale est la tendance — toujours — vers plus de productivité, vers le moindre effort économique. C'est elle — toujours conjointement avec la forme sociale déjà existante et héritée — qui détermine la série des inventions techniques ; et quant à toutes les autres innovations et imitations qui constituent la trame sociale, la loi que nous formulons est celle-ci : une innovation de l'ordre basique provoque toujours, tôt ou tard, des innovations (modifications) correspondantes et adaptatives dans la superstructure ; et quoique, en vertu de l'indépendance partielle de la forme, des innovations puissent s'y dessiner sans un lien de dépendance direct avec le processus basique, une innovation de l'ordre formel ne s'établit cependant jamais que si elle correspond à l'état de la base sociale ; une imitation des formes sociales d'un pays à l'autre n'est possible que si la base sociale dans le pays imitateur est déjà un peu préparée, et cette imitation hâte son évolution dans le sens du pays imité.

La dialectique a aussi un sens plus particulier. La forme sociale se fige, se cristallise en principes domi-

nants, en institutions et dogmes. Elle ne suit pas le développement de la base économique, ou coutumière, ou scientifique, qui s'avance graduellement, dont la marche continue passe inaperçue à la conscience des hommes. Et puis, soudain, l'avance se totalise et il apparaît que la forme sociale, autrefois adaptée, se trouve en contradiction avec le contenu. Elle change donc de sens : « Le bien devient le mal, la raison nonsens, » comme dit le poète. Exemple : les mêmes institutions qui assurent la libre-concurrence, lorsque les entreprises sont à peu près égales, se trouvent assurer le monopole et nier la liberté, lorsque, par le jeu même de la concurrence, les entreprises sont devenues très inégales. Et comme la forme sociale, au moment où elle est adaptée, contribue elle-même à cette marche en avant, à ce déplacement de la base, il est donc vrai de dire que chaque forme sociale contient en elle-même et met en mouvement par son fonctionnement normal le ressort fatal de sa transformation en son contraire. Chacune, au moment où elle correspond à la base et contribue à son développement, est bonne et vraie : sans cela, elle n'aurait pas été produite ; mais chacune aussi, sans exception, devient mauvaise et fausse. — Alors elle n'est pas abandonnée immédiatement et en bloc, mais s'adapte au nouveau contenu par de lentes et graduelles substitutions de sens, des concessions, des entorses à la logique apparente, des contradictions, jusqu'à ce que « la quantité se transforme en qualité, » que, dans un moment de révision révolutionnaire, les substitutions soient totalisées, les contradictions aplanies et conciliées dans un système nouveau. Mais le développement ininterrompu de la marche sociale recom-

mence son travail de Pénélope, et la forme sociale niée de nouveau par le contenu, ayant été elle-même la négation de la forme précédente, reproduit nécessairement celle-ci ; exemple : à un certain degré du développement des instruments de production correspond la possession de ces instruments par le producteur lui-même ; un développement plus grand sépare le producteur de l'outil ; un développement encore plus grand doit les ré-associer non plus individuellement, mais collectivement ; et chacune de ses trois formes économico-juridiques est absolument nécessaire pour garantir la plus grande productivité du travail dans l'état donné de l'outillage. Par cet exemple — et je ne peux pas multiplier les exemples — on voit suffisamment que la « négation de la négation » ne reproduit jamais identiquement une forme du passé, mais constitue en réalité la fusion, la « synthèse, » de deux formes antagonistes, dont chacune, prise isolément, est par elle irrévocablement évincée.

§ 6.

Tout ce que nous venons d'exposer s'applique en général à toutes les sociétés humaines. Mais il y a une espèce particulière des sociétés, très importante et qui possède certains caractères spéciaux : ce sont *les sociétés à classes*. Ces sociétés sont celles où la division du travail est telle qu'une partie de la société se spécialise dans la direction de l'ensemble de la production et s'en empare d'une manière permanente, tandis que l'autre n'y a plus accès ; la direction de la production

comporte la disposition et entraîne la propriété des moyens de production : instruments et forces naturelles. La division en classes apparaît nettement dans l'histoire au sortir du communisme agraire dit primitif. Dans cette organisation la propriété des moyens de production est commune et la direction du travail, à l'origine du moins, n'est pas spécialisée. Mais avant le communisme agraire il y eut des états sociaux basés sur les modes de production comme la cueillette, la pêche, la chasse (qui comprend la guerre), où existait déjà la division en deux classes, déterminée encore en grande partie par la biologie : les classes masculine et féminine, et se dessinait la division en riches et en pauvres, en maîtres et esclaves. La tendance individuelle au maximum de jouissance, quoique très fortement comprimée, n'a jamais disparu de l'âme humaine à l'époque du communisme agraire. Favorisée par l'échange et la guerre, ces deux moyens auxiliaires de la production dans la conquête des biens matériels, elle détruisit le communisme, lorsque celui-ci, de moyen de sauver la vie de l'homme faible qu'il avait été au début, est devenu un obstacle à l'augmentation de la productivité, rendue possible par lui-même. Cette augmentation de la productivité ne put être réalisée, étant donné l'état de la technique, qu'au profit d'une petite partie de la société et au moyen de l'exploitation du travail de l'autre. Alors apparurent nécessairement des institutions coactives pour assurer la stabilité d'une pareille organisation. Plus tard cette organisation se complique : la société reste toujours divisée en deux tronçons principaux, les possédants et les expropriés, mais chacun de ces tronçons se subdivise, et la société contient non

deux, mais plusieurs classes, dont chacune est caractérisée et déterminée par un rôle spécial, direct ou indirect, qu'elle joue dans le processus économique. Lorsque la loi elle-même fixe les classes, on les appelle *états* ou *castes* ; mais ce n'est qu'un cas particulier. Toutes les sociétés, depuis la disparition du communisme primitif, ont été et sont encore des sociétés à classes.

Le fait des classes procède directement du mode de production, de la division et de la direction du travail, et il est si important, si essentiel, qu'il se place à la base de toute la superstructure sociale, à commencer par la répartition des richesses, par la morale et le droit économiques. Il forme comme un nouveau milieu artificiel, qui réagit profondément sur la marche de la production elle-même et ne permet au reste de la superstructure de s'adapter à cette marche qu'à travers les formes de cette carapace. La classe propriétaire principale des moyens de production façonne toute la société de manière à assurer la durée indéfinie de cet état de choses ; et avant tout, dans ce but, elle s'empare, par toutes sortes de moyens, du pouvoir politique. Mais le développement économique vers plus de productivité marche toujours, sape lentement mais sûrement la domination établie, augmente la force d'une autre classe, qui, contenue, opprimée, devient antagoniste. Elle lutte pour le pouvoir, qui est le moyen de s'assurer la direction de la production et le lot avantageux dans la répartition des richesses. La pression s'exerce sur toute l'étendue de la forme sociale et contraint la classe dominante à des concessions, l'engage dans des contradictions dans tous les domaines. Finalement la nouvelle classe, portée par le nouveau mode de production,

le nouveau progrès de l'outillage, remporte la victoire définitive, et alors elle, à son tour, façonne toute la forme sociale conformément aux besoins de sa domination et s'efforce d'effacer les traces de la domination précédente. Et ensuite l'histoire recommence.

La division en classes met une empreinte profonde et caractéristique sur toute la vie sociale. Elle comporte nécessairement la lutte des classes, et notamment la lutte pour le pouvoir. Toute la superstructure s'élève sur cette base volcanique, constamment secouée. Chaque classe élabore toute une conception de la morale, du droit, de la science, de l'art, de la philosophie, en un mot de la société et du monde, conception dont les articles tendent tous, quelques-uns, il est vrai, de très loin, et par les voies les plus compliquées, à motiver, à rendre durable un mode de production et un régime politique, actuels, passés ou futurs, utiles pour la classe donnée. Chaque fait social est pénétré d'un certain esprit de classe; la société tout entière est pour ainsi dire *classifiée*; à chaque moment donné, dans chacun de ses mouvements, elle présente comme une résultante des diverses tendances des classes, agissant les unes sur les autres sous des angles divers. — Et dans cette adaptation même de la forme au contenu au sein des sociétés à classes il y a quelque chose de particulier.

En effet, il faut, en général, distinguer deux manières selon lesquelles l'adaptation de la forme au contenu social s'accomplit: inconsciente, ou en tout cas, et plus exactement, non finaliste, spontanée, et consciente, voulue, finaliste. La première, c'est une sorte de *moulage* lent, graduel, irrégulier, des commandements et

des croyances de toutes sortes sur le noyau des besoins et fonctions basiques. Après un certain temps cette couche de moulage recouvre le contenu et agit formativement à son tour. Il se forme, par son fait, une sorte d'aperception sociale : la conscience des hommes est dirigée *à priori* dans une certaine direction (influence positive) et par une sorte de triage (négatif) certaines autres voies de pensée et d'action lui sont pour ainsi dire bouchées, rendues invisibles. C'est précisément cette aperception sociale, ce triage des idées et des actes, qui font que les membres d'une société ou d'une classe, tout en poursuivant toujours l'intérêt vital de leur collectivité, se croient et se sentent réellement et absolument désintéressés ; et c'est précisément en revêtant cet aspect de désintéressement, d'idéal, que l'intérêt social ou de classe s'enracine le mieux dans les âmes. Seul donc un simplisme désespérant pourrait expliquer tous les actes et toutes les pensées des membres d'une société ou d'une classe données par un intérêt immédiat ou consciemment poursuivi. Il n'en est pas moins vrai que dans les sociétés à classes ce phénomène est beaucoup plus fréquent. Les sociétés sans classes ont, en général, une évolution plus spontanée ; la forme s'y stratifie sur le contenu lentement, sans à-coups, se cristallise et se décompose pour ainsi dire en dehors de la sphère consciente, volontaire de la société. La lutte des classes, qui défendent chacune leurs intérêts contre les autres, fait nécessairement prédominer l'organisation consciente, prévue et voulue, dite aussi rationnelle de la société, chaque régime s'y développe et s'y installe en quelque sorte stratégiquement et s'y fortifie. L'aperception durcit dans la lutte ; les mailles

du tri se retrécissent; la forme résiste plus fort aux transformations du contenu, son retard, quand il est constaté, paraît souvent avoir déjà les proportions d'un abîme, et pour le réparer il faut une révolution qui, à son tour, comprime violemment les instincts et besoins qui étaient dominants avant elle. Aussi le développement par les contraires est ici beaucoup plus marqué que dans les sociétés non divisées en classes; la décomposition et la recomposition des impératifs et croyances sociales, si bien observées, quoique arbitrairement expliquées par M. Loria, constituent des phases alternantes fortement opposées, véritablement antithétiques. — Mais toute la grande période des sociétés à classes, caractérisée par la propriété privée des moyens de production, constitue une antithèse vis-à-vis du communisme primitif. Le développement de la technique productive, arrivant au degré où il rend possible pour tous les hommes, non plus pour quelques-uns, la jouissance des plus hauts biens matériels et intellectuels, nécessite la suppression de la division en classes, qui non seulement ne favorise plus la productivité du travail, mais l'entrave; ce même développement fait, en même temps, naître et grandir une classe, le prolétariat, pour laquelle la société sans classes, possédant et dirigeant en commun les moyens de production, constitue l'idéal nécessaire à réaliser pour son propre bonheur. Ainsi se ferme le cycle dialectique de l'histoire, de celle, s'entend, que notre connaissance a pu atteindre jusqu'à présent dans le passé et prévoir dans l'avenir.

DEUXIÈME PARTIE.

§ 7.

Ainsi également apparaît le lien qui unit le matérialisme économique au socialisme, son caractère d'une philosophie de la révolution sociale et d'une conception de la société propre à la classe prolétaire. Ce caractère est visible dès les origines de cette conception sociologique ; car les écrivains de notre école, Engels, Labriola, et surtout Plekhanoff, ont vérifié leurs théories sur la généalogie même de ces théories.

La bourgeoisie révolutionnaire du XVIII^e siècle était à la fois matérialiste et rationaliste. Le matérialisme et le rationalisme étaient, entre ses mains, une terrible arme de combat, un puissant agent de la décomposition des impératifs et croyances qui gardaient contre elle le mode de production et le pouvoir politique féodaux. « L'égalité devant la loi de la nature, le déterminisme pour tous, sans en excepter l'Être suprême, — dit un éminent historien de la philosophie, — telle est la commune devise des philosophes matérialistes, en attendant que 1789 en fasse la devise de la Révolution. » Et Holbach montre d'une manière frappante cette corrélation entre les tendances sociales de la bourgeoisie et sa conception du monde, lorsqu'il dit : « L'univers n'est pas une monarchie absolue à la Duns Scot, ni une monarchie constitutionnelle à la Leibnitz, mais une république ». Mais la bourgeoisie croyait et voulait sa

révolution à elle, unique et définitive ; elle se croyait en possession de la vérité absolue, en particulier de la véritable définition de l'immuable *nature humaine*, elle considérait le passé tout entier comme une immense aberration, comme une monstrueuse violation de cette nature humaine. Aussi son matérialisme était-il incapable d'expliquer l'histoire ; tout au plus savait-il accuser les prêtres et les princes, en tournant dans ce cercle vicieux : « l'opinion gouverne la société ; mais l'éducation (c'est-à-dire encore la société) forme l'opinion. »

L'école contre-révolutionnaire, dont la fonction était de défendre l'ordre des choses établi, et un ordre de choses où les particularités des régions et des classes étaient respectées et sauvegardées, tenta de la justifier par l'utilité sociale, et se distingua pour cela des matérialistes par le sens historique et réaliste. C'est sur ces bases que Haller, de Maistre et d'autres jusqu'à Hegel « restaurèrent » la science sociale, en même temps qu'était restauré l'ancien régime. « Tout ce qui est, est raisonnable », fut leur mémorable devise, et tout ne se modifie qu'insensiblement, lorsque l'utilité sociale, déplacée, lui enlève cette raison d'être. Chez eux, chez tous ceux qui participèrent à cette réaction contre l'infécond enthousiasme rationaliste, contre la foi absolue dans les révolutions politiques et, en général, dirions-nous, *formelles*, souvent on rencontre des idées assez rapprochées de l'interprétation économique de l'histoire, de l'explication de la société par la lutte des classes pour les intérêts matériels. — Mais ces idées convergent vers l'affirmation de la supérieure utilité économique et sociale de

l'agriculture féodale et de son expression politique — la royauté légitime, et philosophique — l'Église hiérarchisée. Les tenants de ces doctrines ne peuvent donc confier au jeu de leurs forces élémentaires respectives ni la société, ni — en conséquence — le monde. Ces influences d'en bas doivent être tenues en laisse, inspirées et dirigées d'en haut. Cette école est donc absolutiste et idéaliste. Et si Hegel proclame la marche dialectique, naturelle et nécessaire, de l'humanité; s'il fait sortir la philosophie de l'histoire du cercle vicieux des matérialistes, en réduisant les deux termes de ce cercle à un déterminant commun et supérieur plus fondamental encore que la notion juridique de « l'état de personne », de la « société civile » de Guizot, et s'il sait échapper en même temps à la fiction de la *nature humaine* éternelle et immuable, — c'est qu'il ne voit dans la marche de l'humanité (et du monde), que le reflet fatal et obéissant de l'Idée absolue en perpétuel devenir, qui n'est, en fin de compte, elle aussi, que la projection en dehors du monde de la nature intellectuelle de l'homme, de son mode de raisonnement.

A côté de ces deux classes en lutte, la bourgeoise et la féodale, croît d'un mouvement continu une troisième : le prolétariat, dont le caractère distinctif, dès l'origine, dès le mouvement des « niveleurs » en Angleterre, des babouvistes en France, consiste à n'être ni l'une ni l'autre, et à vouloir hériter de toutes les deux. Dans la vie pratique et dans la théorie, les attaques par lesquelles chacune de celles-ci cherche à affaiblir l'autre, profitent avant tout à sa grandeur croissante. Comme son idéal de l'avenir réalise à la fois la liberté et l'organisation sociale, le bien-être pour

tous et le maximum de la productivité du travail, de même sa conception de l'histoire et du monde social, véritable synthèse, dépasse celles des deux autres d'une manière qui, en vérité, peut être comparée à celle par laquelle Kant a mis d'accord — et en même temps évincé de la science — les points de vue de Locke et de Leibnitz. — Le prolétariat n'est pas rationaliste, il est, si j'ose dire, bien payé pour savoir que la souveraine Raison bourgeoise tourne en Dérason, et que, tout absolue qu'elle prétend être, elle n'est que l'expression de certains intérêts et conditions économiques; et il porte en soi tout ce qu'il faut pour démontrer de fait la relativité de toute la forme sociale existante, pour faire faire un demi-tour à la roue de la dialectique de l'histoire. Mais, précisément pour cela, il sait que la base de toute l'existence et de toutes les transformations de la société n'est pas en dehors d'elle, mais dans ses profondeurs mêmes, dans la tendance incessante vers plus de productivité, qui fait se dérouler toute la série indéfinie des inventions techniques. Dans ces inventions, dans l'outillage productif, c'est évidemment l'esprit humain, la nature humaine, qui se manifeste; mais cette nature n'a rien d'éternel, elle est, au contraire, essentiellement et constamment variable, non pas par une cause extra-humaine, mais parce que les besoins dont elle se compose changent par le fait même, et au fur et à mesure qu'ils reçoivent satisfaction. C'est le perpétuel devenir du facteur fondamental et directeur transporté au sein même de la société. Et pour ne point l'arrêter, comme le voulait Hegel, pour ne pas même laisser retarder le moment où ce qui est encore cesse déjà d'être raisonnable et

doit céder la place, — la philosophie du prolétariat fait fusionner, avec la dialectique hégélienne, la tradition matérialiste qui a été un si redoutable outil de décomposition révolutionnaire entre les mains de la bourgeoisie française.

La bourgeoisie allemande au XVIII^e siècle était trop faible pour pouvoir emprunter à sa sœur française la même arme tranchante du matérialisme ; ses philosophes, Kant à leur tête, ont seulement pris le rationalisme rousseauique et l'ont adapté d'une telle manière à la situation de leur classe, qui alors ne pouvait rien autre chose que protester au nom de la morale et de la dignité personnelles contre la royauté immoralement voltairienne, qu'il devint complètement métaphysique et idéaliste et put rapidement se transformer en philosophie idéaliste de la Restauration sociale. Mais vers le milieu du XIX^e siècle la bourgeoisie allemande, renforcée et engageant à son tour un combat sérieux contre le féodalisme, commença à se retourner vers le matérialisme. La gauche hégélienne, Feuerbach surtout, fait la transition ; et c'est au point précis où l'idéalisme fusionnait ainsi avec le matérialisme que naquit le marxisme, la philosophie sociale du prolétariat. Il naquit en Allemagne, où le mouvement ouvrier étant encore plus virtuel que réel, était plus favorable à l'éclosion des larges théories d'ensemble. La philosophie sociale en France était toujours plus pénétrée de la réalité immédiate, et la classe prolétaire y dirigeait sa pensée de préférence sur des problèmes économiques et politiques concrets. Cependant les utopistes, et spécialement Saint-Simon, qui s'est rapproché de très près de cette pensée que l'issue du cercle vicieux de la réaction mutuelle des

facteurs sociaux se trouvait dans la série fondamentale des inventions techniques, ont été, comme on sait, pour beaucoup dans la formation du marxisme; et c'est ce qui explique, je crois, pourquoi la philosophie d'Auguste Comte y semble avoir été complètement étrangère et pourquoi jusqu'à présent elle est presque volontairement ignorée et dépréciée par les marxistes. Dans d'autres conditions cependant, et si l'on ne considère que son contenu, le positivisme aurait pu aussi bien, sinon mieux que le hégélianisme, servir de première préparation et, en quelque sorte, de sein maternel au marxisme. Le rôle de Comte en France peut, *mutatis mutandis*, être comparé à celui de Hegel en Allemagne : tous les deux ont été les grands « restaurateurs de la science sociale » après la tourmente rationaliste et révolutionnaire, mais tandis que Hegel défendait nettement le féodalisme prussien, Comte se bornait à une rétrospection admirative vers le moyen âge et incorporait dans son système un grand nombre de conquêtes intellectuelles de la bourgeoisie révolutionnaire. Le marxisme, s'inspirant de Saint-Simon, n'avait pas besoin du comtisme pour faire la même synthèse supérieure de la thèse féodale et de l'antithèse bourgeoise, et il la fit d'une manière beaucoup plus conséquemment révolutionnaire. Ce n'est plus aujourd'hui l'heure de faire le parallèle entre le positivisme et le marxisme. Je montrerai un jour spécialement que le positivisme poussé sans recul à toutes ses conséquences doit tomber d'accord avec le matérialisme économique (1); l'exemple de M. De Greef le

(1) J'ai essayé de le faire depuis dans un article intitulé : « Com-

prouve d'ailleurs assez. Seulement Comte, arrivé à un certain point, est précisément revenu sur ses pas. Lui aussi, comme Hegel (tellement ces antirationalistes étaient encore entachés de rationalisme!) considérait son système comme un couronnement de la marche séculaire de la pensée humaine, comme une sorte de révélation intangible. Contre les utopies communistes il transforma sa statique sociale en une utopie conservatrice, basée sur l'intangibilité de la famille actuelle, et pour cela dut, tout comme les rationalistes et les utopistes, imaginer une nature humaine, immuable au moins à certains égards. Conservateur et dogmatique, il ne pouvait plus faire dépendre les hauts phénomènes intellectuels de l'humble « désir d'éviter la souffrance et la mort » (anticipation sur la « Lebensfürsorge » de Lippert), comme il l'avait fait ailleurs : ç'aurait été livrer la forme sociale construite par lui à l'« action corrosive » de la base économique en marche ininterrompue. De là les profondes contradictions du comtisme, et l'hostilité entre lui, en tant que système ou dogme, et le marxisme. Il n'en a pas moins créé un esprit scientifique, une belle atmosphère aujourd'hui générale de recherche positive, au milieu de laquelle le marxisme se sent tout à fait comme chez lui, et qui ne peut que favoriser toujours sa croissance. Car le marxisme, contrairement à l'opinion de ceux qui l'ignorent, n'est pas un dogme; il est même, au fond, exagéré de dire qu'il est un système. C'est une méthode de recherches, ou plutôt, une méthode comportant

tisme et marxisme » et publié dans la *Revue Socialiste*, mai 1901.

toujours un noyau de prémisses et un faisceau de conclusions caractéristiques, c'est une manière d'aborder et de concevoir la vie sociale pour l'expliquer et la diriger. Et, en tant que telle, il se place au beau milieu de l'atmosphère scientifique moderne, il la respire à pleins poumons, il ne saurait vivre en dehors d'elle, tout comme les études sociales de l'école positive — ce terme très largement entendu. Mais il dépasse l'éclectisme de cette école : il refuse de s'arrêter à la simple constatation de l'interdépendance et de la réaction mutuelle de tous les phénomènes sociaux, mais cherche — et croit avoir trouvé — le processus fondamental qui les mène tous. Cela ne constitue pas, il faut le dire, une bien profonde différence dans l'application : aucun marxiste ne prétendra, dans une époque et un pays donnés, expliquer tous les phénomènes par les faits économiques propres à ce pays et à cette époque précisément, car il sait l'importance des causes *allotropiques* et *allochroniques*, et quel rôle presque complètement indépendant peut jouer une forme politique, juridique, religieuse, etc., survivant à un substratum économique parfois depuis très longtemps disparu. Mais cela n'en a pas moins une grande importance : car ce *monisme économique* de la sociologie marxiste veut dire que, dans un temps suffisamment long, la forme sociale, privée de sa base économique, doit disparaître complètement sans laisser de traces, que la nature humaine sociale peut changer du tout au tout, que, par exemple, même les dispositions criminelles innées, étant en dernière analyse un produit social, peuvent et doivent disparaître dans un régime économique et social qui y tendrait, et que, par conséquent,

rien (que des phénomènes absolument imprévus, donc, n'existant pas pour la science actuelle) ne saurait s'opposer à la réalisation complète, un jour, de l'idéal libertaire et égalitaire, par lequel le prolétariat nie le séculaire régime à classes.

§ 8.

Je ne crois pas devoir cacher ni même atténuer cette conviction que le matérialisme économique et le socialisme sont très intimement liés. Cependant il est certain qu'ils peuvent être considérés indépendamment l'un de l'autre et qu'ils ont chacun des partisans particuliers. Il y a beaucoup de savants qui interprètent économiquement l'histoire et la vie sociale, et qui ne sont pas du tout socialistes, qui sont même des adversaires déclarés du socialisme. Il y en a, d'autre part, un certain nombre amicalement disposés à l'égard du socialisme, il y a même un grand nombre de socialistes militants, qui rejettent plus ou moins complètement le matérialisme économique. Cela tient tout naturellement à ce que le prolétariat avoisine et côtoie d'autres classes, que d'autres milieux socio-intellectuels se confondent parfois sur leurs frontières avec celui dont il forme le centre : d'une part, le camp de l'économie relativiste, historique, qui prend sa naissance première dans les classes de l'ancien régime, agrariens et petite bourgeoisie, qui eurent à souffrir du rationalisme révolutionnaire économique et politique; d'autre part, petite bourgeoisie et professions libérales modernes. Le prolétariat arri-

vant à sa conscience de classe dans quelques-uns de ses représentants, s'est posé au début en négateur absolu de la société capitaliste et a émis une doctrine radicalement inacceptable pour aucune des classes plus ou moins dominantes de cette société. Mais au fur et à mesure que sa force croît, que la forme sociale commence graduellement à obéir à sa pression, cette classe se réincorpore en quelque sorte à la société — pour l'investir, et les autres classes commencent à se rapprocher d'elle, à suivre son chemin, tout en essayant d'atténuer la vitesse de sa marche. Et elle-même aussi croit devoir quelquefois ralentir pour leur permettre de suivre... Ce qu'on appelle depuis quelque temps triomphalement la « crise du socialisme » dans le domaine politique n'a pas d'autre cause ni d'autre signification; et ce phénomène se répercutant dans la sphère scientifique produit la si fameuse « crise de la sociologie marxiste » (1), dont les livres d'actualité scientifique et les revues sont remplies depuis quelques années. Elle trouvera sans doute son écho dans notre discussion aussi, ce qui me permettra peut-être d'y revenir; dans l'espace des quelques instants qui me restent encore avant de terminer, je ne puis que dire que dans de telles conditions les arguments et les objections des hérauts de la « crise » ne peuvent pas être bien nouveaux ni dénoter une bien profonde et complète assimilation de l'idée maîtresse du marxisme. On s'applique surtout à chercher des contradictions dans les

(1) Pour ce qui concerne ce sujet, je me permets de renvoyer à mon article « L'inventeur de la crise du marxisme ». *Revue Socialiste*, décembre 1900.

écrits de ses fondateurs et continuateurs; on scrute les mots, on fait parfois de la véritable exégèse. Certes, cela aura peut-être son utilité pour de futurs historiens; mais en attendant il arrive que ce n'est pas celui qui est le plus ferré sur les « textes » et en impose le plus par les citations dans toutes les langues, qui présente les objections les moins à côté et superficielles...

Ainsi, en général, on prend beaucoup la défense de « l'idée », maltraitée par le « matérialisme », de l'« individu », tyrannisé par « le fatalisme » des marxistes. Ce matérialisme, selon certains, ose faire dériver l'« idée » du « fait », un absurde choquant la théorie et la connaissance, et auquel il faut, dit-on, opposer la théorie « psychologique » de la société. Or, tout cela n'est qu'un malentendu pur et simple. La sociologie marxiste est aussi essentiellement psychologique que n'importe laquelle; seulement, elle ne voit pas dans le « fait » et « l'idée » deux choses irréductibles et diamétralement opposées. Cette notion lui est commune avec toute la science sociologique que la société se compose d'individus, et que rien n'est social qui ne se passe dans les individus, dans les *âmes* individuelles. Le « fait » basique de la sociologie marxiste, le « fait » économique (l'emploi et même l'existence d'un instrument de production) n'est pas moins psychique que l'« idée » philosophique ou artistique. Mais ainsi la question se trouve seulement déplacée : car alors il s'agit précisément de déterminer l'ordre d'apparition et la hiérarchie des diverses fonctions psychiques de l'homme social; et là, la fonction économique se place d'elle-même à la base. — Le problème de la théorie de la connaissance, tel qu'il fut et est opposé au maté-

rialisme philosophique, ne se pose pas pour le matérialisme économique; cette sociologie est phénoménaliste, elle ne s'occupe pas des relations entre la conscience de l'homme et le monde extérieur *en soi*. Certes, elle s'intéresse continuellement à l'échange incessant entre cette conscience et le monde extérieur — conscience et monde phénoménaux tous les deux, échange qui constitue la formation même de cette conscience; mais alors sa théorie de la connaissance devra être en quelque sorte historique, non logique; et il est caractéristique que la manière dont Labriola traite cette question dans ses « lettres à M. Sorel » rappelle beaucoup l'explication que M. Lévy-Bruhl donne de la prétendue absence de la théorie de la connaissance reprochée à la philosophie d'Auguste Comte...

Il ne nous semble pas donc que le « retour à Kant », tant prôné par les promoteurs de la « crise », puisse constituer un progrès pour la sociologie marxiste. En tout cas, nous l'entendrions d'une tout autre manière : *nous socialiserions le point de vue critique*. Nous rappellerions que la société, le groupe, et spécialement à notre point de vue, la classe à laquelle l'homme appartient impriment à sa conscience une certaine conformation apriorique, une certaine manière de concevoir la société et le monde à laquelle il ne peut pas plus se soustraire qu'à la nécessité de voir avec sa rétine propre. Et alors nous concluons que le prolétariat ayant également et nécessairement son apperception de classe, sa philosophie elle aussi, comme toutes celles qui l'ont précédée, est essentiellement relative et passagère, et qu'elle cessera d'être — c'est-à-dire de paraître — vraie, lorsque — mais pas

avant — une autre aperception sociale, produite par la future société sans classes, aura remplacée celle que la lutte des classes crée aujourd'hui. Certainement la philosophie d'alors, qui naîtra du marxisme, sera autre, et à certains égards opposée; mais ce qu'elle sera, on ne peut en juger par rien de ce qui existe ou a existé jusqu'ici, et même personne ne peut le prévoir aujourd'hui, car toute prévision serait fatalement entachée d'un apriorisme de classe, qui n'agira plus à cette époque.

Dans ce sens, j'admets qu'il puisse et même qu'il doive s'ouvrir une crise du marxisme; mais seule l'application des principes du matérialisme économique jusqu'à leurs dernières conséquences, jusqu'à leur épuisement, permettrait d'en sortir — sans reculer. Je songe spécialement à un point, à un obstacle que le matérialisme économique ne parvient que difficilement à surmonter. Le « retour à Kant » a peut-être surtout, au fond, une raison éthique : ce bourgeois, déjà très mécontent de la société environnante, mais encore incapable de l'attaquer et de la changer, créa par cela même un des plus beaux idéals de morale, de dignité et de pureté individuelles. Cet idéal devint révolutionnaire avec l'élan pris par la bourgeoisie allemande, avec Fichte. Moins poétique, plus terre-à-terre, le rationalisme français, que continuait à cultiver, après la tourmente révolutionnaire, et malgré la Restauration, la partie de la bourgeoisie non nantie, composée de couches en voie d'avènement économique et politique, créa une nouvelle formule de la « nature humaine », la justice éternelle, le droit imprescriptible, qui lui servit aussitôt et sert toujours de transition vers les revendi-

cations prolétariennes. Dans sa position difficile, pleine de tentations et de déceptions, la petite et moyenne bourgeoisie possède là un bel appui individuel pour l'idéal social, et elle craint que le matérialisme ne le décompose, si on l'avoue subordonné à la base réelle de la société. F. A. Lange veut sauvegarder « l'ordre fondé dans la nature de l'homme » ; Jaurès, plus révolutionnaire, proclame l'existence permanente dès le début de l'humanité, d'un sentiment de protestation contre « l'usage inhumain fait de l'homme. » Et leur « idéalisme social » à tous se froisse de l'« amoralité » du matérialisme économique.

Il est à peine besoin de défendre contre ce reproche une doctrine qui enseigne que les problèmes ne se posent devant l'humanité qu'au moment où les éléments de leur solution sont déjà là, ne fût-ce qu'à l'état latent, et par là écarte la timidité et le scepticisme, assure une confiance inébranlable lors de l'accomplissement des devoirs sociaux les plus dangereux, et qui, en même temps, posant comme principe que les mouvements sociaux ne se font que par et dans les hommes, tous les hommes, ôte absolument, même au plus humble, au plus faible, tout droit à l'inaction, à l'indifférence, au quiétisme fataliste. Par le premier point l'éthique marxiste (qui, on le voit, existe quoiqu'en ait dit M. Croce) rappelle, par le second elle dépasse l'éthique comtiste. — Le matérialisme économique compte grandement avec le sentiment éthique et idéaliste individuel. Il ne peut ni ne veut nier que sans lui, sans la conscience des prolétaires, qui repose avant tout sur leur dignité, la concentration des capitaux pourrait aboutir à un nouveau féodalisme ou à

une aristocratie des « superhommes » à la Nietzsche, au lieu de l'organisation communiste. — Mais alors, si les idéalistes disent, avec raison, à mon avis, que ce sentiment de justice, d'abnégation, de sacrifice, n'a pu naître de toutes pièces dans une société où tout depuis des siècles lui est contraire ; quand ils observent que l'idéal d'une organisation communiste, qui guide le prolétariat et *devance* les faits économiques actuels, ne peut par conséquent être leur produit, — que faut-il répondre ? Renoncer à expliquer la forme sociale par le contenu, à réduire la superstructure à la base économique ? admettre le dualisme de la nature humaine ?

Nullement. Ce problème de la naissance d'un idéal révolutionnaire *devançant les faits économiques*, qui est peut-être le nœud de toute l'actuelle crise du marxisme et que, parmi les marxistes, Kautsky, le premier, je crois, a effleuré en 1896 dans sa polémique avec Belfort Bax, trouve, me semble-t-il, une solution conforme entièrement au matérialisme économique *dans la loi de la rétrospection révolutionnaire*, que j'ai formulée en 1894, au premier congrès de cet Institut, et qui est la formule moderne et positive de la « négation niée » hégélienne, du « retour à la nature » rousseauique, des *ricorsi* de Vico. La source d'une conception de l'avenir, aussi bien que de toute autre idée, ne peut être cherchée que dans le passé, dans une forme sociale survivante : dans notre cas — dans le communisme primitif. C'est lui qui, s'étant décomposé insensiblement, remplacé par le premier régime à classes, suscite chez les hommes un douloureux regret, qui se transforme bientôt en tableau idéalisé, comme la larme d'un mollusque se cristallise en perle chatoyante. Les diverses formes

du communisme économique, qui n'ont jamais disparu de la société et qui refaisaient toujours le processus de décomposition, ranimaient sans cesse le regret hérité, rappelaient le tableau idéal, qui, transformé continuellement par l'incorporation des éléments du présent, aboutit aux utopies modernes, mères du socialisme scientifique. Parallèlement les instincts moraux communistes, persécutés, comprimés par tous les moyens, mais aussi ravivés sans cesse et profondément ancrés dans l'âme populaire, se transformèrent au cours et par le fait de la lutte qu'ils eurent toujours à soutenir, en ce noble et grand sentiment d'indépendance individuelle, de raison libre et de justice « innée », qui apparaît aujourd'hui comme la pierre angulaire de la société future (1).

Cette généalogie économique de l'idéal social et du sentiment moral leur ôte le droit de prétendre à la qualité d'absolu, et enlève le dernier argument au dualisme idéaliste. Elle vérifie en même temps, et en grand, l'idée maîtresse du matérialisme économique : la survivance et la réadaptation de la forme sociale, survivance et réadaptation séparées ici par une série de siècles, ou plutôt la remplissant. Elle présente une application réaliste de la dialectique de l'histoire, et en même temps offre le cas suprême de dialectisme : car la forme sociale, par nature retardatrice, devient ici, par l'éloignement suffisant, devancière et révolutionnaire. Le mort ne saisit plus le vif que pour le pousser

(1) Ces idées ont fait l'objet d'une série de leçons à l'Université Nouvelle de Bruxelles et seront développées dans un ouvrage spécial.

en avant... Enfin, elle réalise d'une manière que j'oserai dire presque esthétique, l'unité de la vie sociale, de la base au sommet, de l'origine à l'aboutissant. Le même frisson parcourt toute l'histoire humaine, en devenant sur ses cimes un ouragan où crie l'espérance prochaine. Mais ce souffle, et toutes ses modulations, viennent des profondeurs!

DISCOURS DE M. J. NOVICOW

Je dois rappeler tout d'abord par suite de quelles circonstances le débat sur le matérialisme économique se produit en ce moment. En 1897, à notre dernier Congrès, j'avais présenté un rapport sur la théorie organique des sociétés. On avait soulevé de nombreuses objections contre l'organicisme au nom de la méthode historique, du psychisme social, et du matérialisme économique, M. de Kellès-Krauz avait présenté ces dernières. Il donnait alors le matérialisme économique pour la base même de la sociologie. Pour lui donner la possibilité de démontrer la rectitude de sa thèse, nous avons porté le matérialisme économique à l'ordre du jour du congrès suivant.

M. de Kellès-Krauz vient de nous l'exposer dans son excellent mémoire. Mais sous quelle forme différente des prétentions de 1898 ! Maintenant selon les propres termes de M. de Kellès-Krauz, le matérialisme historique n'a plus la prétention de former la substance entière de la sociologie. Il n'est plus qu'un point de vue particulier sur l'histoire, une méthode de recherche. Alors nous sommes bien près de nous entendre. A ce point de vue je dois déclarer que je serais plutôt par-

tisan du matérialisme historique que son adversaire. Il marque une réaction utile contre la manière superficielle dont on étudiait l'histoire. Bien souvent en effet on négligeait d'aller au fond des choses et de comprendre les véritables mobiles qui poussaient les hommes à l'action. Ainsi dès le iv^e siècle de notre ère nous voyons des guerres éclater entre les disciples d'Arius et les catholiques. On se demande comment des hommes pouvaient consentir alors à verser leur sang pour des subtilités théologiques qu'ils n'étaient pas même capables de comprendre. Mais quand on regarde les événements avec pénétration on s'aperçoit qu'ils avaient précisément un fond économique. L'Église orthodoxe avait déjà acquis de grandes richesses dès l'époque d'Arius. Si les Ariens étaient reconnus vrais croyants et les orthodoxes hérésiarques, les Ariens entraient naturellement en possession des biens de l'Église. C'est donc pour ce but purement matériel que les guerres avaient lieu. Je pourrai citer de nombreux exemples de ces guerres. La première croisade fut faite sans aucun doute pour délivrer le tombeau du Christ. Mais les autres ont eu pour but de simples acquisitions de richesses et de territoires. Le matérialisme historique rendra donc un très grand service en poussant à étudier l'histoire d'une façon sérieuse. .

Il en rendra un autre en mettant en relief l'importance de l'outillage économique. Il y a une corrélation très grande entre l'outillage et l'organisation sociale et une action réciproque et constante de l'un sur l'autre. Chacun sait que l'invention de la poudre à canon a franchement contribué à détruire l'organisation féodale. Or les historiens jusqu'à nos jours, planant toujours

dans leur empyrée d'abstraction, daignent à peine s'occuper de l'outillage. Ils ne se donnent pas même la peine de nous signaler l'époque où ont été inventés les instruments qui ont rendu le plus grands services à l'humanité comme, par exemple, le moulin à vent

Le matérialisme économique rend donc un nouveau et grand service à la sociologie en appelant l'attention sur l'outillage et en obligeant les historiens à considérer son action sur la marche des événements historiques.

Voilà les quelques remarques que je me permets de faire sur le matérialisme économique. Quand il avait des prétentions excessives je croyais devoir le combattre. Maintenant qu'il rentre dans ses véritables limites, je dois reconnaître qu'il contient une part de vérité des plus utiles. Le matérialisme économique, comme le psychisme social, comme le darwinisme social, contient une part de vérité partielle qui doit être prise en considération pour former la doctrine complète de la sociologie.

LES
FONDEMENTS RATIONNELS
DU
MATÉRIALISME HISTORIQUE
PAR
M. ACHILLE LORIA

Il advient maintes fois que la nature d'un phénomène, qui pourrait virtuellement se dévoiler lorsqu'il est encore à l'état embryonnaire et incomplet, ne soit effectivement découverte ou conçue, que là où le phénomène atteint des proportions imposantes, qui le rendent du premier coup remarquable. Nous en trouvons un exemple remarquable dans la théorie de l'origine des espèces, qui aurait pu très bien être découverte dans nos vieux continents, de même qu'elle y trouve tous les jours des pièces justificatives fort considérables — et qui toutefois a été conçue et découverte par Darwin aussi bien que par Wallace, dans le nouveau monde, c'est-à-dire là où la faune est plus

riche et plus saisissante. Tout cela n'est, d'ailleurs, que trop naturel. En effet, s'il est vrai que la théorie d'un phénomène peut recevoir une démonstration positive, là même où il est le plus modeste et circonscrit — il n'en est pas moins vrai que la première impulsion à l'observer se produit là seulement où le phénomène atteint ses plus vastes et plus grandioses dimensions.

Et ceci reçoit une démonstration éclatante par l'histoire même de la sociologie, ou par son épisode le plus glorieux, la découverte de la base économique des phénomènes sociaux. Abstraitement, cette découverte aurait fort bien pu se faire à tous les âges, au moyen de l'observation et du raisonnement les plus élémentaires. Et toutefois pendant plusieurs siècles, tant que les rapports économiques conservèrent le caractère de la médiocrité et que le métier et l'agriculture routinière végétèrent dans le silence et dans l'ombre, la grande majorité des penseurs persista à ignorer complètement le fondement économique des phénomènes sociaux et à attribuer ceux-ci à l'action exclusive du facteur intellectuel, ou biologique. Ce n'est qu'à l'aurore des temps nouveaux, dès que l'épanouissement de la grande industrie et de la capitalisation, et le développement corrélatif du crédit et du commerce intérieur et cosmopolite eurent démesurément multiplié et dévoilé l'ascendant du fait économique sur le sort des nations — ce n'est qu'alors qu'on comprit que la politique des Etats, les grandes orientations de l'histoire et les directions fondamentales de la morale collective ne sont pas déterminées par des idéalités sociales ultra-

sensibles, mais sortent du sous-sol prosaïque des rapports économiques.

Comme on pouvait s'y attendre, cette vérité a été premièrement aperçue et nettement affirmée dans le pays où la constitution économique moderne a le plus tôt atteint un développement imposant et grandiose — en Angleterre. Ce furent, en effet, Marx et Engels, deux exilés à qui un long séjour dans la Grande-Bretagne avait rendu familiers la toute-puissance et les ressorts cachés du capitalisme contemporain, ce furent eux qui ont les premiers exprimé dans une forme lucide et précise la nouvelle vérité sociologique. Mais si l'on doit reconnaître à ces écrivains le mérite d'avoir les premiers lancé l'idée rénovatrice, il faut ajouter qu'ils l'ont plutôt affirmée comme un axiome qu'ils n'en ont donné une démonstration positive. Et c'est là toute l'incontestable infériorité des deux coryphées de la nouvelle école sociologique, vis-à-vis des fondateurs de la sociologie psychologique et biologique. En effet Comte et Spencer ne se bornent pas à *affirmer* la dérivation des phénomènes sociaux du facteur mental ou biologique, mais ils s'efforcent de la démontrer par un ensemble imposant de raisonnements et de faits. Rien de tout cela, au contraire, chez Marx et Engels. Ces penseurs nous disent bien que le fait social primitif c'est le fait économique, que l'économie politique est l'anatomie de la société humaine, etc., etc.; mais lorsque nous leur demandons une démonstration quelconque d'une affirmation si grave et si fertile en conséquences, ils nous laissent en plan, en nous criant : étudiez donc l'histoire et vous y lirez la preuve de notre thèse. Réponse qui, en tout cas, est bien loin de nous

satisfaire. En effet l'histoire est une matière trop malléable selon le bon plaisir du savant et fournit des armes puissantes au même degré aux champions des principes les plus opposés. D'où la conséquence, que toute théorie, qui ne peut jamais s'étayer que de preuves historiques, ne sera jamais démontrée qu'à demi; elle ne pourra l'être complètement qu'à la condition de s'appuyer sur les fondements inébranlables de la logique.

Eh bien, y a-t-il des arguments rationnels qui démontrent d'une façon péremptoire la dérivation de tous les phénomènes sociaux du fait économique? Voilà le problème qui, jusqu'à présent, est resté sans solution et auquel il faut à tout prix répondre, si l'on veut asseoir sur des bases scientifiques la nouvelle théorie sociologique.

Dès que l'on observe le fait économique, on ne tarde pas à y découvrir des caractères, qui lui assurent du premier abord une importance éminente dans la structure de la société humaine. Le fait économique est, avant tout, particulier aux êtres humains. Je sais bien qu'une érudition paradoxale parvient à découvrir aussi chez les espèces animales plusieurs faits, qui semblent offrir quelque affinité éloignée avec les rapports économiques. Par exemple, lorsqu'un singe arrache la branche d'un arbre et s'en sert pour abattre une noix de coco, nous pouvons dire avec quelque semblant de vérité que ce singe est un capitaliste et qu'il accomplit un acte d'accumulation. Mais ce sont là des tours de force philosophiques, qui viennent se briser contre l'absence indéniable de vrais rapports économiques chez les animaux inférieurs. En effet, chez ceux-ci fait

complètement défaut la base même du fait économique : la production ; tout au plus remarque-t-on chez eux des efforts d'appréhension des fruits spontanés de la terre, sur lesquels ne pourrait pas se dresser un rapport économique quelconque. On cherche en vain chez les agglomérations animales la trace la plus faible de l'échange, du profit, du salaire, de la rente foncière. Et partant nous sommes autorisés à affirmer que le fait économique, dans ses manifestations essentielles, est exclusif à l'espèce humaine et qu'il peut, sans contradiction, être déclaré le fondement des phénomènes sociaux, essentiellement et exclusivement humains.

Mais il y a plus. — Les faits économiques sont les plus simples parmi tous les faits de l'agrégal humain. Il est, en effet, évident par soi-même que le fait matériel de la production, distribution et consommation des subsistances, est bien plus simple que toutes les autres manifestations de la vie sociale, telles que la morale, le droit, la politique. Que pour vivre il faut produire, que le produit doit se répartir parmi les coproducteurs ; ce sont là des choses qui se pratiquent et se comprennent, même par l'intelligence grossière de l'homme sauvage ou primitif. Mais qu'il y ait des règles de conduite, que l'homme doit suivre pour ne pas compromettre le développement social, qu'il soit nécessaire de faire et de respecter des lois, d'adorer des êtres surnaturels, d'organiser un gouvernement et une armée, — voilà autant de faits et de problèmes qui présentent dès l'abord une complexité infiniment plus grande et que peuvent seuls comprendre et pratiquer des êtres intelligents et civilisés.

Enfin le fait économique est chronologiquement antérieur à tous les autres phénomènes sociaux. L'ancienne sagesse l'avait fort bien indiqué par le dicton bien connu : *primum vivere, deinde philosophari*. La production et la répartition des vivres est, par la force même des choses, le premier souci des peuples, ainsi que des individus. Et ce n'est que plus tard, lorsque leur subsistance est assurée, qu'ils peuvent s'adonner à la compilation de règles morales, à la promulgation des codes et à l'organisation des gouvernements.

Nul doute qu'un phénomène peut être plus simple qu'un autre sans qu'il en soit pour cela le générateur. — De même, la précedence chronologique d'un fait vis-à-vis d'un autre ne prouve pas que le premier fait est la cause du deuxième. Par exemple, le fait que dans l'année immédiatement successive à la mort de César, le soleil (à ce que l'on dit) parut dans le ciel pâle et sans éclat, ne nous autorise pas à affirmer que le meurtre du dictateur ait été la cause de cet événement astronomique. Mais, malgré tout, il n'en est pas moins vrai que cet ensemble de caractères, que nous retrouvons dans le fait économique, d'être particulier à l'homme, plus simple que tous les autres phénomènes sociaux et antérieur à tous, vient fournir un puissant appui à la théorie qui affirme la causalité économique de la constitution sociale.

Mais cette conclusion acquiert une probabilité bien plus forte, dès que nous considérons la structure intime du fait économique. En effet, à la racine des rapports économiques, tels qu'ils se révèlent dans toutes les phases historiques de la société humaine, il y a toujours ce fait fondamental — la division permanente et

irrévocable de la société en deux classes absolument distinctes, une minorité qui possède et ne travaille pas et une majorité dépourvue de toute propriété et contrainte à gagner sa subsistance en travaillant au profit des propriétaires. Or, en laissant aussi de côté toute recherche sur la cause de cette scission essentielle, une chose du moins est indubitable : qu'elle n'est pas l'œuvre de la nature. La nature, en effet, n'a pas engendré, à l'origine, des hommes avec la bosse capitaliste et d'autres hommes avec la bosse prolétaire, ou, comme le disait Voltaire, il n'est pas admissible que des hommes soient nés avec la selle sur le dos et des autres avec les éperons aux pieds. Donc l'existence d'une classe qui vit du fruit du travail d'autrui et d'une autre classe qui travaille pendant toute sa vie au profit de la première, ne peut être que le résultat d'un processus essentiellement humain, qui a soustrait à la grande majorité des hommes la possibilité de produire à son compte et de cette façon l'a contrainte à vendre sa force de travail à la minorité usurpatrice. Et la recherche positive nous enseigne vraiment la nature et les phases de ce procédé; elle nous démontre qu'aux âges passés on a contraint la masse à travailler pour quelques-uns, en la réduisant en esclavage, tandis que de nos jours on atteint le même but au moyen de l'appropriation exclusive de la terre, ou plus généralement de tous les moyens de la production. Mais en tout cas l'existence d'une différenciation sociale, ou d'un rapport permanent de domination et d'exploitation, est le résultat de la violence humaine, non pas des activités spontanées de la nature.

Or, si la division de la société humaine dans les

deux classes des propriétaires et des prolétaires était vraiment le produit d'une nécessité cosmique, aussi inévitable que la division des 24 heures en jour et nuit, évidemment il n'y aurait pas de force humaine qui saurait l'anéantir. Mais comme cette division est, au contraire, le résultat d'un processus historique, ou d'institutions et d'artifices essentiellement humains, il est possible à tout moment qu'elle soit détruite. Avant tout il est à craindre que les masses de travailleurs, que l'appropriation capitaliste des moyens de production a plongés dans l'esclavage économique, viennent enfin à s'apercevoir de l'énorme usurpation dont elles sont victimes, qu'elles se comptent, se coalisent, et renversent d'un bond énergique le système de la propriété. Et il est aussi à craindre que cet événement soit anticipé ou provoqué par les outrecuidances de la classe dirigeante, dont l'effet inévitable serait d'aigrir ultérieurement la classe asservie et de la pousser à la révolte. Donc l'ordre social, par là même qu'il se fonde sur l'exclusion de la masse ouvrière de la propriété, se trouve dans un état permanent d'équilibre instable, de révolution ou de destruction virtuelle; et il est par-tant absolument nécessaire de pourvoir à en assurer la persistance, en détournant les prolétaires de la révolte et les propriétaires des excès de pouvoir. Autrement dit, il faut organiser une série d'*institutions connectives*, qui contiennent dans les bornes la conduite des différentes classes, ou qui les détournent des actions compromettant la cohésion sociale.

Des méthodes adoptées à cet effet, la première et la plus simple est la coaction morale, qui détourne les hommes des actions ou des omissions, menaçant la

cohésion sociale, en leur infligeant un châtiment immatériel. La coaction morale revêt à son tour des formes différentes dans les phases successives de la société capitaliste. Dans l'antiquité elle se réalise surtout par la terreur, au moyen âge par la religion, dès nos jours par l'opinion publique. Mais l'essence de ces procédés est toujours la même — c'est une coercition, ou une diversion forcée de l'initiative humaine des actions égoïstes, qui menaceraient la vie même ou le développement normal de l'agrégat social. Par exemple, le pauvre aurait intérêt à voler, à renverser l'ordre social. Mais le prêtre vient et lui dit : penses donc que si tu voles, si tu te soulèves contre l'ordre institué, des peines éternelles t'attendent dans la vie à venir. Et pour échapper à la terrible damnation, le pauvre s'apaise et se résigne au système social qui l'écrase. Les diverses religions, qui tinrent le sceptre des esprits dans les phases successives de l'histoire, ont toutes fonctionné dans ce but ; mais aucune n'a atteint la puissance et l'efficacité irrésistible du christianisme. En effet, l'Évangile n'inflige pas seulement au pécheur des châtiments effroyables dans la vie d'au delà, mais annonce de plus que les sorts ultramondains de l'homme sont inverses à ses sorts d'ici-bas, que le Paradis est à jamais défendu aux riches et aux puissants et réservé exclusivement aux pauvres et aux déshérités. Or, ce dogme devait forcément émousser dans les masses souffrantes toute pensée de révolte ou de revendication et leur inspirer plutôt des sentiments de pitié envers les riches, qui achetaient un bien-être fugitif par la renonciation aux délices immortelles d'outre-tombe. Mais le christianisme s'adresse en

même temps aux riches, aux puissants; il les exhorte à l'aumône et à la miséricorde et les détourne des outrecuidances, qui ne pourraient ne pas aigrir les rapports entre les classes. Et de cette manière aussi la religion chrétienne est un facteur inappréciable de persistance et de cohésion de l'agrégat social.

Mais à notre âge, au milieu des triomphes éclatants de la méthode positive dans tous les champs de l'investigation, après que les écoles de médecine, ces cathédrales de l'athéisme, ont disséminé parmi les couches extrêmes de la population le verbe du doute et de la négation, la foi religieuse s'affaiblit partout et ne peut plus constituer une méthode aussi puissante qu'autrefois de cohésion sociale. Partant à présent la société doit recourir à une méthode bien différente de coaction morale; et elle la trouve dans l'opinion publique, qui détourne les hommes des actions antisociales en leur infligeant le blâme universel. Si aujourd'hui les classes pauvres s'abstiennent de révoltes qui compromettraient la vie des sociétés, si les classes bourgeoises ne poussent pas jusqu'au bout les exploitations des travailleurs, c'est surtout pour se soustraire au discrédit qui frappe ces actions, ou à l'hostilité décidée dont l'opinion publique les poursuit.

Voilà donc toute une série de phénomènes sociaux, qui se rattache intimement à l'organisation économique de la société et ne peut s'éclairer qu'en ayant égard à celle-ci. Mais la contrainte morale par elle-même ne suffit pas à détourner tous les hommes des actions anti-sociales; car il y a toujours bien des individus qui se moquent des sanctions tout à fait platoniques de l'éthique, soit qu'elles consistent en les châtiments de

l'enfer, ou bien en une note défavorable dans les tablettes de l'opinion publique. Or, pour contenir dans les bornes du licite ces individus récalcitrants, il faut avoir recours à une sanction plus pratique et plus précise, le droit, lequel détourne les hommes des actions anti-sociales, en leur infligeant non plus une sanction immatérielle, mais un dommage, ou une souffrance matérielle. Pourtant le droit, exactement comme la morale, n'est que le produit de l'antithèse fondamentale entre l'intérêt individuel et l'intérêt social, qui est propre à toute société capitaliste, et de la nécessité, qui en découle pour celle-ci, si elle veut vivre, de contraindre ses membres à des actions opposées à leur intérêt individuel. Or si le droit n'est qu'une émanation nécessaire de l'organisation économique, on pressent déjà que toutes ses évolutions doivent être constamment précédées et provoquées par une modification de la structure économique. Et il en est ainsi vraiment; car le droit ne se transforme jamais, si auparavant ne se sont transformés les rapports économiques. Nous en avons un exemple, qui a atteint une célébrité historique, dans la réception du droit romain en Allemagne. Qu'est-ce qu'elle fut, en effet, sinon le produit de la révolution économique, qui avait éclaté dans les pays tudesques à l'époque de la Réforme et y avait engendré une organisation de la propriété analogue, dans ses grandes lignes, à celle de l'antiquité latine? Encore : si le droit est une émanation organique des rapports de la propriété, on pressent déjà qu'il accordera des faveurs spéciales à l'une ou à l'autre forme de propriété, selon que celle-ci ou celle-là vient à prévaloir dans la constitution économique de la société. Et il en

est réellement ainsi. En effet, là où la propriété foncière est particulièrement puissante, le droit comble les propriétaires terriens de toute sorte de privilèges, tandis que, aux époques où triomphe la propriété mobilière, on voit le législateur abonder en sanctions contre le vol et affecter la bienveillance la plus tendre envers le capital. Généralement, une étude quelque peu approfondie ne tarde pas à démontrer que toutes les sanctions juridiques cachent un noyau économique et que la structure même du droit a sa raison d'être dans les conditions organiques de la production et de la distribution des richesses; bref, que *la philosophie du droit, c'est l'économie politique*.

Mais si l'on veut que les lois répondent effectivement à leur but, qui est la tutelle et la consolidation de la propriété, il faut que leur compilation soit confiée exclusivement à la classe propriétaire, ou que celle-ci ait le monopole de la fonction législative et partant du pouvoir politique d'où elle émane. D'ailleurs cela est nécessaire aussi à un autre point de vue; car si les prolétaires parvenaient à s'emparer du pouvoir politique, ils n'hésiteraient point à s'en servir pour renverser l'ordre social existant et pour bâtir sur ses décombres une organisation sociale plus conforme à leurs intérêts. Donc, c'est une condition essentielle à la persistance même de la propriété, que la détention exclusive du pouvoir politique par les propriétaires. Pendant longtemps la classe propriétaire parvient à s'assurer le monopole du pouvoir par des moyens brutaux et décidés; soit en se réservant sans phrase le pouvoir à soi-même, soit — depuis l'adoption des institutions représentatives — en excluant les pauvres du droit électoral.

Mais plus tard, lorsque toute restriction au droit de vote devient impossible, elle doit recourir à des moyens indirects, en grossissant démesurément les dépenses électorales, de sorte que la fonction parlementaire devienne inaccessible aux pauvres, ou en influant sur le vote des ouvriers, *ou tout bonnement en l'achetant*, ou enfin en achetant *les élus du peuple*. — En tout cas, l'effet est le même — le pouvoir reste l'apanage de la propriété et le travail n'y a pas de participation.

Mais la classe propriétaire n'est pas, il s'en faut, un tout compacte et indivisible; au contraire, elle se divise en plusieurs sous-classes, dont chacune possède une espèce de revenu différent. Et les intérêts de ces diverses classes de propriétaires ne sont rien moins qu'identiques; au contraire, dans la grande majorité des cas, ils sont absolument opposés. Or ces différents groupes de propriétaires, participant par là même au pouvoir, et animés par des intérêts économiques antagonistes, forment le support d'autant de partis politiques hostiles l'un à l'autre. L'antagonisme le plus marquant et essentiel est celui qui se passe entre la propriété foncière, profitant du *statu quo*, et la propriété mobilière, s'enrichissant grâce aux progrès de l'outillage technique et des routes commerciales; et cette scission économique engendre un antagonisme politique correspondant entre les deux classes des propriétaires. La première, ou sa grande majorité, forme le parti conservateur, tandis que l'autre va constituer le parti progressiste, ou libéral. Or le conflit politique, qui vient ensuite à éclater entre les deux fractions de la propriété, tourne le plus souvent au profit de la classe des travailleurs, exclue du pouvoir; car chacun des

deux partis, pour vaincre son rival, s'efforce de gagner l'appui des masses populaires; et pour l'obtenir, il doit abonder en concessions et en faveurs, qui ont pour résultat en définitive d'améliorer le sort des opprimés. C'est là la mission providentielle de la subdivision de la classe dominante en deux ou en plusieurs groupes hostiles l'un à l'autre; c'est elle seulement qui nous explique la série lumineuse des lois avantageuses aux classes pauvres, qui ont été promulguées par des gouvernements de propriétaires; à elle seulement sont dues les anciennes lois agraires et les *seisacteyes*, l'adoucissement successif du sort des esclaves et des serfs, l'abrogation des *corn-laws* dans la Grande-Bretagne, et, de nos jours, les lois protectrices du travail. Le fleuve azur des lois bienveillantes au peuple, qui s'écoule, depuis tant de siècles, à travers la sombre forêt des lois aristocratiques et liberticides, n'est que le résultat pour ainsi dire mécanique de l'antagonisme inconscient entre les différentes espèces de revenu et de la nécessité, où chacune d'elles se trouve, de capter l'alliance du peuple au moyen de lois libérales et démocratiques.

Ainsi donc, pour nous résumer, l'instabilité fatale de toute organisation capitaliste de la société humaine, la menace perpétuelle, suspendue sur sa tête, d'une révolte des classes qu'elle écrase, impose la nécessité d'une série d'*institutions connectives*, qui contraignent les prolétaires à l'obéissance et détournent les propriétaires des excès, qui ne tarderaient pas à provoquer les pauvres à l'insurrection. Les plus marquantes parmi ces institutions sont la morale, le droit, et la politique. Morale, droit et politique ne sont partant autre chose

qu'une émanation des rapports économiques, ou sont puissamment traversés et façonnés par ceux-ci, et y puisent leur raison d'être et le propulseur de leur développement. Or, si on y regarde de près, on trouve que les institutions morales, juridiques et politiques résument en soi — en dehors de l'économie — toutes les manifestations de la vie sociale. Donc, dire que morale, droit et politique sont le produit des rapports économiques, revient à dire que toutes les manifestations extra-économiques de la vie sociale sont le produit du facteur économique, ou que celui-ci est le déterminant exclusif de la constitution sociale. Et de cette manière la dépendance exclusive du système social des rapports économiques est enfin arrachée au domaine des *a priori* métaphysiques et portée dans le domaine des démonstrations positives et des arguments rationnels.

Voilà, pour ainsi dire, la quintessence de la théorie sociologique, qui est tant discutée de nos jours et qu'on désigne d'habitude par le nom de *matérialisme historique*. La désignation n'est, vraiment, rien moins qu'exacte, car maintes autres écoles absolument différentes de celle-ci, et entre autres la sociologie spencérienne à base biologique, pourraient fort bien s'intituler de la même manière. A notre avis, il serait bien plus raisonnable d'adopter pour la nouvelle école la désignation d'*économisme historique*. Mais en laissant de côté toute question de nomenclature, dont l'importance est toujours très bornée, et en nous tenant à la substance des choses, on ne peut pas méconnaître dans l'école nouvelle un fond de vérité et de justesse, que nul effort de la critique la plus acharnée ne par-

viendrait à anéantir. Il est vraiment très aisé de décrier la nouvelle théorie, en dénonçant les exagérations des plus outrés parmi ses sectateurs. Voilà par exemple cet excellent M. de Molinari, qui vient nous conter que le passage du polythéisme au monothéisme a été tout bonnement le résultat d'un calcul économique. C'est, dit-il, qu'on s'est enfin aperçu qu'un seul dieu est à meilleur marché que plusieurs; et dès lors, on s'est hâté de chasser de l'Olympe la foule des dieux qui le hantaient, pour mettre à leur place le Dieu unique. Mais ces énormités des matérialistes historiques de l'extrême droite trouvent leur pendant dans les exagérations, non moins déraisonnables, des matérialistes de l'extrême gauche. Le savant Engels lui-même n'arrive-t-il pas à affirmer que la crémation des morts a été remplacée par leur inhumation, par cela seul que l'épuisement des forêts avait renchéri le bois? Nul doute que ceux qui combattent ces absurdités ont parfaitement raison; mais leur tort, c'est de penser qu'ils ont par là anéanti le matérialisme historique, tandis qu'ils ont seulement critiqué sa grotesque et inepte contrefaçon.

D'autres écrivains, pour combattre la nouvelle école, s'évertuent à magnifier l'importance des sentiments moraux, des faits juridiques et politiques, et en font ressortir l'influence très puissante sur l'organisation sociale. Ce sont là des faits, dont personne n'oserait nier l'existence et l'importance. Les majestueuses cathédrales, qui nous étonnent aujourd'hui encore par leurs hardiesses architecturales, les créations immortelles de l'art ascétique d'autrefois, nous parlent avec une muette et puissante éloquence des influences irrésis-

tibles de la foi. C'est elle qui a inspiré l'œuvre des architectes, dirigé le pinceau des artistes, dicté le chant des poètes; et c'est en elle seule que tant de générations ont puisé l'énergie, qui leur permit de vaincre tant d'obstacles, d'endurer tant de souffrances, pour donner à leur idée religieuse une incarnation éternelle. Mais ces faits pourraient tout au plus être opposés à ceux qui s'obstineraient à affirmer que les créations artistiques sont le produit direct et immédiat des rapports économiques. Or aucun des partisans raisonnables de la nouvelle théorie n'a jamais pensé à affirmer une absurdité pareille. Non. Les grandes créations de l'art au moyen-âge n'étaient point dues à l'action du facteur économique, mais aux sublimes impulsions de la foi. Mais l'intensité et la puissance extraordinaire de la foi à cette époque était à son tour le résultat de la nécessité de contenir les éléments antagonistes, s'agitant au milieu d'un système social déséquilibré et menaçant de se briser. Et après cela il n'est pas absurde d'affirmer que même dans les créations les plus sublimes de l'art chrétien, parmi les aiguilles fantastiques des cathédrales gothiques, ou sur les figures séraphiques des saints et des martyrs, on voit poindre les traits cabalistiques et le satanique sourire du facteur économique.

Que l'on cesse donc de répéter à chaque instant contre le matérialisme historique ces vieilles phrases, que l'homme n'est pas uniquement hanté par l'amour de l'argent, que la nouvelle école implique une mutilation arbitraire de l'être humain, une indigne calomnie de notre espèce. Il est très vrai, répondons-nous, que la psyché humaine a bien des notes multi-

ples et variées, qu'on ne saurait réduire à celle seule de l'économie et du profit; mais il n'en est pas moins vrai que les explications multiformes de l'esprit humain sont toutes vigoureusement enrayées et façonnées par le milieu économique, au sein duquel elles se développent. Chacun sait, par exemple, qu'un poète, un vrai poète, ne fait pas des vers pour gagner de l'argent, mais parce que la poésie est sa manière d'exister, est l'explication spontanée de son activité mentale. Et toutefois la littérature de chaque âge répond, on ne peut mieux, aux conditions immanentes du milieu économique et social, et ne saurait fleurir hors de celui-ci. Le poète le plus libre ne saurait célébrer aujourd'hui dans un poème épique les chevaliers errants, ou les cours d'amour, de même que les poètes du moyen-âge ne savaient sortir des ornières des rimes ascétiques et chevaleresques. Ce qui veut dire que l'art apparemment le plus détaché du monde qui l'entoure est effectivement enraciné à la terre où il fleurit, au milieu dans lequel sa vie se développe.

Cela est d'ailleurs si vrai, que l'évolution de l'art suit docilement celle des rapports économiques. Pour nous borner seulement à quelques faits, c'est au **xiii^e** siècle, à la suite des rapports commerciaux entre l'Europe et l'Orient et de l'affranchissement des communes, que l'on voit pâlir la gloire des cathédrales gothiques. Corrélativement à ces transformations sociales, les dessins exquis du moyen-âge sont toujours remplacés par les tableaux aux teintes éclatantes. Au **xiv^e** siècle le rouge et le jaune vont partout en se substituant au violet, le sens de l'harmonie s'oblitére progressivement et la peinture s'empreint d'un caractère chaque

jour plus matériel et réaliste. Plus tard, dès que la Renaissance a engendré une centralisation croissante des richesses, l'architecture perd à chaque jour de sa grâce et l'ornementation lourde et baroque remplace la pureté des lignes antérieure. Au même temps, dans la peinture s'introduit un genre jusque-là tout-à-fait inconnu — le portrait, symptôme et produit (selon la remarque fort juste de M. Brooks Adams) de la richesse exubérante, qui aime se draper insolemment en face du public.

On a dit encore (et M. Ferraris l'a naguère répété) qu'un système scientifique, qui vient soustraire violemment le développement social à l'empire de la volonté humaine, et n'y voit pas autre chose qu'une dérivation nécessaire de l'évolution économique, doit conclure forcément au fatalisme, au quiétisme, au bouddhisme social. Mais en admettant aussi que cette remarque fût juste, elle ne saurait détruire, ni même compromettre une théorie solidement fondée sur le raisonnement et sur l'expérience. Toutefois, hâtons-nous de l'ajouter, rien n'est plus faux que cette observation tant de fois répétée. Certes, le matérialisme historique, en démontrant que l'évolution sociale est rigoureusement préfixée par le processus des faits économiques, vient anéantir les théories de ces utopistes, qui s'illusionnent encore de pouvoir réformer de fond en comble la société selon les résultats de leurs élucubrations. Et à cet égard notre théorie se trouve parfaitement d'accord avec les conclusions de la sociologie évolutionniste, qui exclut carrément toute possibilité de réformes sociales arbitraires et soudaines. Mais en dévoilant du même coup le fon-

dement et le moteur des transformations sociales, le matérialisme historique vient tracer la route, qui seule peut aboutir à un changement décisif dans l'organisation de nos vieilles sociétés; car il nous enseigne que leur rénovation ne doit pas s'attendre de la prédication de quelque nouveau dogme, ou d'un changement des formes de gouvernement, mais de la transformation radicale des rapports de propriété. Et en révélant que les réformes sociales vraiment démocratiques et salutaires pour les pauvres sont issues de l'antagonisme constitutionnel entre les deux fractions fondamentales du revenu capitaliste, la nouvelle théorie vient indiquer aux classes ouvrières la nécessité de s'organiser, de s'associer compactement, de conclure des coalitions temporaires avec une espèce du revenu contre l'autre, en exigeant pour prix de l'alliance l'introduction de lois démocratiques et égalitaires. Or ce sont là des conclusions, que personne ne pourra taxer de fatalisme, ou de quiétisme. Une théorie vraiment fataliste et quiétiste est, au contraire, la théorie prussienne, qui aujourd'hui devrait plutôt s'appeler japonaise, du socialisme d'Etat. D'après cette école, en effet, les classes ouvrières devraient ne rien faire, ne rien essayer pour l'amélioration de leur propre sort et tout attendre dans une stupide inertie de l'œuvre toute puissante de l'Etat, lequel, dans sa très haute munificence, leur accordera parfois quelque mince élévation de salaire, quelque indemnité dérisoire pour le cas de mort ou de maladie, mais, bien entendu, sans jamais les arracher à leur assujettissement actuel, sans jamais les initier à l'indépendance et à la propriété. C'est là une théorie qui compte aujourd'hui, malheureusement, un

très grand nombre de partisans et qui résume toute sa sagesse politique dans le mot de ce marquis italien qui disait : Il faut entretenir les pauvres... dans la pauvreté ! Mais le matérialisme historique, en démontrant à la classe des travailleurs qu'elle ne doit attendre son salut que de soi-même, l'éloigne de tout morbide apaisement ; et de cette manière, loin d'être une théorie de résignation et d'inertie, devient un facteur inappréciable d'initiative et de revendication.

D'ailleurs, bien mieux qu'en parant par des escrimes fatigantes les coups de ses adversaires, le matérialisme historique triomphera par la démonstration positive de sa puissance scientifique, ou par l'exposition raisonnée des faits multiples et imposants, qui ne peuvent recevoir une explication satisfaisante que d'après ses principes. Et vraiment la série est désormais encombrante des faits, historiques, moraux, politiques, juridiques, bref des faits sociaux, qui viennent spontanément se ranger sous son drapeau ; et notre société bourgeoise, qui s'indigne de cette théorie comme du pire des outrages, vient chaque jour apporter des arguments nouveaux à son appui. Chaque jour voit s'épaissir les rangs des champions de la nouvelle école. Kautsky et Weisengrün en Allemagne, Rogers et Mallock en Angleterre, Struve et Beltoff en Russie, en France De Molinari, De Greef en Belgique, Asturaro, Contento, Enrico Ferri, Groppali, Labriola, Mellusi, Puviani et tant d'autres en Italie, Brooks Adams en Amérique, viennent apporter à l'école nouvelle une contribution redoutable de méditations, de recherches et de faits. Nul doute que dans quelques-uns de ces essais les déductions ne sont pas tout-à-fait irréprochables et que leurs conclusions

n'offrent pas toujours cette empreinte d'exactitude rigoureuse, qui est l'indice le plus sûr de tout système mûri et définitif. Mais à travers les exagérations et les faiblesses dont la nouvelle école est entachée, et qui sont le fruit inévitable de ces années de fièvre et de chimère, on voit paraître déjà les présages de sa prochaine victoire. Et l'on peut affirmer dès ce moment que la nouvelle théorie viendra enfin assurer à la sociologie cette base scientifique qui lui faisait défaut jusqu'ici, et que sous l'influence bienfaisante de la sociologie renouvelée on verra les sciences sociales particulières sortir enfin de l'état d'anémie, où elles sommeillent à présent.

La nouvelle théorie sociologique ne supprime pas, il s'en faut, celles qui l'ont précédée dans l'histoire des idées sociales; au contraire, elle en accepte et en thésaurise les conclusions, en les harmonisant avec ses propres résultats. Elle ne nie pas, par exemple, l'influence de ces facteurs psychologiques de l'évolution sociale, que Auguste Comte, et, de nos jours, Giddings, Lester Ward, etc. ont mis en lumière avec tant de succès; mais elle démontre que le facteur mental de l'évolution n'est pas originaire, qu'il est, au contraire, une filiation nécessaire du facteur économique. L'importance du facteur biologique, que Herbert Spencer, Kidd, etc. ont si amplement documentée, n'est pas non plus contestée par l'école nouvelle; mais celle-ci s'empresse de démontrer que l'action du facteur biologique, dans l'espèce humaine, est rectifiée et parfois décidément interceptée par l'influence supérieure du facteur économique. Ce n'est donc pas dans un état de guerre que le matérialisme historique vient se pla-

cer vis-à-vis des écoles de Comte et de Spencer, auxquelles il vient, au contraire, apporter son alliance, son appui fraternel. Et nous n'hésitons pas à l'affirmer, en concluant ce trop rapide aperçu : le matérialisme historique, délivré des exagérations que quelques téméraires sectateurs lui ont inoculé, et sagement harmonisé avec les résultats des écoles sociologiques antérieures, est la seule théorie capable d'expugner les énigmes de la vie sociale et d'apprêter à nos collectivités tourmentées un plus lumineux et plus paisible lendemain.

PAROLES

DE

M. MAXIME KOVALEWSKY

M. Kovalewsky a rendu justice à la grande valeur scientifique que présente le livre de M. Loria, intitulé *Analisi della proprieta capitalista*. Il admire surtout la partie historique de cet ouvrage, où l'auteur en rapprochant les données que nous avons quant aux origines de l'esclavage, du servage et du prolétariat, de l'expérience plus récente, faite presque sous nos yeux par les colons du Nouveau-Monde et de l'Australie, développe une théorie originale de l'évolution économique, s'effectuant au fur et à mesure de la disparition des terres libres, c'est-à-dire non encore appropriées. M. Loria, tout en gardant son originalité, se rattache à la théorie du matérialisme économique et pour cette raison M. Kovalewsky croit pouvoir lui adresser en partie du moins les mêmes reproches que ceux que méritent les Weisengrün, les Kautsky et surtout les marxistes russes. En exagérant un principe vrai et fécond et qui est celui de l'influence que le régime économique exerce

sur la structure politique des sociétés, ils ignorent d'une part le fait que l'évolution des moyens de production s'est accomplie sous l'influence de la marche ascendante de la population et de sa densité de plus en plus grande, et de l'autre ils poussent leur *petitio principii* jusqu'à prétendre que l'évolution des mathématiques et de la musique s'est faite sous l'influence du facteur économique. M. Kovalewsky ne peut les suivre dans ces exagérations; il se contente d'admettre le matérialisme économique dans les limites qui lui ont été données par Marx lui-même.

PAROLES

DE

M. RAOUL DE LA GRASSERIE

M. Raoul de la Grasserie étudie le matérialisme historique à un autre point de vue que les précédents orateurs. Etant donné que Karl Marx est le principal protagoniste de cette doctrine, quoiqu'elle ne tienne dans son œuvre qu'une place en apparence accessoire, et qu'il en a fait une dépendance du socialisme, il est indispensable de rechercher d'abord quelle en a été la genèse dans la pensée de Marx et quelles circonstances antérieures et pratiques l'ont conduit à cette théorie.

Tout le monde sait la direction nouvelle imprimée par Marx au socialisme et comment au socialisme intégral, mais en même temps utopique par sa trop large compréhension, il a substitué un socialisme purement économique. C'est depuis cette époque que le socialisme a pris partout une grande force, précisément parce qu'il s'est concentré désormais sur des questions d'un ordre unique, sans s'en laisser distraire désormais. Les travailleurs dont les intérêts étaient en

jeu, étaient auparavant tirillés en sens contraires et attirés également par les idées nationalistes, politiques et religieuses qui laissaient au second plan leurs conditions matérielles et en outre créaient la division entre eux. C'est ainsi que les nationaux de divers pays, lorsqu'il éclatait un conflit entre ceux-ci, laissaient leurs coreligionnaires pour se rattacher à leurs compatriotes. Cette tendance fut combattue par Marx au moyen de la fondation de l'internationalisme. La question politique fut longtemps aussi dominante et les travailleurs vivement émus par cette idée abandonnaient leurs intérêts propres pour des révolutions qui ne devaient profiter qu'à d'autres. Marx s'efforça de calmer les ardeurs politiques. Enfin souvent les passions religieuses ou anti-religieuses servirent à retarder la mise à l'ordre du jour des questions sociales, au grand préjudice de celles-ci. Marx les prémunit contre ce piège. Telle fut en pratique l'œuvre si importante de Marx.

Mais Marx est aussi un théoricien; il ne veut pas que la pratique soit sans fondement, il recherche le principe de cette conduite, il le trouve et le formule dans le matérialisme historique.

En quoi consiste essentiellement cette doctrine? Elle est malheureusement encore un peu vague, les disciples de Marx l'ont beaucoup amplifiée, souvent modifiée. L'idée maîtresse est celle-ci. L'état économique sert de base à toute la civilisation qui n'en est pour ainsi dire que l'efflorescence suprême; les phénomènes politiques, religieux, littéraires, artistiques, ne sont que des transformations des phénomènes économiques; sans ces derniers les premiers ne sauraient naître et ils ne sauraient non plus demeurer; la base

se modifiant tout l'édifice supérieur prend une autre structure. Les phénomènes supérieurs ne sont que des épiphénomènes, l'économique est le seul phénomène proprement dit, de même dans la nature la force unique est le mouvement qui se transforme d'après ses degrés qualitatifs et quantitatifs en chaleur, lumière, son, électricité. C'est un monisme parfait entre les diverses forces sociales que le matérialisme historique établit.

Mais quelles sont les modifications d'état économique qui créent les phénomènes supérieurs et entraînent la civilisation ? Ici les divergences commencent entre les adeptes de cette doctrine. Suivant les cas, il s'agit du perfectionnement de l'outillage de production, suivant d'autres de toute modification économique d'où qu'elle vienne ; ces divergences ne changent pas la doctrine dans l'ensemble.

Cette doctrine est-elle vraie ? Il semble au premier abord qu'elle le soit d'une manière absolue. Puisqu'il s'agit d'un matérialisme historique, n'est-ce pas l'histoire qu'il faut consulter ? Or, l'histoire répond presque unanimement que les grandes civilisations ont eu pour point de départ un état économique prospère. L'Égypte a dû à cette circonstance et aux bienfaits du Nil sa civilisation peut-être la plus antique. Les empires assyrien, babylonien, médique se sont fondés dans un pays fertile, au confluent de grands fleuves. C'est la richesse inventive qui a créé la Phénicie, Carthage dans le monde ancien, la Grande-Bretagne dans les temps modernes. L'invasion des barbares dans l'empire romain a été causée par l'attraction exercée par les régions fertiles du sud sur les habitants du nord. Même lorsque l'idée directrice semble avoir été autre, ce n'est souvent

qu'une apparence. Les croisades attribuées au seul enthousiasme religieux ont peut-être eu pour raison plus profonde le rayon de lumière qui poussait les croisés vers l'Orient, comme autrefois les barbares vers le sud. Sans la richesse accumulée par la bourgeoisie, la Révolution française eut été impossible, et elle ne s'est consolidée que parce que la richesse s'est accumulée davantage entre les mains de cette bourgeoisie par l'acquisition de biens confisqués. Toutes les guerres, depuis causées par l'ambition des princes et des antipathies ethniques, ont été d'abord des guerres déprédatrices.

Ces observations semblent donc donner raison complètement aux doctrines de Marx, et cependant ce système de matérialisme historique est incomplet. Sans doute, on peut affirmer que l'état économique est partout le point de départ des civilisations, mais lorsque la civilisation est née, et que les phénomènes politiques, religieux, artistiques ont apparu, ils deviennent à leur tour capables d'en produire d'autres; bien plus, ils réagissent sur l'état économique lui-même, et le modifient à leur tour. Est-ce que, pour ne donner qu'un seul exemple, la découverte de la vapeur, de l'électricité, due à la science, n'a pas transformé profondément cet état? L'erreur de Marx a été de n'étudier que l'action et ses résultats et de négliger d'observer la réaction, qui n'est pas moins importante et qui agit dans l'ordre social aussi bien que dans l'ordre physique. Il se passe dans la société quelque chose d'analogue à ce qui se produit chez l'individu; la nutrition est à la base, sans elle l'idéation ne pourrait se produire dans le cerveau humain, mais celui-ci réagit à son tour sur la nutrition

elle-même par le système nerveux, et d'ailleurs il produit ses phénomènes propres et est doué d'autonomie.

Il faut donc en admettant le système de Marx le rectifier en le complétant : l'état économique est à la base et au point de départ, il produit la civilisation, ou mieux la possibilité de civilisation, mais l'état scientifique, artistique, politique est au sommet et devient autonome dans une certaine mesure ; à l'action économique il oppose sa réaction mécanique, antagoniste, et c'est de ces actions et de ces réactions incessantes que résulte l'équilibre des civilisations.

PAROLES

DE

M. ADOLPHE COSTE

Je n'irai pas aussi loin que M. de la Grasserie dans ses concessions au matérialisme historique et, tout en reconnaissant l'importance du facteur économique, je combattrai le système qui prétend lui attribuer la prépondérance absolue. Si je posais à M. de Krauz la question suivante : l'homme est-il un intestin, un appareil musculaire ou un cerveau qui se ramifie en un système nerveux ? il refuserait de me répondre parce qu'il trouverait la question mal posée et parce que, en effet, l'homme n'est pas une seule de ces choses, mais toutes les trois à la fois. Sans un cerveau qui le gouverne l'appareil musculaire n'a aucune utilité, et sans un appareil musculaire bien employé, l'intestin ne serait jamais pourvu des aliments qu'il est chargé d'élaborer et d'absorber. Comment se fait-il donc que, lorsque je pose à M. de Krauz cette autre question : l'évolution sociale est-elle économique, politique ou religieuse ? il n'hésite pas à me répondre qu'elle est

uniquement économique! Pour moi, ces trois évolutions tout en étant corrélatives, parce qu'elles dépendent du développement et de la concentration de la population, sont néanmoins très distinctes : l'évolution politique a été fréquemment indépendante de l'évolution économique, et l'évolution religieuse a beaucoup plus dépendu de l'évolution politique que de l'évolution économique. On ne saurait donc voir en celle-ci la cause déterminante de toute l'évolution sociale. Aussi M. de Krauz me paraît-il apprécier bien inexactement la manière de penser d'Auguste Comte, lorsqu'il suppose que le marxisme pourrait s'appuyer à un degré quelconque sur le positivisme. Auguste Comte a condamné l'usurpation des sciences spéciales ou fragmentaires telles que le droit, la politique, la morale, l'économie politique. Il ne concevait la sociologie que comme une science intégrale des phénomènes sociaux, tandis que les sciences susdites se les partagent. En critiquant les économistes il a critiqué d'avance le matérialisme historique. Il est d'ailleurs impossible de ne pas reconnaître dans les physiocrates et les économistes du XVIII^e siècle les ancêtres du matérialisme historique.

Je voudrais maintenant faire observer à M. de la Grasserie que la guerre elle-même ne se prête pas à la systématisation économique des marxistes. Il me paraît que dans les temps les plus reculés, elle trouvait sa propre fin en elle-même, sans obéir à la préoccupation des besoins matériels : elle n'était pas seulement un moyen de déprédation, elle avait son psychisme brutal, elle poursuivait un but de vengeance ou de domination, elle obéissait tantôt à une haine, tantôt à

un enthousiasme religieux, etc.; et jusqu'à nos jours, on ne peut méconnaître le grand nombre des guerres qui ont été étrangères aux préoccupations économiques, qui ont été entreprises pour la gloire ou le point d'honneur, dictées par la religion ou la politique, etc. J'entends M. de la Grasserie me citer la guerre actuelle du Transvaal. Certes, je ne le méconnaissais pas, il y a là une guerre dont les motifs sont intéressés et ont un caractère nettement économique. Plût à Dieu qu'il en fût désormais toujours ainsi; on ne pourrait désirer de symptôme plus rassurant, car il marquerait la fin prochaine des guerres. On s'apercevra vite quand on en sera là qu'une guerre utilitaire est un non sens, parce qu'elle coûte toujours plus cher qu'elle ne rapporte. Il n'y aurait pas tant de guerres absurdes dans l'histoire si le matérialisme économique était vrai.

Je crois fermement que les mobiles sociaux sont beaucoup plus complexes que ne le supposent les marxistes, et je crois aussi qu'ils sont encore appelés à se compliquer davantage. Au temps du grand développement de l'esclavage, les citoyens ou membres actifs de l'État étaient, pour ainsi dire, soustraits aux préoccupations matérielles : ils étaient libres d'obéir à toutes sortes d'autres considérations. Présentement, au contraire, les nations sont beaucoup plus assujetties aux intérêts matériels. On peut concevoir un état social où, grâce à la multiplication des machines et à l'utilisation des forces naturelles, un minimum de richesse étant partout répandu, les hommes seront de plus en plus affranchis de la servitude des besoins physiques et deviendront de plus en plus libres d'obéir à des motifs idéologiques.

En définitive, je ne vois le matérialisme historique ni à l'origine des sociétés ni dans leur avenir : on ne peut l'observer que dans le présent. J'en conclus que ce système est la généralisation abusive d'une phase temporaire. La vérité est que toute société est un organisme complexe, une synergie d'activités diverses, dirait M. Ward, qu'on ne peut séparer qu'artificiellement et qu'on ne saurait en tout cas réduire à l'unité.

PAROLES

DE

M. NICOLAS ABRIKOSSOF

Le matérialisme historique, qui ramène l'activité humaine principalement à la satisfaction des besoins économiques nécessaires et quotidiens de l'homme, devrait compter avec le fait énorme de l'activité, économique aussi, mais inutile, tendant à la satisfaction des besoins complètement superflus, mais néanmoins toujours croissants, besoins de luxe partout et en tout. Il n'y a qu'à faire un tour dans n'importe quelle section de l'Exposition universelle pour se convaincre combien on dépense de travail pour des produits d'un luxe absolument inutile, même dans un domaine aussi fondamental que la nourriture, le vêtement, ou l'habitation, etc. On pourrait croire, en se promenant à l'Exposition, que l'humanité a déjà donné à manger à tous ses membres, tellement elle prend soin des vétilles, des joujoux, de tout ce dont les hommes s'occupent quand ils n'ont plus faim. Mais non, il paraît que les hommes

s'y sont toujours adonnés et s'y livrent toujours avec plus de goût. Du moment qu'un homme n'éprouve plus une faim telle qu'elle lui fait paraître l'indispensable comme le bonheur, immédiatement il se met à imaginer toutes sortes de détails délicats et luxueux; il en est de même en ce qui concerne le vêtement, l'habitation, les moyens de communication, etc. Et le besoin du superflu, du luxe, est tellement enraciné dans les hommes, que personne dans ces questions-là ne se préoccupe des autres, mais chacun tâche de les dépasser. Tout cela est tellement connu qu'il est inutile d'insister. Ce qu'on ne sait pas, c'est la limite de cette tendance au luxe : où s'arrêtera enfin, non seulement *Habsucht* (la cupidité), *Herrschaftsucht* (l'ambition du pouvoir), mais aussi cette *Luxussucht*, cette passion éternelle du luxe? Quand l'activité économique sera-t-elle vouée à la satisfaction des besoins réels, et non inutiles? autrement dit, quand la régénération de l'homme s'accomplira-t-elle? Et viendra-t-elle jamais, si l'histoire de l'humanité est réellement gouvernée par la loi du matérialisme historique?

OPINION

DE

M. FERDINAND TÖENNIES

Empêché, à son vif regret, de se rendre au Congrès, M. Ferdinand Töennies a adressé au secrétaire-général une lettre, dont celui-ci donne connaissance à ce moment du débat. Elle est ainsi conçue, en ce qui touche la question agitée :

« Le matérialisme historique est vrai, en tant qu'il exprime la tendance scientifique et positive à dériver le supérieur de l'inférieur, le noble du vulgaire, le compliqué du simple. Mais il est faux, si l'on étend et utilise son principe de façon à l'opposer à l'interprétation *psychologique* de l'évolution sociale. Tout au contraire, c'est à celle-ci qu'il doit *servir*. »

LE

MATÉRIALISME HISTORIQUE

PAR

M. GUILLAUME DE GREEF

La faible contribution que j'apporte à l'élucidation d'une des questions mises à son ordre du jour par le Congrès de l'Institut International de Sociologie, n'a pas la prétention d'être une étude complète, mais uniquement l'indication de quelques vues particulières relativement à ce problème qui, dans les dernières années, a soulevé des discussions importantes. C'était la mission de l'Institut International de Sociologie de recueillir à ce sujet les opinions de ses associés de tous les pays, afin de les soumettre à un débat contradictoire; je regrette que la maladie m'empêche de prendre part à ce dernier et je l'invoque aussi comme circonstance atténuante en faveur de l'imperfection de ce mémoire.

Qu'il me soit permis tout d'abord de rappeler ce qu'à tort ou à raison, j'entends par sociologie. J'entends par sociologie, la philosophie générale et abstraite des sciences sociales particulières également abstraites; celles-ci ont leurs fondements dans les sciences sociales concrètes dont les méthodes sont essentiellement inductives. Les sciences sociales abstraites et concrètes ou appliquées se classent suivant leur complexité et leur spécialité croissantes dans l'ordre hiérarchique suivant : l'économique, la génétique, l'esthétique, la psychologie collective (religion, métaphysique, science), l'éthique, le droit, la politique. Ces sciences sociales, coordonnées en un système général par la sociologie, reposent de leur côté sur toute la série hiérarchique des sciences antécédentes, inorganiques et organiques : mathématiques, mécanique, astronomie, physique, chimie, biologie et psychologie. Toutes ensemble, sciences antécédentes et sciences sociales, sciences physiques, sciences organiques, sciences de la société, en dehors et au-dessus des philosophies particulières qui les systématisent sont unifiées dans une philosophie générale des sciences ou philosophie positive.

A peu près vers le même temps où A. Comte et Ad. Quetelet jetaient, sous des noms différents, les fondements de la science sociale positive, un autre illustre penseur, K. Marx dont la postérité recueillera et réconciliera le souvenir avec celui de P.-J. Proudhon, fondait ce qu'on a appelé le socialisme scientifique pour le distinguer de celui plus utopiste de leurs précurseurs.

Le socialisme scientifique était l'aboutissant de l'un

des deux grands courants de l'histoire des doctrines sociales; issus de sources différentes, à un certain point de leur cours les deux courants, se rapprochant de plus en plus, arrivent en réalité à se confondre. Qu'on donne à cet aboutissement le nom de socialisme scientifique ou celui de sociologie, cela n'a guère d'importance si ce n'est pour commémorer leurs origines primitivement distinctes et la composition plus complexe résultant de leur fusion actuelle.

Le fait même que notre Institut met en discussion une des bases du socialisme contemporain a une signification importante : les débats ne naissent qu'entre voisins; toutefois de nos jours le monde s'est tellement rattaché et l'humanité s'est à ce point étendue que les distances se sont effacées et que nous luttons avec ou contre nos voisins des extrémités du monde comme on ne le fait qu'avec ou contre des frères.

Les origines et l'histoire du socialisme proprement dit ont été plus profondes, plus populaires, plus en contact avec les misères sociales, plus sentimentales et émotionnelles, plus souvent traduites en agitations, en actes, en révolutions que celles de la sociologie. Les racines du socialisme plongent dans les entrailles de l'humanité laborieuse; celles de la sociologie positive sont d'origine surtout cérébrale; la sociologie est le produit d'intelligences supérieures, très et trop souvent en dehors et au-dessus des souffrances de la masse si ce n'est par sympathie. Mais que voyons-nous à leurs points d'arrivée chez Marx et Proudhon d'un côté, chez Quetelet et chez A. Comte de l'autre? Chez les premiers, l'émotion profonde qui était à la base du socialisme n'a pas disparu, mais elle est désormais su-

bordonnée à l'idée et réglée par celle-ci; chez les seconds, la pensée scientifique tout en se développant s'est imprégnée d'une sensibilité exquise; par la pensée la souffrance de l'intellectuel est devenue aussi et plus douloureuse peut-être que celle des plus misérables humains; et, dans ces derniers temps, nous avons vu les intellectuels s'émouvoir, vouloir et agir de même que nous voyons le prolétariat penser.

Déjà avant A. Comte, Proudhon et K. Marx, Ch. Fourier et St-Simon en France, R. Owen en Angleterre, Rodbertus en Allemagne, représentent, à des degrés divers, le commencement de la fusion de l'un et de l'autre courant; St-Simon notamment est revendiqué comme un précurseur à la fois par le socialisme et par la sociologie. L'invention même du mot socialisme en tant qu'antithèse à celui d'individualisme à peu près contemporain, indique le passage du sentiment et de l'émotion, jusque-là prédominants dans le socialisme, dans le champ de la conscience claire et scientifique. Aujourd'hui, la fusion se continue; la sociologie c'est le socialisme scientifique, non plus comme simple opposition à l'égoïsme individuel, mais comme conciliation de l'individu et de la société; le premier n'est plus conçu que comme produit et facteur à la fois de la seconde; on ne peut les détacher l'un de l'autre que par abstraction; distinctes, leurs entités sont irréelles. Si, tenant compte de l'évolution effectuée, je préfère l'expression sociologie à celle de socialisme, c'est en abdiquant pour ainsi dire mes propres sentiments et parce que la première me semble mieux indiquer que désormais la psychologie émotionnelle des sociétés doit être et sera de plus en plus réglée par leur

psychologie intellectuelle proprement dite. Ceci n'implique pas une réduction de notre vie émotive; bien au contraire, celle-ci ne fera que s'accroître; en s'épurant et en s'idéalisant elle ne perdra jamais son caractère plus général, plus diffus, plus profondément organique, mais elle sera de plus en plus contrôlée et dirigée, par les centres supérieurs d'association de notre cérébralité et, par conséquent, par les méthodes positives.

Un double rapprochement dont je tiens à signaler à cette assemblée l'urgente et l'indispensable nécessité s'impose dès lors comme aboutissement naturel de l'évolution antérieure: d'un côté, le socialisme a pour devoir de s'éclairer de plus en plus et de ne pas abandonner exclusivement sa direction aux seuls politiciens, propagandistes et hommes d'action, les plus agitateurs et les plus agités du parti, malgré l'utilité incontestable de la mission de ces derniers; de l'autre, la sociologie se doit à elle-même de prendre de plus en plus contact avec la classe ouvrière non seulement pour se retremper à la source vive d'émotions et d'une vie active salutaires, mais même au point de vue scientifique afin que ses conceptions idéologiques ne soient jamais que le prolongement de la réalité qui doit toujours en être le fondement; l'abstraction est périlleuse et le danger existe; notre devoir est de le signaler; il ne faut pas que la sociologie dégénère en une littérature purement formaliste; ses lois n'ont de valeur que dégagées de la vie sociale réelle par les méthodes inductives les plus rigoureuses. J'insiste pour indiquer le danger; il résulte de ce que, contrairement aux principes les plus essentiels de la philosophie générale des sciences, on se figure encore beaucoup trop généralement que la so-

ciologie peut être étudiée en elle-même et pour elle-même indépendamment des autres sciences et même des sciences sociales particulières dont elle n'est que la philosophie. On discute et on formule des conclusions et des maximes, suivant les diverses écoles, sans approfondir les données du problème. Combien n'avons-nous pas vu d'étudiants et même de publicistes et de professeurs aborder l'étude ou l'enseignement de la sociologie, sans aucune préparation aux sciences sociales particulières aussi bien abstraites que concrètes, sans aucune connaissance même de la vie pratique courante et de ses conditions les plus ordinaires, inférieurs en cela, même aux simples travailleurs manuels qui eux au moins ont des attaches avec la nature et pas uniquement avec les nuages. L'exemple malheureusement vient aussi en partie des plus illustres maîtres de la science sociale et on peut dire que le mal est inhérent à notre spécialisation croissante des études et du travail social sans coordination correspondante. On peut, sans songer à porter atteinte à leur gloire qui sera impérissable, signaler que l'économie et le droit tiennent une place à peu près insignifiante dans les matériaux sociologiques d'A. Comte et de Spencer; laissant à part les spécialistes de la science économique, on pourrait soutenir qu'actuellement, le socialisme en ce qui concerne cette dernière science, a des bases plus savamment établies que la sociologie proprement dite. Il faut donc que l'école sociologique à laquelle nous nous honorons d'appartenir revise et complète continuellement ses fondements scientifiques, il faut qu'elle se rapproche de plus en plus du socialisme pratique et théorique, qu'elle discute les actes et

les théories socialistes; de même il convient que le socialisme auquel je n'appartiens pas moins, s'imprègne de philosophie sociale en la passant au creuset de l'expérience pratique et ouvrière dont il est l'expression. La fusion complète ne se fera, au profit commun, que lorsque la ligne frontière qui me semble exister à tort entre les deux tendances aura complètement disparu et se sera transformée en lignes de communication.

En mettant à son ordre du jour la question du *matérialisme historique*, le Congrès de l'Institut International de Sociologie est entré dans cette voie; le matérialisme historique est en effet une doctrine partagée par une fraction notable et peut-être même la plus considérable du socialisme contemporain. Sans donc nous attarder trop exclusivement dans la pure discussion de formules et de mots, et en reconnaissant que ceux-ci sont des symboles plus ou moins exactement représentatifs de la réalité, arrêtons un moment notre attention sur cette conception philosophique de l'histoire. Nous pouvons, à mon sens, la discuter avec d'autant plus d'impartialité, que ni le sort du socialisme ni l'avenir de la sociologie ne sont liés à l'adoption ni au rejet de cette doctrine, mais, comme nous le verrons, beaucoup plus à l'interprétation plus positive et moins métaphysique du monde social qui y est contenue en germe.

D'abord que faut-il entendre par matérialisme en général, et ensuite par matérialisme historique? On définit la matière : tout ce qui est de nature à produire sur nos organes des excitations; cette définition est juste; mais, s'il en est ainsi, un son, un mot écrit ou parlé, une pensée émise d'une façon quelconque, sont

matériels tout aussi bien qu'un corps proprement dit. Qui ne voit immédiatement dès lors que la notion de matière est une pure abstraction, une entité? Qui ne voit que toujours elle implique celle de mouvement ou de force? Jamais en effet une excitation ne peut être supposée indépendamment de ces dernières et celles-ci également sous leur dénomination de force ne sont qu'une entité abstraite de l'ensemble des propriétés des corps; dans la réalité, nous ne connaissons que ces propriétés, leurs rapports et leurs lois. Force et matière sont inséparables; toutes deux sont ces abstractions, des étiquettes idéologiques désignant des aspects différents des corps suivant que nous considérons ceux-ci dans leurs manifestations, soit simultanées et coexistantes dans l'espace, soit successives dans le temps, à l'état statique ou à l'état dynamique. Il n'y a pas de matière sans propriétés, pas de propriétés sans matière; dans la réalité objective, il n'existe qu'un certain nombre de corps simples formant par leurs multiples combinaisons des corps plus ou moins complexes doués d'activités spécifiques particulières depuis les corps dits inorganiques jusqu'aux corps sociaux.

La séparation entre un principe passif, matière, et un principe actif, force, est impossible; de même, en psychologie, celle entre le corps et l'esprit. Seule, la métaphysique a pu essayer de ramener la phénoménalité universelle soit à la matière, soit à la force; de là l'idéalisme et le matérialisme absolus, systèmes aussi vieux et aussi faux l'un que l'autre, systèmes unilatéraux qui ont fait insensiblement place à une philosophie générale des sciences. Celle-ci ne recherche l'unité que dans la découverte progressive de lois de plus en

plus générales et dans l'approximation relative d'une loi universelle.

Le débat entre le matérialisme et l'idéalisme a eu pour objet un pur problème de philosophie métaphysique dépassé actuellement et négligé par la philosophie des sciences; l'un et l'autre constituaient des tentatives d'explication unilatérale du monde inorganique, organique et social; ce problème les religions l'avaient tranché antérieurement, à leur manière, en le reléguant dans le domaine du mystère et de la foi; l'erreur de la métaphysique fut d'essayer d'expliquer l'irréel, de résoudre un problème inexistant.

Cependant, cette solution radicale n'était possible qu'après la constitution de la psychophysiologie et de la sociologie en sciences distinctes, précisément parce que c'est dans le domaine de ces sciences qu'apparaît évidente la relation constante de la matière et de la force, du corps et de l'esprit, de l'idée et du fait. Ainsi, au fur et à mesure que chacune des sciences abstraites particulières tendit à se ramener à une loi de plus en plus générale, de même la philosophie positive ou philosophie de l'ensemble de toutes les sciences tendit vers une interprétation monistique de l'Univers; seulement, l'interprétation n'était plus demandée à un seul des aspects de la réalité, soit à la matière, soit à la force, etc., etc., mais à l'ensemble des propriétés de tous les corps et des rapports qui s'établissent entre eux à raison de leurs connexions statiques et de leur interdépendance dynamique.

En résumé, force et matière, idéalisme et matérialisme, sont des expressions incomplètes et dès lors inexactes de l'unité à la fois objective et subjective qui

est le but suprême de la recherche scientifique et philosophique,

Toutes les sciences de la vie tant organique que sociale, la physiologie et tout d'abord, la psychologie ensuite et enfin la science sociale ont payé leur tribut au sphynx métaphysique, toutes ont été soit matérialistes soit idéalistes avant de devenir positives. Le mécanisme de La Mettrie en psychologie, le matérialisme d'Helvetius et de d'Holbach en morale et en politique ont eu leurs applications sociales; l'homme-machine se compléta par la Société-machine; ce fut même en sociologie la conception encore dominante pendant la première moitié du XIX^e siècle; de la psycho-physiologie elle s'infiltra dans l'économie politique non seulement théorique mais pratique; elle se retrouve même dans une certaine mesure dans l'admirable physique sociale de l'illustre A. Quetelet. En sens inverse Fichte, Hegel, Schopenhauer et même A. Comte, ce dernier, en tant que basant sa dynamique sociale sur le développement des opinions, furent des idéalistes.

Si l'idéalisme et le matérialisme sont des théories métaphysiques et par conséquent extra-scientifiques au point de vue de la philosophie générale, il en résulte nécessairement qu'ils le sont également au point de vue des sciences sociales particulières et de la sociologie qui en est la coordination; idéalisme social, matérialisme social, idéalisme historique, matérialisme historique sont des expressions aussi vicieuses que corps et esprit en psychologie en tant que corps et esprit seraient supposés former des entités distinctes et réelles.

La prétention de l'école matérialiste d'être seule déterministe et par conséquent scientifique, ne peut être

admise; l'idéaliste peut être aussi déterministe que le matérialiste; ils diffèrent seulement entre eux quant à la détermination de la nature substantielle des causes. Sous ce rapport, Bernstein s'est complètement trompé en affirmant que : « être matérialiste signifie en premier lieu dériver la nécessité de tout ce qui arrive du mouvement de la matière. » Au contraire, le matérialisme consiste à considérer le mouvement ou la force comme une propriété inhérente à la matière, tandis que l'idéalisme considère les formes matérielles comme une dérivation soit de la force, soit de l'esprit ou de l'idée. A part cette différence dans le dogme, matérialistes et idéalistes, comme spiritualistes et sensualistes, peuvent être ou non déterministes. Bernstein ne voit même pas que, dans sa définition du matérialisme, il suppose les deux principes, matière et mouvement, corps et esprit, Société et Etat, en tant qu'entités distinctes. Pourquoi mouvement de la matière et pas matière du mouvement? Voilà la contradiction que la métaphysique tant matérialiste qu'idéaliste sera toujours impuissante à résoudre. (1)

Donc, à part leurs points de départ absolus et indéterminés, un idéaliste aussi bien qu'un matérialiste peut admettre la nécessité de toutes les phases de l'évolution historique; l'idéaliste Hegel, sous ce rapport, est aussi logiquement radical que le matérialiste K. Marx; Ils peuvent dire et disent également : tout ce qui est arrivé, et arrivera, est prédéterminé par

(1) Ed. Bernstein. Socialisme théorique et socialisme pratique. Paris. P. F. Stock, 1900.

l'ensemble de la matière existante et de ses forces, seulement, suivant l'un le mouvement, force-idée, sera le facteur initial, suivant l'autre ce sera la matière, le fait.

La conception matérialiste de l'histoire n'est qu'une hypothèse déduite d'une autre hypothèse plus générale, la conception matérialiste de la philosophie en général. Suivant Fr. Engels et sur ce point K. Kautsky est d'accord avec lui, « c'est par ces deux grandes découvertes, la conception matérialiste de l'histoire et la découverte du secret de la production capitaliste au moyen de la plus-value que le socialisme est devenu une science. (1) » Kautsky ajoute que la conception matérialiste de l'histoire est la base de toute la théorie.

Nous venons de voir que le matérialisme, en tant que philosophie générale, est une métaphysique, une tentative d'explication de l'absolu. Nous allons établir, qu'il est une expression inexacte de la philosophie sociale ou sociologie, ce que déjà nous pourrions conclure par simple déduction. Mais est-ce même une découverte? Il suffirait d'ouvrir l'*Histoire du Matérialisme* de Lange et une histoire quelconque des doctrines soit politiques, soit économiques pour constater qu'il n'en est rien.

Tous les historiens et philosophes de l'histoire qui ont soutenu que les sociétés sont, dans leurs institutions et leur activité, déterminées par leur milieu physique, géographique, climatérique, anthropologique,

(1) Fr. Engels, *Anti-Dühring* Karl Kautsky, *Le Marxisme et son critique* Bernstein. Trad. de M. Martin-Leray, Paris. 1900. P. F. Stock éd.

etc., peuvent et doivent être considérés comme matérialistes; Hérodote, Thucydide, Aristote, Bodin, Montesquieu, pour ne citer que ceux-là, sont de ce nombre.

Mais qu'entend-on plus spécialement aujourd'hui, d'après l'école Marxiste, par matérialisme historique? Il faut entendre par là les théories d'après lesquelles la structure et la vie collectives sont déterminées avant tout par la structure et la vie économiques des sociétés. D'après Marx et ses disciples, le facteur initial n'est même pas l'ensemble de l'économie mais avant tout la production et plus spécialement encore la technique de la production. Suivant d'autres, notamment M. Kovalevsky, le facteur primaire serait la population; suivant moi, sans que pour cela je me considère comme matérialiste, la structure et la vie sociales seraient déterminées de la façon la plus générale et la plus simple, et dès lors dans un sens moins absolu et en tenant compte de l'interdépendance des phénomènes sociaux, par les formes et l'activité plus générales et plus fondamentales encore que celles des hypothèses précédentes, de la circulation économique.

La conception matérialiste de l'histoire consisterait donc, suivant les Marxistes, dans son interprétation économique. Cela ne serait pas une découverte, mais Marx a systématisé d'une façon plus rigoureuse, les théories et les observations de ses prédécesseurs, surtout en ce qui concerne l'importance de la production et de la technique de cette dernière. Mais, bien avant Marx, on avait reconnu que les physiocrates et Ad. Smith en constituant la science économique avaient jeté les bases de la science sociale intégrale. Ce sont les économistes classiques qui, en fait, avec leurs con-

ceptions mécaniques et automatiques des sociétés, avec leurs points de vue matérialistes dans le sens même le plus étroit et le plus mauvais du mot, par leur assimilation des travailleurs eux-mêmes ou de la force du travail à une marchandise, par leur préoccupation à peu près exclusive de la richesse et des intérêts dits matériels en dehors de toute autre considération sociale, ont précédé le Marxisme dans cette voie. Les Physiocrates et l'Ecole anglaise et française d'A. Smith, Ricardo et Malthus aussi bien que Mably, Morelly et plus tard Godwin et R. Owen ont tous attribué aux facteurs économiques et certains mêmes aux formes de la production, une influence prépondérante. Avant eux tous, l'illustre auteur d'*Océana*, Harrington, n'avait-il pas proclamé que toutes les autres formes sociales étaient moulées sur la forme de la propriété? Il considérait celle-ci comme fondamentale et primaire. Marx lui-même n'indique-t-il pas comme une origine du matérialisme économique, *la fable des Abeilles* de Mandeville, qui date de 1766? En fait, toutes les doctrines socialistes n'ont-elles pas eu précisément en commun la nécessité d'une réorganisation préliminaire de la production, de la consommation et de la circulation? le socialisme en effet a, mieux que toute autre doctrine, compris que le fond de la vie sociale est avant tout économique; il l'a compris ainsi nécessairement, puisqu'il avait lui-même sa source dans la misère du plus grand nombre.

On peut du reste interpréter l'histoire économiquement sans être matérialiste. Ach. Loria, Th. Rogers, Lacombe, Lippert me semblent être dans ce cas; Bückle l'était également, Bückle ce grand philosophe

de l'histoire que Kautsky a apprécié si étrangement de la façon suivante : « *il ignorait encore* que des lois économiques différentes correspondent à des formes sociales différentes; il en était encore à l'économie politique libérale pour laquelle les lois de la production développée des marchandises étaient les lois naturelles de toute forme de production. » Pauvre grand Bückle ! *Il ignorait encore*, lui le prétendu économiste purement libéral, ce que son maître Ad. Smith avait lui-même, près d'un siècle avant K. Marx, exposé dans sa théorie de la valeur; il appartenait exclusivement à la secte économique libérale, lui qui faisait des milieux et spécialement du régime alimentaire les facteurs prédominants de toute civilisation. Et comme voilà lestement tranché le problème encore actuellement controversé s'il existe ou non des lois sociologiques, et par conséquent aussi économiques, constantes et universelles, générales et abstraites, applicables à toutes les sociétés dans le temps et dans l'espace ! Marx et Engels, avec beaucoup de grands économistes et historiens non seulement allemands mais de tous les pays, antérieurs même à Marx, croyaient que des lois économiques différentes correspondent à des périodes économiques également différentes et à des formes distinctes; ils réagissaient ainsi, en partie avec raison, contre la conception métaphysique antérieure des lois dites naturelles et immuables, mais par là même ils niaient à tort en même temps la possibilité de constituer une sociologie abstraite. A la solution de ce problème de la plus haute importance ni Marx, ni Engels n'ont apporté de contributions nouvelles et décisives.

Il convient de rappeler le passage suivant d'Ad.

Smith (Livre II, C. II,) pour montrer que l'idée première de lois économiques purement historiques se retrouve chez le père même de l'économie politique dite libérale et ce en même temps que la théorie marxiste de la valeur; cette double conception a son origine non seulement chez Ricardo, comme on le reconnaît généralement, et chez Rodbertus, mais encore chez le commun ancêtre de la science :

« Dans ce premier état informe de la Société, dit A. Smith, qui précède l'accumulation des capitaux et l'appropriation du sol, la seule circonstance qui puisse fournir quelque règle pour les échanges, c'est, à ce qu'il semble, la quantité de travail nécessaire pour acquérir les différents objets d'échange. Par exemple, chez un peuple de chasseurs, s'il en coûte *habituellement* deux fois plus de peine pour tuer un castor que pour tuer un daim, *naturellement* un castor vaudra deux daims ou s'échangera contre deux daims. Il est naturel que ce qui est *ordinairement* le produit de deux jours ou de deux heures de travail, vaille le double de ce qui est *ordinairement* le produit d'un jour ou d'une heure de travail. Si une espèce de travail était plus rude que l'autre, on tiendrait naturellement compte de cette augmentation de fatigue, et le produit d'une heure de ce travail plus rude pourrait souvent s'échanger contre le produit de deux heures de l'autre espèce de travail. De même si ce travail exige un degré peu ordinaire d'habileté ou d'adresse, l'estime que les hommes ont pour ces talents ajoutera naturellement à leur produit une valeur supérieure à ce qui serait dû pour le temps employé au travail. Il est rare que ces talents s'acquièrent autrement que par une longue ap-

plication, et la valeur supérieure qu'on attribue à leur produit, n'est souvent qu'une compensation raisonnable de la peine qu'on a mise à les acquérir. »

Voilà d'après Ad. Smith la loi économique de la valeur d'échange dans la période historique primitive ; c'est une loi purement historique. Comme Marx, mais pour cette période primitive, Smith base la valeur d'échange sur le travail et lui donne pour mesure le temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises ; comme Marx, il distingue le travail qualifié et le travail non qualifié. D'après l'un et l'autre on calcule le travail qualifié en le ramenant à l'unité de travail simple.

Et A. Smith ajoute : « Dans cet état de choses, le produit du travail appartient tout entier au travailleur et la quantité de travail *communément* employée à acquérir ou à produire un objet échangeable est la seule circonstance qui puisse régler la quantité de travail que cet objet devra communément acheter, commander ou obtenir en échange. »

Ainsi, A. Smith, après plusieurs autres du reste, mais plus systématiquement a reconnu que le temps de travail est la commune mesure des valeurs ; par là, d'après lui, il faut entendre le temps habituel, c'est-à-dire moyen ou normal, socialement nécessaire pour la production, tout en tenant compte de la qualité du travail ; dans ces conditions, dans cette période historique primitive, le travailleur obtient toute la valeur de son travail. Je ne fais qu'un simple exposé sans critique ; on pourrait se demander en effet si le travailleur dans le cas supposé, n'obtient pas quelque chose de plus qui est le produit soit de la nature, soit de la

société ou collectivité ; si le fait que le produit est plus ou moins rare et ne peut être fabriqué d'une façon aussi large que la demande, n'influe pas sur sa valeur, etc., etc. En un mot, le travail est-il le seul facteur constant de la valeur, et, s'il en est d'autres également constants ou si tous sont plus au moins variables, de quel droit, en saine logique mathématique, élimine-t-on tous ces facteurs, sauf un seul, pour réserver à ce dernier le privilège d'être la commune mesure des valeurs ? Il ne faut pas nécessairement pour l'avenir du socialisme que la théorie Marxiste de la valeur soit la seule exacte ; en faire la critique n'implique pas que la propriété et le capital ne doivent pas revenir, sinon aux travailleurs individuellement, tout au moins à la collectivité des travailleurs. En ce qui me concerne, je pense que non seulement le travail, l'utilité, la rareté, la qualité, etc. etc. mais aussi l'ensemble des institutions sociales constituent les facteurs du marché où se règlent les valeurs. Cette solution est moins absolue, mais elle est davantage socialiste parce que plus sociologique et parce qu'elle nous indique la nécessité d'une intervention constante de la politique et du droit collectifs, soit pour obvier au plus ou moins de rareté naturelle ou transitoire des produits, soit pour réserver à la nature, à la collectivité et à l'individu leurs parts respectives, soit pour limiter ou supprimer les monopoles, etc.

Ainsi seulement les lois économiques peuvent être conçues comme progressives et relatives tout en manifestant par leur évolution réelle une unité fondamentale. Au contraire d'après A. Smith la loi économique de la valeur telle qu'il la décrit ne s'applique qu'à un

état primitif de civilisation. Déjà, suivant Ricardo, cette loi était considérée comme plus abstraite et générale et destinée à se dégager de plus en plus au point de devenir une loi absolue; les disciples de Smith devinrent plus métaphysiciens que leur maître; Ricardo commença par proclamer comme loi générale que la valeur d'échange de toute utilité, *dont la quantité peut être augmentée à volonté sur le marché*, est réglée en régime de libre concurrence par le travail nécessaire à sa production, ce qui revenait à faire de sa loi une loi particulière à certaines industries sous un certain régime social; même il abandonne son théorème fondamental et à la suite de Malthus il arrive à dire que le prix réel d'une denrée « dépend de la quantité plus ou moins grande de capital et de travail employée à la produire. » Ce prix cependant oscillera toujours autour du prix naturel, *suivant la loi de l'offre et de la demande*, et c'est de là que Ricardo déduira toute sa théorie du loyer et celle des salaires et des profits,

La conception de Ricardo est plus abstraite que celle de Smith; en formulant sa loi de la valeur il essaie, sans y parvenir, de la dégager de toute contingence historique. Smith, au contraire, un siècle antérieurement à Marx, admet des lois économiques applicables seulement à des périodes historiques. Voici, en effet, ce qu'il ajoute, immédiatement après la description ci-dessus relative à la théorie de la valeur en régime primitif: « Aussitôt qu'il y aura des capitaux accumulés entre les mains de quelques particuliers, certains d'entre eux emploieront naturellement ces capitaux à mettre en œuvre des gens industriels auxquels ils fourniront des matériaux et des subsis-

tances, *afin de faire un profit sur la vente du produit ou sur ce que le travail des ouvriers ajoute de valeur aux matériaux...* Ainsi, la *valeur que les ouvriers ajoutent à la matière* se résout alors en deux parties, dont l'une paie leur salaire, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière au travailleur. » Ad. Smith distingue donc deux périodes historiques, l'une primitive ou antique, l'autre capitaliste dont les lois économiques sont différentes. Voilà pour lui le fait, et comme justification de la nouvelle répartition introduite à partir de la seconde période dans la production des valeurs, il n'invoque aussi qu'un fait : l'intérêt évident du capitaliste du moment que capital et travail sont devenus distincts : « le propriétaire des matériaux et des subsistances n'aurait pas intérêt à employer les ouvriers, s'il n'attendait pas de la vente de leur ouvrage quelque chose de plus que le remplacement de son capital, et il n'aurait pas intérêt à employer un grand capital plutôt qu'un petit, si ces profits n'étaient pas en rapport avec le capital employé. » Ad. Smith a observé tout aussi bien que K. Marx que le profit est un surcroît de travail non payé, *mehrwert*, mais il l'a moins exactement formulé. Ce qui est à noter au point de vue de la conception matérialiste ou interprétation économique de l'histoire, c'est que, d'après lui, les lois économiques de la période antique se sont modifiées, ne sont plus les mêmes en régime capitaliste. Il va même au devant d'une objection possible; si on lui opposait en effet que : « les profits ne sont autre chose qu'un nom différent donné aux salaires d'une espèce particulière de

travail, le travail de direction et d'inspection, » il répond avec raison, étant donné le fait que de son temps capitaliste et directeur d'entreprise sont encore généralement une même personne et que le capital intervient dans tous les cas comme agent distinct du travail : « ils sont d'une nature absolument différente des salaires ; ils se règlent sur des principes entièrement différents, et ne sont nullement en rapport avec la quantité et la nature de ce prétendu travail d'inspection et de direction. Ils se règlent en entier sur la valeur du capital employé, et ils sont plus ou moins forts à proportion de l'étendue de ce capital. » Smith admet que le travail de direction doit être rémunéré comme il l'est, par exemple, quand il est exercé par un commis spécial comme cela se passait déjà de son temps dans beaucoup de grandes fabriques ; mais, même dans ce cas, « le propriétaire du capital, bien qu'il se trouve par là débarrassé de presque tout le travail, n'en compte pas moins que ses profits seront en proportion réglée avec son capital. » Et sa conclusion, en régime capitaliste, est la même en ce qui concerne la propriété foncière devenue également un capital : « Dès l'instant que le sol d'un pays est devenu propriété privée, les propriétaires, comme tous les autres hommes, aiment à *recueillir où ils n'ont pas semé*, ils demandent un fermage même pour le produit naturel de la terre. Il s'établit un *prix additionnel* sur le bois des forêts, sur l'herbe des champs et sur tous les fruits naturels de la terre, qui, *lorsqu'elle était possédée en commun*, ne coûtaient à l'ouvrier que la peine de les cueillir et qui lui coûtent maintenant davantage. Il faut qu'il paie pour avoir la permission de

les cueillir, et il faut qu'il cède au propriétaire du sol une portion de ce qu'il recueille ou de ce qu'il produit par son travail. »

Ces idées étaient courantes au XVIII^e siècle; Karl Marx n'a donc pas découvert qu'à des périodes historiques distinctes correspondent des lois économiques différentes, ni que la durée normale du travail est la mesure des valeurs, ni que la production capitaliste de la plus-value se fait avec du travail non payé. Seulement à la différence de Smith et de Ricardo et de leurs disciples il n'a pas considéré le régime capitaliste comme définitif; il l'a tout d'abord partagé en périodes successives qui aboutissent elles-mêmes à un régime nouveau qui en sera le développement nécessaire. Ainsi, d'après Marx, il y a trois périodes principales de l'histoire de l'humanité : la période antique, la période féodale, la période bourgeoise; cette dernière a eu une phase préparatoire caractérisée par l'union du travail et du capital sous le régime de la petite industrie et une seconde phase, capitaliste, qui se distingue par le divorce qui s'accomplit entre le travail et le capital dans la grande industrie. La période à venir sera le résultat de l'inévitable développement des périodes antérieures et de la socialisation des instruments de travail; c'est à ce moment que se réalisera la loi de la valeur que Smith avait placée dans une période primitive hypothétique. K. Marx a donc parfaitement reconnu la grande loi de continuité des faits sociaux, mais elle avait été proclamée bien avant lui notamment par Leibnitz et d'autres théoriciens de la philosophie de l'histoire ainsi que je l'ai montré dans mon *Transformisme Social*. Il semble cependant que, d'après

Marx, cette évolution aboutisse à une forme-limite, ce qui est au moins contestable; en outre, jusqu'aujourd'hui il n'est pas possible d'admettre une classification purement linéaire de toute l'histoire de la civilisation en périodes successives pour le bon motif que le supre-organisme social n'est pas encore, en réalité, devenu mondial et que l'histoire de l'humanité s'est composée jusqu'ici de développements sociaux distincts et fragmentaires qui tous plus ou moins ont passé séparément par la série de périodes proposée par Marx comme une série générale et unique. Cet ordre sériel est lui-même contestable, mais la discussion n'en rentre pas dans le cadre de ce mémoire. Ainsi, l'Egypte, la Grèce, la Chine, l'Italie antique, ont eu chacune, même en adoptant la classification marxiste, une période primitive, une période aristocratique et féodale, une période bourgeoise avec ses deux phases successives d'union et puis de divorce du capital et du travail. Il n'y a pas eu continuité et superposition absolues de civilisations historiques, mais une juxtaposition relative de sociétés particulières dont le processus a cependant conduit à des résultats généraux mais par une convergence non préméditée d'activités distinctes. Maintenant, remarquons-le, le processus de ces civilisations particulières bien qu'ayant passé par les diverses phases économico-historiques indiquées à tort ou à raison par Marx, n'a pas abouti *nécessairement* à la socialisation des instruments de travail; même toutes les civilisations antiques spéciales embrassées à un certain moment dans le monde romain et où le capitalisme avait atteint le degré le plus élevé, ont abouti aux divers régimes en vigueur au moyen-âge, spé-

cialement au régime féodal. Qui peut nous assurer que le capitalisme actuel, avec la concentration de la propriété terrienne, la constitution des syndicats, trusts, rings, etc. ne pourrait aboutir, nos guerres interminables aidant, à une nouvelle féodalité capitaliste qui insensiblement revêterait une superstructure juridico-politique corespondante? Cela se produirait d'autant plus facilement que la classe ouvrière serait moins organisée et éclairée non seulement dans nos centres principaux de civilisation mais dans cette internationalité quasi mondiale dont le capitalisme lui-même a fait son œuvre impériale. Ici, tout à fait comme dans le processus psychologique de nos actes volontaires, les impulsions les plus fortes l'emporteront à un certain moment; nous désirons et nous ferons tous nos efforts pour que la *loi de continuité historique* se développe dans le sens socialiste, mais cet aboutissement n'est nullement une *nécessité historique*; si la solution contraire prévalait, la doctrine du *déterminisme historique* qu'il ne faut pas confondre avec celle d'une nécessité absolue et *prédéterminée* n'en recevrait pas d'atteinte.

On peut donc sans être marxiste et matérialiste, être et socialiste et déterministe et partisan de l'interprétation économique de l'histoire; la loi de continuité historique implique le déterminisme relatif et non la nécessité absolue. Avant Marx et Engels, il y a eu notamment Quetelet qui lui aussi a fait rentrer les faits moraux et sociaux dans le domaine du déterminisme scientifique à l'exclusion du libre arbitre, élevant ainsi l'histoire à la hauteur d'une science; lui aussi, sans être matérialiste, a reconnu l'importance capitale du facteur économique. Il ne faut pas confondre maté-

rialisme, mécanisme, automatisme avec déterminisme. L'idéaliste et le matérialiste peuvent être ou ne pas être déterministes; le déterministe ne peut être ni matérialiste, ni idéaliste, ni fataliste ni partisan du libre-arbitre. Marx et Engels sont déterministes malgré leur matérialisme; Hegel, malgré son idéalisme. Le matérialisme ne peut donc se définir : la croyance à la nécessité de tout ce qui arrive, car le déterminisme croit aussi à cette nécessité mais non au sens absolu; le matérialisme doit plutôt se définir : la croyance à un fait initial de tout ce qui arrive et à ce que ce fait initial est non pas la force, le mouvement, l'idée, etc. mais une substance dite matérielle, supposée différente et génératrice de toutes les autres propriétés de la nature. Ce fait pour le matérialisme historique, c'est le facteur économique, et pour l'école marxiste en particulier, la production et sa technique.

Or, nous soutenons qu'interpréter ainsi l'histoire n'est pas faire œuvre ni profession de foi matérialistes. Un phénomène économique *n'est pas un phénomène purement matériel ou pour mieux dire inorganique*. Tout le socialisme et un grand nombre de sociologistes, avant et depuis Marx, ont accordé au facteur économique le rôle d'agent principal du développement social; l'originalité relative de Marx (car il a eu des prédécesseurs même sur ce point) a été d'avoir fait de la technique de la production la forme primordiale sur laquelle se moulent toutes les autres formes sociales. Mais qui dit technique ne dit-il pas également connaissance, idée? Cette contradiction du matérialisme économique, il ne peut la résoudre. Quant à la théorie de la valeur de Marx, son originalité consiste simple

ment à l'avoir transposée de la période primitive dans laquelle l'avait reléguée Ad. Smith, dans la période socialiste à venir. De là la conclusion marxiste qui, si elle était confirmée, serait la négation de la possibilité même de constituer une sociologie, qu'il n'y a pas de lois économiques générales et abstraites, mais seulement des lois historiques.

En cela, du reste, Marx est d'accord avec les plus grands économistes allemands, tels que Rumelin. Schmoller, Wagner et ce pauvre Roscher, qu'il traite avec une acrimonie si dédaigneuse, presque à l'égal de Proudhon. C'était un des défauts des plus grands esprits de ce temps de chercher surtout à affirmer leur supériorité en rapetissant tous leurs contemporains, d'exagérer les plus faibles nuances de leurs doctrines et de creuser entre eux des abîmes imaginaires afin de se poser en novateurs et créateurs et de paraître plus grands dans leur isolement ; quand un simple cheveu les séparait, ils en faisaient une muraille de la Chine. C'était encore une espèce de théorie, mais subjective, de la valeur. On ne croyait pouvoir être grand qu'à condition que les autres fussent des myrmidons, La postérité sera plus juste ; elle confondra tous les grands socialistes et sociologistes, Saint-Simon, Fourier, R. Owen, Proudhon, Marx, Quetelet, A. Comte, H. Spencer, dans une commune admiration, en dégageant de plus en plus de leurs travaux immortels non ce qui les sépare, mais ce qui les unit dans la même poussée civilisatrice.

Et combien cette poussée apparaît plus forte, plus irrésistible et comme une véritable loi tendancielle si, au lieu de nous appesantir sur les variations accessoires

des doctrines de ces maîtres de la science sociale, nous consacrons nos efforts à dégager les caractères réellement communs et organiques de cette évolution grandiose et à montrer que la plupart du temps leurs théories trop absolues se rectifient et se complètent les unes par les autres ; je n'en excepte pas même les systèmes si divergents en apparence des H. Spencer, E. Reclus, Kropotkine ; malgré leur individualisme outrancier, je les considère comme des éléments de la société future et de ses croyances ; seulement dans le syncrétisme philosophique et social que j'entrevois, syncrétisme bien différent de celui qui se produisit à la fin de la civilisation antique, les doctrines absolues particulières perdront cette rigueur qui fait tant l'objet de nos admirations et de nos préférences individuelles ; elles perdront par élimination et usure leurs rugosités irritantes pour ne laisser subsister que leurs éléments positifs et harmoniques et se fondre dans des croyances collectives plus appropriées à ce relativisme pratique et théorique, qui est le fond à la fois permanent et muable de la conscience sociale et des institutions correspondantes.

Il en sera ainsi du matérialisme historique de Marx et de son école ; déjà nous voyons la transformation s'accomplir au sein de cette dernière. D'après la rigueur de la doctrine, tout le développement social est déterminé par le système économique ; celui-ci est subordonné au système de production et spécialement à la technique de la production ; le système intellectuel et moral dépend de l'organisation juridique et politique, celle-ci de l'économique. Cette classification est certainement vicieuse en ce qu'elle subordonne la science et la morale, qui sont des systèmes plus géné-

raux et plus simples, au droit et à la politique qui sont plus spéciaux et plus complexes ainsi que je l'ai exposé au tome premier de mon *Introduction à la Sociologie*; il faut ajouter cependant que ni Marx ni Engels ne contestent l'interdépendance des phénomènes sociaux, leurs actions réciproques. Quant à la théorie d'après laquelle l'évolution historique se partage en plusieurs périodes toutes déterminées par la forme de la production économique, elle n'est pas nouvelle, ainsi que je l'ai exposé dans mon *Transformisme social*, et, comme je l'ai déjà signalé ci-dessus, elle n'est pas davantage exacte. La conception de périodes organiques et critiques, positives et négatives, d'intégration et de désintégration, se retrouve chez Saint-Simon, A. Comte, et plus tard chez H. Spencer; ainsi, d'après Comte, toute la période qui va du xvi^e à la fin du xviii^e siècle doit être considérée comme critique ou révolutionnaire. Seulement, à la différence de Marx, Saint-Simon, A. Comte et Spencer sont idéalistes en ce sens qu'ils considèrent comme facteurs initiaux de toute l'évolution sociale soit les sentiments, soit les idées; il en est de même de l'Ecole psychologique d'Herbart, de Lotze, de Lazarus, de Steinthal, de Lilienfeld, de Tarde, de Le Bon, de Sighele, etc. Mais les bases de la classification des types sociaux chez Ch. Fourier, par exemple, sont essentiellement économiques; de même, bien antérieurement, l'Utopie de Thomas Morus est basée sur une critique très scientifique de l'organisation de la propriété et de l'industrie à son époque.

Le mérite de K. Marx est d'avoir systématisé plus rigoureusement cette conception de l'interprétation

économique de l'histoire, mais son erreur, qui est surtout celle de quelques-uns de ses disciples, erreur principalement philosophique et sociologique, est d'avoir traduit interprétation économique de l'histoire par matérialisme historique. L'économique n'est ni matérialiste, ni idéaliste ; elle ne peut être que sociale ; or, *aucun phénomène sociologique n'est purement inorganique ; tout phénomène social est une mixture à la fois inorganique, organique et psychique avec en plus quelque chose de particulier qui est le produit de cette combinaison supérieure.*

Au fond, K. Marx n'est pas parvenu à se dégager ni en philosophie générale, ni en sociologie de la conception dualistique : force-matière, idée-fait. Ayant à opter entre les deux dans sa recherche d'un absolu initial, il a fait choix du fait matériel. Seulement la contradiction est inévitable. Dans la préface de la *Critique de l'Economie politique*, Marx dit : « Le mode de production de la vie matérielle détermine d'une façon générale le processus social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son mode social d'existence, mais son mode social d'existence qui détermine sa conscience. » On voit déjà ici, sous forme de résidu atténué de la philosophie hégélienne, le phénomène *conscience* placé en opposition avec l'*existence sociale*, comme l'esprit avec le corps, l'idée avec le fait. Ce dualisme apparaît encore plus nettement lorsque, dans cette même préface, il dit qu'il faut toujours distinguer entre la révolution dans les conditions économiques de la production, *révolution matérielle* et que l'on peut scientifiquement constater, et les formes juridiques, politiques,

religieuses, artistiques ou philosophiques, en un mot *idéologiques*, où les hommes ont conscience de ce conflit et le règlent eux-mêmes.

Aucun phénomène social n'est ni purement matériel, ni purement idéologique, ni purement inconscient, ni purement conscient. Cette distinction n'est pas plus fondée que celle que l'on a essayé d'établir en psychologie entre le corps et l'esprit ; à un certain degré de leur processus, les opérations du système nerveux seraient exclusivement matérielles, à un degré supérieur exclusivement psychiques. Mais les actes automatiques, réflexes, instinctifs ne sont-ils pas aussi et souvent même plus intelligents que les autres ? De même en économique, l'acte réflexe par lequel l'effet utile du travail de l'ouvrier est toujours plus ou moins en rapport avec son salaire, n'est-il pas intelligent ? Conçoit-on des mouvements musculaires physiologiquement indépendants du système nerveux, des travaux purement manuels de production en dehors de toute activité cérébrale ? L'acte le plus vulgaire, le plus matériel, ne peut-il pas se transformer en acte raisonné et conscient de même que les phénomènes d'inconscience se transforment sans cesse en faits de conscience ? Cela ne prouve-t-il pas leur identité spécifique ? Par cela même que tout fait sociologique quelconque ne peut se manifester que par la double intervention d'unités humaines sensibles et de leur milieu correspondant à la fois physique, organique et social, par cela même tout fait sociologique est à la fois inorganique, organique et psychique ; pour mieux dire, c'est dans la sociologie, plus peut-être encore que dans la psychophysiologie, que se manifeste l'unité de compo-

sition de tout ce qui existe, la différence n'existant que dans la combinaison et l'organisation des éléments constitutifs. La politique, le droit, la morale, la science ne sont ni plus ni moins matériels, ni plus ni moins idéologiques que l'économique.

Marx s'efforce vainement d'échapper à la contradiction dualistique inhérente à la doctrine du matérialisme économique. C'est ce que nous voyons fort bien dans le célèbre *Manifeste du parti communiste*. Avec Hégel, l'idée se développait dans le fait ; avec Marx, le fait se développe dans l'idée qu'il engendre dans la conscience ; en réalité, pour lui, c'est le fait qui par lui-même tend à devenir très intelligent et qui conspire avec ou mieux encore pour le socialisme ; c'est le fait qui prépare la révolution que l'intelligence n'aura plus qu'à enregistrer au grand livre de la conscience publique. Marx en arrive à faire parler le fait, comme si le fait était Jéhovah, ou plus exactement, le *fatum* antique.

« Les moyens de *production et d'échange* qui donnèrent naissance à la bourgeoisie furent élaborés dans la société féodale. A un certain degré de développement de ces moyens de production et d'échange, les rapports de *production et d'échange* de la société féodale, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture ne correspondirent plus à ces forces productives en voie de développement incessant. Ils devinrent un obstacle à la production au lieu de l'inciter. Ils devaient disparaître, ils disparurent. A leur place s'installa la libre concurrence avec une organisation sociale et politique correspondante, avec la domination économique de la classe bourgeoise. Un mouvement semblable se produit sous nos yeux.

Les rapports de *production et d'échange* bourgeois, les rapports de propriété bourgeois, la *société bourgeoise* moderne, qui ont multiplié d'une façon prodigieuse les moyens de production et d'échange, ressemblent à la magicienne antique incapable de maîtriser les puissances infernales qu'elle avait évoquées. Depuis les dix dernières années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est plus que l'histoire du conflit des *forces productives* avec les *rapports de production* modernes, avec les rapports de propriété, conditions d'existence et de domination de la bourgeoisie. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, dans leurs cycles périodiques, mettent en question, toujours plus menaçantes, l'existence de toute la société bourgeoise. Les armes avec lesquelles la bourgeoisie avait terrassé la féodalité se retournent aujourd'hui contre cette même bourgeoisie. » Le manifeste concluait que les *forces productives* existantes *réclament* la socialisation des moyens de production et une organisation unitaire de cette dernière.

Remarquez que, dans les prémisses de son raisonnement, Marx indique les moyens de *production et d'échange* comme facteurs initiaux ; seulement, dans ses conclusions, le second moyen, l'échange, n'est plus mentionné. On se demande pourquoi ? Cela n'était pas sans intérêt ; il peut y avoir production sans échange et nous sommes en présence de deux forces réellement distinctes. Marx cependant ne suppose pas deux causes primordiales. Mais alors, la forme de l'échange dérive-t-elle de celle de la production ou la forme de la production de celle de l'échange ? Et l'échange n'est-il pas par lui-même un mode spécial

et historique de la distribution et de la circulation des utilités ? Dans mon *Introduction à la Sociologie* d'une façon abstraite et ensuite, notamment dans mes *Essais sur la Monnaie, le Crédit et la Banque* d'une façon concrète, j'ai essayé de prouver que les phénomènes économiques et circulatoires sont les plus simples et les plus fondamentaux, tandis que les formes de la production sont beaucoup plus complexes même que celles de la consommation.

Nous ne discutons pas ici le fond de cette théorie de Marx, mais simplement la formule matérialiste qui a la prétention d'en être la base. Les *forces productives* dans sa pensée sont matérielles et cependant elles agissent d'une façon très intelligente puisqu'elles *réclament* à un certain degré de leur développement la socialisation des moyens de production et qui plus est une socialisation unitaire. Cela ne rappelle-t-il pas les vieilles croyances anthropomorphiques dont les traces persistent dans notre langage usuel : le vent devient furieux, il souffle avec rage, etc., etc. ? Ce prétendu matérialisme est presque de l'animisme, et c'est à cette contradiction, en effet, qu'aboutit nécessairement toute doctrine, soit matérialiste, soit idéaliste. La sociologie positive, au contraire, en concevant la production comme un phénomène économique constitué à la fois d'éléments inorganiques, organiques et psychiques avec en plus certains caractères propres à la socialité résout cette contradiction.

La conception dualistique inhérente non à l'interprétation économique de l'histoire, cette interprétation étant nécessairement sociologique, mais à la fausse assimilation de cette interprétation au matérialisme

historique, constitue l'erreur fondamentale de l'école de Marx, mais en vertu de la contradiction même qui lui est inhérente, elle n'a pas tardé à produire ses inévitables conséquences divergentes au sein même de l'école.

Nous avons vu que, suivant Marx, il n'y a pas de lois économiques abstraites applicables à toutes les périodes historiques ; il en est ainsi, d'après lui, par exemple, même pour la loi de la population, par le motif que lorsque dans une période donnée un seul organe change dans la structure générale, la loi change. A ce compte, il n'y aurait plus ni biologie, ni psychologie, ni sociologie abstraites concevables. Ce n'est pas tout. Chaque période porte en elle le germe de sa dissolution, sa contradiction. Ainsi le capital sera « son propre fossoyeur .» Thèse et antithèse ; la synthèse sera la socialisation de tous les instruments de production. Alors, sans doute, nous aurons atteint la forme-limite, car sinon cette synthèse devrait aboutir, à son tour, à une synthèse contradictoire.

Mais cette formule Marxiste empruntée à la métaphysique Hégélienne, en la supposant exacte, ne constitue-t-elle pas en somme une loi générale et abstraite des diverses périodes de l'évolution historique ? Et la subordination, dans toutes ces périodes, de la superstructure politique, juridique, morale, à la structure économique etc., ne représente-t-elle pas également une loi générale et abstraite ? Et si tel est le développement *nécessaire* du matérialisme historique qu'avons-nous à intervenir dans ce mouvement ?

Nous le devons cependant parce que le Marxisme, avec la plupart de ses disciples, est inconséquent avec

son hypothèse matérialiste ; nous le devons également, d'après lui, parce qu'il n'admet pas de lois constantes et nécessaires, si ce n'est pour des périodes limitées et que précisément dès lors il doit y avoir des interrègnes pendant lesquels la loi ancienne, devenue lettre morte et inapplicable, n'est pas cependant encore remplacée par la loi nouvelle.

Bien plus encore, d'après le Marxisme, à mesure que s'opère la socialisation des moyens de production, l'homme devient de plus en plus maître de ses destinées et il s'opère un *saut dans la liberté*. Voilà un saut bien périlleux. Nous avons dit en commençant que, abstraction faite de leurs hypothèses relatives à l'absolu initial, l'idéalisme et le matérialisme pouvaient être également déterministes ; nous voyons aussi maintenant qu'ils peuvent cesser de l'être ; Marx en est un exemple, comme le prouve cette intervention du libre arbitre dans la doctrine du maître.

Dans son « Anti-Dühring », Fr. Engels érige en loi cette même antinomie : une fois la *socialisation des moyens de production accomplie*, la loi de l'histoire change, l'axe du monde se déplace : « c'est seulement alors que les hommes feront eux-mêmes leur histoire, dans la pleine conscience de leur être ; alors seulement, les causes sociales mises par eux en mouvement produiront plus les effets désirés par eux. C'est le *saut de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté*. »

Ainsi, tandis que dans la phase préparatoire ce sont les causes dites matérielles qui font agir les hommes, maintenant ce seront les hommes qui mettront les causes en mouvement ! C'est donc une véritable révo-

lution qui se produit à un certain moment et modifie les lois de la psychologie collective et de la sociologie en général. Cette crise révolutionnaire est bien indiquée par Marx dans le passage suivant de sa *Critique de l'Economie politique* :

« Pour la production sociale de leurs moyens d'existence, les hommes entretiennent des rapports déterminés, nécessaires, *indépendants de leur volonté*; des rapports de production qui correspondent à un certain degré de développement des puissances matérielles de la production. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle s'élève la superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent certains modes de penser sociaux. Le mode de production de la vie matérielle détermine le mode d'activité sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est donc pas la manière de penser de l'homme qui explique sa manière de vivre, mais au contraire sa manière de vivre qui explique sa manière de penser. »

« A un certain degré de leur développement, les forces matérielles de la production entrent en conflit avec les rapports de production existants ou, pour parler la langue juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels ils avaient évolué jusqu'alors. Elles brisent les chaînes qui les enserraient. On entre alors dans une période révolutionnaire. » Quand cette nouvelle période est celle de la socialisation unitaire des instruments de production, alors, mais alors seulement, l'homme règle librement ses destinées. Qu'est-ce à dire ? Serons-nous en ce moment en possession de notre libre arbitre ? Et non seulement n'y aura-t-il plus

de *nécessité* historique, mais le déterminisme scientifique sera-t-il lui-même éliminé de l'idéale structure sociale? L'homme sera-t-il devenu Dieu? Ou bien encore aurons-nous atteint la terre promise, le Paradis, la forme limite au delà de laquelle il n'y a même plus d'évolution, où les causes ne produisent plus d'effets, étant devenues fixes?

Nous ne contestons pas que l'Humanité consciente devient de plus en plus maîtresse de sa propre direction, mais elle le devient précisément à mesure qu'elle apprend à connaître les conditions les plus favorables à son existence et à s'y adapter; cette évolution progressive ne constitue à aucun moment un saut de la nécessité dans la liberté; le progrès social futur comme tous les progrès antérieurs sera le résultat du perfectionnement, de l'organisation même de la société; ce perfectionnement ne sera jamais le résultat de notre libre arbitre; il continuera comme précédemment à être déterminé par tous les états sociaux antérieurs, conformément aux lois générales de l'évolution; la vie sociale future ne se distinguera de la présente que par une correspondance encore plus exacte de ses éléments constitutifs avec leur propre milieu et avec tout le milieu ambiant. La loi de continuité qui a été jusqu'ici la loi de l'histoire ne cessera pas de l'être; le libre arbitre ne prévaudra pas sur le déterminisme scientifique.

C'est ici que nous voyons renaître entre l'école Marxiste et les écoles rivales l'ancien débat métaphysique entre l'idéalisme et le matérialisme, débat que l'on pouvait espérer être clôturé depuis l'avènement des méthodes et de la philosophie positives; bien plus le schisme se produit jusque dans le marxisme même.

D'aucuns comme Kareieff, Bax, Bernstein, Jaurès, Masaryk⁽¹⁾, supposent la genèse d'un idéal social antérieur aux faits économiques ; Bax, notamment, place le facteur psychologique au seuil de l'histoire comme point initial ; il peut cependant déjà être considéré comme un Marxiste-organiciste bien qu'à un moindre degré que St. Krusinski, attendu que sa psychologie a une base physiologique et n'est nullement spiritualiste. Quant aux autres, ils sont en réalité idéalistes ; ils forment l'aile droite du Marxisme et, en somme, plusieurs mêmes ne sont Marxistes que sous bénéfice d'inventaire et sur certains points qui ne sont pas absolument essentiels à la doctrine du maître.

D'après Bernstein, le motif économique a toujours été dominant, mais il a de mieux en mieux été reconnu et c'est pourquoi, selon lui, la société contemporaine, plus riche en idéologie, subit de moins en moins le « il le faut d'airain » de l'histoire ; celui-ci devient de moins en moins despotique. Pour Bernstein, le facteur économique cesse aussi en réalité d'être prépondérant *dès l'époque actuelle* et l'homme devient de plus en plus indépendant ou maître de la nature. Il y a ici une atténuation sensible de la doctrine marxiste suivant laquelle ce changement ne se produira que *lorsque les instruments de production seront socialisés* ; Bernstein

(1) Masaryk, Die philosophischen und soziologischen Grundlagen des Marxismus. Wien, Konegen, 1899. Voir aussi L. Woltmann, Der historische Materialismus. Dusseldorf, Michel, 1900, et comme application de la théorie matérialiste : Ernest Grosse, Die Formen der Familie und die Formen der Wirthschaft. Friburg, 1896.

rejette la conception d'une crise brusque ; au contraire, la socialisation et l'affranchissement correspondants lui paraissent devoir se produire graduellement et insensiblement.

Ceci semble avoir été la pensée dernière de Engels lui-même. En effet, chez celui-ci, dans les derniers temps, la doctrine Marxiste semble être devenue moins affirmative et rigoureuse quant au mode de préparation et d'avènement de la crise révolutionnaire. Comme le montrent ses deux lettres de 1890 et 1894, publiées en octobre 1895 dans le *Sozialistische Akademiker*, Engels va jusqu'à admettre que le facteur idéologique peut arriver à exercer une action prépondérante sur le caractère des luttes historiques ; le déterminisme ne serait pas unilatéral mais composite. « Ce sont donc, conclut-il, des forces innombrables s'entrecroisant sans cesse ; un groupe infini de parallélogrammes de forces qui engendrent une résultante, l'événement historique, et cette résultante, à son tour, peut être considérée comme le produit d'un facteur agissant comme une activité inconsciente et sans volonté. Car, ce que chacune de ces forces veut, est empêché par toutes les autres, et la résultante de leur action combinée est une chose qu'aucune d'elles n'a voulu. » Engels conçoit fort bien l'interdépendance des faits sociaux, mais il envisage trop exclusivement leur opposition, leur action négative particulière d'où un résultat positif imprévu ; leur action peut aussi être combinée et constituer une véritable coopération dont l'action convergente produit un résultat positif voulu et prévu par chaque force particulière, sauf des variations particulières et accessoires sans importance au point de vue de l'effet gé-

néral. En étendant avec Bax la conception dynamique d'Engels à la psycho-physiologie, on arriverait à cette conclusion inadmissible que les actes volontaires proprement dits ne sont pas non plus voulus puisqu'ils ne seraient que le résultat d'un conflit de forces contradictoires. Le matérialisme et l'idéalisme ont ainsi à l'état latent ou aigu des contradictions inhérentes à leurs systèmes. Nous ne connaissons, en somme, ni la matière en soi, ni la force en soi; force et matière sont des entités abstraites, des étiquettes sous lesquelles nous désignons des aspects différents de la phénoménalité; nous ne connaissons que des phénomènes, leurs propriétés, leurs rapports, dont nous dégageons des lois. La doctrine de la nécessité est aussi métaphysique que celle du libre arbitre, le matérialisme historique est aussi faux que l'idéalisme historique; l'histoire a pour objet la structure et la vie des sociétés; tout fait historique est social et tout fait social est un composé à la fois inorganique, organique et psychique, dont la combinaison détermine son contenu et son activité; le fait économique est un phénomène social, dès lors il n'est ni simplement matériel, ni simplement psychique, ni même simplement organique; son caractère propre résulte de la mixture de tous ces éléments dans des proportions et des conditions spéciales qui lui impriment son caractère original. L'homme, à la fois facteur et produit de la société, n'en est pas le seul élément constitutif; il n'est pas plus séparable du milieu que le milieu n'est séparable de lui; l'homme et le milieu amalgamés constituent la société; ainsi l'homme et le milieu peuvent également agir l'un sur l'autre en vue de se modifier réciproquement et en même temps

être modifiés tous les deux par une puissance plus considérable que l'un et l'autre envisagés séparément, la société qui est le produit supérieur de leur combinaison.

Le déterminisme scientifique, la sociologie positive, en faisant prévaloir le caractère relatif des phénomènes sociaux dans le temps et dans l'espace, constituent le terrain de conciliation des doctrines absolues, du matérialisme et de l'idéalisme, de la nécessité et du libre arbitre, entre lesquelles se débat la métaphysique en général y compris celle de l'histoire.

Mais poursuivons l'observation du schisme qui s'est effectué naturellement au sein de l'école. Tandis que, comme nous l'avons vu, Bernstein pense, en invoquant à tort ou à raison l'autorité de Engels, que le facteur économique cesse d'être prépondérant dès l'époque actuelle et que l'homme devient ainsi de plus en plus indépendant et même maître de la nature, Kautsky pense, au contraire, qu'il n'est pas douteux que les hommes soient beaucoup plus maîtres des conditions de production avec les institutions économiques primitives qu'avec les institutions capitalistes ; les premières étaient plus simples, plus claires et partant plus faciles à comprendre que les secondes.

On voit d'ici surgir les interminables et byzantines discussions entre les partisans de l'une et de l'autre théorie. Le primitif qui vit de chasse, de pêche, de cueillette est-il maître ou non des conditions de production ? Elles sont simples mais par cela même toute sa vie ne dépend-elle pas de l'évènement le plus simple ? La clarté d'un système de production est-elle quelque chose d'intrinsèque et d'absolu de ce système ? N'est-

elle pas au contraire relative ; n'est-ce pas l'expression d'une certaine correspondance entre le système et l'état intellectuel de ceux qui le pratiquent ? Kautsky cite comme argument la situation d'une famille de paysans produisant tout son nécessaire : « elle dispose, dit-il, complètement du mode de production pour autant que celui-ci dépend de facteurs sociaux et non de facteurs physiques. » C'est possible ; mais les facteurs physiques sont des facteurs sociaux. Si un ouragan détruit la récolte de cette famille et la condamne à la misère, le même ouragan se produisant dans une communauté agricole plus vaste et dont toutes les parties ne seraient pas atteintes, ne produirait pas la même ruine pour cette même famille. Et si la famille se développe au delà des subsistances fournies par le mode de production familial invoqué par Kautsky, que devient la puissance exercée sur le mode de production ?

Kautsky invoque de même l'exemple de l'artisan urbain au moyen-âge ; cet artisan connaît sa clientèle et règle là-dessus sa production. C'est exact. Mais n'est-il pas absolument dépendant de cette clientèle ? Je ne vois pas qu'il soit devenu indépendant et surtout maître des conditions même purement sociales de la production. Entre la clientèle et lui n'y a-t-il pas au contraire dépendance réciproque ? En régime capitaliste, les rapports deviennent évidemment plus étendus et plus complexes ; mais la compréhension que nous pouvons en avoir est-elle nécessairement moins élevée ? Ne pourrait-on pas soutenir au contraire qu'avec l'agrandissement et la spécialisation des industries et des marchés, l'initiative et les combinaisons nouvelles sont facilitées ? Kautsky allègue encore la situation des

intellectuels. Sont-ils plus ou moins libres maintenant qu'ils dépendent du capitalisme et que plusieurs même exploitent leur talent en mode capitaliste qu'à l'époque où ils dépendaient de l'Eglise ou étaient à la solde des seigneurs féodaux ? Toutes ces questions ne comportent pas de solutions absolues ; la sociologie est surtout une science de relations et dès lors relative ; cela n'empêche pas le facteur économique d'être le facteur dominant ; au contraire il ne perdra jamais ce caractère ; ceci n'exclut pas la possibilité pour les autres facteurs d'exercer aussi une action progressive sur toute la vie sociale. Comme nous l'avons exposé, cette vérité devient parfaitement intelligible du moment que l'on admet que phénomène économique et phénomène matériel ne signifient pas la même chose, pas plus que phénomène idéologique et phénomène juridique ou politique.

Et à quoi aboutit naturellement, dans l'école marxiste, cette controverse entre la nécessité et le libre arbitre ? Non seulement elle aboutit à ce que, à un certain moment, soit à celui de la socialisation à venir des instruments de travail, soit même dès l'époque actuelle, la loi de continuité historique et celle du déterminisme scientifique sont mises au rancart, mais qu'une branche du marxisme tend vers l'idéalisme absolu tandis qu'une autre va jusqu'à interpréter le matérialisme historique dans le sens d'une espèce de fatalisme. Ainsi, après avoir montré que la philosophie de l'histoire antérieure au marxisme partait de la *nature humaine* tandis que la doctrine nouvelle a pour base le fait économique, Plekhanoff conclut radicalement : « Quelle valeur dès lors peuvent désormais avoir les

recherches plus ou moins laborieuses, plus ou moins ingénieuses sur la meilleure des organisations sociales possible? *Aucune, littéralement aucune!* » En effet, le matérialisme logique doit être absolu; il exclut l'intervention de toute volonté. Sachons gré cependant à Marx, à Engels et à certains de leurs disciples moins rigoureux que Plekhanoff, de ne pas être logiques à ce point; ils sont illogiques mais plus rapprochés de la vérité scientifique.

Les sciences sociales ne sont ni matérialistes ni idéalistes; la sociologie qui en est la philosophie générale est positive. Le matérialisme historique, dérivation du matérialisme philosophique, est une conception métaphysique; le fait historique est un fait sociologique, donc ni matériel ni idéal exclusivement; tout phénomène social quelque élevé qu'il soit, moral, intellectuel, juridique ou politique, implique dans son tissu des éléments inorganiques et organiques; de même les phénomènes économiques que je suis d'accord avec l'école de Marx pour considérer comme phénomènes fondamentaux de la structure et de la vie collectives impliquent des éléments idéologiques. C'est seulement pas des procédés logiques, en vue de leur étude analytique et de leur reconstitution synthétique, que, par abstraction, les éléments matériels peuvent être dissociés des éléments idéologiques, mais ni un facteur matériel, ni un facteur idéal, considéré isolément, ne peut à lui seul représenter un phénomène social dans sa réalité; en fait ils sont toujours confondus, ou pour mieux dire, combinés; c'est cette combinaison, supérieure à toutes celles que nous rencontrons dans les sciences plus simples, qui donne naissance au phéno-

mène social. L'homme économique, comme l'homme moral, juridique, politique, n'est pas seulement celui que nous montre la physiologie; c'est un être sensible, intelligent, voulant, dans son activité économique même la plus élémentaire; ses propriétés psychiques se sont incorporées dans la nature inorganique, dans le produit de son industrie, aussi bien que la nature inorganique imprime toujours des formes matérielles à ses conceptions les plus idéales, à ses doctrines ou croyances les plus hautes. L'économique ne peut faire abstraction des hommes et se consacrer à la seule recherche des lois de la richesse, pas plus que la morale, le droit, la politique ne peuvent faire abstraction des facteurs organiques et inorganiques qui toujours font partie intégrante de leur contexture. L'idéal lui-même est toujours en rapport avec l'idée, celle-ci avec le fait.

La philosophie sociale a tour à tour cherché l'interprétation des phénomènes qu'elle a pour fonction de coordonner dans un système général, soit dans les sciences mathématiques, soit dans l'astronomie, soit dans la mécanique, soit dans la physique, soit dans la chimie; au XVIII^e siècle elle la demanda surtout à la nature humaine et jusque dans nos derniers temps elle tenta de déduire la sociologie de la biologie et finalement de la psychophysiologie, les dernières sciences constituées. Tous ces points de vue, successivement adoptés à mesure que les diverses sciences abstraites se mettaient en possession de leurs domaines et de leurs méthodes, ont certainement contribué aux progrès de la science sociale; cependant, ils sont nécessairement incomplets; tant qu'ils ont été dominants, la

matérielle. Ni le passé, ni le présent, ni l'avenir de l'évolution sociale ne peuvent se soustraire à la loi de continuité du développement, dont l'expression est le déterminisme scientifique; celui-ci exclut aussi bien le règne absolu de la nécessité que celui de la liberté; l'humanité ne saute pas ainsi d'un inconnu dans un autre; les lois de sa croissance ne varient pas suivant les périodes historiques; celles-ci au contraire se déroulent suivant un ordre régulier dont les variations, certes, ne doivent pas être négligées, mais se perdent dans la considération plus haute du mouvement général de l'histoire.

A ce point de vue également, comme nous l'avons dit en commençant, le socialisme devenu scientifique et la sociologie devenue émotionnelle et pratique arrivent à se confondre dans un courant unique plus large et plus irrésistible. C'est uniquement cette pensée de conciliation qui nous a déterminé à signaler les déficiences du matérialisme historique, déficiences qui ne sont nullement essentielles au socialisme mais empêchent au contraire, dans une certaine mesure, la fusion complète de celui-ci avec la sociologie positive.

PAROLES

DE

M. LESTER F. WARD

En essayant de répondre à plusieurs questions posées par M. René Worms et par d'autres membres, M. Lester Ward, quoiqu'il ne prétendît pas avoir suffisamment étudié le sujet, admit que la doctrine du matérialisme historique ou économique lui semblait être une doctrine unilatérale, basée sur une vérité importante, à savoir, que sans des conditions matérielles économiques favorables à un certain degré le bonheur et le progrès humains sont absolument impossibles. Il pensait quelquefois que même les partisans de cette doctrine n'avaient pas suffisamment préconisé la dépendance de la vie spirituelle des conditions matérielles. En même temps, celles-là n'étaient pas les seules conditions de l'avancement de l'homme. Il y avait beaucoup d'autres — milieu, population, loisir, intelligence, etc. En effet, fit remarquer M. Ward, cette discussion ne commence pas à la base de la question, mais à un état très avancé. L'outillage, par exemple, présuppose l'invention, et la question se

réduit à l'étude des conditions psychiques de la civilisation. Comme tous les membres le savaient, il avait étudié ces conditions et publié en 1893 un volume sur le sujet. Dans cet ouvrage il avait essayé de poser les bases de la psychologie sociale, qui remonte beaucoup plus loin que toute question économique. Il avait classifié les facultés psychiques et accentué la distinction fondamentale entre les facultés affectives et les facultés intellectuelles. Celles-là, c'est-à-dire les sentiments, constituent les forces propulsives de la société, tandis que celles-ci, c'est-à-dire les idées, ne sont que les guides des sentiments, dont la seule fonction originelle était de diriger l'individu vers l'accomplissement de ses besoins. Voilà la distinction primaire entre les mobiles et les motifs, entre l'« agent dynamique » et l'« agent dirigeant ». Mais dans la seconde partie de son ouvrage, M. Ward avait tracé le développement des facultés réfléchies, surtout l'origine de la faculté inventive, qui doit avoir précédé et introduit l'ère économique dans l'histoire de l'humanité. Le matérialisme économique est, par conséquent, une question avancée et relativement superficielle. Il n'y a pas d'économie proprement dite dans la nature, dans le monde organique ; il n'y en a guère dans les races les plus primitives. L'économie est quelque chose d'exclusivement intellectuel, rationnel et réfléchi, et suppose un haut degré d'intelligence, d'industrie et de prévoyance.

DISCOURS

DE

M. CHARLES-M. LIMOUSIN

Vous me pardonnerez, Messieurs, de ne pas suivre M. de Kelles-Krauz dans les considérations philosophiques qu'il a fournies à l'appui de la théorie de Karl Marx sur le *Matérialisme historique* ou *Monisme économique*. Il faudrait avoir de ces considérations une connaissance plus étendue qu'on ne peut l'obtenir par une simple audition. D'autre part, ce qui m'intéresse, ce qui doit nous intéresser tous particulièrement, c'est le côté scientifique, objectif, celui que l'on peut contrôler par l'expérience des peuples contemporains, l'étude de l'histoire et l'analyse de l'homme psychique. C'est à ce dernier point de vue que je vais me placer.

Je reconnâitrai très volontiers d'abord que le système en question en tant qu'explication du phénomène social de l'évolution a l'avantage d'être clair et facilement compréhensible. C'est l'intérêt, le désir de mieux vivre éprouvé par les hommes composant les sociétés qui a, — selon cette théorie — déterminé la transformation incessante de celles-ci. Les modes du phénomène social fondamental, les rapports des membres des sociétés, auraient été déterminés par le mode d'organi-

sation du travail, résultat lui-même du développement des connaissances techniques. Le mode de rapport fut l'esclavage tant que la faible productivité de l'agriculture et de l'industrie rudimentaires ne permit aux hommes forts et énergiques de vivre largement qu'en contraignant brutalement au travail la grande masse des autres hommes. Pendant cette période la classe des travailleurs constituait, pour la classe des maîtres, un outillage sans droits aucuns si ce n'est celui de l'animal : avoir ce qui lui est strictement nécessaire pour conserver les forces suffisantes pour le travail et pour se reproduire. Le mode d'exploitation de la nature possible à cette époque ne comportait que ce mode de rapport entre les hommes. Plus tard, avec le progrès des connaissances techniques, la production étant devenue plus abondante et l'emploi de l'outillage nouveau nécessitant plus d'intelligence de la part des travailleurs, un commencement de résistance de la part de ceux-ci amena un deuxième mode de rapports qui fut le servage ; au servage, pour les mêmes causes, succédèrent le vasselage et le salariat. Ainsi la société s'est modifiée successivement par l'action du facteur unique : les besoins de la vie physique, qui ont amené le perfectionnement des procédés de mise en valeur de la nature, et provoqué entre la classe des travailleurs et celle des maîtres une guerre incessante pour un partage moins inéquitable des produits de plus en plus abondants du travail. Ce n'est pas là la manière dont M. de Kelles-Krauz a expliqué le système, mais c'est la manière dont je l'ai compris et je crois que cette manière correspond exactement à la conception fondamentale. Je le répète, ce système a le mérite d'être

clair et objectif. Il n'a pas, ainsi que d'autres, le défaut d'être mystique, c'est-à-dire de prétendre établir un rapport incompréhensible entre un phénomène constaté : l'évolution des sociétés, et une cause peu définie.

Seulement, je crains fort que Karl Marx ne soit pas arrivé à sa théorie en s'efforçant simplement de découvrir la loi de l'évolution des sociétés, qu'il l'ait, au contraire, construite en déduction d'une opinion philosophique et pour servir d'étai à son propre système social, construit lui aussi antérieurement. Ce qui m'autorise à penser ainsi ce sont les noms mêmes donnés à la théorie : le *Matérialisme historique* et le *Monisme économique*. Karl Marx — qui prenait volontiers des allures de prophète et de révélateur, et qui malmenait fort ceux qui se permettaient de ne pas être de son avis — était matérialiste en philosophie, et le nom qu'il adopta pour sa théorie de l'évolution était une sorte de violence faite aux consciences. D'autre part, le grand nom, celui de *Monisme économique*, en posant avec une rigueur dogmatique l'unité de facteur évolutif des sociétés, cadrait avec le principe de son système de société, d'après lequel la question d'estomac doit prévaloir sur toutes les autres. Ce n'est pas nouveau : *Primum vivere deinde philosophari*.

Une autre indication se trouve dans une des expressions qu'a employées M. de Kelles-Krauz : le « communisme primitif ». Les marxistes affirment, en effet, que le communisme fut à l'origine de l'évolution des sociétés, et qu'il doit être à sa conclusion. Or il y a là une opinion qui n'est ni le résultat de l'étude de l'histoire, ni celui du calcul des probabilités économiques. Il existe deux monuments historiques, remontant à la

plus haute antiquité : la *Bible* et l'*Odyssée*, et loin d'y voir l'attestation de l'existence du communisme, c'est-à-dire de l'absence de la propriété à l'époque où ces livres furent écrits, nous y trouvons la preuve du contraire. On lit, en effet, dans le *Décatalogue* le commandement suivant : « Ne convoite point la femme de ton prochain, et ne désire la *maison* de ton prochain, ni son *champ*, son esclave ni sa servante, son bœuf ni son âne, ni rien de ce qui est à ton prochain. » (Deutéronome, chap. vii). Voilà une preuve péremptoire de l'existence de la propriété dans la lointaine antiquité hébraïque. De même, dans l'*Odyssée*, il est fréquemment question de la propriété. Ulysse a ses domaines aux environs d'Ithaque, Laërte habite une maison et un jardin qu'il a achetés.

Voilà quant aux témoignages historiques. La recherche de la probabilité nous renseigne également. Que chez certains peuples le communisme ait existé plus ou moins complet, c'est ce qui paraît incontestable. Emile de Laveleye en a donné des preuves convaincantes, bien qu'il paraisse avoir trop généralisé ; mais, il ne résulte pas de là que le communisme ait été l'état social primitif. Le communisme est un état social juridique, reposant sur la coutume et le contrat social. Le communisme dut être un état social de réaction contre un état anarchique antérieur, dans lequel les forts s'emparaient des terres qui étaient alors l'unique source des choses nécessaires à la vie, et qui réduisaient les autres hommes de la tribu, à la condition de colons payant une redevance en nature pour l'usage d'un champ. Il dut y avoir des révolutions, les usurpateurs des « utilités gratuites », suivant l'expression de

Bastiat, furent dépouillés, et un véritable contrat social, contrat verbal et conservé par tradition, fut établi. L'*Odyssée* nous fournit la preuve de l'existence de l'état social anarchique. Quand Télémaque convoque le peuple d'Ithaque pour se plaindre des prétendants à la main de sa mère Pénélope, qui mettent sa maison au pillage et font bonne chère avec le produit de ses biens, personne ne fait appel à la loi, personne n'invoque la police. Les « prétendants » répliquent en somme à Télémaque : « Si tu n'es pas content, chasse-nous de force, » et celui-ci n'en fait rien parce qu'il est le plus faible. Voilà donc bien la démonstration de l'existence d'un état de choses anarchique, mais comportant la propriété et non le communisme. C'est donc une affirmation inexacte que celle des marxistes, répétée par M. de Kelles-Krauz, d'après laquelle l'état primitif des sociétés aurait été le communisme. Ce communisme hypothétique n'a été ainsi introduit dans le système historique que comme argument à l'appui du communisme définitif du système social. Remarquons en passant que, quand même le fait serait vrai pour le stage primitif, cela ne prouverait rien pour le stage définitif.

La conception du *monisme*, c'est-à-dire du facteur unique, est d'ailleurs fausse en philosophie aussi bien qu'en sociologie. Le monisme repose sur ce postulat qu'il suffit de formuler pour que l'absurdité en paraisse évidente : « On peut faire de l'hétérogène avec de l'homogène, plusieurs substances avec une seule. » On aura beau mettre un morceau de fer en pièces, chaque pièce, chaque parcelle sera de composition semblable aux autres. Plaçons-nous au point de vue de l'hypo-

thèse de la substance unique. Pour agréger les molécules de cette substance avec des degrés de rapprochement différents, il faudra un second facteur : l'énergie. Avec la matière et l'énergie, vous ferez des combinaisons en nombre indéfini ; avec de la matière seule ou de la force seule, vous n'obtiendrez jamais que la matière ou la force toujours semblable à elle-même.

Les choses ne se présentent pas différemment en sociologie : il n'y a pas eu qu'un facteur unique pour amener les hommes à se grouper en sociétés et pour provoquer la transformation de ces sociétés. Nous avons d'ailleurs sous les yeux un phénomène social dont par une légitime induction nous pouvons tirer la preuve de ce fait. Les peuples actuels sont à des stades sociaux différents : il y a des sauvages, des barbares et des civilisés à des degrés divers. Or, chez tous ces hommes de races diverses, existe le même besoin de vie, le même matérialisme ; comment se fait-il, si ce facteur est unique, que tous les peuples ne soient pas tous arrivés au même stade social ? Il a donc fallu que le facteur matérialisme n'agît pas avec autant de puissance sur les uns que sur les autres, qu'il ne provoquât pas les mêmes idées d'amélioration ici que là. Ils y arriveront tous, dira-t-on peut-être, c'est contestable, — du moins par eux-mêmes, — mais admettons-le ; il n'en sera pas moins certain que chez les uns l'action du facteur matérialisme a été beaucoup plus rapide, et chez les autres beaucoup plus lente, et que par suite il existe un facteur ethnique qui a facilité chez les uns, entravé chez les autres l'action du facteur matérialisme. Invoquera-t-on les conditions climaté-

riques différentes? Ce serait encore un facteur nouveau; mais il suffit de voir prospérer en état de civilisation 80 millions de descendants d'Européens — qui seront 200 millions au moins à la fin du **xx^e** siècle — là où il y a deux cents ans croupissaient trois ou quatre millions de sauvages, pour reconnaître l'action d'un facteur ethnique dans le développement des sociétés.

On me concédera peut-être l'existence du facteur ethnique comme coopérateur du facteur matérialisme : le premier étant en quelque sorte passif, jouant un rôle de frein qui arrête ou retarde, l'autre jouant le rôle actif, poussant, mettant en œuvre. Mais est-il vrai que le facteur matérialisme ait été le seul actif? N'y a-t-il pas eu le facteur religieux? Les marxistes, en leur qualité de matérialistes, philosophiques aussi bien qu'économiques, se font en général une idée fausse de la religion, et ne se rendent pas compte de son rôle social. Ils n'y voient qu'une réunion de croyances mystiques et grossières, superstituées par le temps, une sorte de crasse de l'esprit humain. Or, la religion est un phénomène social fondamental. La religion fut la première manifestation du besoin d'idées générales, d'explication du pourquoi des choses, et aussi la première manifestation du besoin d'idéal, d'aspiration vers quelque chose de beau, de meilleur que ce qui est. C'est la religion qui a enfanté les beaux-arts : la poésie, la musique, l'architecture, la peinture, la sculpture.

Les marxistes tentent de faire rentrer la religion dans le monisme économique en s'efforçant de démontrer que les besoins religieux, philosophiques et artistiques procèdent du matérialisme : ils ne le démon-

trent pas. La faculté d'avoir des idées générales est utile pour la formation des sciences qui peuvent être employées au perfectionnement des moyens de satisfaire les besoins matériels de l'homme, mais cette formation n'a pas besoin de stimulant. Les vrais savants poursuivent la science pour la science, par besoin de savoir et non par besoin de profiter. Les philosophes, les métaphysiciens ne peuvent même pas concevoir une semblable pensée. Il a dû y avoir des philosophes et métaphysiciens dans tous les temps, mais vraisemblablement pas dans tous les pays. Ce doit être également une condition de race, et c'est ce qui fait qu'aujourd'hui nous n'en trouvons plus chez les peuples sauvages et barbares qui n'appartiennent pas à la même branche de l'humanité que les peuples civilisés.

Il suffit de se demander si la faculté de concevoir des idées générales a pu influencer sur le développement des sociétés pour répondre affirmativement. Il est certain que cette faculté, qui a pour corollaire nécessaire un besoin, a joué son rôle dans le perfectionnement des sociétés. La morale a sa source dans la faculté de concevoir un idéal, qui détermine ce qui est bien et ce qui est mal, prescrit le premier et interdit le second. On dira peut-être que la source de la morale est dans la crainte de l'Enfer ; cela est vrai parfois, mais pour concevoir que telle conduite, celle qui est conforme dans ses grandes lignes au bien général, est dans la volonté de Dieu et doit mériter la récompense à celui qui l'observe, ne faut-il pas avoir le sens moral ? Peut-on nier que les prescriptions morales des religions, dès la plus haute antiquité, aient exercé une influence sur

les rapports des hommes, ce qui est le fait social fondamental ? On a vu, au cours du XIX^e siècle, des phénomènes sociaux importants, tels que l'abolition de l'esclavage, se produire pour des motifs d'ordre moral et religieux dans les colonies anglaises et françaises, puis aux Etats-Unis, et cela malgré la résistance des représentants du facteur matérialisme.

En résumé, l'histoire n'est pas matérialiste ainsi que le prétend Karl Marx, et l'analyse psychique de l'homme confirme ce que l'histoire nous enseigne. Les hommes se sont formés en sociétés parce qu'un instinct de sociabilité les y a poussés, parce qu'ils se sentaient plus heureux réunis que séparés, toute condition matérialiste mise à part. Ils ont trouvé à cette association des avantages matériels et des avantages moraux. Ils ont perfectionné leurs sociétés — quand ils les ont perfectionnées — au fur et à mesure que les progrès de l'expérience leur permettaient de mieux mettre en œuvre la nature — ce qui est la thèse marxiste — mais aussi au fur et à mesure que le développement de leur faculté de généralisation et de leur faculté de moralisation leur faisait concevoir la possibilité de satisfactions philosophiques, morales ou esthétiques plus grandes. En résumé, l'homme psychique est un corps de passions réclamant toutes satisfactions, et c'est pour satisfaire ces passions physiques, intellectuelles, morales et esthétiques que les hommes ont — sans souvent le faire exprès — perfectionné leurs sociétés, et que s'est accomplie l'évolution de ces sociétés. Il n'y a pas eu qu'un seul facteur en action. On peut même dire, en comparant les diverses sociétés existantes, que les races où

la civilisation s'est le plus développée sont celles où les passions étaient le plus nombreuses, particulièrement celles où existaient les passions intellectuelles, morales et esthétiques, et où elles étaient le plus puissantes. Les sociétés sont le produit des passions humaines et non d'une seule : la passion de manger.

DE LA PLACE
QUE LE MATÉRIALISME HISTORIQUE
OCCUPE DANS LA PHILOSOPHIE
ET DANS
LA SOCIOLOGIE CONTEMPORAINES
PAR
M. ALESSANDRO GROPPALI

Toutes les théories nouvelles, toutes les conceptions au sein desquelles palpitent les germes des idées fécondes et frissonnent des principes vitaux, parcourent dans leur évolution trois états principaux.

Dès leurs manifestations premières, elles demeurent confondues dans l'ensemble de doctrines d'où elles tirent leur origine; par suite du misonéisme et de la conjuration du silence de la plupart des savants, elles vivent encore d'une vie obscure, mais après qu'elles ont victorieusement traversé cette première phase de

leur existence, elles comparaissent pour ainsi dire à la lumière de la vie et se dressent, avec une ardeur de bataille, au milieu de toutes les autres vieilles doctrines pour les combattre en leur empruntant, pour se l'assimiler, la substance de leurs idées vitales et fécondes. Pendant cette période, plus difficile, de la lutte pour l'existence, elles se dépouillent de toutes leurs parties caduques, unilatérales et erronées, par l'intégration, au cours de la lutte, d'éléments nouveaux. Ce n'est qu'après avoir encore remporté la victoire sur ces périlleux obstacles qu'elles ont acquis définitivement, on peut le dire, le droit à l'existence et qu'elles sont proches du triomphe final.

Tout observateur attentif verra que telle a été la destinée de l'ensemble des doctrines désignées sous le nom de matérialisme historique.

Née sous la suggestion des événements qui se développaient au sein du monde bourgeois, cette théorie fut fixée par Marx, dans ses lignes générales, dans la fameuse préface de la « *Critique de l'Economie Politique* » en 1859. Confondue encore parmi les derniers rayons crépusculaires de la philosophie allemande dominante de l'idéalisme hégélien, elle fut passée sous silence pendant de nombreuses années, jusqu'à ce qu'enfin, récemment, son existence scientifique fut signalée et discutée ; désormais elle est arrivée à la période d'élaboration critique qui marque sans doute le prélude de son triomphe définitif.

Cela dit, nous nous proposons dans ce mémoire de rappeler brièvement les origines idéologiques du matérialisme historique, d'en éclaircir le contenu et les caractères différentiels et de montrer la place qu'il

occupe dans la philosophie et la sociologie contemporaines ; nous nous arrêterons ensuite sur ses principaux mérites.

Pour éviter toute équivoque, l'on voudra bien noter dès à présent que nous ne prétendons pas présenter dans ce travail une étude originale. Nous ne pouvons que résumer ce que nous avons déjà longuement discuté et exposé dans d'autres œuvres (1) qui représentent le fruit d'un travail constant, de recherches patientes et de méditations assidues.

*
* *

Le matérialisme historique a puisé son inspiration première dans les deux ordres d'idées suivants. La croissance du capitalisme et de la grande industrie, la formation du prolétariat moderne, voilà la « présupposition réaliste » dont le socialisme critique veut être le reflet ; — le mouvement spéculatif de la culture allemande qui domine dans la dialectique de Hegel combiné avec le matérialisme déjà renouvelé par Feuerbach, telle est la première philosophie d'où procède la conception matérialiste de l'histoire.

Trop évidente apparaît l'action de ces deux sortes de causes pour nous arrêter à discuter leur degré d'énergie et à mesurer le coefficient de leur efficacité. En fait, on connaît trop la force de la suggestion

(1) *Saggi di Sociologia* : Milano 1899. — *La genesi sociale del fenomeno scientifico* : Torino 1898. — *La science comme phénomène social* : Paris, 1899.

exercée par le nouveau monde industriel, sur cette théorie qui en révèle la parabole ascendante et descendante. Il ressort incontestablement aux yeux de tous, que les vrais successeurs et disciples de Hegel ont été Marx, Engels et Lassalle. Il n'est certes pas besoin de se dépenser en paroles, pour prouver les emprunts faits à Hegel dans les écrits de Lassalle, qui du reste représente une forme de doctrine déjà vieillie et dépassée, ainsi que la « transfusion » des éléments hégéliens d'ailleurs si connue et si peu dissimulée dans le socialisme critique d'Engels et de Marx.

Il est permis à coup sûr, comme l'a fait Plekhanoff, de remonter jusqu'aux doctrines d'Helvétius et d'Holbach pour trouver les antécédents lointains du matérialisme historique ; ou encore de rechercher comme Weryho (1) les rapports par lesquels Marx se rapproche des classiques de l'économie nationale ; ou enfin d'examiner avec Weisengrün (2) quel large courant d'idées circule de l'œuvre des communistes français au communisme allemand. Mais la forme idéale et l'impulsion originale de ce dernier procédé, par légitime descendance, de la nature propre de l'esprit allemand et de la culture philosophique d'alors qui, dans son mouvement d'expansion, enveloppait Marx

(1) *Marx als Philosoph*, Bern und Leipzig, 1894.

(2) *Die Entwicklungsgesetze der Menschheit* : S. 47-63, Leipzig, 1888. Weisengrün dans cette étude et la suivante, plus courte : *Verschieden Geschichtsauffassungen* (1890) se rapproche énormément de la conception matérialiste de l'histoire, sans la saisir toutefois.

de toutes parts, ainsi que le prouve indirectement l'histoire de ses écrits.

En lisant ses œuvres dans l'ordre chronologique, on assiste à l'émancipation progressive de la pensée de Marx, à sa délivrance du joug de la philosophie de Hegel.

En vérité, dans sa « *Critique de la philosophie du droit de Hegel* », où, sous l'ardent érudit philosophe commence à poindre le révolutionnaire, on le voit croire encore à la puissance magique de l'Idée qui accomplira la transformation émancipatrice de l'allemand en homme (1), tandis que dans la « *Sainte famille* » apparaît au contraire la première manifestation de sa pensée vers le matérialisme, bien que toutes les pages témoignent pourtant d'une admiration profonde pour l'idéalisme dialectique. Tout à fait différente et plus exactement définie se montre par la suite la pensée de Marx dans la « *Misère de la Philosophie* », dans la « *Critique de l'Economie politique* ». L'application qu'il en fit aux faits de l'*Histoire de la Lutte des classes*, en France, depuis 1848 jusqu'en 1850, et en Allemagne en 1848, donna à ses idées un caractère d'évidence indéniable et, pour ainsi dire, une lumineuse confirmation.

Ainsi donc la direction hégélienne était résolument abandonnée et d'une manière définitive. Mais, comme il arrive d'ordinaire à la naissance de toute doctrine nouvelle, Marx dépassa tellement les limites dans le sens opposé, que, jetant la matière de sa pensée neuve

(1) *Critique de la Philosophie du droit* ; p. 14, Paris, 1895.

dans les formes antiques, il tomba encore dans un autre absolutisme. Voici comment : à la place de *l'esprit absolu* qui dans la philosophie de Hegel joue le rôle du moteur de l'histoire, Marx substitue *la nature* ; *l'esprit national* qui chez le philosophe de Stuttgart, comme incarnation de l'esprit absolu, détermine la constitution, la religion, l'art, etc., de chaque nation, est remplacé par *les relations économiques*, lesquelles constituent le fondement toujours changeant des formes idéologiques. Ces conditions matérielles de la vie d'où toutes choses procèdent n'ont d'ailleurs rien de fatal pour l'homme, parce que celui-ci, à la différence des animaux inférieurs, est un être productif, un créateur d'instruments de travail (*the tool making animal* comme dit Franklin) ; comme tel il peut agir sur le milieu naturel et l'adapter aux besoins de la vie. La création des instruments de travail, qui représentent les intermédiaires entre l'homme et la nature, exerce une action décisive sur la vie du genre humain. D'elle dérive la production et par conséquent le fait économique qui est l'âme occulte, le *deus ex machina* des phénomènes sociaux supérieurs, c'est-à-dire : du *droit* qui n'est pas autre chose qu'une sanction des rapports économiques ; de la *morale* qui par une série de motifs moraux assure la cohésion sociale ; de la *religion* qui par la promesse d'une félicité future, « narcotise » les masses opprimées et les dispose à la passivité ; de la *science* et de l'*art* enfin, dont il est plus difficile de découvrir le lien organique qui les rattache à la structure économique, bien que cela ne fasse aucun doute.

Nous avons ainsi à peu près tracé, dans l'œuvre de

Marx, les lignes générales de ce que Comte appelait la *statique sociale* ; passons maintenant en revue rapide ce qu'il nommait la *dynamique sociale*.

La théorie du processus historique, esquissée par Marx et illustrée par ses successeurs, porte en elle, comme déjà le remarquait Engels, un indubitable caractère révolutionnaire. S'il est vrai, en fait, que les hommes créent leur histoire, si chaque période de développement obéit à sa loi, il s'en suit que les lois de la sociologie et de la science historique ont une valeur transitoire et relative. Tout état social, en détruisant celui qui le précède, contient lui-même en germe les conditions de l'état futur. Le mécanisme secret de ce processus réside dans l'expansion continue des énergies productives et dans les contradictions dans lesquelles celles-ci se trouvent de suite avec les rapports sociaux existants. A mesure que ces contradictions deviennent beaucoup plus aiguës et irréductibles, dès que les vieilles formes sont une cause de retard, un obstacle pour le développement des énergies nouvelles, le conflit s'élève alors, inévitable, d'où jaillit un flot de vie renouvelée, annoncée par un changement dans les formes politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, accompli lui-même avec le déplacement des rapports économiques.

La manifestation tragique dans l'histoire de cette antithèse économique est l'antagonisme des classes, l'effort permanent vers l'émancipation économique et morale des classes inférieures : c'est à travers ces conflits, parfois non sanglants, parfois douloureux, que se déroule le chemin ascendant de la civilisation.

**

Tel est, exposé dans le schème d'une brève for-

mule, le contenu de la doctrine matérialiste ; la première question qui s'offre désormais au critique, est celle qui concerne la valeur intrinsèque de cette conception. En d'autres termes, il s'agit de savoir si cette théorie se présente comme un système entier, complet, de la philosophie de l'histoire, ou bien si elle se borne à ouvrir un nouveau jour sur le champ d'investigation des lois de l'histoire et de la sociologie. Sur ce point controversé, il existe deux principaux courants d'opinions. D'une part, Croce (1) soutient que l'interprétation matérialiste est simplement « une somme de données nouvelles, de nouvelles expériences qui rentre dans la conscience de l'historien » ; d'autre part Gentile (2) avec plus de décision que Labriola (3) et Chiappelli (4) admet que le matérialisme historique présente tous les caractères d'une véritable et propre philosophie de l'histoire, puisqu'il nous donne la loi intime du processus du développement de l'humanité, et qu'il a trouvé la genèse, déterminé le rythme de l'évolution et présagé le résultat final de la lutte des classes, nous permettant enfin de faire des prévisions morphologiques sur la future organisation de la société.

Pour nous, qui avons adhéré depuis longtemps déjà à cette dernière opinion, comme nous paraissant la plus exacte, nous croyons toutefois que l'interprétation matérialiste de l'histoire, loin d'être un système d'idées et de formules définitivement clos, est une *méthode*,

(1) *Materialismo storico ed economia marxista.* — Palermo, 1900.

(2) *La filosofia del Marx.* — Pisa, 1899.

(3) *Saggi sull' interpretazione materialistica della storia.*

(4) *Le premesse filosofiche del socialismo.* — Napoli, 1897.

c'est-à-dire; *un mode d'interprétation*, un instrument d'explication de la vie sociale, ou mieux encore, de l'entier mouvement historique qui s'accomplit, si l'on considère principalement les causes matérielles et économiques du mécanisme de la société.

Puisqu'il n'est qu'une méthode, le matérialisme historique ne saurait être rendu responsable des erreurs métaphysiques de ceux qui ont traduit en rigides catégories économiques, en schèmes vides et exsangues, le cours vivant, le processus flexible et agissant de l'histoire. De même que l'on commet une erreur en accusant le positivisme — qui est aussi une méthode — des aberrations de certains positivistes, de même il est absurde de combattre la conception matérialiste de l'histoire parce que quelques-uns de ses partisans lui ont fait prononcer des affirmations qu'ils n'eussent jamais soutenues s'ils l'avaient légitimement interprétée.

Des deux formes sous lesquelles apparaît à notre époque le matérialisme historique, la première, absolue et systématique, n'a point été mise en avant par Marx ou par Engels dans leurs écrits fameux. Mais elle se trouve ébauchée dans les beaux ouvrages, géniaux et féconds, de Loria. Dans les travaux de cet auteur, la doctrine du matérialisme historique, privée de sa grave et saisissante vérité, revêt un aspect formel, abstrait, schématique, si bien qu'étant donné certaines catégories et prémisses économiques, on peut en déduire par dérivation directe, automatique, toutes les autres catégories juridiques, politiques, morales etc., qui en sont comme les corollaires logiques ou les conséquences.

Au contraire, l'exigence fondamentale impliquée vraiment dans le matérialisme historique de Marx et d'Engels, consiste à rechercher avec soin les modes concrets de formation causale des phénomènes sociaux dont il faut toujours déterminer les conditions génétiques spécifiques.

Ainsi considérée cette nouvelle vue de l'histoire se distingue par le triple caractère suivant. Elle est : 1° réaliste; 2° critique; 3° dialectique ou évolutionniste.

Eclaircissons en quelques mots le sens de ces trois adjectifs.

La nouvelle conception est *réaliste* en ce qu'elle ne tient compte que de la réalité historique découverte et élaborée à la lumière d'une observation impersonnelle. Par exemple : tandis que quelques théories sociologiques contemporaines font du droit, de l'État, etc... le produit du facteur religieux ou du facteur moral d'un peuple, la conception réaliste soutient que ce sont là de pures idéologies, parce qu'il faut étudier ces phénomènes comme des formations spécifiques de conditions historiques spécifiées, comme des données correspondant à des situations sociales déterminées ou en dernière analyse à des conditions économiques déterminées.

Elle est *critique*, parce que, par l'analyse des données fournies par la réalité et la mise en lumière de leurs causes effectives, elle ne se contente pas de tracer, comme les évolutionnistes, le paradigme schématique, plus ou moins complet, des divers facteurs physiques, biologiques et sociaux de la civilisation. Mais, réduisant toutes les conditions déterminantes de la formation

causale à leur substructure économique et à la division des classes sociales qui en résulte, elle se propose de vérifier la valeur réelle et concrète de ces causes, en précisant leur degré d'énergie, leur rayon d'influence, et tend à ramener le processus social à ses conditions les plus élémentaires jusqu'à pouvoir suivre tous les mouvements par lesquels passe tel ou tel fait social, depuis son origine dans les profondeurs de la substructure économique jusqu'à sa révélation comme mobile d'action dans la conscience humaine.

Enfin, elle est *dialectique* dans le sens qu'Engels attribue à la dialectique (1) en l'appelant la science du mouvement et du développement de la nature, de la société et de la pensée; en d'autres termes la théorie matérialiste de l'histoire, après avoir pris comme sujet d'études les éléments dont se compose une société, et en avoir déterminé les rapports réciproques, les influences actives, passives et la loi de mouvement, les fonde dialectiquement en une conception vivante et organique de l'histoire dans laquelle on trouve, pour ainsi dire, photographiée et réfléchie, la totalité et l'unité de la vie sociale avec son rythme effectif.

Puis, tandis que presque toutes les théories sociologiques plus modernes (comme celles d'ailleurs qui ressentent l'influence des vues dynamiques et évolutionnistes) décomposent, par un procédé d'abstraction, une société donnée en ses éléments pour les disposer ensuite sous la forme d'une série linéaire dans laquelle l'un est considéré comme cause et l'autre comme effet;

(1) *Umwälzung der Wissenschaft*; S. 144. — Stuttgart, 1894.

le matérialisme historique au contraire — véritable héritier de l'esprit de la dialectique de Hegel, — proclame que si de semblables oppositions polaires, métaphysiques, peuvent se vérifier, elles ne se produiront que dans les moments de crise, au lieu que dans les périodes de calme, le développement historique est dominé par la forme de l'action réciproque des forces inégales avec la prédominance constante du mouvement économique qui est toujours le plus puissant et le plus décisif.

Tels sont, dans leurs lignes maîtresses, les principaux caractères par lesquels la conception matérialiste de l'histoire de Marx et d'Engels se détache, comme nous le verrons, de toute autre direction congénère ou collatérale de la sociologie contemporaine.

Nous allons montrer maintenant, avec l'appui des études du professeur Labriola, — le seul en Italie, qui ait su s'imprégner de l'esprit même de la culture intellectuelle de Marx et d'Engels — qu'au fond de la doctrine du matérialisme historique, on retrouve : 1° une tendance philosophique particulière dans les conceptions générales de la vie et du monde; 2° une critique spéciale de l'économie dont les modes et les procédés sont réductibles à des lois uniquement parce qu'elle représente une phase historique déterminée; 3° une interprétation donnée de la politique et surtout de celle qui concourt à l'orientation du mouvement ouvrier vers le socialisme.

Et tout d'abord, parlons de la conception générale de la vie et du monde (*Lebens und Weltanschauung*) qui d'après Labriola est immanente au matérialisme historique. « La philosophie implicite du matéria-

lisme historique est la *tendance formelle* au monisme » — marquant en termes précis par le mot *tendance* « la conviction de l'esprit que tout est objet de pensée comme genèse, que cet objet de pensée n'est que genèse et que la genèse présente les caractères de la continuité. »

Donc, si nous nous arrêtons aux termes seuls, il semblerait bien que la conception philosophique énoncée maintenant dût se confondre avec celle qui constitue le fondement des doctrines évolutionnistes en général, mais en approfondissant au contraire leur signification effective, il apparaît aussitôt que le matérialisme historique occupe une place à part, remplit une fonction spécialisée dans l'encyclopédie du savoir philosophique.

En fait « ce qui différencie — affirme Labriola — ce sens de la genèse des vagues intuitions transcendantes (par exemple Schelling), c'est le discernement critique et par suite le besoin de spécifier la recherche historique : ou encore le rapprochement de l'empirisme et le renoncement à la prétention de tenir dans sa main le schème universel de toutes les choses. Les évolutionnistes vulgaires procèdent de la manière suivante : ils saisissent la notion abstraite du devenir (évolution) et y renferment toutes choses, depuis la concrète action de la nébuleuse jusqu'à leur propre fatuité. Ainsi faisaient les « suivants » de Hegel avec le rythme prédominant et perpétuel de la thèse et de la synthèse. La raison principale de la perspicacité critique avec laquelle le matérialisme historique corrige le monisme est qu'il part de la *praxis* c'est-à-dire du développement de l'activité, et comme il est la théorie de l'homme qui

travaille, il considère aussi la science elle-même comme un travail. Il porte enfin jusqu'à son accomplissement le sens impliqué dans les sciences empiriques; et nous, par l'expérimentation nous nous rapprochons de la manière d'être des choses, et nous arrivons à cette persuasion, que les choses elles-mêmes sont une manière d'être, ou mieux un produit. »

De la sorte, le matérialisme historique, avec la théorie génétique effective qu'il porte en lui, se présente comme capable de résoudre les questions d'une façon plus sûre et plus décisive que tous ces systèmes philosophiques établis sur le concept purement formel d'une évolution, qui, pour vouloir tout classifier et tout expliquer au moyen de son universalité et de son uniformité, a fini par devenir une formule vide de sens réel, imprécise et arbitraire.

Ainsi, la méthode d'étude proposée par la philosophie évolutionniste nous enseigne l'application, aux diverses phases d'un processus déterminé des phénomènes, de la formule générale et unique de l'évolution, qui va de l'homogène à l'hétérogène, de l'indifférencié au différencié, forçant et défigurant parfois le processus flexible de la réalité pour le faire rentrer dans les entraves d'un schème *à priori*. Tout au contraire, la méthode adoptée par le matérialisme historique nous apprend à ne jamais nous éloigner de l'empirisme et à nous tenir toujours dans le champ des recherches spécifiées, à rechercher de temps en temps avec soin, toutes les conditions, les corrélations effectives et les rapports concrets de coexistence, d'action et de réaction réciproque qui peuvent exister entre les divers phénomènes soumis à l'examen.

Ici, nous nous heurtons cependant à une objection spécieuse soulevée par Croce (1). Celui-ci ne sait point voir les raisons pour lesquelles, sous la dénomination de matérialisme historique, s'introduisent deux sortes de choses différentes, savoir : un procédé d'interprétation historique et une conception déterminée de la vie et du monde; tandis que d'après lui il n'y a aucun lien logique ni de cohésion mentale, entre ces deux ordres d'idées.

En ce qui nous concerne, nous l'avouons, à la différence de Croce, nous trouvons évidentes les liaisons logiques et objectives qui relient ces deux espèces de recherches. Non seulement il nous paraît que l'orientation de la pensée moderne vers le monisme se trouve contenue, au fond, dans le matérialisme historique, mais il nous semble de plus que Marx et Engels donnèrent surtout à leur doctrine cette attitude précise en présence des questions ontologiques.

Nous ne saurions comprendre véritablement les raisons de ceux qui voudraient encadrer, dans le matérialisme historique, le positivisme de Comte, avec lequel il proteste de se trouver, au sujet du concept du progrès indéfini de la pensée, résultant du développement indéfini de l'expérience humaine. Nous rejetterons tout lien d'affinité entre le positivisme Spencérien et notre théorie, parce qu'il est simplement schématique et non pas rigoureusement moniste en

(1) Per l'interpretazione e la critica di alcuni concetti del Marxismo; p. 29, 30; *op. cit.*

tant qu'il dissimule mal le noumène de l'inconnaissable qu'il présuppose.

Nous nous opposerons enfin à toute tentative de conciliation théorique entre la conception marxiste et le néo-criticisme qui laisse sans solution l'éternelle question de l'esprit et de la matière, ou plutôt la résout par le dualisme. Cependant il nous est impossible de ne pas admettre les liens intimes qui rapprochent l'évolutionnisme moniste et l'interprétation historique de Marx et d'Engels.

En réalité, que le matérialisme historique soit essentiellement moniste, nous répétons qu'il n'y a point de difficultés à l'admettre, en particulier après la démonstration de Plekhanoff (1); puis que ses principes ne soient pas en opposition avec les vues du monisme évolutionniste, cela ne nous semble pas difficile à prouver. Tout d'abord, ces deux théories acceptent en commun le concept d'information du *devenir*, de l'*évolution*, d'après lequel tout phénomène, du premier au dernier et quelle que soit sa nature, naît, évolue, disparaît et renaît sous des formes diverses au sein de l'univers, grâce à son énergie propre, indépendamment de tout être fantastique qui en ordonne la genèse et en gouverne la vie. En second lieu, les deux doctrines reposent chacune sur la même pierre angulaire de l'*épigénèse*, par laquelle toute nouvelle formation n'est pas un simple passage de l'un à l'autre point d'une même série continue, mais un produit nouveau

(1) Beiträge zur Geschichte des Materialismus. — S.155, etc. Stuttgart, 1896.

où l'organisation des éléments variés, dépouillés des formations antérieures, revêt un aspect tout à fait propre et caractéristique (1).

Enfin, la forme économique bourgeoise, selon le matérialisme historique, n'est que le résultat d'une plus parfaite et évolutive intégration des formes économiques antécédentes, de la même manière que, dans les théories évolutionnistes, les mondes qui peuplent l'espace infini sont le produit d'épigenèses et de différenciations de la matière primordiale, et que les organismes complexes polycellulaires (*eteroplasti*) sont dérivés d'autres plus simples, unicellulaires (*omoplasti*).

A coup sûr, vouloir aller au delà de cette pure analogie, c'est pousser trop loin. Cela ne signifie en rien la négation de toute possibilité de conciliation entre ces deux conceptions, ni l'exclusion de toute connexion logique ou de cohésion mentale entre de tels ordres de recherches qui se produisent sans doute dans des champs différents et distincts de la réalité, mais qui sont placées au fond sous le même angle visuel et animées du même esprit d'investigation comme nous avons tenté de le démontrer brièvement.

Engels l'a ainsi compris, C'est ce que prouvent les pages par lui consacrées dans son « *Ludwig Feuerbach* » (2) à la démonstration de l'immense action exercée sur le progrès de notre connaissance, relative-

(1) A. Labriola : I problemi della filosofia della storia, p. 20, etc. Roma, 1887.

(2) Feuerbach und der Ausgang der klassischen deutschen Philosophie, p. 41, etc., Stuttgart, 1895.

ment à la connexion des différents processus naturels, par les trois grandes découvertes, de la cellule comme unité fondamentale des corps, de la transformation de l'énergie, et de la théorie du transformisme des espèces de Darwin.

Tout cela, nous le disons, naturellement, sans avoir la prétention même éloignée de vouloir réunir en faisceau, d'harmoniser en un seul corps, ces deux doctrines qui, séparées, sont mieux à leur place, bien que l'une d'elles, le monisme évolutionniste, constitue le fondement philosophique sur lequel peut se placer le matérialisme historique, comme la partie dans la vision du tout. Mais, de cette tendance formelle du matérialisme historique vers le monisme, il ne faut jamais séparer la vertu propre qu'a le marxisme de se tenir en équilibre dans un domaine de recherches spécialisées comme nous l'avons déjà rappelé.

Dans ce que nous avons dit jusqu'ici, on peut clairement remarquer que le problème des rapports du matérialisme historique avec le reste de la culture scientifique contemporaine est grave et complexe. Il est facile, à le considérer ainsi, génériquement, de confondre — à cause des divers points de ressemblance qui les rapprochent — la philosophie immanente du marxisme avec le positivisme et le relativisme moderne, tandis que celle-ci — nous l'avons répété à satiété — a apporté un point de vue propre de la nouvelle intuition philosophique du monde.

Au moyen d'une telle inversion de l'angle visuel, qui est particulière au matérialisme historique, cette doctrine a ouvert une nouvelle phase difficile à surpasser, dans le domaine de la « gnoséologie ». Thésaurisant

les prémisses de la théorie positive et érigeant en système les exigences de la méthode historico-génétique, elle a démontré, pour employer les expressions de Labriola, comment, « à l'auto-mouvement rythmique d'une pensée existant par elle-même se substitue l'auto-mouvement des choses dont la pensée est, en dernière analyse, un produit. »

Puisque cet argument, de capitale importance, comporterait ici un trop long discours, nous nous permettrons de renvoyer le lecteur désireux de le voir traiter en entier, à un autre ouvrage (1) et de passer maintenant à la discussion succincte du second problème énoncé plus haut.

La recherche fondamentale qui se trouve à la base de toute l'œuvre de Marx, si on la débarrasse naturellement de toutes les digressions critiques et historiques qui en forment comme le contour, a pour objet la découverte des faits et des lois constatées dans cette phase déterminée de l'histoire dans laquelle nous vivons, c'est-à-dire, pour nous servir de l'expression préférée de Marx, dans la société capitaliste. En somme, l'intuition philosophique dont nous avons parlé jusqu'à présent est simplement sous-entendue, elle n'est jamais explicitement énoncée dans le *Capital*, et les règles du matérialisme historique sont les fils secrets qui meuvent et dirigent les recherches contenues en lui. En d'autres termes, tandis que ces deux ordres de connaissances abstraites constituent comme

(1) A. Gropali : La science comme phénomène social. Paris, Giard et Brière, 1898.

les prémisses sous-entendues, les présuppositions doctrinales de la conception progressive de l'œuvre de Marx, la critique de la société capitaliste actuelle en forme au contraire comme le sujet principal et la moelle essentielle.

En fait, l'analyse objective du capitalisme qui concerne la constatation de l'origine et du processus de la plus-value, de la genèse sociale du salariat, du mécanisme de la circulation et des lois de la distribution, forme, si l'on peut dire, le fond de l'organisme du livre, auquel servent d'ornement naturel les descriptions historiques, les invectives passionnées, les sarcasmes amers, les satires pénétrantes.

La tendance objective, révélée par les lois immanentes au développement de cette même société, est la tendance à la propre dissolution par suite d'une intime et irréconciliable contradiction de la potentialité de ses forces productives et de son ordre juridique, impuissant à réaliser d'une manière stable le bien-être social. Celui-ci sera assuré au contraire, suivant les deux principaux théoriciens du socialisme scientifique, par un ordre juridique différent, fondé sur le *collectivisme*, considéré comme le corollaire inévitable de la dissolution du capitalisme et comme la seule forme sociale progressivement possible. La conséquence pratique de cette conception de la vie sociale — reflet et conscience théorique d'un état de fait constaté dans une période et dans un pays, l'Angleterre, dans lesquels le capitalisme avait atteint le plus haut degré de son développement — fut et ne pouvait être qu'une interprétation donnée de la politique, pour avoir une connaissance adéquate des conditions économiques et sociales de

chaque pays comparé au marxisme et soumis en quelque sorte à sa mesure, en vue de coopérer au développement extrême de la bourgeoisie et d'éduquer enfin le prolétariat destiné à la remplacer et à préparer l'avènement du collectivisme qui sera instauré par la force des choses et par les efforts des hommes.

Les lignes directrices et maitresses de cette politique se trouvent nettement tracées dans les œuvres de Marx et d'Engels et peuvent se résumer sous les deux chefs essentiels : de la lutte des classes et de la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat.

Cette politique, quoique suggérée aux deux théoriciens du socialisme par les conditions de fait de l'Angleterre, a pris une valeur et une extension internationales, parce que, comme Marx lui-même l'a génialement observé « le pays le plus développé industriellement montre l'image de leur avenir aux pays qui marchent après lui dans la voie de l'industrie » (1) et aussi parce que les rapports sociaux tendent, franchissant les barrières nationales, à se généraliser et à devenir communs. Quoi qu'il en soit, il est certain — comme le dit fort bien Croce — que la continuation de l'œuvre politique de Marx est beaucoup plus difficile que la continuation de son œuvre scientifique.

*
* *

C'est presque devenu une mode, dans ces derniers temps, de faire rentrer de vive force dans l'orbite de la conception matérialiste de l'histoire, d'autres manifes-

(1) *Il capitale*, prefazione; p. 5. Biblioteca dell' economista. Série III, Torino, 1886.

tations hétérogènes de l'esprit scientifique moderne, tels que, considérés dans leur signification abstraite, l'évolutionnisme, le darwinisme etc., sans penser que si de telles théories sont susceptibles d'intégration logique, cette intégration est destinée comme tout produit hybride à devenir inféconde sinon entièrement superflue et inutile.

Le concept de l'intégration des doctrines marxistes et des théories de l'évolutionnisme de Spencer ou de la conception du transformisme biologique de Darwin, constitue le noyau fondamental de la thèse soutenue avec une si suggestive éloquence par Enrico Ferri, dans son « Socialismo e Scienza Positiva » (1). Mais ces vues de Ferri nous paraissent fausses pour plusieurs raisons.

D'abord, il est contraire à toute raison chronologique et historique de vouloir mettre ensemble et compléter l'une par l'autre, les théories évolutionnistes avec la doctrine marxiste ; de dire que celle-ci n'est que *la logique et nécessaire conséquence de celles-là*, parce que, comme on le sait, bien différentes sont les prémisses idéologiques et les présuppositions réalistes d'où procéderent ces diverses conceptions ; en second lieu, ainsi que l'a exactement observé Kautsky (2), essentiellement dissemblables sont les deux points de vue de ces théories qui représentent tout au plus comme l'a dit Labriola (3) avec finesse, et comme nous (4) l'avons

(1) Roma, 1894. — Paris, 1897, chez Giard et Brière.

(2) Darwinismus und Marxismus. Neue Zeit, n° 23, 1894-95.

(3) *Op. cit.* saggio 1°.

(4) Saggi di sociologia, p. 137-143, *op. cit.*

expliqué nous-même, un cas de développement analogique.

Il ne sera pas inutile, étant donné notre but, d'insister un peu plus longuement sur les différences des principes fondamentaux et sur la divergence des conclusions dernières qui interviennent entre ces deux groupes de doctrines, afin de rechercher si, en vérité, elles s'excluent ou concordent entre elles.

Ici, il importe cependant de conserver, toujours présente, la distinction entre le transformisme biologique de Darwin et l'évolutionnisme universel de Spencer, si l'on veut bien comprendre leur position par rapport au matérialisme historique. La première de ces théories se limite à étudier l'origine et la succession des êtres vivants, démontrant la filiation continue des organismes complexes avec les organismes simples, la descendance des animaux et des végétaux polycellulaires, des êtres unicellulaires à travers la lutte pour l'existence, l'hérédité et l'adaptation. La seconde veut expliquer tous les phénomènes de la nature depuis la formation des astres jusqu'à la formation des sociétés humaines, comme des transformations de la matière par l'œuvre des forces qui la constituent et qui ne sont que des modes particuliers du mouvement qui l'animent et l'agitent. Cette dernière, avec son principe mécanique et unitaire, veut nous dévoiler le secret du jeu mystérieux des forces du monde ; la première, bornant ses observations et ses expériences à un terrain circonscrit de la réalité, s'efforce de nous révéler les lois de la vie végétale et animale, sans pénétrer pourtant dans le domaine réservé à l'histoire.

Le matérialisme historique enfin, — tout en acceptant

les résultats de la théorie du transformisme biologique qui prouve que l'homme n'est pas un être privilégié, soit par origine, soit par sa structure ou son intelligence — se meut dans une sphère d'investigations située plus en dessous d'elle et se trouve séparée de la pure vie animale par la formation d'un terrain artificiel qui est l'œuvre exclusive de l'homme et par la très grande complexité des rapports, les actions et réactions qui interviennent entre les hommes groupés en sociétés.

En somme, le matérialisme historique entreprend ses recherches là où commence à s'organiser l'histoire vraie, c'est-à-dire, là où une certaine quantité d'hommes a vaincu par le moyen du travail ou circonscrit l'action des forces de la nature, en d'autres termes, précisément au point où la théorie darwinienne des espèces suspend et abandonne ses investigations, impuissante à expliquer par ses lois naturelles le devenir humain et le mouvement historique qui se déroulent en grande partie sous l'action des conditions historiques et sociales créées par l'homme lui-même et non pas simplement sous l'influence de la nécessité inflexible du monde et de la mécanique, comme le veut Spencer.

Il y a un abîme — on le devine du reste — entre la manière de Spencer dans son interprétation des phénomènes sociaux et celle de Marx. La conception du supra-organisme de Spencer est très ingénieuse et logiquement déduite, sur le fil d'un raisonnement serré, de tout son système philosophique ; mais pour être trop systématique, elle ne nous reproduit pas dans ses lignes précises les facteurs intrinsèques dont elle voudrait être la clef explicatrice. Le matérialisme écono-

mique de Marx reposant sur la division des classes sociales et de leurs conflits, sujet réel de l'histoire, a réussi à nous représenter avec exactitude la genèse et la ligne concrète du développement d'une société et à tracé les forces effectives et toutes spécifiques qui l'ont fait naître et la feront périr.

Cherchons à mieux démontrer, par un exemple, ce que nous venons d'affirmer. Pour Spencer, la formation d'un astre, la conscience d'un homme, la vie d'une société, sont toutes des manifestations du même principe de la permanence de la force, des transformations d'une énergie unique préexistante, les rythmes particuliers du grand mouvement de *l'évolution*, dont la loi est le passage de l'uniforme, de l'homogène, de l'indifférencié au varié, à l'hétérogène, au différencié. L'illustre philosophe de Derby, procédant de cette façon, a réduit, il est vrai, à l'unité les multiples énergies du monde; mais sa conception de l'univers, trop générale et schématique, est une conception à travers les mailles de laquelle tout passe et à la lumière de laquelle rien ne s'explique.

Le même reproche peut être adressé à sa sociologie qui, pour être excessivement abstraite et susceptible d'application à tous les peuples dans toutes les époques et dans tous les milieux, laisse toujours en définitive sans solution, inexplorés, les problèmes mêmes qu'il s'agit d'expliquer, c'est-à-dire, les différences spécifiques et la physionomie distincte de périodes historiques déterminées que nous appelons communisme primitif, régime de l'esclavage, féodalisme, bourgeoisie etc... Le matérialisme historique, tout au contraire, reproduit des formations sociales concrètes, cherchant à com-

prendre l'entrelacement et la complexité des faits sociaux dans leur connexion intime comme dans leurs manifestations extérieures, pour renouer au moyen d'un très délicat procédé d'analyses et de réductions, les données des lois, des mœurs, de la pensée, du sentiment etc., à une situation économique déterminée — sans oublier, bien entendu, la force de réaction qu'ils peuvent exercer — et encadrer cette structure économique spécifiée dans le milieu de ce territoire sur lequel un certain groupe d'hommes, réunis par les rapports de race ou de consanguinité, vit et travaille.

*
* *

Après avoir résumé, en substance, la théorie du matérialisme historique, expliqué ses caractères fondamentaux et démontré la place qu'il occupe dans l'histoire des principales directions de la pensée contemporaine, il nous reste encore, pour épuiser entièrement l'objet que nous nous proposons, à défendre le matérialisme historique contre les critiques plus importantes qui lui furent adressées, à mettre en lumière sa haute et indiscutable valeur scientifique.

L'écrivain qui, avec la plus grande lucidité et profondeur de la pensée, a su réunir et mettre en relief les points faibles de la doctrine marxiste, a été Chiappelli ; dans l'œuvre déjà citée, il formule ainsi les critiques qu'il oppose à la conception matérialiste de l'histoire.

1° L'histoire et la raison démontrent en réalité le contraire de ce qu'affirment de diverses façons Engels et d'autres socialistes, savoir : que l'action du facteur économique dans la société est beaucoup plus évidente dans l'époque récente qu'aux temps anciens.

2° Le socialisme critique, soit comme théorie, par les traces qu'il conserve de l'idéalisme allemand, soit comme pratique, dans l'agitation, dément en fait ses propositions de déterminisme et de matérialisme, en reconnaissant la valeur de l'élément éthique et de l'autonomie personnelle qui s'insinue dans le processus de la réalité.

3° La rénovation doit commencer par les esprits. C'est reconnaître comme principe et en fait, dans l'intérêt même du socialisme, la valeur de cet élément moral qui, négligé par le matérialisme historique, semble ensuite d'autant plus nécessaire; parce qu'il n'apparaît pas de toute évidence, que la présente agitation ouvrière, conséquence d'une longue suite d'évènements historiques, doive réussir indiscutablement à renverser l'ordre social de la production.

La première critique du professeur Chiapelli nous semble inopportune et intempestive. Intempestive, disons-nous à dessein, puisque si une objection, en apparence fondée, peut être soulevée, c'est assurément celle qu'a déjà mise en circulation Petrone, dans un de ses essais courts et pourtant denses de doctrine, dans lequel il dit que vouloir « disjoindre la conception matérialiste de l'économie capitaliste d'où elle a jailli, pour l'étendre à l'universalité de l'histoire humaine, équivaut à vouloir objectiver l'expérience du moment en la traduisant en une catégorie conceptuelle et en la formulant *sub specie æternitatis* » (1). Et cela se conçoit comme l'on

(1) Saggio sulla concezione materialistica della storia. Rivista Internazionale di scienze sociali e discipline ausiliarie, p. 560, Roma 1896.

comprend aussi que pour combattre l'extension de cette théorie à tous les âges de l'histoire, Barth (1) ait soutenu la prédominance de la politique sur l'économie dans les premiers temps, lorsqu'il n'existait encore ni propriété, ni capital. Mais ce qui ne s'explique pas, c'est par quelle force thaumaturgique, aujourd'hui, dans le plein triomphe de la technique de la production, les conditions de la structure économique devraient cesser d'exercer cette action décisive que, le professeur Chiappelli lui-même le reconnaît, elles durent exercer sans aucun doute dans les civilisations plus vieilles qui précédèrent le communisme primitif.

D'un trait il semble que Chiappelli attribue au développement de l'intelligence, la fonction de paralyser l'importance du moment économique. Là, nous nous trouvons, en face sinon d'un point faible du système marxiste, du moins en présence d'un point que la critique n'a pas élucidé suffisamment : quelle part revient à l'intelligence dans l'invention et le perfectionnement des instruments techniques de travail qui, élargissant la sphère des forces productives, renouvellent les conditions de la vie sociale. Renvoyant le lecteur à nos autres écrits (2), nous nous bornons à dire que l'action *indirecte* et *médiate* de l'intelligence, même portée à son plus haut degré de développement et de splendeur, ne suffit pas à nous expliquer la raison de cette indépendance de l'idéologie — survenue on ne

(1) Die Geschichtsphilosophie Hegels und der Hegelianer etc. Leipzig 1890.

(2) *Critica Sociale*. Anno V, n° 23. Anno VI, n° 37. I caratteri fondamentali del fenomeno sociale etc. La genesi sociale del fenomeno scientifico. Torino, 1899.

sait ni on ne comprend pourquoi, à la dernière phase de l'évolution — vis-à-vis du facteur économique. Bien plus : si le développement de l'intelligence peut expliquer la séparation des phénomènes du second degré, ainsi que le nomme Labriola (1), c'est-à-dire, les objets de la fantaisie et de la pensée dans la production de l'art, de la religion, de la science, ce développement ne suffit certes pas à nous éclairer — si ce n'est en nous faisant retomber dans l'erreur de Comte, Buckle, etc., etc. sur la séparation des phénomènes juridico-ético-politiques du substrat économique.

Pas davantage ne vaut la prétendue constitution de l'état sur le fondement de la propriété privée, à moins que, loin de voir en lui l'organisation et la défense de certains intérêts déterminés d'une classe sociale donnée contre une autre, on reconnaisse en lui, comme les historiens anciens, le propulseur du mouvement historique, l'auteur de la société.

La seconde critique est d'assez faible importance, en ce qu'elle ne touche pas le matérialisme historique dans sa forme la plus pure, telle que le présentèrent Marx et Engels, et en ce qu'elle a déjà été victorieusement combattue par des champions valeureux comme Kautsky (2), Mehring (3), Lafargue (4), Labriola (5), Deville (6), etc.

(1) Del materialismo storico. Delucidazione preliminare, p. 109. Rome, 1896.

(2) *Neue Zeit*, nos 47, 52 (1895-96) ; n° 7, 8, 9 (1896-97).

(3) *Die Lessing Legende*, S. 451 etc. Stuttgart 1895

(4) *Neue Zeit*, n° 45, 46 (1894-95).

(5) *Op. cit.*, p. 67.

(6) *Principes socialistes*, p. 1, 10, Paris, 1896.

En fait, quiconque possède une connaissance, même superficielle, de ces écrits, ne sait pas seulement que la pensée, dans le matérialisme historique, est considérée comme un reflet mental des choses qui se déroulent en dehors de notre activité, une élaboration des matériaux qui se trouvent dans le milieu qui nous entoure, mais sait encore que cette pensée, loin d'être comme une ombre qui toujours suit les choses, un élément inerte, est un centre de forces vives, qui, déterminé, détermine à son tour et produit des changements dans le milieu même d'où il a tiré sa raison d'être et de vivre.

En dernier lieu, ce que le matérialisme historique se refuse à admettre, ce n'est point la passivité et l'absence d'énergie de l'idée, mais son autogénie, sa génération spontanée : une fois que cette idée est née dans des conditions sociales et des circonstances données, elle acquiert une puissance de réalisation qui ne s'éteint pas en un instant, une efficacité que l'on ne peut négliger. Et ce que l'on dit de l'idée doit être également répété de l'élément éthique, du droit, etc. Voilà ce que du reste ni Marx ni Engels, dans leur sens vigilant de la réalité, n'ont jamais méconnu, comme le démontre, parmi tant d'autres, ce passage d'une lettre de 1890 écrite par Engels, dans laquelle il dit :

« La situation économique est la base : mais les différents *moments* de la structure supérieure, les formes politiques de la lutte de classe et ses résultantes, les constitutions établies par la classe victorieuse, les lois et même les reflets de tous ces contrastes réels sur le cerveau de tous ceux qui y participent, les théories politiques, religieuses, juridiques, etc., tout cela exerce

son action sur le cours des mouvements historiques et agit quelquefois d'une manière prépondérante sur leur forme.

Un mot sur *l'autonomie personnelle*, qui, en opposition avec les propositions déterministes et matérialistes du communisme critique, s'insinue dans le processus de la réalité. La conception du matérialisme historique ne veut pas nier davantage l'autonomie personnelle. Dépasant les vues antithétiques des déterministes absolus, qui la rendent ridicule, et des historiens suivant la manière de Carlyle, qui l'exaltent dans les héros, elle la rattache au contraire à des conditions sociales données, explique et illumine sa sphère d'action en disant comment l'individu peut seul déterminer *le degré et la forme, la moindre ou plus grande rapidité* du processus social, mais ne saurait changer la *direction de l'évolution* inéluctablement donnée par les rapports matériels (1).

Descendons maintenant des nuages des doctrines abstraites, sur le terrain solide de la réalité, et voyons s'il est exactement vrai que le socialisme démente en fait ses présuppositions théoriques.

La conception matérialiste de l'histoire, née dans ce siècle, de conditions précises, sous l'inévitable suggestion du monde nouveau en voie de création, ou bien la révolution prolétarienne (comme l'a magnifiquement démontré Labriola) (2) a mis en théorie et tracé la trajectoire du capitalisme qui porte dans son sein les germes de sa propre dissolution. Cette théorie, reflet

(1) *Neue Zeit*. Vol. 1890.

(2) *In memoria del manifesto dei Comunisti*. Rome, 1895.

et conscience du monde extérieur, révélant par conséquent, d'une part l'inévitable dissolution du capitalisme basé sur la concentration toujours croissante des richesses et sur d'autres faits déjà mentionnés, et traçant d'autre part la fonction historique du prolétariat naissant, c'est-à-dire éclairant la *direction de l'évolution*, n'explique pas seulement l'apparition de l'idéal rédempteur du quatrième état, issu des entrailles mêmes de l'ordre de choses présent, mais elle agit en même temps cet idéal — en appréciant hautement sa valeur morale — comme un étendard de bataille et encourage les prolétaires à s'unir pour accélérer le cours du processus social tourné vers la socialisation des moyens de travail.

Donc, il n'y a ni contradictions, ni dissonances, mais la plus parfaite et la plus étroite cohérence, entre la théorie — qui tout en ne reconnaissant pas la spontanéité admet la force (et quelle force !) de réaction des facteurs idéologiques — et la pratique, la plus haute et logique consécration de ce que la théorie affirme.

La troisième et dernière objection, dont la première partie, en ce qu'elle accuse le matérialisme historique de négliger l'élément moral, a été maintenant réfutée par nous, est relative à la non évidence de l'inéluclabilité de l'ordre social de la production prévu.

Il est à propos, ici, de noter que jamais ni Marx ni Engels n'ont songé à affirmer le nécessaire avènement du communisme indiqué et prédit par eux. Les prévisions qu'ils firent, forts de l'analyse et de la profonde dissection de l'histoire, étaient des prévisions d'un caractère *morphologique*, comme le remarque bien Labriola, et non utopique ou romantique. Ils se bornaient

à constater comment, pour la société présente avec ses maux et ses conditions douloureuses dérivées de la substructure économique, la seule solution était le socialisme qui peu à peu et à des signes manifestes se formait dans son sein.

Ils étaient trop rompus aux recherches historiques, pour discuter du futur social comme d'une possibilité abstraite qui s'instituerait par la libre élection des hommes; ils étaient trop experts dans la connaissance des lois qui régissent le développement d'une société, pour oublier la faculté d'adaptation protéiforme du plasma social et admettre comme indiscutable la réalisation du communisme, même contre l'action de circonstances et d'accidents, *tunc et nunc* imprévus, mais qui pourraient le faire dévier ou le rendre tout à fait superflu ou insuffisant.

Personne ne peut maintenant prédire si la société présente touchera le bord du futur collectivisme et à quelle époque cela se produira : ce qui est certain, c'est qu'à l'heure actuelle les socialistes, en tenant la proue de leur navire tournée vers l'organisation sociale de la production, naviguent au milieu d'un courant favorable. Il appartient à un futur éloigné qui est encore dans les mains de Jupiter de voir si, comme Christophe Colomb, au lieu d'arriver aux Indes, ils n'aborderont pas sur les plages fertiles d'une nouvelle Amérique.

*
* *

A notre contre-critique quelques observations d'ailleurs bienveillantes et courtoises ont été adressées par

Marchesini (1). Il conteste qu'il soit facile de comprendre l'autonomie personnelle lorsqu'on attribue au facteur économique une absolue et universelle prééminence; puis que le marxisme n'a pas été le premier à nier que l'idée naisse spontanément.

Ces deux arguments, nous semble-t-il, proviennent d'un malentendu qu'il importe de dissiper.

Marchesini sait que le matérialisme historique est une conception entièrement sociologique, et comme telle n'a pas pour objet l'explication des faits individuels, mais plutôt celle des phénomènes généraux, des phénomènes typiques. De même que lorsque la statistique dit que dans l'année X il y a eu une grande production de blé et que corrélativement à ce fait il y eut un grand nombre de mariages, elle n'entend pas dire que l'individu Z s'est marié à cause de cette récolte abondante; de même le matérialisme historique en affirmant que les produits idéologiques dérivent *en dernière instance* (non directement!) de la vie matérielle et de l'ambiance économique artificielle, n'entend en aucune manière affirmer que l'individu Z modèle sa conduite morale sur l'empreinte de sa situation économique. Donc, nous ne croyons pas qu'il soit exact de dire que le matérialisme historique attribue une absolue et universelle prééminence au facteur économique, dans la causation des actes individuels, pour la raison qu'il veut seulement démontrer comment les variations des phénomènes sociaux dépendent des va-

(1) La teorie dell' utile, p. 207-208. Palermo, 1900.

riations du facteur économique, ainsi que nous l'avons déjà vu.

Ce n'est point la formation de l'idée dans le cerveau d'un individu, mais la constitution des produits idéologiques (complexus de doctrines, de croyances, de superstitions, etc.) dans la société que le matérialisme historique entend étudier et expliquer en la rattachant au substrat économique, au moyen de la même méthode scientifique par laquelle les psychologues modernes font dériver le processus psychique de l'individu. Ce serait une hérésie scientifique de rejeter la théorie de l'autonomie de la raison, défendue avec tant d'enthousiasme par Marchesini et de la dire inconsistante parce que la raison, à son tour, suppose une base organique; ce serait aussi une absurdité, à notre avis, de soutenir que le matérialisme historique est fondé sur une contradiction dans les termes, parce qu'en admettant l'action efficace de la réaction des phénomènes idéologiques dans une société, il les fait dériver en dernière analyse de la substructure économique.

Aussi, pour conclure, le marxisme n'aura pas été le premier qui ait nié l'autogénèse de l'idée (ce qu'il ne pouvait faire parce qu'une telle recherche sort de l'orbite de sa sphère scientifique), mais il a été le premier sans doute, avec la plus grande conscience, à étudier le processus de formation sociale des produits idéologiques, sans les considérer comme des facteurs originaux et indécomposables. Il est vrai que Marchesini (d'accord en cela avec Asturaro (1) qui nous reprocha

(1) Préface à nos « Saggi di Sociologia ».

de ne pas avoir abordé le problème de la classification des phénomènes sociaux) nous oppose qu'une sociologie qui ne saurait dire autre chose que le phénomène économique est le plus fondamental de tous, ressemblerait à une physiologie qui se serait limitée à constater le caractère fondamental de la nutrition. Mais cela n'empêche pas, selon nous, qu'une telle physiologie serait toujours scientifiquement supérieure à toute autre qui nous dirait seulement que la vie dépend de tous les coefficients de notre organisme, sans rechercher ensuite quel est le plus essentiel.

En dehors de tous les mérites, que nous avons peu à peu et patiemment mis en lumière, le matérialisme historique s'impose aussi à l'attention de tout homme d'étude cultivé, par ses vues d'une originalité profonde sur le problème capital de la causalité des phénomènes sociaux.

*
* *

C'est un vieux cliché que nous pouvons cependant retenir, que nous ne connaissons un phénomène quel qu'il soit qu'après avoir connu non seulement tous les facteurs nécessaires à sa production, mais aussi le degré d'énergie déterminante de chaque coefficient.

A ce propos, Pareto remarque avec justesse que nos connaissances sur la mutuelle dépendance des phénomènes A, B, C, par exemple, peuvent passer par trois degrés nécessaires : α) Nous pouvons savoir seulement qu'entre les phénomènes il existe une dépendance : que la présence de A et les variations de la grandeur de A influent sur B, C..., que la présence de B influe sur A, C... — β) Nous pouvons en outre avoir une idée des

liens qui existent entre A, B, C, savoir, par exemple, que quand A croît, B décroît, C croît, etc. En d'autres termes il nous est possible de connaître le sens des variations de B, C, provoquées par une variation déterminée de A. — γ) Enfin, nous pouvons connaître plus que le sens de cette variation, et en calculer avec exactitude la grandeur. Parvenue à ce point, notre connaissance de l'ensemble des phénomènes A, B, C, est complète et parfaite (1).

D'où il résulte que dans la sociologie, il est nécessaire d'abord de rassembler et d'énumérer tous les coefficients des phénomènes sociaux, en raison de leur importance génétique. En somme, il ne suffit pas de dire que le phénomène social est le produit le plus élevé de tout l'homme social et de tous les facteurs du milieu; il faut encore éclaircir et préciser, en les disposant dans leur ordre génétique, suivant leur efficacité déterminante, la sphère d'énergie et le degré d'influence de chaque coefficient.

C'est précisément l'essai d'étude des variations de tous les phénomènes sociaux en tant qu'elles sont provoquées par les variations du phénomène économique, le plus simple et le plus primitif de tous, qui constitue, selon notre modeste opinion, l'un des mérites les plus indiscutables du matérialisme historique.

Nous avons dit, après réflexion, que le matérialisme historique est encore un « *essai d'étude* » parce que nous sommes loin de partager l'idée de ceux qui le considèrent comme le spécifique résolvant de toutes

(1) Cours d'Économie politique, etc., II ch. 1^{er}. Lausanne 1897.

les inconnues sociales. Quoi qu'il en soit, on ne pourra mettre ceci en doute : que la théorie de Marx et d'Engels, mieux que toute autre, a eu pour ainsi dire la conscience des difficultés scientifiques du problème et la vision nette des routes qu'il fallait parcourir pour les atteindre et les vaincre. Pour ces motifs, nous avons démontré ailleurs (1) — quoique la conception d'Ardigo partage avec la théorie de Marx l'exigence fondamentale des recherches des modes de formation causale du droit — combien supérieure à celle d'Ardigo était la théorie de Marx qui, si elle ne s'élève pas encore au sommet de la connaissance humaine, représentée par le degré γ dans la description de Pareto, cherche du moins à atteindre le niveau β , en portant ses investigations sur les actions et réactions de tous les phénomènes sociaux comme dépendants de la variation du phénomène économique le plus élémentaire et génétiquement irréductible. Maintenant on travaille activement dans le champ des recherches sociologiques à résoudre le dernier problème posé par Pareto, à établir une classification sériee des phénomènes sociaux.

Mais aussi nombreuses et ingénieuses qu'aient été jusqu'ici les tentatives de De Greef, Worms, Asturaro, Labriola, etc., malgré tout le zèle apporté à ces recherches, nous sommes loin encore du moment où l'on pourra prononcer avec certitude le dernier mot, parce que même le plus simple phénomène social est toujours le produit d'une grande complexité, multiplicité

(1) Discussion avec M. Ardigo sur la sociologie et le matérialisme historique. Paris, 1899.

et combinaison de facteurs. Et toutes ces causes n'agissent pas chacune isolément, mais elles s'entrelacent, se mêlent, s'excluent, se complètent et agissent ou réagissent l'une sur l'autre, de sorte qu'on ne doit pas seulement tenir compte de leur influence directe et absolue, mais aussi de leur action relative, ou bien de la proportion dans laquelle elles sont combinées entre elles.

SUR

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

PAR

M. FERDINANDO PUGLIA

Le *matérialisme historique*, qu'on le considère comme *interprétation* positive des faits historiques, ou comme *conception philosophique* de l'histoire, présente incontestablement certains côtés faibles, qui ont déjà été signalés par divers écrivains. Nous montrerons que la théorie du matérialisme historique est inexacte en deux points fondamentaux : 1° dans sa conception de la *cause* efficiente de l'évolution et du mouvement de l'humanité ; 2° dans sa façon de considérer la *lutte* qui s'est produite et qui se produit dans les sociétés et entre les sociétés humaines.

Sur le premier point nous ferons remarquer qu'il n'est pas conforme à la réalité historique de voir dans

les *conditions économiques* les facteurs uniques des différentes manifestations de la vie sociale, c'est-à-dire des phénomènes moraux, politiques, juridiques, religieux, etc., etc., parce que si on recherche avec soin et sans opinion préconçue les causes des faits historiques, on voit que les transformations sociales se sont produites tantôt en vue d'un idéal *religieux*, tantôt en vue d'un idéal *politique*, tantôt en vue d'un idéal de *domination*, etc., et à certains moments historiques en vue d'un idéal d'amélioration *économique*.

Il faut remarquer, d'autre part, que les causes des phénomènes sociaux sont très complexes et qu'il est souvent difficile de les dissocier dans leurs éléments. Et, en effet, les *idéals*, dont nous avons parlé ci-dessus, qui se présentent à nous comme la cause efficiente ou immédiate des transformations sociales, sont la résultante du concours de diverses autres *causes*, qui peuvent se ramener à trois grandes catégories : 1° les causes *mésologiques* ; 2° les causes *internes* ou mieux *intersociales* ; 3° les causes *anthropologiques* (rentre dans celles-ci la différence des races).

La recherche des causes des faits historiques n'est donc pas aussi simple que se l'imaginent les partisans du matérialisme historique : il n'est pas possible de ramener à un seul facteur ou à une seule cause le mouvement compliqué des événements humains.

Le *facteur économique* a certainement une grande importance pour expliquer les transformations sociales, parce que les besoins de la conservation et de l'amélioration des conditions de vie sont généraux et énergiques, mais il existe beaucoup d'autres besoins non moins énergiques qui exercent une action efficace sur la

vie humaine. Le facteur économique même est un facteur très complexe, et si on se livrait à un examen rigoureusement scientifique des éléments qui concourent à le former, ou mieux encore, si on ne séparait pas (comme le font d'ordinaire les partisans du matérialisme historique) l'examen qu'on en fait de celui des autres facteurs de l'évolution humaine, on verrait que la variété des régimes économiques, que l'on considère comme la cause de la variété des faits historiques, dépend de l'influence du climat, des croyances religieuses, des aptitudes spéciales des individus qui forment les différents groupes humains, etc., etc.

En résumé, nous dirons qu'affirmer que le mouvement de l'humanité dépend exclusivement ou pour la plus grande partie des conditions économiques, c'est soutenir une doctrine inexacte, qu'on la considère soit comme doctrine interprétative des faits historiques, soit comme doctrine philosophique de l'histoire.

Il est maintenant facile de montrer que le matérialisme historique professe des opinions inexactes sur la lutte humaine.

L'histoire des peuples confirme la théorie biologique de la *lutte pour l'existence*, mais en même temps elle nous révèle que la lutte humaine n'est pas simplement une lutte pour *vivre*, mais qu'elle est encore une lutte pour le *perfectionnement* ou le *progrès*. L'évolution des peuples suppose la *lutte* non seulement entre les différents groupes ou les différentes sociétés humaines, mais encore entre les *états* ou *classes* d'individus qui composent chacun de ces groupes.

Or, le matérialisme historique comme conception philosophique des faits historiques, n'a jamais tenu

compte de la lutte entre les différents *groupes* humains (lutte externe), et il a eu le tort d'avoir donné la plus grande importance, pour expliquer la succession des transformations sociales, à la lutte qui se produit au sein de chaque groupe social, à la lutte des *classes*. Mais l'histoire n'est pas le produit de la lutte des *classes* uniquement, mais encore de la lutte continue, plus ou moins violente, des différents groupes humains.

Mais, demandons-nous, y a-t-il eu et y a-t-il de ces luttes de *classes*? Peut-être le mot *classe* est-il mal choisi, et c'est pour cette raison que certains adversaires du marxisme ont nié l'existence des classes sociales; mais il est hors de doute que au sein des diverses sociétés il y a eu et il y a lutte entre un certain nombre d'individus plus ou moins intimement associés entre eux et les autres.

Les partisans du matérialisme historique soutiennent que cette lutte a été et qu'elle est l'effet de conditions économiques. Or, il nous semble que l'histoire ne confirme pas cette théorie.

Nous voyons, au contraire, que la cause *psychologique* de la *lutte des classes* est dans la tendance à l'amélioration des conditions de vie, et nous entendons par conditions de vie non seulement celles qui rendent possible la *conservation*, mais encore celles qui déterminent le *perfectionnement*. Cette tendance donne naissance à un ardent *désir* d'égalité et à la *haine* de *privilège*. Et on désire non seulement l'égalité *économique*, mais encore l'égalité dans la satisfaction du tous les *besoins* de la vie. Nous ne recherchons pas ici si ce désir et ces tendances sont légitimes, ou dans quelles limites, imposées par la nature même des

choses, ils peuvent être réalisés ; mais nous remarquons simplement que la lutte qui se produit à l'intérieur de chaque société n'est pas déterminée par le seul intérêt économique, mais encore par d'autres intérêts, ou mieux par les multiples besoins humains.

Après avoir affirmé que le régime économique est la seule cause des luttes internes, on a conclu que si l'on transformait la *forme* économique actuelle dans un certain sens, la lutte cesserait. Or, c'est là une erreur.

Lorsqu'on étudie la nature humaine sans vues préconçues, on voit qu'il existe entre les hommes une *différence* ou une *inégalité* d'aptitudes : inégalité qui doit déterminer la diversité des conditions de vie. Ni la puissance du législateur, ni le consentement mutuel des individus associés ne pourra déterminer ce *fait naturel*, une *loi* de la nature.

La lutte donc, à l'intérieur des sociétés humaines, sera éternelle : elle subira simplement, comme elle a subi déjà, des transformations dans son contenu. Et il n'y a eu et il n'y aura pas seulement lutte pour l'amélioration ou l'égalité dans l'amélioration des conditions économiques, mais pour l'égalité dans l'amélioration des diverses conditions de l'existence.

Nous concluons de tout ce qui précède que le matérialisme historique ne peut être accepté, ni comme théorie interprétative de l'histoire ou méthode historique, ni comme conception philosophique des faits historiques ; qu'il est nécessaire d'étudier ces derniers *sociologiquement*, si l'on veut créer une véritable *philosophie de l'histoire*, puisque les faits historiques constituent une catégorie déterminée des phénomènes sociaux.

DISCOURS

DE

M. E. DE ROBERTY

Le matérialisme historique est une thèse purement sociologique que le socialisme a adoptée, qu'il a faite sienne et dont il se sert aujourd'hui pour justifier, d'une façon scientifique, ses aspirations et ses revendications égalitaires. Aussi, avant de dire ce que je pense de cette nouvelle doctrine sociologique, je demande la permission de dire ce que je pense — tout le bien et tout le mal — du socialisme lui-même. Mais je serai bref, je condenserai mes opinions à cet égard en quelques mots.

Le socialisme moderne a parfaitement compris qu'il ne pouvait tenir le pouvoir de réformer les sociétés humaines que de la science exacte, de la théorie pure. C'est ce qui a fait sa force et sa grandeur. On l'accuse volontiers aujourd'hui de n'être qu'une sorte de nouvelle croyance populaire aussi inepte et illogique que toutes les autres et qui, en outre, « se propose un idéal

moral très bas », qui promet à la foule « le seul pain quotidien, et cela au prix d'une servitude très dure ». Rien ne saurait être plus faux. Les théories socialistes engagent les hommes à marcher résolument et en rangs compacts à la conquête de la vraie liberté, c'est-à-dire des lumières de la science largement répandues dans les masses profondes du peuple.

La lutte des races et des **classes**, dit-on, et non leur chimérique concorde, a été jusqu'ici le fait dominant de l'histoire. Soit ; mais les efforts du socialisme n'ont-ils pas précisément pour but d'atténuer, dans la mesure du possible, sinon même de supprimer la seule et vraie cause d'un tel désordre social : l'écart qui toujours existe entre la science et la foi du peuple, d'une part, et le savoir et la philosophie des minorités plus éclairées, de l'autre ? Si « les multitudes n'ont ni scepticisme, ni esprit critique », si « leurs convictions tendent toujours à revêtir une forme religieuse, cela ne dépend-il pas, d'une façon manifeste, de la quantité et de la qualité de leurs connaissances ? Prétendre que le succès d'une croyance n'est jamais dû à la part de vérité ou d'erreur qu'elle contient, mais seulement « aux sentiments qu'elle fait naître et aux dévouements qu'elle inspire », me semble une vue effroyablement courte et superficielle, une vue qui ne tient nul compte ni de la genèse de nos croyances, ni des causes cachées qui amènent leur désagrégation et leur ruine.

Le socialisme est entièrement dirigé contre les erreurs les plus grossières de la vieille économie sociale, basées elles-mêmes sur les formidables bévues des sciences du droit, méprises qui, à leur tour, se laissent ramener aux multiples aberrations de la morale empi-

rique courante. Ce grand mouvement de réforme, d'assainissement du corps social est le produit direct du scepticisme, de la critique des savants et des penseurs. Il inaugure beaucoup moins l'action succédant au rêve contemplatif, que la déroute de certaines idées générales, que la chute de monstrueux préjugés sociaux.

Certes, il n'est pas exempt de fautes et même de quelques tares fort graves inséparables de toute activité pratique insuffisamment préparée par la théorie pure. En outre, au contact immédiat des foules, le socialisme a nécessairement dû se corrompre, faire route en arrière, se laisser entraîner malgré lui vers les vieilles conceptions morales et leurs modes intolérants de s'affirmer. Le socialisme, en ce sens, n'est pas assez socialiste, comme le positivisme de Comte, par exemple, n'est pas assez positiviste. Mais il sied peu, croyons-nous, aux partisans de la morale traditionnelle et aux apologistes de l'ordre économique et juridique établi, de reprocher au socialisme ses inconséquences. La fortune du socialisme est étroitement liée à celle de la sociologie naissante. S'il lui arrive jamais de méconnaître ou de briser ces liens, un nouveau mouvement surgira, plus logique, qui se mettra au service de la vérité trahie par les socialistes, mais démontrée par les faits de l'expérience.

J'aborde maintenant, d'une façon directe, le grave problème sociologique soulevé et résolu, dans le sens que vous savez, par l'école marxiste.

Le mouvement intellectuel de notre époque a marqué d'une puissante empreinte la nouvelle théorie. En dehors de leurs belles, mais vagues aspirations humanitaires, les marxistes, les anciens aussi bien que

les néo-marxistes, ont subi une foule d'influences : celle des économistes du XVIII^e et du XIX^e siècle, celle des sociologues, des historiens, des moralistes, des juristes contemporains, celle des grands philosophes modernes, de Hegel en première ligne, de Comte, de Spencer, des matérialistes et même des criticistes, enfin celle des naturalistes comme Darwin, Hæckel, etc., etc. Dans ces conditions, le matérialisme historique a pu s'assimiler certaines grandes vérités découvertes récemment ; mais il a fait non moins bon accueil à de graves préjugés scientifiques, à de sérieuses erreurs de méthode, largement répandus de notre temps.

Je veux vous signaler ici, à titre d'exemple, l'une de ces erreurs. Elle me paraît de beaucoup la plus importante. Voici en quoi elle consiste.

Je crois que notre siècle, plus utilitaire encore que matérialiste, a résolument dénaturé, en nous le présentant comme une relation causale, un lien qui unit une antécédence constante à une conséquence invariable, le rapport purement téléologique ou finaliste qui s'établit entre nos besoins quelconques et l'œuvre civilisatrice de l'esprit. Et d'abord qu'est-ce que nos besoins, physiologiques ou sociaux : besoins de nous nourrir, de nous vêtir, de nous reproduire, d'assurer le bien-être de nos proches, de dominer autrui, de satisfaire nos passions, nos vertus et nos vices, etc. ? Voilà évidemment autant de désirs qui, satisfaits ou insoumis, renaissent sans cesse. Or les désirs, que leur nature soit biologique ou sociale, sont des conséquences, des effets nécessaires dérivant de causes également biologiques ou sociales. Laissons de côté les désirs, les besoins de la première espèce et leurs antécédents

organiques. Dans ce domaine, il est depuis longtemps reconnu que si la fonction crée l'organe qui la sert, elle-même est déterminée ou engendrée par une longue suite de faits et de rapports plus simples. Et arrêtons-nous un instant sur les désirs, les besoins de la seconde espèce et sur leurs origines, leurs antécédences sociales.

Dans cette sphère, le désir ne précède jamais la discrimination, l'acte le plus simple de la connaissance, il la suit, il en est l'aboutissement naturel. Toute appréciation de cette sorte s'affirme comme un classement de faits et de rapports sociaux, basé sur leur évaluation préalable. En d'autres termes, la vraie cause d'un désir, et respectivement d'un besoin social, est le *jugement de valeur* plus ou moins conscient ou inconscient, atavique, traditionnel ou nouvellement acquis, que l'esprit porte sur l'objet de ce désir, sur le contenu de ce besoin. Mais, résultats ou conséquences d'un certain usage, d'un certain développement, d'une certaine culture de la raison, les désirs et les besoins apparaissent comme des *fins* ou des *buts* que cette culture cherche à atteindre. Apaiser un désir, satisfaire un besoin, c'est proprement réaliser une fin sociale. Partant de là et nous plaçant au point de vue de la seule finalité, nous pouvons envisager nos besoins sociaux ainsi que des agents (des motifs ou des mobiles) qui déterminent, qui reproduisent, qui réengendrent leur cause première, l'ensemble du développement social.

Je le répète, car je voudrais éviter à cet égard le moindre malentendu, les objections que j'adresse à quelques écoles sociologiques et éthiques contemporaines ne visent pas le large usage que les unes et les autres font du point de vue de la finalité. J'emploie

également l'inversion téléologique, je lui assigne, dans le vaste champ des études sociales, une place considérable : ma théorie des facteurs surorganiques — science, philosophie, art et travail — en fournit la preuve manifeste. Je crois, en outre, qu'appréciée ainsi qu'une méthode particulière de l'esprit, cherchant à faire pénétrer l'ordre et la clarté dans la masse confuse des phénomènes moraux, la finalité est tout aussi sûre, tout aussi objective que la causalité. Elle ne devient équivoque, problématique, fantaisiste et, en ce sens, subjective, que si on l'accepte pour ce qu'elle n'est pas, que si on la prend pour un rapport direct de la cause à l'effet. Dans ces conditions, l'étude des origines des phénomènes sociaux devient logiquement impossible. Il ne reste que l'étude de leurs fins. Mais la finalité se greffe, en sociologie, sur la causalité, elle la suppose comme une superstructure suppose sa base. On voit l'impasse à laquelle aboutissent les écoles dont nous parlons, et le cercle qui fausse leurs plus beaux raisonnements.

Une observation a été faite des milliers de fois ; cette remarque notamment, que le progrès intellectuel et le progrès moral ne se laissent constater qu'à la suite d'un progrès économique, d'une amélioration des bases matérielles de l'existence. Les idées pratiques auraient-elles donc le pas devant les idées scientifiques et philosophiques ? Voilà une illusion assez semblable à celle qui tire la morale de l'idéologie, ou qui donne pour origine au fait social élémentaire une suite de raisonnements compliqués. Et cette illusion s'explique de la même manière.

Dans les deux cas, ce que nous apercevons avec

netteté, c'est le phénomène consécutif, soit l'épanouissement idéologique, soit le progrès matériel. Et ce phénomène nous frappe d'autant plus qu'il forme la matière propre de notre activité sociale, qu'il nous pousse à agir d'une certaine façon, qu'il guide, à notre insu, par la force inhérente au finalisme latent de l'esprit, nos désirs et dirige nos volontés.

Une finalité plus consciente nous eût sans doute aidé à corriger l'erreur subjective qui nous fait voir dans le progrès matériel l'antécédent ou la condition nécessaire du progrès intellectuel. Car poser consciemment le progrès matériel comme une fin, un but à atteindre, n'est-ce pas reconnaître à la fois : 1° que cette fin devient pour nous un *motif* d'action, une *cause subjective* déterminant un certain effet (dans notre exemple, le progrès intellectuel); et 2° que l'effet en question, c'est-à-dire le progrès intellectuel, constitue la *vraie cause objective* du phénomène transformé par notre raison en motif ou mobile?

D'ailleurs, le progrès intellectuel est une cause qui, comme toutes les causes naturelles, renaît sans cesse, à mesure qu'elle produit son effet, — le progrès matériel. D'où cette formule qui suffit aux besoins, qui répond aux exigences étroites de la pratique : sans progrès matériel, pas de progrès intellectuel. Mais la théorie, la science pure fait cesser l'équivoque. Elle remet chaque chose à sa véritable place, la cause avant l'effet qui la manifeste, le progrès du savoir, cette richesse latente de l'homme, avant le progrès de la richesse, ce savoir incorporé dans les objets qui nous entourent.

En ce qui touche, plus particulièrement, la très habile

défense du matérialisme économique présentée au Congrès par M. de Kellès-Krauz, je dois dire que j'ai déjà eu l'occasion de me prononcer sur la valeur de ses principaux arguments lors de la discussion de cette même question devant la Société de Sociologie de Paris. Le rapporteur n'a pas modifié les lignes essentielles de son argumentation de l'hiver dernier. Je ne saurais mieux faire, je crois, que de suivre son exemple et de reproduire ici les quelques objections que je lui adressai alors. Elles se réduisent aux points suivants.

Le matérialisme historique ou économique n'est, en somme, qu'une hypothèse. Sans doute, elle est bien construite, elle a une portée considérable, elle prend place parmi les plus intéressantes suppositions qu'ait formulées la sociologie moderne. Mais ses partisans sont pour la plupart des hommes d'action, des socialistes militants. Ils glorifient, à l'aide de cette hypothèse, ce qui leur plaît le plus et ce qu'ils connaissent le mieux : la volonté d'agir, le travail, l'application, le côté *technique* des choses. De telles préférences ne sont que trop naturelles. La théorie matérialiste contient, en outre, et sans contestation possible, une part de vérité, la part même qu'admettent tous les sociologues de l'école positiviste et que personne ne conteste plus sérieusement aujourd'hui. Le monde social plonge par ses racines les plus profondes dans le monde de la vie qui, à son tour, repose sur la large base du monde physico-chimique. Le déterminisme matérialiste rend hommage à cette double vérité.

Mais ce qu'il appelle le *facteur économique* n'est pas un facteur biologique, et encore moins un facteur physico-chimique. C'est un phénomène infiniment

plus complexe. Il appartient, comme tous les autres faits sociaux, comme la connaissance ou les croyances religieuses et philosophiques, ou les idées et les goûts esthétiques, ou le gouvernement, la justice, etc., à l'ordre surorganique. Et, dans cet ordre, au lieu d'occuper la première place, au lieu d'être quelque chose de simple et d'élémentaire, à quoi tout se subordonne et dont tout dépend, le phénomène économique me semble venir en dernier lieu, après la science, après la foi, après la synthèse abstraite ou philosophique, après la synthèse concrète ou artistique. Il est une application de la raison humaine. du savoir humain, des croyances générales des hommes, de leurs goûts et de leurs choix esthétiques. Et il est strictement subordonné à toutes ces choses, il dépend d'elles de la façon la plus intime et la plus rigoureuse. Il est, par essence, non une pensée, mais une action, c'est-à-dire un résultat et, si l'on veut, un *but* de la pensée. L'école marxiste me semble donc tomber dans l'erreur habituelle du finalisme inconscient : elle prend l'effet ou le but pour la cause efficiente. Le travail humain — et le facteur économique n'est pas autre chose — rentre, comme la conduite humaine en général, dont il n'est que la partie la plus importante, dans l'ordre surorganique ou rationnel. Et ici, dans ce nouveau et vaste domaine de la nature, la volonté ne précède pas l'idéation, elle la suit; et l'action n'engendre pas la pensée, elle lui obéit. Aussi, loin d'être la cause directe de notre culture mentale, ou de ce qu'on nomme une civilisation, nos besoins sociaux (et surtout nos besoins économiques) et les moyens de les satisfaire en sont la consé-

quence et quelquefois le simple reflet, le signe auquel se reconnaît une phase, un degré d'évolution.

Je regrette beaucoup de n'avoir pu assister à la séance du matin, dans laquelle communication fut faite du mémoire, sur le matérialisme économique, envoyé au Congrès par l'éminent recteur de l'Université Nouvelle, mon savant ami M. Guillaume De Greef. Je lirai, avec toute l'attention qu'il mérite, dans les Annales de l'Institut International de Sociologie, ce travail qui, paraît-il, est considérable et qui sans doute abonde en points de vue nouveaux et instructifs. Mais cette circonstance ne doit pas m'empêcher de donner ici, à mes propres idées sur le même sujet, quelques renseignements complémentaires.

Je vois dans le matérialisme économique une véritable ontologie sociale, une théorie sur l'essence des phénomènes sociaux, sur le *quid proprium* de notre science. Ce principe supérieur est nettement posé : le phénomène économique constitue, dans le monde des sociétés humaines, le fait primordial, essentiel, radical, celui qui engendre et détermine tous les autres, qui les renferme potentiellement.

Examinons cette assertion d'autant plus grave qu'elle prétend apporter dès aujourd'hui à la jeune science sociale ce bienfait inestimable, ce couronnement des longs efforts et des pénibles travaux, l'unité de vues et de doctrines, le monisme scientifique.

L'assertion est manifestement une hypothèse. Comment ses partisans cherchent-ils à la prouver ?

Par la preuve logique, par le raisonnement, d'abord ; ensuite, par la preuve historique et la méthode expé-

rimentale, par la confrontation de l'hypothèse avec les faits du passé et du présent.

La preuve logique est faible. Elle se réduit à une vague analogie entre les phénomènes de nutrition dans l'organisme vivant et les phénomènes de production (des richesses matérielles) dans l'organisme social. Et elle fait, en outre, grand cas du conseil de sage prudence contenu dans l'aphorisme : *Primum vivere, deinde philosophari*.

De pareils raisonnements me semblent reposer sur une grossière méprise. La nourriture d'abord; c'est entendu. L'animalité humaine, comme toutes les autres animalités, a toujours obéi à la loi infrangible : elle a été anthropophage, elle a fait la chasse et la pêche, elle a fouillé le sol pour y découvrir des racines comestibles, etc. Aujourd'hui, elle s'alimente de mets raffinés, d'une nature quasi-chimique. Elle continue ainsi à entretenir, à conserver, à perpétuer son existence animale. Et comme celle-ci est la base, la condition *sine qua non* de la vie sociale, vie dans laquelle des rapports nombreux et variés, appelés tantôt moraux, tantôt juridiques, tantôt économiques, etc., se forment entre les simples unités physiologiques, j'adopte, pour ma part, ce cri de ralliement de l'école matérialiste : *le pain, d'abord!* Oui, la vie organique en premier lieu, la vie sociale ensuite ! Sans nourriture assurée, pas de vie collective, par suite, pas de civilisation ou de progrès possible ! Mais j'ajoute aussitôt, pour être tout à fait clair et précis, conséquent et logique : sans pain, pas de phénomène économique !

Je distingue donc entre la production simple ou *pré-sociale* des choses qui servent à satisfaire nos besoins

organiques (les biologistes appellent cela la *recherche* de ces choses) et leur production *sociale* qui, elle aussi, est, au fond, une recherche, mais autrement conditionnée, mais dépendant de causes différentes, d'une nature plus particulière et plus complexe. Sur ce point, d'ailleurs, tout le monde semble d'accord, et si j'en parle ici, c'est seulement pour signaler l'heureuse harmonie de vues qui règne à cet égard dans toutes les écoles sociologiques.

Passons à la preuve par les faits. Qu'elle soit historique ou qu'elle s'adresse à l'expérience courante, collective et personnelle, cette preuve, telle qu'on l'administre aujourd'hui, ne me semble guère convaincante. Par suite de la complication, de l'inextricable enchevêtrement des causes et des effets sociaux, l'argument *à posteriori* m'apparaît même quelquefois comme inférieur à l'argument *à priori*. Un tel état de choses — qui est transitoire, qui ne saurait durer — marque la période infantile de la science et suffit peut-être pour expliquer pourquoi le raisonnement, les procédés logiques ont si longtemps prévalu, dans toutes les sciences commençantes, sur les raisons dites de fait. Car ce n'est un mystère pour personne, que l'histoire et la statistique, les faits et les chiffres, lorsqu'ils ne sont ni bien ordonnés, ni rationnellement classés, lorsque leur substance élastique et amorphe n'est pas contenue et soutenue par l'inflexible rigidité de certains principes méthodologiques (tantôt communs à toutes les sciences et tantôt particuliers à chacune d'elles) qui les pénètrent de part en outre comme l'ossature traverse et affermit le corps, — que les faits et les chiffres, dis-je, se plient docilement à nos désirs, à nos passions, à nos sympha-

thies, à nos antipathies, et servent même quelquefois, en esclaves soumis et habiles, nos fantaisies et nos prédilections passagères, les goûts, la mode du jour, les préjugés du temps. En sociologie — c'est-à-dire dans les domaines, distincts et connexes à la fois, de l'histoire, de la morale, de l'économie sociale, du droit, sans parler de l'application de toutes ces choses, de la jurisprudence, de la politique générale, économique, etc, j'ai toujours vu les thèses les plus contraires sortir également victorieuses de la soi-disante épreuve expérimentale. Une méthode *ad hoc*, qui flatte admirablement ce besoin de fluctuation propre aux différentes branches du savoir social — la méthode subjective — me semble n'avoir été inventée que pour justifier et consacrer une situation aussi étrange.

D'ailleurs, même appliquée dans ces conditions défectueuses, la méthode expérimentale n'arrive que difficilement à justifier le principe supérieur de la doctrine du matérialisme économique. Les cas les plus fréquents, les mieux connus, résistent à cette sorte d'explication. L'expérience collective ne nous montre-t-elle pas, par exemple, des contrées fertiles, abondamment pourvues par la nature de richesses latentes, demeurant misérablement pauvres et végétant dans un état social à peu près sauvage, jusqu'à la date précise où l'élément intellectuel intervient pour secouer cette torpeur et répandre à profusion les seuls germes authentiques de toute culture, de toute richesse, de tout bien-être, le savoir, les connaissances exactes? Et l'expérience personnelle et journalière de chacun d'entre nous n'apporte-t-elle pas cet autre témoignage, que l'homme inculte, brusquement enrichi par un coup de

fortune, tend à persister dans sa mentalité initiale, au point de devenir, dans le groupe collectif dont il fait partie, un agent de rétrogradation bien plus que de progrès? La translation des richesses matérielles, d'une classe ou d'une nation à une autre, a presque toujours eu, il est vrai, pour conséquence un rehaussement, un raffinement de la culture mentale des groupes sociaux ou des pays correspondants. Mais dans tous les cas de cette espèce il ne s'est jamais agi d'une dépossession brusque, rapide, qui n'eût point été préparée, de longue main, par les événements, parmi lesquels les faits intellectuels — les recherches et les découvertes des savants, les spéculations des philosophes, les grands mouvements littéraires et artistiques — ont toujours joué un rôle des plus notables. La « production », pour employer le terme choisi par l'école, des richesses ou valeurs matérielles ne saurait précéder ni conditionner la production des richesses ou valeurs soit purement sociopsychiques ou morales : accord d'esprits, union des âmes, solidarité humaine, soit même idéologiques : science, croyance, art, toutes choses qui dérivent de la cérébralité supérieure de l'homme soumise à l'action prolongée ou continue du consensus social.

Au surplus, une raison bien simple exige le rejet de l'ordre de descendance indiqué et préconisé par la nouvelle école sociologique : ce motif, notamment, que, tout bien considéré, la production des richesses matérielles est elle-même une richesse, une valeur rentrant directement, non pas dans la classe socio-psychique ou morale, mais dans la classe *idéologique*. Car toute production matérielle, quand elle appartient à l'ordre

économique ou utilitaire, est manifestement l'effet, la conséquence d'une combinaison des plus intimes entre la solidarité, l'association des efforts individuels d'une part, et le travail cérébral commandant aux muscles humains de l'autre.

Mais s'il en est ainsi, si l'industrie au sens large du mot constitue un phénomène idéologique, transformé, comme tous ses congénères, par le finalisme inconscient de notre esprit, en « facteur » de l'évolution sociale, pourquoi lui assigner, parmi les autres facteurs évolutifs, la première place et le rôle prépondérant? Le travail, la production des richesses matérielles ne rentrent-ils pas dans cette vaste classe de faits sociaux : la conduite humaine, l'action en général? Et n'y jouent-ils pas, tout au plus, le rôle d'une manifestation spéciale, ou encore d'une étape, d'une phase particulière?

Deux sortes de préjugés ont, ce me semble, singulièrement contribué à fortifier et à répandre l'erreur que je combats.

Le premier est l'illogisme encore si populaire qui veut que l'application devance la théorie, que les goûts esthétiques et les croyances générales des hommes préparent, par des résultats qu'ils obtiennent sans le secours de la science, les voies où marchera ensuite le savoir proprement dit. J'ai longuement parlé de ce sophisme dans plusieurs de mes ouvrages et je ne reviendrai plus ici sur ce point.

Le second préjugé, sur lequel je pense, au contraire, devoir m'étendre un peu, consiste à attribuer aux faits strictement économiques, à l'exclusion de tous les autres faits sociaux, une signification ou une valeur spéciale, basée sur leur caractère objectivement matériel.

On semble croire, généralement, que la « matérialité », si je puis m'exprimer ainsi, qui environne de toutes parts la production économique, n'appartient pas, au même titre et au même degré, à tous les faits quelconques se laissant ranger dans la classe de l'action, de la conduite humaine. Or, c'est là, à mes yeux, une contre-vérité complète.

Trois grands facteurs idéologiques, le savoir, la croyance et le goût esthétique pourvoient aux buts moraux, aux fins sociales de l'activité humaine et dirigent de la sorte sa marche, ou l'évolution historique. Mais tous les résultats de ces facteurs, sans la moindre exception, les résultats dits moraux, juridiques, politiques, religieux, artistiques, etc., sont matériellement productifs. Tous s'incorporent, pour ainsi parler, constamment en des objets extérieurs à l'homme, étrangers à son organisme. En effet, si nos connaissances plus ou moins exactes sur les propriétés numériques, physiques, chimiques ou vitales de la matière aboutissent, dans leurs applications, aux « matérialités » du commerce et de la banque (déplacement de valeurs), de la manu et de la machino-facture, enfin de la zootechnie, de la viriculture, de l'hygiène et de la thérapeutique générales, nos connaissances très vagues et grossièrement empiriques sur les propriétés sociales ou morales des organismes vivants aboutissent, dans leurs applications, aux matérialités pour le moins aussi nombreuses du gouvernement (défense sociale, police, armées, guerres et tout ce qui s'y rattache) et de la justice (tribunaux, prisons, assistance publique, œuvres de charité. etc.). Nos croyances, à leur tour, qu'elles soient plus ou moins raisonnables ou tout à fait ab-

surdes, qu'elles se traduisent par des cérémonies simples ou pompeuses, par des cultes inoffensifs et touchants, ou qu'elles viennent allumer les bûchers de l'Inquisition, s'accompagnent nécessairement, dans leur application pratique, d'une longue série de déplacements, de changements, de transformations de la matière. Faut-il enfin relever la matérialité évidente des actes innombrables par lesquels s'expriment nos préférences et nos choix esthétiques? Les mots de « matérialisme » et d' « idéalisme » ont perdu leur sens et leur ancienne portée aux yeux du penseur moderne qui ne les emploie plus guère que pour signaler les conceptions unilatérales et les vues étroites des philosophes du passé. Et il me semble aussi maladroit que possible, de la part de la sociologie actuelle, d'être venue repêcher, dans le vocabulaire aboli de la métaphysique, d'avoir repris pour son compte ce malheureux mot de matérialisme, si équivoque, si dépourvu de toute valeur réelle et de toute autorité scientifique. Transporté de la métaphysique en sociologie, ce terme, ici encore, ne peut servir qu'à caractériser des tendances manifestement étroites et unilatérales.

Nous voilà au bout de nos objections, du moins de nos objections essentielles, car nous n'avons pas eu à aborder ici les questions de détail, les faits historiques et contemporains plus ou moins gros ou menus. Il est temps de formuler des conclusions claires et concises, qui puissent servir de base à un juste départ entre la dose de vérité et l'appoint d'erreur contenus dans la doctrine sur laquelle nous sommes appelé à donner notre opinion.

Ces conclusions sont au nombre de trois :

I. — Le fait économique appartient à cette grande classe de phénomènes sociaux qui constituent ce que l'on appelle l'activité ou la conduite humaine, l'action extérieure de l'homme sur la nature, les choses et les êtres. Cette classe embrasse toutes les applications ou réalisations de l'intelligence; elle forme la conclusion nécessaire, l'aboutissement naturel d'une longue série de phénomènes qui possèdent également une origine spéciale, qui sont bio-sociaux au même titre que les actions ou la conduite des hommes, mais qui précèdent et préparent cette conduite, qui la contiennent en germe, qui peuvent se définir comme l'action virtuelle ou potentielle. Toute production matérielle (et la production forme la base des phénomènes économiques tels que l'échange, la distribution, la consommation, etc.) est une discrimination, un jugement de valeur, une idée, une connaissance, un désir appliqué ou réalisé.

D'où ce corollaire logiquement inévitable : le fait économique est plus complexe que bon nombre d'autres phénomènes sociaux.

II. — Notre thèse change du tout au tout lorsque, cessant de rechercher la causalité directe du fait économique, nous le comparons, non plus aux phénomènes psychosociaux qui le précèdent et le conditionnent, mais aux faits qui rentrent, avec lui, dans la même classe de l'*action sociale*, qui participent des caractères propres ou différentiels de cette classe.

Envisagé sous cet aspect, l'acte économique se dévoile comme le plus simple, le plus élémentaire de tous les actes sociaux. Cette thèse s'impose avec force à l'esprit de quiconque reconnaît la justesse de notre définition du

fait économique et admet en même temps la validité de la grande loi qui préside à l'évolution de nos connaissances et détermine l'ordre hiérarchique de leur succession. Dans la causalité ascendante et immédiate du moindre fait économique, on peut découvrir des éléments psychosociaux fort variés; il n'en est pas moins certain que l'élément le plus puissant, celui qui domine les autres, qui spécialise le fait économique, qui lui donne sa physionomie particulière (qui, soit dit entre parenthèses, arme le bras de l'homme des instruments de production, de cet « outillage » dont les défenseurs de la doctrine marxiste font, avec raison, si grand cas), — ce sont nos connaissances physico-mathématiques, chimiques et biologiques. Celles-là seulement. L'acte économique est, avant toute chose, une application de telles connaissances. De même, les autres « actes » sociaux quelconques, les faits dits moraux, familiaux (sexuels même, en tant qu'ils ne sont pas purement physiologiques, mais manifestent une nature sociale), les faits juridiques et, dans le sens habituel de ce mot, les faits politiques, relèvent, en première ligne, de nos connaissances morales ou sociologiques. Ils en constituent une application volontaire ou involontaire, consciente ou inconsciente. Or, s'il est vrai que l'évolution des sciences du monde inorganique et du monde de la vie précède et conditionne l'évolution des sciences du monde social ou surorganique, il doit également être vrai, que les actes qui dépendent surtout de nos connaissances les plus simples, précèdent et conditionnent les actes qui dépendent surtout de nos connaissances les plus complexes.

L'histoire, l'expérience des peuples par le très haut dans le même sens. Elle montre, par de nombreux exem-

ples, que le fait économique se retrouve constamment à la base ou à la racine de tous les autres faits sociaux d'application (ou de tous les autres faits *detechnique sociale*). Et ici je peux déjà me confier sans crainte à ce témoignage, car il s'appuie sur un fondement rationnel, il exprime une grande loi d'évolution acceptée par mon esprit.

Le phénomène économique n'est pas la seule cause, ni la cause directe qui détermine le reste des actes sociaux. Ces actes ont une genèse plus compliquée, une lignée ancestrale plus longue et qui, en somme, se confond, dans ses points essentiels, avec la généalogie des faits économiques eux-mêmes. Il n'en est pas moins sûr que les actes économiques précèdent tous les autres actes de la vie sociale. Et cette antécédence incontestable nous permet et même nous oblige de croire que les processus économiques viennent déjà à peser d'un certain poids dans la balance totale des causes qui produisent ou entraînent l'action sociale subséquente et toujours plus complexe.

Les faits économiques dominent, en ce sens, les faits juridiques, par exemple; ils suscitent et entretiennent la lutte des classes; ils pourront, un jour, contribuer à y mettre fin; ils occasionnent des guerres; ils exercent une influence marquée sur les destinées de la famille, sur la forme du gouvernement, sur l'évolution du droit, de l'appareil législatif, judiciaire etc., etc.

Telle est la grande, la très importante et considérable vérité mise en lumière par les nouveaux docteurs *és-sciences sociales*. On leur en doit beaucoup de reconnaissance. Il sera pourtant juste de faire observer que la même vérité fut déjà entrevue — moins distinctement

sans doute — par un certain nombre d'économistes, en commençant par les physiocrates. On pourrait même remonter plus haut, jusqu'à Montesquieu, par exemple, comme s'essaya à le prouver, non sans succès, mon savant ami le professeur Maxime Kovalewsky. Qui sait, d'ailleurs, si les germes obscurs de la nouvelle doctrine ne se laisseront pas découvrir dans la *Politique* d'Aristote ou la *République* de Platon?

III. — Quelle est, par contre, dans la thèse sociologique défendue par les théoriciens du socialisme, la part manifeste d'erreur?

C'est, à mon sens, et en deux mots, de diminuer, de rapetisser, d'appauvrir la sociologie, en n'y tenant compte que d'une seule classe de phénomènes, les faits qui, représentant des *actes*, appartiennent à ce que j'appelle l'ordre technique. Cet ordre comprend les phénomènes les plus complexes qui se déroulent dans le milieu social; il embrasse une longue chaîne de conséquences qui se rattachent naturellement à une série d'antécédences plus simples. Mais, si les effets sont toujours plus tangibles, pour ainsi dire, et plus faciles à discerner, que leurs causes, ce n'est pas là une raison pour se dispenser d'examiner ces dernières. En limitant le champ des études sociales aux seuls actes accomplis par les hommes, on croit faire de la sociologie *objective*: on fait, en réalité, de la sociologie tronquée, mutilée et presque décapitée.

L'action — semblent croire certains théoriciens du socialisme — se suffit à elle-même. Elle porte dans ses flancs sa propre justification. A quoi bon invoquer, comme des facteurs sociologiques d'un ordre plus simple,

la connaissance, les croyances générales des hommes, ou leurs penchants esthétiques? Mettons tout cela — du moins momentanément — en dehors de la sociologie.

On commet ainsi une faute capitale. Par malheur, elle n'est pas la seule. D'autres théoriciens du socialisme viennent l'aggraver encore, d'une façon au moins inutile, en affirmant que la science, la philosophie, la religion et l'art sont de simples produits de l'action sociale en général et de l'action économique en particulier. On me permettra de leur répondre que c'est là, à mes yeux, de l'histoire à rebours, de la sociologie à l'envers.

Restons monistes — en sociologie et partout ailleurs — tant qu'on voudra, ou tendons à le devenir; mais ne recourons pas, dans ce but, à des simplifications puériles, à des omissions vaines. Continuons plutôt à affirmer l'identité d'essence qui réunit dans un seul genre ces deux vastes espèces idéologiques: la pensée, qui est une action latente ou virtuelle, et l'action, qui est une pensée réalisée ou appliquée.

PAROLES

DE

M. RENÉ WORMS

La doctrine du matérialisme historique, telle qu'elle se dégage de l'œuvre de Karl Marx et de ses disciples et telle qu'elle a été exposée excellemment à ce Congrès par M. Casimir de Kelles-Krauz, nous paraît comporter deux thèses fondamentales, qu'il importe de poser et de distinguer nettement :

1° De tous les facteurs proprement sociaux du développement de l'humanité, c'est le facteur économique qui est le plus important, car c'est lui qui détermine tous les autres : il est la base dont ils constituent la superstructure, il est le contenu dont ils sont la forme.

2° Dans l'organisation économique, ce qui compte le plus, c'est la composition de l'outillage de la production : elle explique, en dernière instance, tout le mouvement de la vie sociale.

Ces deux propositions nous semblent renfermer à la

fois une certaine part de vérité et une notable exagération.

Nous n'insisterons pas longtemps sur la 1^{re} thèse, car il n'en est pas besoin. Elle vient, en effet, d'être discutée avec une singulière ampleur par les adversaires et les partisans du matérialisme historique, qui paraissent même, cette fois, n'avoir guère songé qu'à elle. Aussi presque tout ce qu'il y a d'utile à dire à son sujet a-t-il été indiqué. Résumons donc simplement notre opinion personnelle en ce qui la concerne. — A notre sens, la vie sociale est déterminée par la composition du corps social : êtres humains et milieu. Cette vie se manifeste par une série de phénomènes, dont les premiers, les plus anciens et les plus fondamentaux, sont bien les phénomènes économiques. Au-dessus d'eux s'étagent les phénomènes génésiques et familiaux, puis les phénomènes de la vie de relation spontanée (morale, religion, art, science), enfin les phénomènes de la vie de relation contrainte (droit, politique). Nous admettons donc bien, comme les partisans du déterminisme économique, que les faits économiques sont la base dont les autres faits sociaux sont la superstructure : base relative, toutefois, puisqu'elle-même a un substratum, les éléments humains et extra-humains du corps social. Mais nous ne croyons pas, avec eux, qu'on puisse dire que les faits économiques sont le contenu dont les autres faits sociaux ne seraient que la forme. Ces autres faits sociaux ont, en effet, pour nous leur réalité propre. Ils correspondent à des besoins de la nature humaine différents du besoin économique. Ils sont sans doute, dans une certaine mesure, sous l'influence de l'ordre économique, mais ils en demeurent aussi, en grande partie, indépendants. De plus, s'ils subissent son action, ils exercent en retour sur

lui leur réaction, ils le modifient parfois profondément : pour n'en citer qu'un exemple, les idées morales et religieuses, au moyen âge, ont certainement entravé l'essor économique. M. de Kelles-Krauz a lui-même reconnu, de bonne foi, ce double caractère. Nous pouvons dès lors conclure qu'on ne saurait voir, à toutes les impulsions fondamentales qui déterminent l'évolution sociale de l'humanité, une origine exclusivement économique.

L'autre thèse du matérialisme historique, qu'on a peut-être un peu oubliée dans cette discussion, appellerait, suivant nous, des réserves analogues. Il est très vrai que l'outillage productif a une grande importance : car sans lui l'homme ne peut rien faire. Il est très vrai aussi que ses transformations ont leur répercussion dans toute la vie sociale : par exemple, le remplacement des machines mûes à la main par les machines à vapeur, dans la première moitié du XIX^e siècle, a exercé une action considérable sur l'ensemble de l'économie sociale des grands pays civilisés. Karl Marx a été témoin de ce fait et de ses conséquences, et il n'a pu n'en être point frappé. Mais, ce qu'on peut sans doute lui reprocher, c'est d'avoir trop vite généralisé ce qui s'était trouvé vrai dans ce cas particulier. Il a érigé en principe d'explication universel ce qui n'était que l'explication d'un certain nombre de faits qu'il avait sous les yeux. — En réalité, il est aisé de montrer que l'outillage ne commande pas, comme il le croit, toute la vie sociale, ni même toute la vie économique. La production le cède souvent, en importance à d'autres fonctions, d'ordre économique également. Ainsi c'est parfois la circulation des richesses qui passe au premier plan. Quand l'Amérique fut découverte, par exemple, le seul fait du transport en

Europe de ses richesses métalliques déjà accumulées (avant même que les Espagnols se fussent mis à l'exploitation de ses mines) détermina dans toute la vie matérielle du vieux continent une révolution véritable. Ainsi encore, c'est souvent la consommation qui dicte ses ordres à la production : les caprices de la mode changent toute l'orientation des industries. Il est vrai que les modes nouvelles sont fréquemment « lancées » par les producteurs eux-mêmes ; mais ceux-ci ne pouvaient rien faire à cet égard qu'en s'inspirant au préalable des goûts vraisemblables du public. Dans cette hypothèse même, l'outillage productif est forcé de se renouveler, pour rester au niveau des demandes de la consommation. Loin donc qu'il soit le principe actif du progrès économique, il est plutôt, au contraire, un facteur passif, qui limite par l'insuffisance de sa qualité et de sa quantité la production et la consommation, le véritable principe actif de perfectionnement étant l'invention. Sans pousser trop loin cette vue, qu'il ne faut pas exagérer si l'on veut qu'elle reste vraie, on peut dire du moins que, s'il faut compter avec l'outillage, il y a d'autres éléments économiques avec lesquels il faut compter tout autant.

Les thèses du matérialisme historique pèchent donc par leur caractère exclusif, « unilatéral ». Elles veulent ramener arbitrairement à l'unité ce qui est multiple, à la simplicité ce qui est éminemment complexe. Il n'y a pas, comme cette doctrine le voudrait, un ordre de faits sociaux prédominant, et dans son sein un phénomène capital. Il y a divers ordres de faits également nécessaires, également importants, en action et en réaction incessantes les uns sur les autres ; et, dans chacun d'eux, plusieurs phénomènes, ayant tous leur valeur, leur rôle,

leur indépendance relative, et par suite leur égal intérêt au yeux du sociologue.

Voilà du moins la conclusion à laquelle l'analyse de la vie sociale paraît conduire. Ne peut-on pas, toutefois, la dépasser? Nous sommes, pour notre part, assez porté à le croire. Tous ces ordres de faits sociaux que l'analyse isole, ne sont distincts, croyons-nous, que pour notre intelligence limitée. Dans la réalité ils ne font qu'un. Là il n'existe plus de faits économiques, de faits moraux, de faits politiques : il n'y a que des faits sociaux, extrêmement complexes, dont chacun renferme en soi des caractères économiques, des caractères moraux, des caractères politiques. Le problème de l'action des divers ordres de faits sociaux ne se pose donc pas dans la réalité objective, puisque là il ne se trouve pas plusieurs ordres de faits sociaux. Seulement l'homme, dont les moyens d'investigation sont restreints, ne peut embrasser d'un seul coup d'œil tous les aspects infiniment variés de ces faits. Il est obligé de les distinguer pour les envisager tour à tour. Et c'est ainsi qu'il crée entre eux des catégories, qu'il transporte ensuite dans les choses. Les divisions qu'il établit, il croit qu'elles existent réellement. D'une classification subjective, il fait un groupement objectif. Il est par suite amené à soulever, sur le rapport des groupes qu'il a constitués lui-même, des questions sans fondement et par suite insolubles.

S'il en est réellement ainsi, la prétention de subordonner les divers phénomènes sociaux à l'un quelconque d'entre eux doit être résolument abandonnée. De pareilles tentatives de hiérarchisation ne peuvent avoir qu'une valeur toute subjective, ne sauraient aboutir qu'à donner un schéma de l'ordre dans lequel les images

des faits sociaux se classent en notre esprit. Encore, parmi les schémas de cette espèce, celui que propose le matérialisme historique ne nous paraît-il pas le plus parfait. Le schéma organiciste, entre autres, peut se réclamer d'une plus grande largeur : car, sans déprécier aucun des faits sociaux, il les classe tous dans l'ordre des fonctions vitales, mettant les faits économiques à la base, les faits familiaux au centre, les faits de relation générale au sommet. En dépouillant l'organicisme de toutes les comparaisons trop particulières qui ont soulevé contre lui la critique, on en pourrait tirer une classification des phénomènes sociaux qui rallierait sans doute presque tous les suffrages, qui très probablement du moins en rallierait plus que ne saurait le faire la classification du matérialisme historique. — Mais ceci n'est point dit pour déprécier l'effort des partisans de cette dernière doctrine. Les analyses minutieuses et parfois subtiles auxquelles ils se sont livrés ont eu leur résultat utile. Elles ont mieux fait voir les liens de phénomènes réputés jusqu'alors étrangers les uns aux autres. Elles ont contribué, par là, à nous montrer comme plus nette et plus solide à la fois la trame de la vie sociale, à en établir la complexité objective tout en en dénouant la complexité subjective. Elles ont donc servi aux progrès de la sociologie et il n'est que juste, au moment où va se terminer ce Congrès, de rendre hommage aux travaux qui ont érigé, à la hauteur d'une grande doctrine, l'idée profonde, mais sommaire, qu'avait jetée au monde des penseurs le génie de Karl Marx.

DISCOURS DE CLOTURE

DU PRÉSIDENT

M. J. NOVICOW

Après l'achèvement des débats qu'on vient de lire, le président du Congrès, M. J. Novicow, remercie la France et l'Université de Paris de l'hospitalité offerte une fois de plus par elles à l'Institut International de Sociologie. Il exprime sa gratitude aux congressistes qui sont venus, de tous les points du monde, apporter à la session leur précieux concours; au dévoué secrétaire-général, M. René Worms, qui en a été l'organisateur; au public dont la bienveillance persévérante a soutenu les congressistes dans leurs longues et techniques discussions. Il est heureux de constater que celles-ci ont eu tout le développement désirable, que les questions ont été largement élucidées, que les adversaires se sont traités avec la plus parfaite courtoisie. Il espère que la publication qui sera faite des travaux de cette session donnera au monde savant une haute idée de leur importance. En terminant, il déclare closes les séances publiques du quatrième Congrès de l'Institut International de Sociologie.

TRAVAUX POSTÉRIEURS

AU CONGRÈS

Postérieurement au Congrès de 1900, le Bureau de l'Institut International de Sociologie a invité les membres et associés qui n'avaient pu participer aux travaux du Congrès à rédiger leur opinion sur le matérialisme historique, pour qu'elle fût imprimée à la suite des mémoires et des discussions qu'on vient de lire. Un certain nombre d'entre eux ont répondu à son appel. Ce sont leurs études qu'on trouve ici, dans l'ordre même où elles sont parvenues au Bureau.

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

ET LA FORCE DES IDÉES

PAR

M. ALFRED FOUILLÉE

Le matérialisme historique est, selon l'étendue qu'il donne à ses affirmations, un truisme ou un sophisme. S'il se borne à soutenir que les conditions économiques exercent une influence considérable sur le mouvement social et, grâce à la solidarité ou déterminisme réciproque des faits sociaux, sur tous ces faits, quels qu'ils soient, il dit une vérité évidente. S'il dénature cette vérité dans le sens *matérialiste*, jusqu'à soutenir que les besoins d'ordre matériel commandent tout et même expliquent tout, — science, philosophie, morale, droit, — la demi-vérité de tout à l'heure devient un gigantesque sophisme.

Il faut donc, avant tout, déterminer et délimiter les affirmations. Il existe assurément chez l'homme et les sociétés des besoins matériels: *primo vivere*. Ces besoins

se manifestent, dans les sociétés comme chez les individus, par des phénomènes dont beaucoup sont inconscients, mais qui finissent par retentir dans la conscience sous forme de faim et de soif, de besoin de repos, sommeil, etc. Dans les sociétés comme chez les individus, des connexions s'établissent, par l'habitude et l'hérédité, entre les diverses organes et aboutissent à un fonctionnement en grande partie inconscient. Marx a donc eu raison de montrer l'importance de l'inconscient, qui est le vrai *matériel*, dans l'histoire humaine. Il est certain qu'on doit chercher une partie des explications historiques au-dessous du mouvement des idées, des institutions, des événements de surface. Les grandes lignes de l'organisation sociale et les phénomènes primitifs qui s'y rattachent dépendent avant tout, comme l'a dit Marx, des principaux besoins du groupe humain dans un milieu donné, et des moyens naturels ou artificiels que l'instinct et l'intelligence lui fournissent pour y subvenir. Or, le premier besoin, c'est l'existence même. Les phases essentielles de la civilisation, selon Marx, se caractérisent par des faits économiques : états chasseur, pastoral commercial, industriel. Ces états forment l'*infrastructure* de la société, sur laquelle vient s'édifier tout un ensemble d'institutions qui embrassent la famille, la propriété, le droit, les mœurs, l'art, la religion. Cette infrastructure vient-elle à être ébranlée, tout chancelle et menace ruine.

Les révolutions profondes, au sein des sociétés, sont déterminées, selon Marx, par des modifications de l'infrastructure économique, dues aux perfectionnements de la production, qui altèrent les rapports des classes en modifiant la force dont elles disposent. « Si la popu-

lation des villes, dit aussi Renan, fût restée pauvre et attachée à un travail sans relâche, comme les paysans, la science serait encore le monopole de la classe sacerdotale. » On a fait observer que la Renaissance et la Réforme eussent été impossibles sans la formation du capital, et que Luther, sans s'en douter, « travaillait à l'avènement de la bourgeoisie (1) ». Selon Schmoller, toutes les révolutions modernes, tous les efforts pour constituer un droit de plus en plus égalitaire, seraient les suites de la révolution économique qui, à partir du treizième siècle, et principalement au seizième, grâce au progrès de la navigation, à la découverte de l'Amérique et de la route des Indes, à l'invention de la poudre à canon, à l'essor du commerce, brisa la puissance de la noblesse au profit de la royauté. L'emploi des machines a « détruit le régime féodal, anéanti la petite boutique patriarcale, amené le triomphe du Tiers-Etat. » Aujourd'hui la vapeur et la grande industrie divisent les producteurs en deux classes séparées de *patrons* et d'ouvriers libres *saliariés*, et les opposent l'une à autre, comme jadis la bourgeoisie à la noblesse. Tels sont les arguments des marxistes. A quoi bon insister ? On ne trouvera nulle part de purs esprits, ni chez les hommes isolés, ni dans les sociétés où ils se rassemblent; on pourra donc écrire des volumes sur l'influence des besoins. Mais nulle part non plus on ne trouvera des corps sans aucun sentiment et sans aucune pensée, c'est-à-dire, au fond, des corps sans tête; l'estomac aura toujours dans le cerveau son directeur.

(1) M. J. Bourdeau.

L'infrastructure elle-même n'est pas purement économique et tous les facteurs inconscients ne sont pas des facteurs économiques. La quantité des unités sociales, leur densité, leur mobilité, la qualité de ces mêmes unités sociales, leur homogénéité et leur hétérogénéité, leur simplicité ou leur complication, leur état de division ou leur degré d'unification, voilà des facteurs qui ne sont pas économiques et qu'une sociologie *objective* a pourtant le droit de mettre en lumière. D'autre part, les phénomènes d'imitation ou d'innovation ont une importance qu'une sociologie psychologique ne manquera pas de faire remarquer. Enfin, la technique elle-même n'est que de la science appliquée, un ensemble d'*idées* pratiques sur les meilleurs moyens d'atteindre telle production.

On a objecté aux marxistes, non sans raison, que les mêmes instruments de travail, les mêmes moyens techniques, se sont accommodés de régimes très différents; « la même charrue a été poussée dans le sillon par des mains de serfs et de paysans libres. » Marx a pu soutenir sans doute que ce sont les besoins de l'agriculture naissante qui sauvèrent jadis la vie aux prisonniers en les transformant en esclaves; mais on lui a demandé justement si, au dix-huitième siècle, la réforme du droit pénal, l'abolition de la torture se rattachent à la technologie. Marx a pu rappeler que le christianisme, à son berceau, fut une religion d'esclaves, ayant sa racine profonde dans des besoins économiques et sociaux; mais on lui a demandé encore si le christianisme ne devait pas survivre à l'esclavage. Ajoutons que le christianisme a cherché sa principale force dans le spirituel, non dans le temporel. L'évangile n'est pas un traité de technique

et le devoir suprême de la charité n'est pas un devoir économique

La loi des trois états, énoncée par Auguste Comte, contient une forte part de vérité sociologique et historique; une fois rectifiée, elle pourra être plus vraie encore; sous quelque forme qu'elle soit présentée, elle mettra toujours en lumière l'importance sociale des transformations de la croyance religieuse, scientifique et philosophique, par conséquent des *idées*. Cette loi elle-même, vraie dans un si large domaine, comment la rattacher à une base économique et technique? La base est ici cérébrale, non viscérale.

Les historiens ont raison de demander si le milieu a notablement changé depuis les origines de la civilisation ou, plus particulièrement, depuis la formation de la race blanche. Cette race elle-même, malgré le grand nombre de sélections qui ont pu la modifier, n'est pas changée en son fond intime. Et cependant, langues, mœurs, religion, régime familial, économique, politique, droit, morale, science, arts, industrie, tout a subi des changements sans nombre qui font que, dit M. Xénopol, « si la figure de l'individu de race blanche est aujourd'hui fort semblable à celle d'autrefois, la société de race blanche est toute dissemblable. » Où donc est la source de tant de changements, sinon dans les idées, dans l'intelligence humaine et, par extension, dans les sentiments humains, surtout sociaux?

Le déterminisme humain, en définitive, n'est pas seulement « économique » il est psychologique, sociologique, universel. Le matérialisme économique parle sans cesse de déterminisme; mais le vrai « déterminisme » consiste à tenir compte de *toutes* les conditions propres

à déterminer le vouloir, soit individuel, soit collectif, selon leur importance relative et leur degré d'influence. C'est ce que ne fait pas le marxisme. Que tout déterminisme social, au lieu d'être une action réciproque de facteurs variés, ait des facteurs exclusivement ou fondamentalement économiques, que tout se réduise dans l'histoire à la poursuite des utilités matérielles, que manger pour vivre soit équivalent à vivre pour manger, voilà un paradoxe qui n'a absolument rien de « scientifique. »

Si les conditions économiques n'influaient pas d'abord sur les sentiments humains, elles n'influeraient pas sur les institutions humaines. *Tout* ce qui influe sur les sentiments et les impulsions influe sur les actions et le mouvement de l'humanité; voilà le vrai principe. Or il est manifeste que les besoins matériels ne sont pas les seuls à influencer sur nos sentiments: *l'homo œconomicus* n'est pas l'homme tout entier. Les besoins matériels ne sont donc pas les seuls facteurs de l'histoire; les *idées*, elles aussi, sont des *forces*, et les sentiments généreux qui s'attachent aux idées générales ou universelles sont parmi les principales des forces. Le matérialisme historique n'est qu'un côté de l'histoire; l'idéalisme historique est l'autre côté, plus intérieur, qui va dominant à mesure que la civilisation avance dans le sens de la justice.

Les marxistes ont tort de trop dédaigner la morale et de croire que, par un mécanisme extérieur, ils feront pénétrer dans les âmes individuelles la soumission aux fins sociales. Tout sociologue soucieux de ne méconnaître aucun élément du problème admettra, à la fois, la nécessité des changements économiques et celle des changements moraux ou religieux. Aujourd'hui, par exemple, ne voyons-nous pas le christianisme, le catho-

licisme même s'adapter aux temps nouveaux? Ce n'est guère qu'à la fin du XIX^e siècle que les docteurs chrétiens, voyant l'irrésistible montée de la démocratie et, avec elle, du socialisme, ont compris la nécessité d'épouser dès ici-bas la cause des misérables, afin de les amener à eux; ils ont réclamé pour tous, dès cette terre, la justice effective, assurée par des conditions sociales où la propriété ne serait plus le privilège des uns aux dépens de la masse. On peut prévoir que, dans l'intérêt même de son influence, le christianisme ne fera qu'aller de plus en plus loin dans cette voie de la « démocratie sociale. » Les idées scientifiques, philosophiques religieuses jouent, dans l'histoire, un rôle souvent plus grand que les besoins matériels. Ceux-ci, s'ils étaient seuls, seraient toujours à peu près les mêmes, mais le développement de l'intelligence et de ses idées crée des besoins nouveaux, des aspirations nouvelles à un idéal toujours plus élevé. Et c'est ainsi qu'a lieu le *progrès*. L'idée n'est pas simplement un reflet, elle est elle-même un foyer de lumière, de chaleur et de mouvement.

Marx a réfuté lui-même son matérialisme historique, en se voyant obligé à la fin de rétablir dans l'histoire le rôle des théories et, par conséquent, des idées. « La théorie même, dit-il, devient une force matérielle aussitôt qu'elle pénètre les multitudes. » Le mouvement populaire, en effet, coïncide avec l'établissement des écoles populaires et la diffusion de la culture. D'une part, sans l'idée et le sentiment de la *dignité humaine*, on ne peut réveiller les classes laborieuses de leur sommeil séculaire, d'autre part, en faveur de la classe ouvrière, il faut faire la conquête *spirituelle* des éléments supérieurs de la classe élevée. Toutes choses qui ne

peuvent être l'œuvre ni des seuls ouvriers, ni des seuls intérêts économiques. C'est donc aux esprits désintéressés et aux *idées* que, finalement, le *matérialisme* utilitaire est obligé de faire appel. Comme tous les systèmes exclusifs et outrés, la scolastique marxiste est vraie par ce qu'elle affirme et fausse parce qu'elle nie. Or, que de choses elle nie ou ignore (1) !

(1) Qu'on nous permette, pour plus de détails, de renvoyer le lecteur à notre appréciation du matérialisme historique, publiée par la *Revue des deux mondes* en 1900 : *La question morale est-elle une question sociale ?*

QUELQUES MOTS
SUR
LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

PAR
M. G. TARDE

Invité à intervenir dans la question 'du *matérialisme historique*, je ne me sens aucun goût, je l'avoue, de traiter à fond ce sujet. Après ce que j'en ai dit ailleurs, (1) il me suffira de présenter ici quelques considérations. D'abord, ce qu'il y a de plus difficile à comprendre dans la théorie simpliste dont il s'agit, c'est son succès, et c'est aussi l'air de nouveauté qu'elle a su se donner. « Il est étonnant, dit Schmoller à ce pro-

(1) J'en ai parlé notamment dans mes *Transformations du Pouvoir*, où j'ai tâché de montrer que les points de vue, en apparence opposés, de l'explication intellectualiste et de l'explication économique de l'histoire, étaient en réalité complémentaires.

pos (1), de voir jusqu'où, par-delà les cercles des penseurs socialistes, ce grossier cours d'idées, combattu déjà par Stuart Mill à l'aide de motifs concluants dans sa Logique, a trouvé des partisans. Il ne se place pas, quant à la méthode, à un degré supérieur à celui où se trouvent les erreurs de Buckle et de ses successeurs qui croyaient pouvoir, du mode d'alimentation, de l'état du soleil, et d'autres causes de ce genre, faire dériver directement les qualités psychiques des hommes et la constitution de la société. » Ce n'est pas à Buckle cependant, c'est plutôt aux économistes orthodoxes que se rattache la doctrine en question. Tous, au fond, ont été persuadés que les *lois* économiques qu'ils croyaient découvrir étaient les lois fondamentales de la société, l'économie politique étant à leurs yeux la science sociale tout entière. Thorold Rogers ne fait que développer leur illusion dans son *Interprétation économique de l'histoire* (2). Le matérialisme historique n'est que la reprise, sous une forme plus étroite encore, de l'ancien *utilitarisme* historique, dont l'étroitesse manifeste avait déjà éloigné de lui les historiens. S'il a été démontré que l'utilité, entendue même dans le sens le plus large, à savoir comme le faisceau de tous les intérêts non seulement matériels, mais mo-

(1) *Revue d'Economie politique*, avril 1894.

(2) Il ne serait pas difficile de montrer que plusieurs exemples cités par lui (notamment pages 20 et 21 de la traduction française de son livre) à l'appui de l'influence soi-disant directrice exercée par les faits économiques sur les faits politiques, prouvent au contraire l'influence majeure des événements politiques sur les phénomènes économiques.

raux, non seulement individuels mais sociaux, était dans l'impossibilité de fournir à elle seule l'explication de la moindre institution humaine, depuis le tabou polynésien jusqu'aux rites et aux devoirs des religions supérieures, depuis l'autorité d'un chef de clan jusqu'à celle d'un tsar ou d'un kaiser, à plus forte raison est-il certain que la partie simplement matérielle et organique de ce tout, fût-elle reconnue la plus importante, ne saurait expliquer l'histoire. Le matérialisme historique ajoute cependant à l'utilitarisme quelque chose : son pessimisme. L'utilitarisme à la Bentham est optimiste en somme, il se fonde sur ce postulat que les intérêts humains ou naissent d'accord ou sont essentiellement accordables, L'école marxiste les juge inconciliables à jamais, et c'est de la contradiction même, de la lutte des classes, érigée en moteur principal du progrès humain, qu'il déduit non seulement tout le développement de l'industrie mais tout le développement scientifique, religieux, politique. Il trouve en cela son appui apparent dans le darwinisme mal compris qui semble faire naître le progrès de la vie du choc des vivants et non de leur accouplement, de leur bataille et non de leur fécondation, de la haine et non de l'amour. Mais l'amour seul créateur, dans l'humanité comme dans la nature ; et les classes et les armées auraient eu beau se débattre depuis que le monde est monde, si, hors de cette mêlée, destructrice par essence alors même qu'elle est éliminatrice, quelques chercheurs, amoureux du vrai, ne s'étaient fait de leur méditation ou de leur laboratoire un isoloir, jamais la géométrie ne fût née, ni la mécanique, ni la chimie, condition *sine quâ non* de tout assujettissement de la

nature à l'homme, de tout progrès de l'industrie, voire même de l'industrie militaire. La poudre à canon, comme la machine à vapeur, a été découverte par des rêveurs...

Du reste, les marxistes éclairés ne nient plus la part des découvertes scientifiques, fruit d'une curiosité désintéressée, dans les changements sociaux. Mais ils n'en persistent pas moins, par exemple M. Labriola, à prétendre que « le mode de production de la vie matérielle détermine en général le processus social, politique et intellectuel de la vie », et, à leurs yeux aussi, « il s'agit d'expliquer en dernière instance tous les faits historiques par le moyen de la structure économique sous-jacente ». L'école de Le Play repose aussi sur cette hypothèse. M. Labriola dit encore : « Les desseins prémédités, les vues politiques, les sciences, les systèmes de droit, etc., au lieu d'être le moyen et l'instrument de l'explication de l'histoire, sont précisément ce qu'il faut expliquer, parce qu'ils dérivent de conditions et de situations déterminées... » *Les sciences*, jetées pêle-mêle avec tout le reste ! Comme si elles n'étaient pas — avec les religions, d'où elles procèdent en les combattant, ainsi que la raison de l'imagination — le chorège de l'histoire ! Et de quelles *conditions* s'agit-il ? N'est-ce pas d'un état social formé sous l'empire d'idées religieuses ou d'idées scientifiques vulgarisées, dans les limites d'une nationalité que des défaites ou des victoires ont circonscrite, d'une population dont le chiffre et le degré de densité, dont le désir de prospérité, résultent d'un concours ou d'une série de desseins politiques plus ou moins mal conçus et réalisés ?

Si la manière de voir que je combats était applicable à l'histoire, ce ne pourrait être tout au plus qu'à ses débuts, où la domination des impulsions organiques n'aurait rien de surprenant. Mais là même se dressent contre elle de fortes objections de fait. Une ou deux seulement, et presque au hasard. Par exemple, voici une coutume des Natchez : « Ceux, lisons-nous dans les *Lettres édifiantes*, qui, pour la première fois, ont levé une chevelure ou fait un esclave, ne couchent point à leur retour avec leurs femmes et ne mangent d'aucune viande ; ils ne doivent se nourrir que de poisson et de bouillie. *Cette abstinence dure six mois*. S'ils manquaient à l'observer ils s'imagineraient que l'âme de celui qu'ils ont tué les ferait mourir par sortilège, qu'ils ne remporteraient plus d'avantages sur leurs ennemis, et que les moindres blessures qu'ils recevraient leur seraient mortelles. » Je voudrais bien voir l'explication économique, utilitaire, d'une coutume si nuisible au peuple chez lequel elle était observée. — Dans ses nombreux combats avec les Tlascalans, nation mexicaine qu'il lui fallait vaincre avant d'aller combattre Montézuma, Cortez ne fut vainqueur que parce que ses ennemis, si supérieurs en nombre et très braves, avaient l'habitude, au milieu de l'action, d'emporter les blessés et les morts, ce qui jetait le désordre dans leurs rangs. Or, ils n'agissaient ainsi, contrairement à leur intérêt le plus évident, que pour se conformer à un devoir religieux, né d'hypothèses superstitieuses. Dirait-on que ces superstitions leur ont été suggérées par des raisons économiques ?

L'erreur fondamentale du matérialisme historique est de penser que l'homme croit toujours, finalement,

ce qu'il désire croire, ce qu'il a intérêt à croire. C'est contraire à l'observation psychologique la plus élémentaire. S'il en était ainsi, jamais révolution n'aurait pu éclater, jamais despotisme n'aurait pu être renversé. La seule garantie des gouvernés contre les gouvernants, au fond, c'est ce frein intérieur que le vainqueur, après toute lutte militaire ou civile, rencontre en lui-même, dans des principes qui lui font obstacle et qu'il ne parvient point à violer tout à fait.

Aussi longtemps que la maisonnée est restée close en soi, les individus, dans leurs rapports *intrà-familiaux*, étaient liés entre eux par des droits et des devoirs, par des liens moraux nés de la religion du foyer ; et, dans leurs rapports *inter-familiaux*, par des liens politiques de subordination, de commandement et d'obéissance, ou par une foi commune en un dieu suprā-domestique (1). Le lien des familles entre elles, des chefs de famille entre eux, ne pouvait être économique, comme il l'est à présent. Mais, à présent, est-il vrai de dire que nous sommes liés les uns aux autres par des rapports exclusivement ou principalement ou de plus en plus économiques ? Non. Il est à remarquer

(1) La petite discussion historique entre M. Flach et M. Pirenne (voir à ce sujet l'ouvrage du premier sur l'*Origine historique des habitations de la France*) au sujet du mode de formation des villes au moyen âge, pose, sous un angle spécial, le problème du matérialisme historique. D'après Pirenne, c'est le faubourg, le lieu commercial, développé par des raisons économiques, qui aurait été l'âme de la cité, le centre de son expansion. Pour Flach, au contraire, — et il me semble avoir démontré sa thèse — c'est la citadelle ou l'église, le point fort ou le lieu sacré, qui aurait été le noyau formateur.

que les besoins les plus impérieux, ceux sur lesquels on prétend s'appuyer pour rendre compte de tout en science sociale, sont ceux qui peuvent le moins se resserrer, il est vrai, mais aussi qui peuvent le moins s'étendre. A l'inverse, les besoins « plus factices » dit-on, mais d'origine sociale, l'amour, les besoins de luxe et d'art, la curiosité d'esprit, sont extensibles à l'infini autant qu'indéfiniment rétrécissables. L'élasticité des besoins est donc en raison inverse de leur *impériosité*. Or, les besoins les plus élastiques, c'est-à-dire les moins « matériels », les plus *inter-spirituels*, sont ceux qui se prêtent le plus, comme tels, à l'extension de la production industrielle, artistique, littéraire, scientifique, pendant que les autres, restant confinés dans leurs bornes naturelles, ne donnent lieu qu'à une activité productrice relativement stationnaire. Aussi Proudhon, — l'ennemi de Karl Marx, il est vrai, mais que les socialistes français oublient trop — avait-il raison de dire que, dans l'avenir encore plus que dans le passé, l'humanité devra chercher « dans les joies de la conscience et de l'esprit la majeure partie de sa félicité. » — De plus en plus, dans l'humanité comme dans l'homme, le ventre sera dominé par le cerveau, et non *vice versa*.

DU FACTEUR ÉCONOMIQUE DANS L'ORGANISATION SOCIALE

PAR

M. EDUARDO SANZ Y ESCARTIN

Les phénomènes de la nutrition constituent, dans l'ordre biologique, le fondement de toute activité ; mais la direction de cette activité subit au cours de l'évolution l'influence d'éléments de nature différente.

Il vient un jour où la délicatesse des processus cérébraux et leur complexité merveilleuse et merveilleusement ordonnée font naître une nouvelle force qui semble échapper aux lois générales qui régissent tous les autres phénomènes et qui vient constituer la caractéristique de l'humanité : *homo sapiens*. Alors apparaît l'ordre sociologique.

Mais l'évolution qui fera resplendir triomphante la lumière de la raison sur cette vallée de ténèbres et de

larmes — symbole juste de la vie humaine dans les siècles écoulés et même de nos jours — n'est pas l'œuvre d'un instant. Des siècles innombrables l'ont préparée, de longs siècles encore devront la poursuivre avant d'arriver au but.

Il est vrai, d'ordinaire le fait économique a donné son caractère aux mœurs, aux lois, aux idées. Les organisations anciennes, le régime féodal, l'ordre politique moderne, ont sans doute leurs plus fortes racines dans les modes de production, de distribution et de consommation de la richesse. Mais des facteurs d'ordre divers, idéaux, religieux, politiques, ont contribué puissamment à sa fondation.

Il n'est que juste de reconnaître l'importance capitale de l'élément économique dans la vie des sociétés. Il y a un bien triste accord entre l'état arriéré des populations de l'Estramadoure et de l'Andalousie et leur régime des *latifundia*. Les mœurs, les idées, les croyances des régions industrielles de l'Espagne sont bien éloignées des mœurs, des idées et des croyances des régions exclusivement agricoles.

Le régime d'exploitation de la terre exerce une influence bien connue sur la vie sociale. Entre le cultivateur des provinces basques jouissant des fruits de la terre par des contrats traditionnels de longue durée et le *campasino* andalous vivant au jour le jour, il y a un abîme. Aussi dans les provinces basques la paix sociale règne, les relations des classes sont d'une cordialité inconnue ailleurs, les idées religieuses même ont un caractère plus rationnel, la superstition y a moins de place.

Est-ce que l'économie de Smith et de Ricardo est autre chose que la reproduction théorique de l'économie réelle de l'industrie et du capital en Angleterre ? La fameuse doctrine du libre-échange est évidemment née des besoins de développement de la production anglaise. Elle était vraie pour la Grande-Bretagne et ce fut l'instrument de sa prospérité.

Mais le fait économique n'est pas le facteur unique de la vie sociale. De tous temps on l'a vu subordonné aux sentiments, aux croyances, à ce qu'on a cru la vérité. Les communautés chrétiennes des premiers temps, les prélèvements sur la fortune publique au nom de la religion, l'autorité, etc. ; la vie totale des peuples dominée par un esprit belliqueux (Perse, Sparte) ou religieux (Mahométans, Espagnols du xvi^e siècle) ; les révolutions transformant les sociétés au souffle des idées, les peuples stagnants sur l'oreiller de Confucius ou de Boudha ; l'histoire entière, en un mot, nous enseigne que l'organisation sociale n'est pas l'œuvre d'un facteur unique auquel on puisse réduire toute activité. Bien au contraire, à chaque période de l'histoire, la force politique, l'idéal religieux, les préjugés de tout genre, les traditions et les idées régnantes ont donné l'explication des événements et des lois.

Plus encore. On peut affirmer que, dans l'avenir, la pensée, l'élément supérieur de la nature, aura une influence toujours grandissante dans le gouvernement des sociétés. La vie économique des peuples subira son empreinte ; ce qu'il y a de profondément vrai et de profondément juste dans les affirmations du socialisme triomphera dans les faits. Et cette transformation ne

sera pas uniquement l'œuvre des facteurs économiques évoluant par leur propre virtualité, mais aussi et surtout des forces morales, de la vérité reconnue et obéie, de l'accomplissement de la parole prophétique : *Et veritas liberabit vos.*

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

ET LA MÉCANIQUE SOCIALE

PAR

M. L. WINIARSKI

Le matérialisme historique a le mérite d'avoir découvert quelques régularités — *Gesetzmässigkeiten* — empiriques dans la dépendance entre les phénomènes économiques et les autres phénomènes sociaux. Nous ne pensons pas nier ce mérite, mais néanmoins c'est une théorie étroite et, au point de vue rationnel, insignifiante, grâce à la dialectique hégélienne surannée et à la théorie économique de Marx erronnée qui lui servent de base.

Le matérialisme ne peut aboutir scientifiquement qu'à la *Mécanique Sociale*. Le principe fondamental de la Mécanique, celui du moindre effort, est en effet un principe purement économique, il s'agit d'appliquer

ce principe à tous les domaines de la vie sociale pour obtenir une explication économique et en même temps rationnelle de l'histoire. Partout où il y a un gain quelconque, un avantage quelconque, il y a innovation — *rareté* (Walras). La voie de la *rareté*, non absolue, mais relative, psychologique ou produite par les efforts humains, est la voie du moindre effort (Grenznutzen, degré final d'utilité).

C'est ce principe économique qui régit tout dans la société : elle s'y adapte dans tous ses domaines, par voie de transformation d'énergie. Quant à la technique elle n'est qu'une des voies par lesquelles le principe se réalise. Ce principe agit dans la société par deux voies simultanées : en faisant vaincre, survivre, se répandre — jusqu'à ce que le besoin respectif soit satisfait — toutes les innovations dans un domaine quelconque — intellectuel, technique, économique, etc... — Ceci est le côté dynamique du principe du moindre effort. D'autre part, il produit une équilibration entre les différents côtés de la vie sociale, troublée continuellement par des inventions nouvelles — ceci est le côté statique du principe nommé. Arrêtons-nous d'abord sur ce dernier.

L'économie pure nous montre (1) que si un individu ou une société a plusieurs besoins de différente intensité à satisfaire on ne commence pas par satisfaire le plus urgent dans sa totalité, pour passer ensuite au contentement total du moins urgent, etc., mais qu'on satisfait tous les besoins en même temps de façon que

(1) Loi de Gossen et de Menger.

les derniers degrés de tous les besoins satisfaits présentent la même intensité. La même loi nous dit aussi qu'un nouveau besoin ne peut apparaître dans la conscience — et une nouvelle invention y correspondant ne peut être réalisée — si son intensité est moins considérable que l'intensité de derniers degrés des anciens besoins satisfaits par l'individu ou la masse: C'est ainsi qu'on se procure le maximum de satisfaction avec le minimal effort. Voilà l'explication rationnelle de l'influence que les inventions techniques produisent sur tous les autres côtés de la vie sociale et, inversement, l'explication de l'influence que ces derniers produisent sur les inventions techniques.

Étant donné une invention technique quelconque il s'agit d'en tirer toutes les possibilités de gain dans tous les domaines sociaux en vertu du principe du moindre effort et elle produit ainsi dans la société tous les changements possibles au moyen des appétits non satisfaits de la masse qui tendent vers le maximum de satisfaction possible, mais inversement toute innovation dans les autres domaines se repercute aussi sur la technique et l'économie grâce à la même tendance des appétits à exploiter toutes les possibilités de gain. Ce n'est qu'ainsi que la société atteint le maximum de bien-être dans les conditions existantes. Cette loi d'équilibration, de justice constitue la force conservatrice, la force d'inertie du système social. Elle fait qu'on ne peut pas passer indéfiniment à la réalisation des nouvelles découvertes et à la satisfaction de nouveaux besoins avant que les anciens besoins de la masse existante ne soient satisfaits. C'est cette tendance vers le plus grand bonheur du plus grand nombre qui ne per-

met pas la réalisation de nouvelles inventions avant que les conditions ne soient mûres c'est-à-dire avant que les anciens besoins étant satisfaits, on puisse passer à la satisfaction des nouveaux dont l'intensité relative devient ainsi mieux sentie.

Nous voyons donc d'abord qu'il y a une économie statique dans la société qui embrasse tous les domaines de la vie sociale, qui les fait s'équilibrer mutuellement en vertu du principe du moindre effort. Si au point de vue statique, dans une société qui se meut dans les mêmes ornières et n'introduit pas de nouvelles inventions, tous les facteurs sociaux ont ainsi la même importance — au point de vue dynamique la chose se présente autrement.

Passons maintenant à l'économie dynamique produite par le même principe du moindre effort. Ce principe ne pose aucune limite à nos tendances, mais suppose une perfectibilité toujours plus grande, un progrès infini, des adaptations toujours plus parfaites qui nécessitent une intelligence toujours plus subtile. C'est donc le progrès de l'intelligence qui est le moteur central de tout le progrès social : une invention même technique n'est qu'un produit de l'intelligence. Le principe du moindre effort se réalise de mieux en mieux par le progrès intellectuel et une des voies de ce progrès — longtemps la meilleure — c'est la technique. Voyons pourquoi.

Il y a déjà une certaine intelligence dans la religion, l'esthétique, la morale, le droit, la politique, etc., mais ils sont en partie entourés des fantômes surnaturels et en partie de ruse inconsciente animale, primitive, c'est-à-dire que cesont des domaines d'une intelligence impul-

sive et par cela même imparfaitement adaptée qui doit se baser sur des menaces et promesses irréalisables, etc. Or, l'intelligence devient mieux adaptée, moins impulsive, plus réfléchie dans les inventions techniques, dans les rapports purement économiques : ici, en effet, nous n'avons affaire qu'à des faits et à la logique, au calcul donnant - donnant, et non à des sentiments, à des impulsions, à des fantômes surnaturels, à des promesses et menaces irréalisables, presque incontrôlables : ici tout peut et doit immédiatement ou du moins sur cette terre même être contrôlé. C'est donc dans les voies de la technique et de l'économie que le principe du moindre effort se réalisait d'abord le mieux, qu'il était le plus avancé pour ainsi dire : ici il était dès l'abord *minimum minimorum*.

Si donc la technique et l'économie ont une prépondérance — au point de vue du progrès — sur les autres côtés de la vie sociale (1), c'est parce que ce sont les domaines le moins impulsifs et où la logique humaine la plus parfaite peut se manifester. La technique et l'économie ont donc leur importance uniquement comme expression du progrès intellectuel de l'humanité et c'est dans ce progrès qu'il faut chercher la source définitive de tout progrès social (2). Si le progrès intellectuel se manifeste *pratiquement* le mieux dans la technique et l'économie — l'adaptation aux faits la plus parfaite et la logique la plus exacte se réalisent *théoriquement*

(1) Ce que le matérialisme économique sentait vaguement, mais qu'il ne savait pas expliquer rationnellement.

(2) Ce que le matérialisme niait dans son aveuglement.

dans la science. (Or, à l'époque où la science ne fut pas spécialement cultivée c'était le marchand et le technicien qui par leur logique et leur vue claire des faits étaient le plus proches de l'esprit de la science (Vierkandt), mais ils ne s'en rapprochent qu'instinctivement et d'une façon tout empirique tandis que la science par ses procédés conscients d'observation et de généralisation exacte dépasse la technique et l'économie et représente le *summum* du développement intellectuel et le *minimum minimorum* définitif de l'effort.

La technique elle-même n'est donc qu'une manifestation de la pensée scientifique qui n'est qu'une adaptation exacte — logique stricte — vers un but déterminé — les faits. Toujours où la technique, même la plus instinctive, fait des progrès c'est donc la pensée scientifique qui les fait. La pensée scientifique ne se manifeste pas tant dans les livres ou dans les laboratoires, que dans un maniement réaliste de la logique et des faits. Or si dans tous les autres domaines — religion, esthétique, morale, droit, politique — l'homme marche entouré de fantômes, c'est dans le domaine des inventions techniques et des rapports économiques qu'il se trouve le plus tôt dans le domaine de la science.

Il y a donc une hiérarchie des besoins et des inventions au point de vue du principe du moindre effort. Ce sont les besoins intellectuels scientifiques et les inventions techniques et ces activités économiques qui y sont adaptées qui représentent l'effort minimal — *minimum minimorum* — que l'humanité fait continuellement, où elle dépense le plus d'intelligence vraie et c'est dans le chemin ainsi ouvert par la pensée scienti-

fique et technique que se jettent ensuite — avec plus ou moins de vitesse, selon le degré d'intelligence et de ruse qu'elles manifestent (1) — toutes les autres activités et toutes les inventions respectives. Mais chaque nouveauté dans un de ces domaines est tout de suite accaparée par les forces statiques, conservatrices qui tendent à en faire profiter le plus grand nombre possible et arrêtent par cela même le progrès des inventions nouvelles. Ce n'est pas du reste un arrêt, mais un ralentissement du mouvement. Et ainsi l'évolution sociale se fait par une série de conflits entre les forces dynamiques — inventions hiérarchisées — et les forces statiques qui tendent à répandre leur bénéfice sur tout le monde. Il y a donc d'abord une lutte entre les différentes inventions dans laquelle la victoire appartient aux inventions scientifiques et techniques, après lesquelles s'échelonnent dans leur lutte de vitesse toutes les autres selon le degré où elles s'approchent de ce *minimum minimorum* de l'effort, c'est-à-dire selon le degré d'intelligence réelle et non métaphysique ni impulsive qu'elles manifestent ; cette lutte veut dire que dans la sélection naturelle les types de réflexion et de volonté l'emportent sur les types impulsifs, ou que la sélection naturelle tend vers le progrès cérébral. Outre ce mouvement progressif ou cette lutte dynamique des inventions, il y a une lutte entre ces forces dynamiques et les forces statiques, qui tend à arrêter la lutte entre les inventions, c'est-à-dire le

(1) C'est sur cette base que la Mécanique sociale classe les facteurs sociaux.

progrès ultérieur, jusqu'à ce que les progrès déjà réalisés se répandent sur le plus grand nombre de personnes. Les deux espèces de forces — statiques et dynamiques — sont régies par le principe du moindre effort, c'est-à-dire tendent simultanément à réaliser le plus grand progrès pour le plus grand nombre possible de personnes. On peut donc représenter l'évolution du système social comme un faisceau de forces qui s'influencent mutuellement et tendent à s'équilibrer et qui en même temps se déplacent selon la ligne du moindre effort qui est celle de la science et de la technique, de l'économie, etc.

Si la science a été et est encore souvent dépassée et préparée par la technique, elle la dépasse et la prépare à son tour de plus en plus de nos jours. Il y a donc une hiérarchie de différentes activités sociales au point de vue du principe économique. En tout cas, ni la technique, ni la science, ni en général l'intelligence n'existent en dehors des hommes : tels hommes, tels cerveaux, telles intelligences, telles sciences, telle technique — tels autres côtés de la vie sociale.

Or, le progrès intellectuel ne se fait pas au hasard : il est dirigé par des lois. Il se fait d'abord selon la loi du moindre effort, c'est-à-dire dans la direction d'une logique toujours plus rationnelle, de la prédominance des centres de pensée sur les centres d'impulsion, ce qui s'exprime par une domination toujours plus parfaite sur la nature, c'est-à-dire par une technique toujours plus parfaite et par une domination toujours plus grande sur soi-même, c'est-à-dire par le rejet en arrière des phénomènes impulsifs comme religion, etc., et un perfectionnement de rapports humains — de l'éthique,

du droit, de la politique, etc. D'autre part, tous ces résultats ne sont obtenus qu'au détriment du corps : il y a transformation d'énergie biologique, c'est-à-dire transformation de l'amour et de la faim en toutes les autres formes sociales. C'est un principe élémentaire de la Mécanique : ce qu'on gagne en vitesse on le perd en force — question à laquelle le matérialisme historique n'a fait aucune attention.

Les trois lois de la thermodynamique nous expliquent rationnellement ce côté particulier de l'évolution sociale qui en général est régie par le seul principe du moindre effort (1). Nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à nos travaux où nous avons tâché de développer un système complet de Mécanique sociale rationnelle, basée sur les lois précitées (2).

Le potentiel biologique de la société — abaissé par l'évolution intellectuelle — ne peut être rétabli que par d'heureux croisements régis de nouveau par le principe du moindre effort. Et c'est dans ce domaine, dans le domaine de l'amour physiologique, de la famille (3), de la race que se trouve la contrepartie, la restauration ou même l'augmentation de la puissance des énergies dépensées autre part en production des intellectualités toujours plus intenses — technique, économie, science et autres formes sociales. Le prin-

(1) Les trois principes de la thermodynamique nous expliquent seulement les modes de transformation de l'énergie, mais le but en est expliqué par le principe du moindre effort.

(2) Voir la *Revue Philosophique*, 1898-1899-1900.

(3) Voir notre *Teoria della famiglia et della proprietà* (*Rev. Ital. di Sociol.*, 1899).

cipe du moindre effort régissant ainsi les sélections naturelles, sexuelles et sociales, par voie de transformations adaptées de l'énergie, est donc la clef de voûte de tout l'édifice sociologique. On peut donc fonder la science sociale sur le principe de Lagrange, celui qui sert de base à toute la Mécanique (1).

(1) Remarquons à cet égard que nous considérons comme erronée l'idée exprimée dans les *Annales de l'Institut Intern. de Sociologie*, vol. VI, par M. le Professeur L. Ward, qui voudrait rejeter les mathématiques de la Mécanique sociale. C'est justement le langage mathématique, si exact, et la logique mathématique, si puissante, qui permettront de libérer la sociologie du déluge de mots inutiles, des vestiges de la métaphysique hegelienne et des erreurs économiques de Marx et de formuler les lois sociologiques d'une façon adéquate à leur complexité. Ayant donné les équations fondamentales de la Mécanique sociale, nous sommes heureux de voir que des juges compétents, comme M. Oscar d'Araujo, partagent notre manière de voir. Cet auteur écrit notamment ce qui suit : « Tout récemment M. Winiarski a fait appel, non seulement aux concepts mécaniques pour l'édification de la sociologie, mais jusqu'à leur expression algébrique. Le but de la science étant toujours finalement la formulation des lois qui régissent les phénomènes qu'elle étudie, cela n'a rien de surprenant, car le concept de loi est au fond identique à celui de fonction mathématique... Ce sont les lois abstraites qui constituent le domaine de la science pure et, en sociologie comme ailleurs, il n'y a que sur ce terrain que l'on peut espérer des résultats. M. Winiarski en a déjà obtenu quelques-uns en démontrant que l'on pouvait ramener la théorie abstraite et élémentaire de la famille et de la propriété en sociologie pure aux équations générales du mouvement de Lagrange. Cela effraie encore quelque peu les personnes attardées dans l'histoire naturelle des sociétés humaines ou animales. Mais il faut bien pourtant en venir à ces recherches supérieures, si l'on veut que la sociologie devienne réellement une science. On ne saurait prendre la simple énumération des us et coutumes des peuplades sauvages et des mœurs des animaux pour de la science. Ces observations en constituent les matériaux. Mais

La Mécanique sociale n'est ainsi rien autre qu'une explication économique de l'évolution des sociétés : elle est de l'économisme historique. Et c'est ainsi que le matérialisme ! (mot tout à fait déplacé) économique, d'une théorie métaphysique, unilatérale, étroite, devient une théorie scientifique, rationnelle et embrassant les phénomènes sociaux non seulement du côté de la technique, mais aussi du côté biologique — le tout unifié par la théorie du moindre effort et de l'énergie. L'unification que nous avons donnée dans nos « *Essais de Mécanique Sociale* » ne peut être considérée comme prématurée. Plusieurs représentants du matérialisme, comme M. Labriola et d'autres, reconnaissent dans leurs écrits que c'est à la théorie de l'énergie que le matérialisme historique doit aboutir dans sa constitution définitive.

elles ne sont que des matériaux, la maison reste à bâtir et à cela le manouvrier ne suffit plus : il faut un architecte, qui à l'aide précisément des formules mathématiques, en trace le plan et l'ordonnancement. » (*La Science française*, 30 septembre 1901). Des idées analogues sont exprimées par M. le Prof. Pinnaferri, dans un excellent travail publié par les « *Studii Sassaressi* », 1901.

RÉPLIQUE

PAR

M. CASIMIR DE KELLÈS-KRAUZ

Dix-huit membres ou associés de l'Institut international de Sociologie ont pris part à la discussion que j'avais eu le grand honneur d'inaugurer avec mon rapport. Répondre à tous, point par point, comme on se sent tenté, reviendrait à écrire tout un volume ; au lieu d'une apologie explicative, il faut donc me borner à une réplique sommaire. En l'écrivant, je ne ferai que reproduire les grandes lignes de la réponse orale que j'ai prononcée au Congrès même, avant le discours de clôture du Président ; mais j'y ferai entrer aussi les quelques remarques nécessitées par les mémoires qui n'ont pas été lus au Congrès.

I

En premier lieu, je dois faire mes réserves au sujet des théories de M. Loria ; c'est en quelque sorte compléter mon rapport que de dire, en quoi les idées de cet

éminent, mais surtout spirituel penseur, qui ont fait tant de bruit dans le monde, différent, et en quoi elles concordent, avec l'interprétation économique de la société, telle que l'entend l'école marxiste.

Pour M. Loria, premièrement, ce n'est pas l'état de la technique productive qui est le facteur déterminant de la vie sociale, mais tout autre chose : le degré d'occupation de la terre. La diminution continue de la quantité de la terre libre et de la productivité du sol, l'association coactive du travail et sa productivité insuffisante, la division de la société en classe possédante et classe privée d'option, puis la bipartition du revenu de la classe possédante en Rente et Profit, tels sont, pour M. Loria, les phénomènes fondamentaux, dont dépendent la morale, le droit et la politique ainsi que leurs transformations ; l'état de l'outillage ne joue qu'un rôle tout-à-fait secondaire.

Mais la terre non-libre, c'est-à-dire la propriété privée, avec son corollaire, l'existence d'une classe de non-propriétaires, c'est déjà un fait d'*organisation* économique, et notamment de droit économique ; le droit sera donc ainsi expliqué par le droit. Quant à la formation première de ce droit propriétaire, quant à l'apparition même d'une classe privée d'option, sous la forme des esclaves, M. Loria, pour l'expliquer, a finalement recours à l'emploi pur et simple de la force (1), c'est-à-dire qu'il renonce à l'explication économique et retombe dans l'erreur de Dühring, si péremptoirement réfutée dès 1878, par Engels, dans

(1) V. par exemple ses *Bases économiques*, etc., p. 398.

« Herrn Dühring's Unwälzung der Wissenschaft. » Or, le passage du régime de la « terre libre » à la propriété privée a ses causes dans le degré de la productivité du travail atteint au sein du groupe communiste primitif, degré qui permet de tirer de la plus-value du travail d'autrui et qui fait aussi naître l'échange ; l'accroissement de la productivité se réduit en dernière ligne à l'état de l'outillage, dont dépend, en outre, la possibilité, pour des familles séparées, de défricher des terres à leur compte. — Ceci établi, nous ne nierons point l'influence considérable qu'exerce sur les rapports entre les possédants et les exploités le voisinage des terres propres à l'établissement indépendant de ces derniers, la faculté d'émigration et de colonisation.

Quant à l'analyse même des sociétés à classes, ou, comme dit M. Loria par une généralisation impropre du terme : « capitalistes, » bien que assez souvent il se soit laissé aller à des constructions arbitraires, basées sur une insuffisante connaissance ou une interprétation erronée des faits (1), il a cependant, en général, énoncé des idées fort justes, il a sagacement observé certains côtés très intéressants, comme spécialement la décomposition et la recombinaison des impératifs sociaux, le rôle des « travailleurs improductifs, » etc. Cependant, ici encore, voici ce qu'on peut lui reprocher : il exagère l'adaptation consciente, directe et finaliste de la morale, du droit et de la superstructure sociale en

(1) Comme l'exemple le plus criant de ces défauts j'indique les observations de M. Loria sur l'histoire de la Pologne, *l. c.*, p. 302 et suiv.

général, à la base économique, et il n'aperçoit pas, ou en tout cas n'attribue presque aucune importance à l'adaptation inconsciente, indirecte, spontanée ; de là résulte qu'il ne fait pas suffisamment ressortir le phénomène si extraordinairement important de l'acquisition par la superstructure de l'indépendance vis-à-vis de la base, et le désintéressement fréquent des convictions de classe qui en découle. Cela tient à ce que l'éminent écrivain italien est avant tout un critique sarcastique et rationaliste de la société actuelle ; sa préoccupation principale consiste à chaque instant à montrer à cette société, si satisfaite d'elle-même, si persuadée du caractère idéal de sa science, de son art, de sa morale, à lui montrer, à un moment où elle s'y attend le moins, « les traits cabalistiques et le satanique sourire du facteur économique, » ce mauvais ange du capitalisme. M. Loria en parvient presque à présenter les choses comme si le déterminisme économique se réalisait uniquement dans les sociétés à classes car dans « les sociétés-limite », passée et à venir, les « institutions connectives, » éthiques, juridiques et politiques, ne lui semblent pas du tout nécessaires, puisque là tout est clair, chacun voit immédiatement que l'intérêt de la société est aussi le sien, et personne n'a besoin d'être amené par l'illusion pas plus que par la force à l'accomplissement de ses devoirs sociaux.

Nous avons dit nous-mêmes quelle différence considérable il y a entre les sociétés à classes et les sociétés sans classes quant au genre des rapports adaptatifs entre la superstructure et la base économique (v. p. 73-75) ; mais nous insistons sur la *généralité* du déterminisme économique. Ce ne fut, par exemple, qu'une erreur

passagère d'Engels que de croire que dans la période primitive les relations de parenté, la « production et reproduction » des hommes, et non les rapports de production économique, étaient la base déterminante de toutes les relations sociales (1). Nous repoussons de même l'idée de Weisengrün et de Nicolatëff, que dans la société future, le facteur « intellectuel » détrônera le facteur économique et régnera à sa place. Cette idée, ils l'ont tirée de l'interprétation abusive de l'expression d'Engels sur « le saut dans la liberté, » que fera l'humanité, en passant du régime capitaliste au régime socialiste. Engels a simplement, par cette image hégélienne, exprimé la différence entre l'état anarchique de la production, où les hommes subissent, sans pouvoir les prévoir ni prévenir, les effets des processus de production et de circulation et ne peuvent pas, en général, se rendre compte du fonctionnement compliqué de la société, et un état de production et de circulation socialement réglées, où les hommes déterminent consciemment leur vie économique et peuvent, en général, réagir consciemment sur tous les facteurs naturels et sociaux. Il est incontestable que dans un tel état, les hommes auront le sentiment d'une liberté beaucoup plus grande, et que la morale sociale y sera moins coactive, plus spontanée ; mais il n'en résulte nullement que le facteur économique puisse cesser d'y être déterminant. Telle est aussi notre réponse à M. Guillaume De Greef (p. 171), qui, après avoir rendu, dans

(1) V. là-dessus nos « Bases économiques des formes primitives de la famille ».

ses ouvrages, et spécialement par sa classification des phénomènes sociaux, des services signalés à la sociologie sur la base économique, dans sa communication au Congrès se laisse entraîner, par son antipathie pour le marxisme « orthodoxe, » à de nombreuses objections malfondées et qui souvent donnent à côté.

II

Au début de mon rapport j'ai adressé à mes honorables confrères la prière de bien vouloir, dans la discussion qui devait suivre, éviter les malentendus et les interprétations fausses, dont le moindre défaut est de faire piétiner la discussion sur place, sans que l'étude de la question puisse vraiment avancer d'un pas. Je savais naturellement d'avance que ma prière n'aurait pas un grand effet. Je savais, d'abord, que les rapports servent, en réalité, très rarement à la discussion au sein de la réunion même à laquelle ils ont été présentés, et que les orateurs, la plupart du temps, expriment des idées, qu'ils avaient depuis longtemps, comme si le rapport n'avait jamais existé. Mais je connaissais aussi un obstacle plus important : l'aperception de classe. Tous les savants, et tout particulièrement les sociologues, si hautement et même sincèrement qu'ils proclament leur amour impartial de la vérité pure, subissent l'action de leur milieu de classe. Dans notre cas, cette action du milieu, cette solidarité intime qui les unit avec la vie de leur classe, doit forcément les empêcher

de comprendre exactement l'esprit de la « sociologie du prolétariat » et de rendre justice à cette sociologie, qui, elle aussi, même quand elle n'y pense pas directement, écrit automatiquement *Mane-Tekel* pour les institutions, la morale et l'idéologie de la bourgeoisie. Or, l'idéologie de la bourgeoisie prend, dans l'esprit des penseurs de la civilisation bourgeoise, l'aspect et les dimensions de l'idéologie en général. Pour pouvoir rejeter le matérialisme économique il leur faut absolument pouvoir l'accuser de manquer de respect aux côtés nobles et élevés de la nature humaine; il aura beau affirmer le contraire, il sera toujours attaqué de ce côté-là.

Les penseurs les plus éminents, dont on pourrait attendre le plus de compréhension exacte et d'impartialité, ne font pas exception à cette règle. C'est ainsi que même M. Fouillée attribue au marxisme cette affirmation « que tout se réduit dans l'histoire à la poursuite des utilités matérielles », et croit devoir nous rappeler « que l'évangile n'est pas un traité de technique », ce que je lui concède sans plus de difficulté, et que « le devoir suprême de la charité (chrétienne) n'est pas un devoir économique » ce qui, étant donné le rôle de l'Eglise au Moyen-Age, n'est plus une vérité aussi incontestable (p. 279-281). M. Tarde croit nous donner un coup de grâce, en déclarant « à la fin de l'envoi » que « dans l'humanité le ventre sera de plus en plus dominé par le cerveau, et non *vice versa* » (p. 289). De même M. Limousin (qui paraît croire, en outre, que le nom de *monisme économique* a été employé par Marx (1)...), M. Puglia (p. 238), et même le regretté

(1) P. 189. — Ce qui mérite aussi l'attention, c'est que M. Li-

M. Coste, si objectif et si impartial dans d'autres cas, s'indigne de l'étroitesse du matérialisme économique, qui considère l'évolution sociale comme « exclusivement économique » (p. 130), comme « le produit d'une seule passion : la passion de manger » (p. 196)!

Ils ont été tous dépassés, et de beaucoup, par l'honorable M. Novicow. Dans sa « Défense de l'organicisme » (extrait du tome V de nos *Annales*), il a consacré tout un chapitre (ch. X) à la critique du matérialisme économique. Il y reproche à cette doctrine, entre autres, de traiter les faits historiques « avec désinvolture » ; quant à moi, si j'avais à composer une antkologie ou une chrestomathie sociologique à l'usage des étudiants, j'y placerais le chapitre de M. Novicow sur le matérialisme économique comme meilleur exemple pour apprendre comment *il ne faut pas* comprendre et reproduire une doctrine qu'on s'apprête à critiquer. Selon M. Novicow aussi, les « matérialistes économiques prétendent que l'unique moteur des actions humaines est l'estomac » ; mais il a imaginé aussi contre nous un argument plus fort. Le voici dans toute son irrésistibilité : « L'homme travaille pour acquérir, mais il vit pour jouir... Quand un individu dépense, le but de son activité ne peut pas être de gagner de l'argent. Donc (!) une moitié de notre vie échappe à l'action du matérialisme économique, donc cette méthode est incomplète, donc elle est fausse.

mousin réfute la découverte du communisme primitif par « deux monuments historiques de la plus haute antiquité : la *Bible* et l'*Odyssée* ».....

Admettons que pendant toute sa vie Godefroy de Bouillon n'a eu d'autre but que d'acquérir des richesses. Par suite de la conquête de Jérusalem il aurait acquis une grande richesse. Mais un jour quelconque il l'aurait dépensée. Ce jour-là son activité aurait échappé à l'action du matérialisme économique ». Car « à partir du moment où on se donne une jouissance, on échappe au domaine économique pour pénétrer dans le domaine physiologique ou psychologique (1)... »

Certes, il n'est pas dans la nature d'un marxiste d'être *avant tout* « un adversaire aimable ». Aussi dis-je ouvertement qu'il ne me paraît pas nécessaire ou utile de répondre à tout cela. Si je renvoie simplement à mon rapport, et plus spécialement à ses §§ 4 et 5, cela suffira, j'espère, aux lecteurs vraiment désireux de s'instruire et capables de juger sérieusement.

III

Il y a une autre objection, qui, au fond, n'est également qu'un malentendu, mais qui cependant, mérite d'être élucidée et réfutée ici; elle a été présentée surtout par MM. De Greef et de Roberty et porte sur le caractère psychologique des phénomènes sociaux.

M. De Greef dit : « L'économique n'est ni matérialiste, ni idéaliste; elle ne peut être que sociale; or,

(1) *L. c.*, p. 102, 103.

aucun phénomène sociologique n'est purement inorganique; tout phénomène social est une mixture à la fois inorganique, organique et psychique avec en plus quelque chose de particulier qui est le produit de cette combinaison supérieure » (p. 165); « le point de vue économique n'est ni plus ni moins idéologique que les autres, sauf qu'il est plus en rapport direct avec les faits de la nature inorganique et organique » (p. 183).

Ceci est on ne peut plus juste; mais M. De Greef oppose ces constatations au « matérialisme » marxiste.

Dans mon rapport (p. 86) j'ai déjà eu soin de prévoir et d'écarter une pareille objection, que j'ai réfutée plus longuement dans ma critique des idées de M. Karéieff (1). Je peux donc me déclarer absolument d'accord avec M. Tönnies, quand il dit qu'il serait absolument faux d'opposer le matérialisme économique à l'interprétation psychologique de l'évolution sociale, j'accorde aussi à la rigueur que c'est à celle-ci qu'il doit servir (p. 135), mais il faudrait réciproquement qu'on cesse enfin d'opposer l'interprétation psychologique à la prétendue étroitesse de notre matérialisme. M. De Greef, ainsi que M. de Roberty, appuient leurs critiques sur le terme même de matérialisme. Mais ce terme, on le sait cependant, ne peut et ne doit pas être pris littéralement; il a été choisi par Marx et Engels par réaction contre l'idéalisme de la philosophie allemande, mais il porte sur l'interprétation de l'histoire, non sur la métaphysique du monde et de

(1) « L'inventeur de la crise du marxisme », *Revue socialiste*, décembre 1900.

l'âme; et dans la conception de l'histoire il n'a, avec le matérialisme en général, de commun que « la tendance scientifique et positive à dériver le supérieur de l'inférieur, le noble du vulgaire, le compliqué du simple », pour parler encore avec M. Tönnies (1). Nous n'oublions jamais que tout ce qui est social est psychique et se passe dans les âmes individuelles; et qu'on ne vienne pas dire, comme c'est la mode maintenant, pour expliquer la longue injustice et ignorance des penseurs bourgeois vis-à-vis du marxisme, qu'en admettant le psychisme social, celui-ci se décide sur le tard à corriger ses erreurs et ses brutalités originelles. Voici ce que dit Marx *en 1847*, dans la « Misère de la philosophie » : « Les rapports sociaux sont aussi bien produits par les hommes que la toile, le lin, etc.;... les mêmes hommes qui établissent les rapports sociaux conformément à leur productivité matérielle, produisent aussi les principes, les idées, les catégories, conformément à leurs rapports sociaux (2). M. De Greef a donc

(1) De même le terme de *monisme économique* que nous préférons, signifie simplement que nous ne voulons pas nous arrêter à la constatation de l'interdépendance de tous les ordres des faits sociaux, mais affirmons qu'il y en a *un*, l'ordre économique, qui en général régit les autres (V. p. 83). De même les termes *forme* et *contenu*. M. Worms admet que les faits économiques soient la *base* et les autres, la *superstructure*; mais il n'admet pas que ceux-ci soient la forme, et ceux-là, le contenu (p. 266). Mais nous avons prévenu (p. 60) que les deux paires de termes sont également allégoriques, conventionnelles et signifient au fond la même chose.

(2) Deuxième observation sur la méthode, édit. franç., Giard et Brière, 1896, p. 151-2. — Je lis dans la communication de M. Fouillée (p. 281) : « Marx a réfuté lui-même son matérialisme

absolument tort, quand il reproche à Marx, — entre autres choses — d'avoir personnifié « le fait » ou « les forces productives » (p. 167).

M. de Roberty, d'autre part, a absolument raison, lorsqu'il fait ressortir le côté opposé du phénomène social, lorsqu'il taxe de contre-vérité complète cette opinion « que la *matérialité*, qui environne de toutes parts la production économique, n'appartient pas, au même titre et au même degré, à tous les faits quelconques se laissant ranger dans la classe de l'action, de la con-

historique, en se voyant obligé à la fin de rétablir dans l'histoire le rôle des théories et, par conséquent, des idées ». « La théorie même, dit-il, devient une force matérielle aussitôt qu'elle pénètre les multitudes ». — Or cette phrase se trouve dans la « Critique de la philosophie du droit de Hegel », un des premiers écrits de Marx, publié en 1844 dans « Deutsch-franz. Jahrbücher » (trad. franç. dans le *Devenir social*, septembre 1895). C'est comme cela qu'un éminent critique écrit l'histoire de la doctrine critiquée, et c'est sur une chronologie aussi exacte qu'il appuie ses conclusions ! — M. A. Gropali, dont le savoir et la scrupulosité n'ont pas besoin d'éloges, me permettra-t-il une seule rectification à son travail si utile et intéressant ? Elle porte précisément sur cette « Critique de la philosophie du droit de Hegel ». M. Gropali (p. 201) dit que dans cet écrit le jeune Marx manifeste encore la croyance à « la puissance magique de l'Idée », et que seulement dans la « Sainte Famille » on le voit évoluer vers le matérialisme. Or, dans la « Critique de Hegel » on lit, presque immédiatement après la phrase précitée sur la théorie : « Les révolutions ont besoin d'un élément passif, d'une *base matérielle*. La théorie n'est jamais réalisée chez un peuple qu'autant qu'elle est la réalisation de ses besoins ». — A mon avis, c'est précisément dans cette « Critique de Hegel » qu'on peut observer le mieux la synthèse commençante et pas encore tout à fait accomplie du matérialisme et de l'idéalisme, qui caractérise l'œuvre entière de Marx.

duite humaine » (p. 258-259). Je me permets seulement de rappeler qu'un sociologue de notre école, Ed. Abramowski (1), a précisément très, bien, très ingénieusement, démontré cette bi-polarité du phénomène social. Et je crois qu'Abramowski a eu raison de généraliser et de dire que tout phénomène social n'est social qu'à condition d'être à *la fois* individuellement psychique, et réel dans le sens de matérialité, de tangibilité; car la partie de l'âme individuelle qui ne s'objective pas dans les choses tombant sous les sens, n'existe pas pour les autres individus, ne se socialise pas et ne se détermine même pas pour l'individu donné lui-même; les hommes les uns aux autres, et par conséquent la société aux hommes ne se manifestent, à proprement parler, que par les *actes*. Je ne comprends donc pas comment M. de Roberty veut, *dans le domaine social*, faire précéder les phénomènes de l'action par les « valeurs purement socio-physiques ou morales : accord des esprits, union des âmes, etc. (p. 256). En ce qui concerne spécialement l'économique, il ne se le rend possible, il est vrai, qu'en distinguant « entre la production simple ou *pré-sociale* des choses qui servent à satisfaire nos besoins organiques (*recherche*), et leur production *sociale*, qui est déjà l'application compliquée de l'intelligence finaliste, de la science, etc. (p. 254-260). M. Ward exprime une idée analogue : « Il n'y a pas d'économie proprement dite dans le monde organique;

(1) Les bases psychologiques de la sociologie, 1897. — Le matérialisme économique et le principe du phénomène social, 1898. — Giard et Brière.

il n'y en a guère dans les races les plus primitives. L'économie est quelque chose d'*exclusivement* intellectuel, rationnel et réfléchi, et suppose un haut degré d'intelligence, d'industrie et de prévoyance » (p. 186). Je ne comprends pas les raisons de la distinction faite par M. de Roberty ni de la définition exclusive de M. Ward. Par production économique nous entendons en général l'activité de l'homme tendant à se donner les moyens matériels de satisfaire les besoins essentiels de la vie. Même quand cette « production » se limite encore à la *cueillette* ou *recherche*, elle n'est nullement pré-sociale, car on a trouvé des sociétés humaines qui n'ont pas dépassé de beaucoup ce stade. Mais même quand apparaît ce qui surtout caractérise l'économique : l'outillage, est-ce que les tout premiers instruments : bâton, pierre, même le feu gardé, sont le résultat d'une réflexion rationnelle, d'une science, d'une « idéologie », s'élevant sur la base des « valeurs socio-psychiques », solidarité sociale etc. ? Nullement. C'est au contraire l'invention de l'outillage, très longtemps irréfléchie, imprévue, spontanée, découlant immédiatement des sources biologiques, qui, grâce à l'accroissement des subsistances et des moyens de défense, soutient les hordes-familles primitives, les fait croître, parfois s'agglomérer, les soude intérieurement, crée la raison sociale, et finalement aussi une science de la production. Si M. Ward dit que, « la faculté inventive doit avoir précédé et introduit l'ère économique », ce ne peut être qu'un malentendu. S'il nous dit que *l'outillage* est le fruit de l'invention, et que par conséquent l'invention, fait psychique, est la base de la vie et de l'évolution de la société, nous lui répondons, ainsi qu'à M. Tarde, à

M. Worms (p. 268) et à M. Winiarski (p. 298) : — Mais certainement; seulement les inventions économiques, et en général, le psychisme économique, régissent les innovations et la vie psychique sociale des hommes dans tous les autres ordres de ses manifestations.

Pour en revenir à M. de Roberty, je ne peux pas ici m'engager avec lui dans la discussion psychologique esquissée plus haut, sur la question de savoir si, dans le domaine social, la volonté précède ou non l'idéation, l'action engendre ou non la pensée (v. p. 251). Au lieu de cela, je préfère constater que *dans la classe des phénomènes de l'action sociale*, les faits économiques sont, pour M. de Roberty aussi, les plus simples, les plus élémentaires et précèdent, conditionnent et dominent les faits juridiques et politiques, les luttes des classes et les guerres, parce qu'ils ne dépendent que de nos connaissances physico-mathématiques, chimiques et biologiques, plus simples que les sciences morales ou sociologiques, dont dépend notre action dans les domaines plus élevés (v. pp. 260-262, II). Je crois, moi, que la classe des phénomènes de l'action sociale est la plus importante et qu'elle agit adaptativement sur l'idéologie et les sentiments moraux; mais, je le répète, laissons cela pour le moment de côté. *Dans la pratique* des études sur l'histoire et l'organisation présente des sociétés, l'opinion précitée de M. de Roberty, qui constitue une application curieuse de la classification des sciences d'Auguste Comte, *concorde en somme avec le matérialisme économique*, mène à la même méthode, à la même subordination de la superstructure sociale aux transformations du mode de production.

IV

Voici un résultat précieux ; et il l'est d'autant plus que nous y arrivons non seulement avec un de nos savants critiques, mais avec plusieurs, avec la plupart, les plus dignes d'attention. Je n'ai pas besoin, certes, d'invoquer l'adhésion de M. De Greef, qui est lui-même un partisan convaincu de l'idée de la base économique, ni reproduire encore une fois l'opinion de M. le professeur Tönnies ; du moment que nous reconnaissons le caractère psychique de tous les faits sociaux, faits économiques y compris, — ce qui ne peut faire aucune difficulté — ils sont d'accord avec nous. Mais l'attitude de M. René Worms, par exemple, est bien analogue. Il dit que pour lui, les phénomènes de la superstructure sociale « ont leur réalité propre » ; mais pour nous aussi, cela va sans dire ! (1) Il remarque que « tous les ordres de faits sociaux que l'analyse isole ne sont distincts que pour notre intelligence limitée, et dans la réalité ne font qu'un » (p. 269). Incontestablement ! Marx l'a dit en 1847, dans la « Misère de la Philosophie » (2) ; Labriola (3) et Abra-

(1) Comp., p. 66, § 5.

(2) Troisième observation sur la méthode, édit. franç., p. 153 : « Dans le corps de la société tous les rapports coexistent simultanément et se supportent les uns les autres », etc.

(3) Essais sur la conception matérialiste de l'histoire. Giard et Brière. Chapitre VI, consacré spécialement à l'idée des facteurs historiques. « La doctrine matérialiste marque précisément le

mowski (1) l'ont répété expressément. Mais Labriola a en même temps compris et démontré la nécessité pour l'étude de cette *abstraction* des différents facteurs ou ordres des phénomènes sociaux; M. Worms la comprend également très bien (2). Mais alors je ne comprends pas comment il peut conclure que, « s'il en est réellement ainsi, la prétention de subordonner les divers phénomènes sociaux à un seul d'entre eux doit être résolument abandonnée », et nier qu'il y ait « un ordre de faits sociaux prédominant ». Évidemment, nous n'isolons l'ordre économique que par abstraction, mais cette abstraction est nécessaire, et une fois admise, les faits économiques sont bien « les plus anciens et les plus fondamentaux », ce que, du reste, M. Worms admet expressément (p. 266) et confirme dans son « schéma organiciste » (p. 270).

Comme M. Worms, de même M. Maxime Kovalevsky est pour l'idée de la base économique, qu'il a, du reste, mieux que quiconque servie par ses œuvres historiques de si grande valeur; mais il est, lui aussi, pour cette idée avec une réserve qui n'a pas de raison d'être. Il reproche notamment aux marxistes (3) « d'ignorer le fait que l'évolution des moyens de pro-

terme dernier, la cime de l'*unification* des divers processus historiques » (p. 179).

(1) Le matérialisme historique et le principe du phénomène social.

(2) « L'homme est obligé de distinguer les différents aspects... pour les envisager tour à tour » (p. 269).

(3) J'ai été du reste un peu étonné par la confusion singulière de Kautsky et de Weisengün (p. 121).

duction s'est accomplie sous l'influence de la marche ascendante de la population » (p. 122)! Mais l'accroissement de la population est un fait biologique, la manifestation d'une des qualités physiologiques de l'espèce « homme », facteur que les marxistes placent expressément à côté de l'économique (1). Il n'en est pas moins vrai que dans la vie sociale le facteur économique saisit et subordonne ce facteur biologique, que le mouvement de la population est favorisé ou entravé par l'état économique, et que toujours on a cherché et formulé des lois *sociales*, et très souvent strictement économiques, de la population! (2).

M. Léon Winiarski oppose au matérialisme historique sa mécanique sociale. Je ne sais pas et je n'ose pas juger si l'application des mathématiques pures à la sociologie peut être fondée et féconde; mais ce qui est certain, c'est que la théorie de M. Winiarski, en tout cas très intéressante et ingénieuse, n'est (à l'exception toutefois de sa théorie du génie) que la traduction en langage mathématique des principes essentiels du matérialisme économique. Connaissant la carrière de mon savant compatriote, je peux affirmer — et il ne le niera assurément pas — que l'esprit de M. Winiarski a été fécondé d'abord par le marxisme et qu'il a subi son empreinte. Qu'il ne lui ait pas gardé beaucoup de

(1) Comp. mon rapport, § 1, p. 53. — Par là je réponds en même temps à M. Fouillée (p. 278).

(2) Quant aux liens de dépendance entre l'évolution de la musique et le facteur économique, je les démontrerai dans un article spécial, que je me permettrai de dédier à l'honorable M. Kowalewsky.

reconnaissance, qu'il le traite aujourd'hui de toute la hauteur des mathématiques et puisse lui attribuer sérieusement la négation de cette vérité axiomatique que la technique et l'économie sont le produit de l'intelligence humaine (p. 299-298), cela change peu la situation. Ce qui importe, c'est que ce critique encore dit en propres termes que « la technique et l'économie ont une prépondérance sur les autres côtés de la vie sociale », et que dans la pratique des études sociales il ne pourrait procéder autrement qu'un partisan du matérialisme économique.

Il en est de même de M. de la Grasserie (p. 125-127), car sa « rectification » a été toujours incluse dans la conception marxiste (1). Il y a plus, même M. Novicow ne dit plus, comme dans sa « Défense de l'organicisme » que « si le matérialisme économique consiste seulement à affirmer que les phénomènes économiques ont une immense importance en sociologie, cette doctrine ne vaut pas gros »; au contraire, il estime que par là précisément elle « rend un nouveau et grand service à la sociologie » (p. 95), s'en déclare « plutôt partisan » et nous fournit même sur le champ un exemple historique, tiré de sa riche érudition... Il est vrai qu'il motive sa conversion par l'abandon que j'aurais fait de mes prétentions outrecuidantes de 1898; mais Dieu me soit témoin, j'ai scrupuleusement vérifié tous les

(1) M. de la Grasserie a exactement reproduit la conception historique de Marx, mais en revanche il se construit un socialisme marxiste qui n'a jamais existé. Comment peut-on dire par exemple que « Marx s'efforça de calmer les ardeurs politiques » ? !

textes et nulle part, dans mon discours de 1898 (2), je n'ai trouvé trace de « prétentions », que je n'aie maintenues dans toute leur force et étendue dans mon rapport de 1900, sur le matérialisme économique. Seulement — et voici le secret — cette théorie, par ce rapport, je l'ai fait *connaître*...

Sur la base de toutes ces constatations je peux conclure. Une comparaison s'impose avec le résultat des débats de 1897 sur la théorie organique de la société. M. Ludwig Stein a dit alors que ces débats ont été pour l'organicisme un enterrement de première classe. Je ne crois pas qu'un adversaire, même le plus acharné et le plus prévenu, puisse en dire autant du matérialisme économique, puisse avoir un instant la même impression après le débat qui se clôt aujourd'hui.

Au contraire, le matérialisme économique, cette théorie cultivée jusque-là principalement par les révolutionnaires, fait en quelque sorte son entrée dans le monde de la sociologie professionnelle, et ici, dans ce milieu, qui lui est naturellement assez hostile à cause de la pointe révolutionnaire que le matérialisme économique a et gardera toujours, il montre sa vitalité, il s'impose, il force presque la reconnaissance de la « grande part de vérité » qu'il contient. Je ne peux pas être mécontent de ce résultat. Certes, je ne suis pas pour les baisers Lamourette; certes, je sais que les instincts, conscients ou inconscients, de classe, sont souvent plus forts que tous les arguments scientifiques;

(2) Ou plus exactement, de 1897. Le tome IV des *Annales* qui le contient, a paru en 1898.

que la paix n'est pas conclue; que longtemps encore et souvent nous, les partisans du matérialisme économique, serons forcés de combattre la tendance à masquer l'importance et la force déterminante des transformations économiques par l'exaltation de l'idéologie indépendante et du rôle de l'élément individuel; je sais enfin que, réciproquement, longtemps encore, et malgré toutes les explications, on nous accusera d'étroitesse, de simplisme et de toutes sortes d'erreurs. Et néanmoins, malgré tout cela, voici un résultat des débats, que personne, j'espère, ne contestera et que je considère comme très précieux : c'est que les savants et penseurs venant de différents côtés, appartenant aux diverses écoles, savants et penseurs qui, lors de la fondation de cet Institut, se sont mis d'accord pour « considérer tous les faits sociaux comme intimement liés les uns aux autres et pour procéder, en l'étude de la société, par la méthode objective, plutôt que [par la méthode subjective », se mettent également presque tous d'accord pour reconnaître la très grande influence exercée sur la vie sociale par les phénomènes économiques et la nécessité, ou au moins l'énorme utilité de prendre ces phénomènes pour la base de toute étude de fait. S'il en pouvait résulter une forte impulsion dans le sens des études monographiques, de cette révision de l'histoire sur la base économique que réclame avec tant de raison le professeur Labriola, ce débat aurait vraiment été utile et fécond.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Statuts	5
Bureaux successifs de l'Institut	9
Liste des membres de l'Institut au 1 ^{er} janvier 1902.	13
Membres décédés depuis la fondation de l'Institut.	25
Liste des associés de l'Institut au 1 ^{er} janvier 1902	27
L'Institut International de Sociologie en 1901	33

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE OU ÉCONOMIQUE

I. — TRAVAUX DU CONGRÈS DE 1900

Qu'est-ce que le matérialisme économique? Rapport par M. Casimir de Kelles-Krauz	49
Discours de M. J. Novicow	93
Les fondements rationnels du matérialisme historique, par M. Achille Loria	97
Paroles de M. Maxime Kovalewsky.	121
Paroles de M. Raoul de la Grasserie	123
Paroles de M. Adolphe Coste.	129
Paroles de M. Nicolas Abrikossof	133
Opinion de M. Ferdinand Tœnnies	135
Le matérialisme historique, par M. Guillaume De Greef.	137
Paroles de M. Lester F. Ward	185
Discours de M. Charles Limousin	187
De la place que le matérialisme historique occupe dans la philosophie et dans la sociologie contemporaines, par M. Alessandro Groppali	195
Sur le matérialisme historique, par M. Ferdinando Puglia	237

	Pages
Discours de M. E. de Roberty	243
Paroles de M. René Worms	265
Discours de clôture du président, M. J. Novicow	271

II. — TRAVAUX POSTÉRIEURS AU CONGRÈS

Le matérialisme historique et la force des idées, par M. Alfred Fouillée.	275
Quelques mots sur le matérialisme historique, par M. G. Tarde	283
Le facteur économique dans l'organisation sociale, par M. Eduardo Sanz y Escartin	291
Le matérialisme historique et la mécanique sociale, par M. L. Winiarski.	295
Réplique, par le rapporteur M. Casimir de Kelles-Krauz	307

Widener Library



3 2044 093 672 129

